

من الامم المتحدة

Sans Visa : Grenoble et Stendhal

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15021 - 7 F

SAMEDI 15 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

Dix ans après l'initiative de Ronald Reagan

## Les Etats-Unis renoncent au projet de « guerre des étoiles »

Retour sur Terre

NUL n'ignorait que George Bush et Bill Clinton avaient des vues divergentes sur l'avenir du programme « reaganien » de « guerre des étoiles » aux Etats-Unis. Le premier en était un partisan déclaré, même s'il en avait ralenti le développement pour des raisons budgétaires. Le second avait émis de telles réserves, durant sa campagne électorale, qu'on se doutait que les jours du projet américain de bouclier anti-missiles dans l'espace étaient comptés, dans sa configuration d'origine.

C'est chose faite : le Pentagone adopte une version « soft », qui consiste à installer au sol ou, le cas échéant, à embarquer sur des navires, des engins intercepteurs d'autres missiles pour protéger le territoire nord-américain, ou le déploiement de soldats à l'étranger, d'une menace à la fois moins sophistiquée, moins dense et moins traditionnelle que celle du temps de la « guerre froide » entre l'Est et l'Ouest.

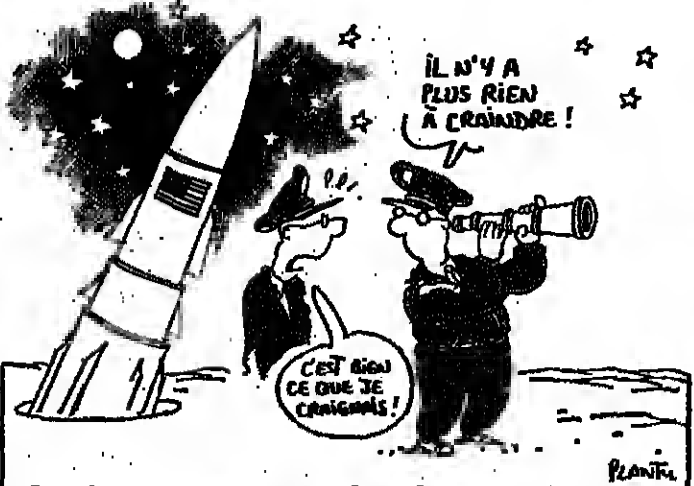
« Nous devons 20 % de nos pertes, durant la guerre du Golfe, à un seul missile », a dit récemment le général William O'Neill, responsable du projet de « bouclier » spatial ancienne formule, en faisant allusion au tir - mal intercepté - d'un missile Scud irakien, sur la base américaine de Dhahran, qui fit, le 28 février 1991, vingt-huit morts. Un rapport de l'université Johns Hopkins commandé par l'armée de l'air américaine a établi que les attaques aériennes de la coalition anti-Saddam Hussein avaient bien réussi à démolir l'armée irakienne, mais qu'elle avait, en revanche, détruit à peu, voire pas du tout, les lanceurs mobiles de missiles Scud.

VOILA donc tout désigné le nouvel adversaire potentiel : des Etats, un peu partout dans le monde, suffisamment riches et habiles pour se procurer en certifié, en jouant de la rivalité et de la complicité des grandes puissances, des armements qui sont technologiquement efficaces, comme des missiles balistiques tactiques ou des missiles de croisière. L'accord International MTCR (Missile Technology Control Regime) de 1987, qui réglemente l'exportation de tels engins, n'a pas empêché la Chine - dénoncée au début de mai par Washington - de livrer des missiles M-11 au Pakistan.

En prévision de cette prolifération, les Etats-Unis ont choisi de revenir sur Terre. A partir d'armes existantes, adaptées à des satellites de détection, le Pentagone veut déployer un réseau, à deux niveaux, de missiles capables d'intercepter des engins offensifs à haute altitude ou tirés sur une courte distance. C'est le nouveau programme NMD (National Missile Defense), auquel Israël a été associé.

REUNIS à Rome, en avril dernier, des responsables ont, de leur côté, pressé l'Union de l'Europe occidentale (UEO) d'en faire autant pour la défense communautaire. A Paris, cette semaine, le ministre français de la défense a relancé cette initiative, au nom d'une conception de la dissuasion qui voudrait s'appuyer sur le développement d'un bouclier et la modernisation d'une panoplie nucléaire.

La Pentagone a annoncé, jeudi 13 mai, qu'il renonce au programme massif d'armes spatiales que Ronald Reagan avait lancé il y a dix ans, baptisé « guerre des étoiles », pour l'orienter sur un nouveau projet de défense antimissile plus limité, à partir de missiles intercepteurs au sol. Cette décision est officiellement justifiée par la disparition de toute menace d'attaque-surprise de l'Est.



Lire page 3 l'article d'ALAIN FRACHON

## Pouvoir d'achat en baisse

L'INSEE indique, dans sa note de conjoncture publiée le 14 mai, qu'au cours du premier semestre 1993, la situation de l'emploi devrait s'aggraver et le pouvoir d'achat baisser.

Selon l'Institut de la statistique, l'emploi total (salariés et non-salariés) va baisser de 160 000 au cours des six premiers mois de 1993, après un recul de 100 000 en 1992. Par rapport à la population active, le taux de chômage augmenterait de 0,7 point et s'établirait à 11,2 % à la fin du premier semestre. Le pouvoir d'achat des ménages reculerait au cours de la même période, et cette tendance risque fort, pour la première fois depuis 1984, de se maintenir sur l'ensemble de l'année. A partir de juillet, interviendront les mesures de redressement annoncées le 10 mai (hausse de la CSG et des taxes).

Lire page 18 l'article d'ALAIN LEBLAUD et JEAN-MICHEL NORMAND

## L'Espagne et le Portugal ont dévalué

Le gouvernement espagnol, jeudi 13 mai, a demandé et obtenu de ses partenaires de la CEE une dévaluation de 8 % de la peseta, la troisième depuis septembre dernier, ce qui porte à 20 % environ en huit mois sa dépréciation vis-à-vis du franc français et du mark. Le Portugal, dont l'économie est liée à celle de l'Espagne, a dévalué de 8 % son escudo, comme en novembre 1992.

par François Renard

Inévitable, mais bien menée : telle est l'appréciation portée par les milieux financiers internationaux sur la troisième dévaluation de la peseta, à hauteur de 8 %, qui a été réalisée dans la journée du jeudi 13 mai. Inévitable, tout le monde le savait, à commencer par le gouvernement espagnol, qui, la tête sur le billot, jurait que les parités de la peseta seraient défendues, au moins jusqu'aux élections législatives du 6 juin dans la péninsule.

Sur le plan économique, les deux dévaluations précédentes, celle du 17 septembre 1992 (5 %) et du 22 novembre 1992 (6 %), n'avaient pas totalement compensé les pertes de compétitivité

de l'industrie espagnole, plus de 20 % depuis 1987 par exemple, par rapport au coût de production de l'industrie française, du fait d'une irrésistible dérive des salaires et de la rigidité du système social ibérique. Les exportateurs de la péninsule éprouvaient, l'année dernière, de plus en plus de difficultés à maintenir leur position à l'étranger. Malgré une dévaluation globale de près de 12 % depuis l'automne dernier vis-à-vis du franc et du mark, et de 4 % à 5 % vis-à-vis de l'ensemble des pays européens, le « réajustement » de la peseta était jugé insuffisant : il fallait encore dévaluer de 8 % à 10 %.

Lire la suite et l'article de MICHEL BOLE-RICHARD page 18

## Chine : le retour de l'opium

Le trafic de drogue a repris au Yunnan, avec la connivence de certains officiels

RUILI (district de Dehong, frontière sino-birmane)

de notre envoyé spécial

La brume matinale confère au paysage subtropical l'allure d'une peinture chinoise traditionnelle. Placée, la rivière Shweli traverse la frontière à sa borne 58 pour rejoindre, en Birmanie, le cours de l'Irrawaddy. Un groupe de touristes chi-

nois s'embarque pour une visite d'une journée en territoire birman. Dans l'autre sens, quelques marchands poussent leur bicyclette chargée de colis vers la Chine. La brume et le laxisme policier qui règne sur cette frontière contiguë du Triangle d'or ne font rien pour effacer une question lancinante : jusqu'à quel niveau le régime chinois est-il pénétré par le pavot cul-

tivé sur les monts voisins ? Un voyage de presse organisé sur la frontière entre la Birmanie et la province du Yunnan n'a pas permis d'y répondre. Mais il a simplement confirmé que l'opium et son dérivé l'héroïne avaient repris pied en Chine, quatre décennies après en avoir été évincés. L'échelle du trafic oblige à s'interroger sur les complicités au sein de l'administra-

tion, tant les chiffres sont impressionnants. En 1992, 5 600 personnes ont été arrêtées au Yunnan par les policiers spécialisés dans la lutte anti-narcotiques, dont 5 200 ressortissants chinois. Les policiers ont saisi quatre tonnes d'héroïne, en quasi-totalité de la variété la plus pure, la « China Light n°4 ».

FRANCIS DERON

Lire la suite page 4

## Cannes 93 La confusion des sentiments

Le Festival s'est ouvert avec « Ma saison préférée », d'André Téchiné

CANNES

de notre envoyée spéciale

Ce n'est pas une ouverture frivole, conventionnelle ou avariée. Le 46<sup>e</sup> Festival de Cannes est entré tout de suite dans le vif du sujet, dans le sujet à vif. Avec, en compétition, le film le plus limpide, le plus essentiel d'André Téchiné, *Ma saison préférée*. Comme si tous les beaux malaises qu'il avait éclairés, ses *Souvenirs d'en France*, ou de *l'Hôtel des Amériques* ou de *L'été du crime*, ces deux derniers avec Catherine Deneuve, déjà, avaient dû le conduire là, dans le champ clos de la cellule indélébile, la famille.

Il dirait tout, cette fois-ci, dans la lumière dorée des étés impeccables, il dirait ce que c'est la fraternité, et la maternité, et la conjugalité, et la mort qui se charge de tout arranger. Sans pathos, sans excès, presque sans action, dans une sublime orchestration des sentiments. Rien que les sentiments qui démontrent, et se cognent, qui se brisent et se cherchent, trop tôt, trop tard, pas maintenant. Faut-il que sa mère meure pour qu'on se sache vivant ? On ferme les volets à la première image de *Ma saison préférée*. Quelque chose s'achève. Berthe (Marthe Villalonga), qui a

construit sa maison avec son défunt mari, qui a construit deux enfants « supérieurs » aussi, avec la même robustesse terrienne, commence à s'effriter. Un malaise, rien, la sonnette d'alarme d'un naufrage annoncé. Devant cette menace encore vague, Emilie (Catherine Deneuve) et Antoine (Daniel Auteuil) vont se retrouver. Ils ne s'étaient pas vus depuis trois ans. Il est chirurgien à Toulouse, fantasque et solitaire. Elle est mariée à un notaire de Blagnac (Jean-Pierre Bouvier), notaire elle-même, elle a une fille (Chiara Mastroianni), un fils adopté (Anthony Pradal). Une existence lisse, parfaite.

Mais lorsque la maille la plus solide lâche, tout le tissu familial se déchire. Plus leur mère court à reculons vers sa fin, plus Emilie et Antoine, attendris, exaspérés, marchent à tâtons vers le passé. Ils n'ont pas appris à aimer, ou alors Antoine n'a aimé que sa sœur, et ces choses-là, peut-on les dire, Berthe les a dites, après avoir été recueillie par Emilie, dont le couple explose après un réveillon de Noël burlesque et calamiteux ; elle va, comme elle dit, « chez les vieux », la maison de retraite. C'est là qu'elle abdique. Elle a cette phrase terrible : « Je regrette

de ne pas avoir eu un autre enfant parce que peut-être que lui, il aurait pu me prendre chez lui sans que ça fasse des histoires ».

Le temps, comment l'arrêter ? Emilie casse la vieille pendule, et ce n'est pas assez ; comme de légères lumbagoes de mémoire, d'anciennes photos souriantes se posent parfois, dans le décor, en noir et blanc. Tout cela, étrangement, n'est pas triste, il y a des scènes vraiment drôles, des tentations de suicide qui font rire, même, des phrases confidentielles lancées dans le fracas protecteur d'une aère d'autoroute. Il y a tout le temps comme un pouls qui bat.

Autour de Berthe, Emilie et Antoine, le trio initial, Téchiné a dessiné à traits plus bêtifs les « jeunes ». Ils s'embrassent, eux, ils s'engueulent et font l'amour ou y pensent, ils cherchent leurs corps, le montrent nu. Mais ils ont moins de force, de réalité que leurs aînés.

DANIELE HEYMANN

Lire la suite, l'article de JACQUES SICLIER sur « Portraits volés » film-hommage à François Truffaut ainsi que le billet de MICHEL BRAUDEAU page 15

M0147 - 0515 0 - 7,00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 3 DH ; Tunisie, 950 m ; Allemagne, 2,90 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Martin, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 Pl. ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 190 esc ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,90 FR ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,00 \$.

سكز من لامل

# AU COURRIER DU Monde

## La mort de Pierre Bérégovoy

### Jean Moulin au « Bébête Show »

LORSQUE je vois à quel point la presse fait aujourd'hui corps pour disculper tous les siens de toute responsabilité et que votre journal, qui demeure une référence, va jusqu'à réserver une place conséquente aux accès d'indignation de M. Collard, producteur du « Bébête Show » sur TF1, qui salissent une nouvelle fois la mémoire de Pierre Bérégovoy, je ne puis m'empêcher de crier, de me révolter et de demander que l'on mette une muselière à ces marchands du temple.

Le manquement de la déception est chose trop dangereuse pour la laisser entre n'importe quelles mains, surtout si l'échange lucarne leur est ouvert quotidiennement. N'est-ce pas Coluche qui veut ? Et si lui savait manier la déception avec la subtilité et l'efficacité salutaire des grands, il savait aussi payer de sa personne, faire œuvre utile, montrer l'exemple, contribuer à l'édification d'une société plus juste.

Par leurs attaques gratuites, basses et affligeantes qui procèdent à la fois de l'insulte, de la désinformation et de l'acharnement, que font les mauvais plaisants de TF1 ? Ils transforment des hommes sincères dévoués à la classe publique en marionnettes sans foi ni loi et les livrent

quotidiennement en pâture à la vindicte populaire, comme ce fut le cas pour Pierre Bérégovoy.

Quel homme, après un tel traitement, peut se présenter à la nation pour présenter et faire valoir objectivement l'œuvre accomplie ? Le travail acharné, l'honnêteté et la conscience sont alors bien peu et sont broyés sous ce flot d'injures et d'images infamantes.

Les limites de la déception qui s'impose à une nation civilisée d'ont-elles pas été trop largement franchies et n'est-il pas grand temps de réagir face à ces agressions insidieuses qui fragilisent la démocratie et détournent l'intérêt des Français pour la chose publique ?

L'image de Charles de Gaulle aurait-elle pu résister au traitement affligé du « Bébête Show » ? Placé tous les soirs dans la bouche d'un animal imbu, à quel point ressemblerait l'appel du 18 juin ? De même, qu'aurait retenu les hommes de l'action de Jean Moulin en berger allemand à qui l'on aurait fait prendre quotidiennement un verre avec le maréchal Pétain ?

CHRISTIAN ANDRAUD  
Chamart (Puy-de-Dôme)

### L'homme seul et le rédempteur

IL me semble que la plupart de vos commentaires mélangent tristement les genres. D'un côté, il y a l'homme. Il était seul. Il a certainement beaucoup souffert et s'est donné la mort. Quelles que soient les raisons de ce suicide, il mérite toute notre compassion.

De l'autre, il y a ce qu'on appelle d'en faire : le rédempteur de la classe politique tout entière, qui profite de ce suicide pour se racheter une conscience ; pas seulement le Parti socialiste, dont ce mort effacerait les péchés, mais aussi tous les autres, qui ont choisi de jouer les funambules entre la roche Tarpeienne et le Capitole.

EMMANUELE REMY  
Paris

### L'espoir indécent de M. Léotard

JE suis lecteur du Monde depuis les années 50 et abonné depuis une trentaine d'années. Je suis lecteur du Canard enchaîné (mais peut-être dois-je en rougir ?).

Que vous ayez accepté de publier l'article de M. Léotard me scandalise. L'émphase et l'amalgame dérisoire avec le fascisme ne cachent pas dans ce texte l'espoir indécent de retirer de cette tragédie un bénéfice personnel : l'occasion d'instaurer un ordre moral qui imposerait aux journalistes et aux juges le respect des grands hommes (et notamment des ministres d'Etat).

ne rend pas compte de la complexité des problèmes économiques et politiques. Et c'est pour cela que je lis le Monde. Mais je sais aussi que votre réserve ne vous permet pas de dénoncer la suffisance, la paranoïa, souvent accompagnée de vénalité, dont font preuve trop de hauts responsables. Et c'est pour cela que je lis le Canard enchaîné.

Vous comprendrez donc que je n'aie pas dérogé que vous ayez accepté de servir de véhicule à une attaque aussi grossièrement intéressée contre un de vos confrères.

PIERRE PLANIEX  
Le Pont-de-Chaix (Isère)

### Un brevet d'honnêteté ?

PERMETTEZ-MOI d'exprimer mon étonnement et ma réserve devant les réactions entraînées par le suicide de Pierre Bérégovoy.

D'abord, je n'ai jamais vu que le suicide soit, dans notre société, un brevet d'honnêteté, de bonne conduite et de bonne conscience. Qu'un chef d'entreprise impliqué dans une affaire de fausses factures, alors qu'il a payé sous la contrainte pour obtenir des marchés et assurer son chiffre d'affaires, se suicide, et on y verra plutôt un aveu et une fuite qu'un acte d'honnêteté. Cela veut dire que l'interprétation du suicide varie selon la qualité, la notoriété et l'image médiatique du suicidé.

Pierre Bérégovoy était un homme de droiture, d'intégrité et d'honneur, et ce pour autant une raison de l'exonérer du poids de tous ses actes et de ses éventuelles erreurs, y compris celles de bonne foi ?

PATRICK FOSSIER  
Mondoville (Haute-Garonne)

### Sur l'autre rive

« Le temps est venu, passons sur l'autre rive », lit-on dans les Éditions. Une citation qui, parfois, accompagne les avis de décès.

A la symbolique du temps choisi pour son adieu au monde, Pierre Bérégovoy a-t-il - volontairement - joint la symbolique du lieu : la rive de ce canal où, nous a-t-on dit, il aimait se promener et où il a voulu mourir ?

Le mot Bérégovoy, en effet, signifie, en russe, le rive, la rive.

PIERRE MEILLIER  
Fontenay-aux-Roses

### Démocratie frondeuse

DEPUIS que je sais que les mots ont le redoutable pouvoir de tuer, j'ai décidé que ma salve serait particulièrement brève pour provoquer le moins de dégâts possible.

Si j'ai l'intime conviction que le rire est une arme parfois cruelle, je ne pense pas qu'elle soit fatale. Voire. C'est tout à l'honneur de notre démocratie que de pouvoir brocarder ceux qui nous dirigent et de se moquer des petits travers d'hommes qui sont sous les feux de la rampe ; et d'avoir la faculté de se divertir de leurs petites

turpitudes par un pouvoir parfois indulgent à leurs faiblesses. Pierre Desproges, qui savait franchir le seuil de tolérance avec élégance, posait la question : « Peut-on rire de tout ? » « Oui, mais pas avec n'importe qui », répondait-il.

Je préfère une démocratie frondeuse à une démocratie muséale. Il existerait le droit de presse en matière de diffamation. On vient désormais d'inventer le meurtre de presse pour cause de suicide.

Dans mon utopie coutumière, je

rêve souvent d'une société idéale où l'on s'affronterait en se respectant. Et dans cette invitation à la tolérance, certains appellent de leurs vœux après un geste tragique et irresponsable, on se dit qu'il ne reste parfois que la mort comme issue quand on se sent inutile... tel ce jeune chimiste qui, à Bordeaux, s'est immolé par le feu le jour de la fête du travail. De toute façon, comme le dit W.C. Fields : la vie, un homme a bien de la chance s'il s'en sort vivant.

PIERRE ZIMMER  
Paris

### Le quatrième pouvoir

ENTENDANT les accents de fureur prophétique du président de la République aux obsèques de Pierre Bérégovoy, je me suis dit que le fait divers politico-médiatique s'élevait enfin à la dimension de la tragédie antique, où régnent le Destin et les Erinyes. Mais j'ai dû, le lendemain, déchanter : la presse, dans son ensemble, préfère les « chiens » de la calomnie à l'imprécateur qui les dénonce ; et je trouve cela très inquiétant pour l'avenir.

On pourrait à la rigueur admettre

qu'un militant fanatique, disposant d'une tribune dans un journal ou dans une chaîne de télévision, s'en serve pour détruire son adversaire, par conviction ; cette brutale bataille d'hommes, aussi odieuse qu'elle ait pu être dans le passé, s'elle aussi une certaine grandeur tragique. Mais enfin, si l'on traite les hommes publics de voleurs, c'est sans toujours par vertu ; c'est plutôt pour accroître le tirage ou l'audience, c'est-à-dire pour gagner de l'argent. Que ceux qui l'ont fait se sentent pas,

si leur victime vient à « craquer », d'être à leur tour traités d'assessins.

Ce qui me frappe le plus, dans cette sombre affaire, c'est la peur qu'inspirent les médias aux hommes publics. Elle transparaît dans les commentaires. Et si le quatrième pouvoir devenait plus fort que tous les autres ? Si le Big Brother de demain était là, derrière les rotatives ou les caméras, tapi dans l'ombre, guettant sa proie ?

ROBERT BRECHON  
Le Pécq (Vielles)

### Des juges infallibles

DEPUIS Montesquieu, la démocratie ne se conçoit pas sans reconnaissance de l'indépendance des juges à l'égard du pouvoir politique. Cette indépendance signifie-t-elle l'irresponsabilité ? L'infailibilité ? Suppose-t-elle l'exercice d'un pouvoir sans limite mis au service de l'intime conviction de celui qui l'exerce ?

Je ne vois rien à reprocher à un journal qui se soit mêlé en diffusant une information perçue jusqu'à lui. Mais qui se soucie aujourd'hui de savoir comment l'information concernant le décès de Pierre Bérégovoy a été rendue publique ? Par qui ? Pourquoi ? Pour quelle raison le choix de celle-ci parmi tant d'autres ?

Il y a urgence à remettre de l'ordre dans l'actuel du personnel judiciaire si l'on veut éviter de nouvelles affaires Bérégovoy, Roman, Villennin, Dewacq, sans compter toutes celles qui n'ont pas connu un tel retentissement ; c'est le pouvoir judiciaire lui-même qui verra à son tour se ternir son image si ses membres cèdent sans réticence à la tentation d'assouvir leurs fantasmes en usant du formidable levier que constituent aujourd'hui les médias, ce quatrième pouvoir.

JEAN-CLAUDE ANDRÉ  
Martigues (Bouches-du-Rhône)

### Une France exemplaire

DANS le Monde du 4 mai, M. Poirrot-Delpech n'a pas de mots assez durs pour condamner les mœurs de la classe politique française, illustrant ce qu'il appelle la « bassesse française ». « À comparer les campagnes électorales dans les démocraties comparables, écrit-il, nous tenons le triste record des vocabulaires de guerre civile et des insinuations assassines. »

On se demande à quelles « démocraties comparables » M. Poirrot-Delpech peut bien faire allusion. De fait, un rapide tour d'horizon des grandes démocraties démontre que la vie politique est relativement plus civilisée en France qu'ailleurs.

Que l'on songe simplement que chez nos voisins les plus proches, en Italie comme en Allemagne, l'enlèvement ou l'assassinat d'hommes politiques et de juges n'est pas rare. Que l'on songe encore au Japon, où les parlementaires ne ménagent ni leurs insultes ni leurs coups. Que l'on songe, enfin, aux États-Unis d'Amérique, pays qui détiennent le triste record du plus grand nombre de présidents assassinés. Les campagnes présidentielles y sont d'une violence inouïe, et c'est peu dire que l'honneur des candidats y est traité dans la boue. Bill Clinton a ainsi essuyé une campagne de diffamation orchestrée par l'équipe de George Bush digne de Gringoire. Le candidat démocrate y était présenté comme un mauvais mari, un ancien drogué, un déserteur. Il était même soupçonné d'avoir été recruté par les services secrets soviétiques au cours de son séjour en Europe.

Rien n'est plus injuste que de blâmer la vie politique française pour sa violence. Ses défauts avérés sont suffisamment préoccupants pour qu'on ne lui en prête pas d'imaginaires. Il est donc temps de reconnaître que les politiques, les juges et les journalistes français font correctement leur métier, et qu'ils le font sans jamais recourir à l'invective ni à l'appel au meurtre. Depuis une ou deux décennies, à l'évidence, le climat politique français s'est considérablement détendu et civilisé. À ce titre, la France pourrait même s'enorgueillir de montrer l'exemple à ses partenaires.

DAVID MARTIN  
directeur du magazine Recl'Publica

### Nous sommes tous coupables

DANS la crise de conscience ouverte par le suicide de Pierre Bérégovoy, il y a une note qui m'a frappé : celle du repentir de nous tous, citoyens français. Selon le processus bien connu, le coupable c'est l'autre. Et chacun de se mettre vertueusement en chasse des fautes de la presse, des juges, des hommes politiques. Tous des salauds qui pourrissent le bon peuple.

Qu'en a-t-il fait, le bon peuple, pour ne pas se laisser pourrir ? Quelles voix se sont élevées pour réclamer la vérité, mais dans le respect des personnes en cause ? Qui a manifesté son étonnement devant l'emballage de la machine médiatique ?

Et qui peut assurer, moi le premier, d'avoir pas éprouvé une mauvaise jouissance devant ce jeu de massacre ?

Les « Bébête Show » et autres cabinets d'aisance sont les lieux où nous déformons tous, plus ou moins subrepticement, il y a de l'ordre en chacun de nous. Mieux vaut l'avouer et nous en purger. Les journalistes, les juges et les hommes politiques sont à notre image, et nous sommes autant responsables qu'eux de la santé de la nation.

JEAN-BASTAIRE  
Meylan (Isère)

### « Jeter aux chiens »

JE suis un peu étonné que tout le monde, dans la presse, ait été conduit à une espèce de contre-sens à propos de l'expression utilisée par le président Mitterrand : « jeter aux chiens l'honneur d'un homme ». Certes la connotation de violence et de mépris apportée par le mot « chiens », et par le ton du président à ce moment, était vaine. Mais « les chiens », dans cette expression, en langue française, ne sont ni les juges, ni les journalistes, ni les adversaires : ce sont ceux qui ont été jetés.

Depuis Jéshabel « jeter aux chiens » signifie « jeter aux urdues ». Nos voisins suisses disent « jeter à l'eau » parce que chez eux c'était les ours qui faisaient le voirie. Ni le mot « urdues » ni le mot « pou-belle » ne pouvaient figurer dans une oraison funèbre - « les chiens » allaient de la noblesse de Racine à la colère du président.

ÉLISABETH BOURLIER  
Colombier-Fontaine (Doubs)

### Un appel à l'action

CETTE peine immense, ressentie par tous les bonnettes hommes et encore plus par ceux de la grande famille de gauche de Pierre Bérégovoy, permet le décapage, la réflexion et, demain, dans un ressourcement, le renouveau et à nouveau l'action.

Un monde s'achève, une idéologie fait naufrage, au milieu de bien d'autres, une réalité fait mal et montre la relativité du pouvoir éphémère qui marque notre temps et peut encore si peu sur les réalités que nous transformons en bien.

Mais est-ce une raison pour, tous, renoncer ?

Au contraire, la volonté d'un homme de crier pour montrer la voie, par sa mort, jointe au geste désespéré de ce chômeur de Bordeaux qui s'est immolé par le feu le même jour, 1<sup>er</sup> mai, jour de la fête du travail et des travailleurs, est un signe, un symbole, le dernier acte de deux vies.

Alors, devant cela, la peine d'abord, profonde, qui submerge et qui oblige à la réflexion, la cendre aussi, mais sous la cendre, comme sous l'écorce, la vie, la raison de vie trouvée en soi-même à travers cet exemple déchirant.

La victime expie, mais la mort transfigure.

MARTIN DARMAGNAC  
Haut fonctionnaire

### UN LIVRE

#### Les insolences efficaces

DIEU ET LES HOMMES  
de l'abbé Pierre  
et Bernard Kouchner  
Ed. Laffont, 240 p., 99 F.

ON pouvait croire le pire. L'idée de faire co-signer un livre à deux stars de l'action humanitaire, l'abbé Pierre et Bernard Kouchner, était trop assueuse, médiatiquement trop forte pour paraître tout à fait honnête. Un livre-gadget - un de plus ?

Dès la première page, pourtant, on est pris par cet étrange dialogue. Et le fait singulièrement marquant de curiosité pour l'abandonner en cours de route. Devant le magnétophone, chacun des deux interlocuteurs raconte son histoire, interroge l'autre et réfléchit à haute voix sur ce monde traversé de mille injustices et continuellement éclaboussé de sang.

Trente ans les séparent. Le vieux prêtre au bréviaire a rangé ses affaires, rédigé son testament : il n'attend qu'un signal du Bon Dieu pour entrer dans une nouvelle vie « de plein soleil et d'eau claire ». Le médecin baroudeur, lui, est encore à mi-parcours : il brûle, visiblement, d'engager d'autres combats et de réoccuper le devant de la scène.

Tout les sépare. L'un a commencé sa vie d'adulte comme capucin cloîtré, avec le prêtre pour seule activité quotidienne. L'autre

milite aux Jeunesses communistes et collectionnait les aventures amoureuses. Aujourd'hui, il se tutote, se pose en complice, même si l'un voit Dieu à travers toutes les personnes qu'il rencontre et que l'autre, incroyant, est de plus en plus persuadé que l'homme est mauvais, capable des pires excès.

Chacun d'eux, à sa manière, a réussi à sensibiliser la France à une cause : dans les années 50, l'abbé Pierre révélait le scandale des sans-logis et fondait les communautés d'Emmaüs ; deux décennies plus tard, Bernard Kouchner parlait pour les Bénédictins en guerre et, avec d'autres francs docteurs, créait Médecins sans frontières, puis Médecins du monde.

« Plus drôle que de prendre le métro »

Dans les deux cas, l'action ne suffisait pas : il fallait frapper les esprits et entraîner l'adhésion des citoyens. L'abbé Pierre a inventé le tapage médiatique pour le bon cause, dont Bernard Kouchner était une virtuose. Dans les deux cas, la loi était trop étroite : il fallait le violer, car l'illégal devenait alors légitime. « Le Bon Dieu m'a donné le sens des insolences efficaces », affirme le fondateur d'Emmaüs. Le médecin, lui, ne s'est pas gêné

pour rompre certains silences, forcer certaines portes et finir par imposer, comme ministre, le principe de l'ingérence humanitaire.

Leur notoriété n'est pas de même nature. L'abbé Pierre, universellement aimé et respecté, fait figure de monument intouchable. Bernard Kouchner, lui, provoque autant d'agacement que d'admiration. On admire son courage, on déteste souvent son bagout. Il passe pour un faiseur, un farfadet, et s'en rend bien compte : « J'ai parfois l'impression qu'un me prend pour un animateur de télévision. »

L'homme est trop intelligent pour ne pas répondre par avance aux critiques. Il souligne, par exemple, les satisfactions égoïstes que peuvent procurer les missions humanitaires sur les champs de bataille. N'est-ce pas « plus drôle que de prendre le métro » ? N'y a-t-il pas le plaisir de l'égotisme, le désir de « faire le malin » ? A quoi le vieux prêtre lui répond, en citant saint Thomas d'Aquin, que la joie accompagne la vertu, que la pitié accompagne la fleur épanouie. La fleur serait-elle plus belle sans parfum ? Chacun cherche à être heureux, et c'est légitime. Il s'agit simplement d'être « heureux de la joie de l'autre ».

ROBERT SOLÉ

### Crailleries vertueuses

CERTAINS ont publiquement feint de croire que le président de la République avait traité de « chiens » les journalistes, les médias, les juges... Or le président n'a rien fait de tel : il a parlé de « ceux qui avaient livré » aux chiens. Les chiens ? C'est la rumeur anonyme et sans visage qui transforme un soupçon en certitude. Ceux qui livrent ? Ce sont les informateurs, selon la façon dont ils informent, transforment un fait en hypothèse et une hypothèse en soupçon.

Les gens des médias, plutôt que de se répandre en crailleries vertueuses sur leur virginité déontologique et démocratique, devraient faire l'effort d'un peu d'honnêteté avec eux-mêmes. Ne cherchent-ils pas constamment à « créer l'événement » en informant ?

L'Audimat ou les chiffres de ventes ne sont-ils pas un de leurs soucis de prédilection ? L'étroite coopération des médias et des instituts de sondage ne constitue-elle pas un formidable et incontrôlé moyen de mise en condition ? Ce « quatrième pouvoir » qui est le privilège des démocrates ne tend-il pas à occuper la place que laisse vacante un débat démocratique atrophié ?

ROLAND HELMINGER  
Thise (Doubs)



# ÉTRANGER

• Le Monde • Samedi 15 mai 1993 • 3

ÉTATS-UNIS : privilégiant un système basé au sol

## Washington abandonne son programme de « bouclier » spatial antimissile

Le secrétaire américain à la défense Les Aspin a annoncé, jeudi 13 mai, à Washington, la fin de l'ère de la « guerre des étoiles » avec la réorganisation des programmes liés à l'initiative de défense stratégique (IDS). M. Aspin a indiqué que les États-Unis allaient revoir leurs plans de défense antimissile mis en place il y a dix ans, en 1983, sous la présidence de M. Ronald Reagan.

WASHINGTON  
de notre correspondant

La « guerre des étoiles » descend sur terre. Il n'y aura d'affrontement orbital que sur les écrans des jeux électroniques des enfants. Le très futuriste programme (appelé IDS ou initiative de défense stratégique) de bouclier spatial antimissile, lancé en mars 1983 par Ronald Reagan pour protéger les États-Unis des missiles soviétiques, n'est plus. Il a été officiellement abandonné, jeudi 13 mai, et remplacé par un projet, plus modeste, de système de défense antimissile-

basé au sol, et non plus dans l'espace. « C'est la fin d'une ère stratégique », a commenté, devant la presse, le secrétaire à la défense, Les Aspin. « Le destin de la « guerre des étoiles » a été scellé », a-t-il ajouté, avec l'effondrement de l'Union soviétique. Autrement dit, la disparition de la menace d'une attaque massive de missiles balistiques soviétiques a rendu caduc le projet réaganien d'installer dans l'espace un formidable système de défense antimissile. Le réseau IDS avait pour objet de placer sur orbite soit des rayons laser « tueurs » de missiles, soit des plates-formes de départ de missiles antimissiles. Ce bouclier spatial devait ainsi mettre le continent nord-américain - mais aussi celui de l'URSS, puisque Ronald Reagan l'avait proposé à l'époque aux Soviétiques - à l'abri d'une attaque de missiles nucléaires.

32 milliards de dollars déjà dépensés

A ce jour, quelque 32 milliards de dollars - sur un coût total envisagé de 55 milliards - ont été dépensés au titre du projet. Depuis quelques années, cependant, le pro-

gramme IDS avait été ramené à de plus modestes dimensions. La raison en tenait à la fois à des contraintes budgétaires, à la détente entre les deux super-puissances nucléaires, puis à la conclusion des derniers grands accords sur le désarmement, notamment le traité START-2, signé en janvier dernier, qui prévoit l'élimination des missiles les plus dangereux. M. Aspin n'a fait qu'officialiser une évolution déjà bien avancée et annoncée le 4 mai dernier par le général Malcolm O'Neill, « patron » du programme IDS, en confirmant que les États-Unis abandonnaient l'idée de placer des intercepteurs de missiles dans l'espace pour se consacrer à des systèmes de défense antimissile basés à terre ou sur des navires. Car « Saddam Hussein et ses Scuds », a expliqué M. Aspin, nous ont montré que nous avons toujours besoin d'une défense antimissile. Seulement, il s'agit, cette fois, de contrer des missiles balistiques à courte portée, du type de ceux que peuvent tirer un nombre croissant de pays du tiers-monde.

Depuis quelques années, le Pentagone avait entrepris de développer un succédané de « guerre des

étoiles », le GPALS (global protection against limited strikes), comprenant deux volets : des missiles antimissiles basés au sol et, dans l'espace, des « galets brillants doués » (« Brilliant Pebbles ») actionnés par des satellites de détection et capables d'intercepter et de détruire, par collision, des missiles assaillants.

La partie spatiale est donc abandonnée, au profit du développement exclusif de missiles antimissiles tirés depuis le sol ou embarqués sur des navires, du type des engins surface-air Patriot utilisés durant la guerre du Golfe contre les missiles Scud irakiens (avec des résultats aujourd'hui discutés). L'administration IDS est dissoute. Elle est remplacée par un département plus modeste (au moins, dans l'intitulé), l'Organisation de défense contre les missiles balistiques (BMDO), placée non plus sous la direction du secrétaire à la défense mais sous celle du sous-secrétaire chargé des acquisitions et de la technologie.

Le projet est de déployer une centaine d'intercepteurs baptisés « improved theater missile defense » avant l'horizon 2000. L'objectif serait de se prémunir

contre des missiles tirés par erreur ou, plus vraisemblablement, par quelque pays du tiers-monde maîtrisant la technique des missiles balistiques. Ces pays-là sont de plus en plus nombreux à pouvoir y prétendre. Au service de ce système, le Pentagone entend obtenir en 1994 un budget de recherche de 3,8 milliards de dollars (la même somme que cette année).

Une Russie méfiante

Même si M. Aspin peut compter sur l'appui de son allié Sam Nunn, le sénateur démocrate de Géorgie qui préside la commission des forces armées, cela n'ira pas sans mal au Congrès, où de nombreux élus estiment que les États-Unis n'ont tout bonnement plus du tout besoin d'un système de défense antimissile. Cela n'ira pas sans difficulté non plus avec les Russes - et peut-être aussi avec les trois autres Républiques nucléaires ex-soviétiques - qui estiment que le déploiement d'un tel système suppose de renégocier le traité ABM (anti ballistic missiles) de 1972 qui réglemente et limite le développement des systèmes antimissile et le nombre de leurs sites de lance-

ment. Moscou a toujours considéré que la « guerre des étoiles » était contraire au traité ABM. En fait, les dirigeants soviétiques, en 1983, s'effrayaient eux-mêmes de créer leur propre système. Mais, plus que la réalisation de l'exotique projet réaganien, ce qu'ils craignaient était d'être financièrement ruinés par l'obligation de suivre les États-Unis dans une épuisante compétition technologique qui n'était pas favorable à l'URSS. M. Aspin l'a reconnu : la course à la « guerre des étoiles », lancée par Ronald Reagan sous les quolibets de nombre d'experts, a sans doute compté dans l'ébranlement de l'URSS de la fin des années 80.

Aujourd'hui, les dirigeants russes restent méfiants, même si les États-Unis se disent prêts à partager les technologies antimissiles avec Moscou. A tout le moins, le Kremlin veut bien en discuter avec les États-Unis. Ce qui réserve quelques derniers jolis débats, quasiment théologiques, pour les experts de l'« arms control », les négociations sur la « maîtrise des armements », cette science en voie d'extinction en ces temps d'après-guerre froide.

ALAIN FRACHON

## PROCHE-ORIENT

Fin de la neuvième session des négociations bilatérales de paix

### Une déclaration de principes israélo-palestinienne demeure l'objectif prioritaire

IRAK

L'ONU va réduire le nombre des « gardes bleus » dans le Kurdistan

Une situation financière « extrêmement grave » et « très dangereuse » du point de vue de la sécurité a obligé l'ONU à réduire de cinquante hommes le nombre des « gardes bleus » déployés dans le nord de l'Irak, a indiqué jeudi 13 mai un porte-parole des Nations unies, Ahmed Fawzi. Le rapatriement devait commencer vendredi et s'achever vers la mi-juin. Les « gardes bleus », qui sont aujourd'hui au nombre de 236, sont chargés de garantir la sécurité du personnel des organisations internationales fournissant une aide humanitaire aux populations kurdes. Ils sont financés sur la base de contributions volontaires des États membres de l'ONU.

Au début du mois d'avril, l'ONU avait demandé aux grands pays donateurs 500 millions de dollars pour financer la poursuite des opérations humanitaires en Irak. A ce jour, ont indiqué des sources diplomatiques, aucun pays n'a promis le moindre dollar. « Il y a chez les donateurs une lassitude générale et une saturation en matière d'aide d'urgence », a commenté un diplomate, selon lequel la Yougoslavie et la Somalie accaparent toutes les ressources disponibles.

Cette mesure « va être très mal perçue par la population, qui considérera qu'elle est lâchée et abandonnée ». Elle posera en outre « beaucoup de problèmes car il n'y aura plus d'intermédiaire entre les Kurdes et le gouvernement irakien », a commenté un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan, Ahmad Samirani. (AFP)

ARABIE SAOUDITE

Les fondateurs d'un comité contre l'oppression sont sanctionnés

Pour les punir d'avoir constitué un Comité pour les « droits légitimes » (le Monde dans 9-10 mai), les autorités de Ryad ont décidé d'interdire l'exercice de leur profession à sept Saoudiens, a annoncé jeudi 13 mai la télévision de Ryad.

Ainsi, quatre professeurs d'université et un fonctionnaire de l'Etat ont été licenciés et les cabinets de deux avocats ont été fermés. D'inspiration islamique, le comité s'est fixé pour objectif, selon ses fondateurs, de lutter contre « l'oppression et l'injustice » en Arabie saoudite.

L'Assemblée des ulémas saoudiens, la plus haute instance religieuse dans le royaume, contrôlée par l'Etat, avait condamné mercredi la création de ce comité qui, selon elle, n'a pas de raison d'être dans un pays régi par la charia (loi islamique). (AFP)

La neuvième session des négociations bilatérales israélo-arabes a pris fin, jeudi 13 mai, à Washington, sans résultats tangibles, malgré les efforts du département d'Etat pour tenter d'obtenir une déclaration commune de principes israélo-palestinienne.

Un éventuel succès au stade actuel de la négociation aurait relevé du miracle, la délégation palestinienne ayant été réduite de quatorze à trois membres dès le début de la semaine (le Monde du 13 mai) et n'ayant soumis son propre projet de déclaration de principes que dans la journée de mardi. Publiquement, Israéliens et Palestiniens ont exprimé leur déception. « Cette session offrait les plus grandes chances de succès. Nous sommes frustrés et déçus », a commenté l'un des porte-parole israéliens, Ruth Yaron. « J'ai le regret de dire que cette session s'est terminée sans accord », a déclaré de son côté le chef de la délégation palestinienne, Halidar Abdel Chafi.

Premier revers pour l'administration américaine

Mais les uns et les autres admettent qu'ils sont satisfaits d'avoir progressé sur la substance. Véritable chef d'orchestre des pourparlers, le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, Edward Djerejian, a même constaté un « début d'urgence d'éléments communs » et préféré parler de « suspension » des travaux plutôt que de leur fin. Désireux d'aboutir coûte que coûte à un résultat, le département d'Etat avait du reste « mis le paquet » dès le début de la semaine. Il avait demandé aux Israéliens et aux Palestiniens d'échanger, presque pour la forme, leurs projets respectifs de déclaration commune, tout en se chargeant lui-même de tenter, sur la base de ces deux documents,

■ ISRAËL : M. Weizman a pris ses fonctions de chef de l'Etat. Dans son discours d'investiture, jeudi 13 mai, à la Knesset, le nouveau président de l'Etat d'Israël, Ezer Weizman, a exprimé l'espoir que la paix serait conclue avec les pays arabes et les Palestiniens durant son mandat (cinq ans). « Nous ne devons pas perdre notre sang-froid à chaque fois que se produit une vague de terrorisme. Nous avons déjà connu des périodes difficiles, il faut relever la tête et mettre le cap sur la paix », a souligné M. Weizman. (AFP)

d'élaborer un troisième texte de compromis. C'était la première fois que l'administration démocratique, très active en coulisse dès le début de la session, intervenait directement dans les débats pour éviter l'impasse. Sa démarche fut vaine dans la mesure où les Palestiniens ont refusé de participer mercredi à une réunion à trois proposée par les diplomates américains pour discuter de la formule de compromis. Celle-ci tenait en deux pages et consignait les points suivants : l'objectif de la négociation, la période intermédiaire de cinq ans prévue pour la Cisjordanie et Gaza et les bases du processus de paix.

« Nous ne comprenons pas pourquoi les Palestiniens, qui ont toujours réclamé une intervention des États-Unis, se sont refusés », dit M<sup>me</sup> Yaron. « Nous nous sommes abstenus parce que les États-Unis nous ont pratiquement floués en discutant au préalable leur texte à notre insu avec la délégation israélienne, voire avec le premier ministre Itzhak Rabin », répond en substance un délégué palestinien.

Selon M<sup>me</sup> Yaron, des consultations à trois doivent se poursuivre dès la semaine prochaine pour apaiser les divergences et aborder, avec un texte pratiquement prêt, la prochaine session des négociations pour laquelle les Israéliens ont proposé la date du 7 juin. Reste à déterminer selon quelle formule et en quel lieu se dérouleront ces consultations.

Ainsi la nouvelle administration américaine, qui avait parié sur un possible déblocage du volet israélo-palestinien du processus de paix, vient d'essayer son premier revers. Le projet d'une audience que le président Bill Clinton devait accorder aux chefs des délégations, si des progrès avaient pu être constatés, est resté dans le tiroir. Le moment ne paraît pas non plus opportun pour décider de modifier le rythme des pourparlers pour en faire une négociation continue marquée par des pauses.

La réticence des Syriens

La partie la plus réticente à ce changement demeure la Syrie, dont les négociations avec Israël ont buté sur le même obstacle d'un bout à l'autre de la neuvième session : Damas exige que l'Etat juif s'engage pour un retrait total du plateau du Golan, même si ce retrait devait être échelonné. Israël tient pour sa part à s'assurer des intentions de paix de la Syrie avant de prendre un quelconque engagement de retrait.

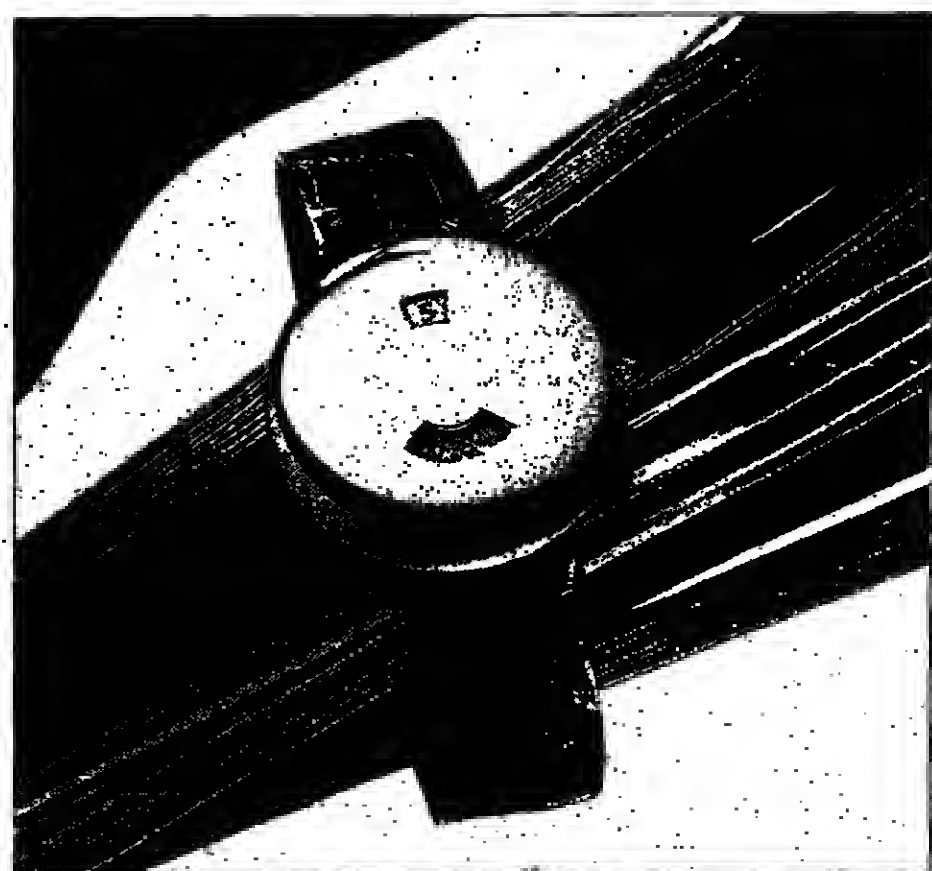
Mais, selon ce qui est désormais devenu la règle avec la Syrie, les premiers signes de mouvement sont venus, au cours des derniers jours, non pas de Washington mais du président Hafez el-Assad, lui-même.

Dans une interview, M. el-Assad a concédé que l'expression « paix globale » ne signifiait pas que tous les canaux de la négociation devaient évoluer d'un même pas. L'essentiel étant d'aboutir à un traité de paix séparé ne soit conclu avec l'Etat juif. Il a également admis que les négociateurs israéliens « commencent à devenir sérieux ». Un autre bon signe est

le fait que la délégation syrienne n'ait pas encore jugé le moment venu pour réclamer une nouvelle « proposition » américaine pour sortir de l'impasse. « Avec les Syriens, les négociations ne peuvent évoluer qu'à pas de fourmis, commente un délégué israélien. Patience et longueur de temps. »

Les « parents pauvres » du processus demeurent les Jordanais et les Libanais, dont les pourparlers avec les Israéliens sont tributaires de l'évolution des discussions israélo-palestiniennes pour les premiers, israélo-syriennes pour les seconds.

MOUNA NAÏM



La montre à heure sautante, grand modèle. Les heures et les minutes apparaissent dans les deux guichets de son baïtier en or. Très moderne. Très raffinée. Très Chaumet.

CHAUMET

12, PLACE VENDÔME - PARIS - (1) 44 77 24 00



## AFRIQUE

## AFRIQUE DU SUD

## La police rappelle ses réservistes dans l'est du Transvaal

Pour faire face à la multiplication des meurtres de fermiers blancs, la police sud-africaine a décidé de rappeler immédiatement ses réservistes dans l'est de la province du Transvaal. Cette décision fait suite au meurtre de trois personnes âgées, mardi 11 mai, dans cette région rurale. Selon le responsable de la police pour le Transvaal oriental, le major-général Chris Smith, cité par le quotidien *The Citizen*, trente-huit attaques contre des fermiers âgés et isolés ont été enregistrées depuis le début de l'année. Dans la même région, neuf meurtres ont été recensés depuis l'assassinat du dirigeant de l'ANC Chris Hani, le 10 avril.

Le chef de la police sud-africaine, le général Johan Van der Merwe, a de son côté indiqué que la présence des forces de l'ordre allait être accrue dans les zones « à hauts risques », proches des *homelands* « dépendants » du Transvaal et du Cap, au sud-est du pays, et dans la province de l'Etat libre d'Orange (centre).

La sécurité des fermiers blancs est devenue un sujet brûlant depuis que Winnie Mandela et le président de la Ligue de la jeunesse du Congrès national africain (ANC), Peter Mofokeng, ont été nommés à la télévision scandant, lors d'un meeting, le slogan : « Tue le Boer, tue le fermier ». La semaine dernière, les fermiers du Transvaal et de l'Etat libre d'Orange ont apporté leur soutien à la création du Front du peuple africain (AFP), lancé par plusieurs mouvements d'extrême droite avec l'aide de généraux en retraite.

Lundi, le ministre de la loi et de l'ordre, Hennis Kriel, a annoncé que des « millions de rands » allaient être débloqués par le gouvernement en faveur de la sécurité des fermiers. Cette annonce a aussitôt provoqué la colère de l'ANC, qui a dénoncé l'utilisation « sélective des impôts, confinant nos soupçons que pour le gouvernement seule compte la vie des Blancs ».

D'autre part, l'ANC a appelé les Africains à rejoindre ses rangs lors d'une réunion, jeudi 13 mai, à Parow, un faubourg blanc du Cap, qui marquait le début d'une campagne du mouvement de Nelson Mandela en direction des descendants des premiers colons hollandais et français en Afrique du Sud. « Les Africains doivent rallier l'ANC pour rendre ce pays meilleur. Il est dans l'intérêt de tous de vivre ensemble », a lancé Wilhelm Verwoerd, le petit-fils de l'ancien premier ministre Hendrik Verwoerd, l'un des fondateurs de l'apartheid dans les années 50, assassiné en plein Parlement, en 1966. Wilhelm Verwoerd a adhéré à l'ANC en avril 1992 (*Le Monde* du 8 avril).

« Ne vous laissez pas, ne prenez pas le chemin de l'exode. Restez dans ce pays », a de son côté plaidé le porte-parole de l'ANC, Carl Niehaus, également africain. — (AFP)

## KENYA : sécheresse et afflux de réfugiés

## Le président Moi a lancé un appel à l'aide internationale

Le président Daniel Arap Moi a lancé, mercredi 12 mai, un appel à la communauté internationale pour obtenir une aide alimentaire dont le Kenya a besoin pour faire face aux conséquences de la sécheresse et à l'afflux massif de réfugiés venant des pays voisins. « Le niveau de malnutrition est toujours très élevé », a affirmé le président Moi, dans un communiqué rendu public mercredi soir à Nairobi. La sécheresse qui a frappé le pays en 1991 et 1992 a tué « plus de 50 % du bétail dans certaines régions », a-t-il ajouté.

Le président Moi a demandé l'envoi de 176 000 tonnes de vivres pour nourrir quelque 1,3 million de personnes qui devraient dépendre d'une aide alimentaire au cours des huit prochains mois. Selon le président, 2,5 millions de Kenyans ont eu besoin d'une aide d'urgence en 1992, essentiellement dans les régions arides du Nord. Le chef de l'Etat a souligné que l'arrivée d'un demi-million de réfugiés de Somalie, du Soudan et d'Éthiopie en 1991 et 1992 avait grevé les ressources du pays. Il a également estimé que « la situation économique avait empiré » à la suite du gel partiel de l'aide internationale décidé fin 1991 pour amener le régime à entreprendre des réformes politiques et économiques.

D'autre part, les syndicats kenyans ont menacé, jeudi 13 mai, d'appeler à une nouvelle grève générale si les employés licenciés pour avoir pris part à la grève générale organisée la semaine dernière ne retrouvaient pas leur emploi, et ont réitéré leur exigence d'une augmentation des salaires. — (AFP)

## ASIE

## Chine : le retour de l'opium

Suite de la première page

Ce total, surtout indicatif de l'ampleur du trafic échappant aux contrôles, représente deux fois et demie celui de l'année précédente, déjà en augmentation par rapport à 1990.

En 1992 encore, soixante-trois saisis d'héroïne dépassaient le dixième de kilogramme, dont trois supérieures à 100 kilos. Ces montants de poudre blanche, une fois mélangés à des produits neutres pour la consommation, représentent des dizaines de millions de dollars sur les marchés d'Europe et d'Amérique.

En 1992, dans le district de Pingyuan, près de la frontière vietnamienne, le loi a cessé d'exister depuis belle lurette. Le 31 août, 2 000 policiers passent à l'action. Il leur faudra quatre-vingt jours pour venir à bout du réseau de trafiquants. Bilan : 896 kilos d'héroïne et 85 kilos d'opium brut saisis, et 850 interpellations. Dans le registre voisin qu'est le trafic des armes, les autorités ont reconnu que, de septembre à décembre 1992, les forces de l'ordre du Yunnan avaient « découvert » et démantelé quatre-vingt-sept ateliers fabriquant clandestinement des fusils et explosifs, arrêtant 312 personnes.

## Une police mal équipée

Pourtant, face à de tels chiffres, révélateurs du degré d'insoumission de cette province de tout temps rétive à Pékin, le commissaire Peng Jianhui affiche une sérénité exemplaire : « Je peux vous assurer que la manière la plus responsable qui soit qu'il n'y ait pas un seul cadre gouvernemental impliqué dans le trafic de la drogue du district jusqu'à l'administration provinciale. Au niveau local, si nous trouvons un cadre impliqué, nous nous en occupons immédiatement ».

Combien a-t-il eu de tels cas par le passé ? Le policier, qui nous a été présenté par Pékin dans le but d'attirer l'attention extérieure sur la gravité de la situation, brandit son index et jette, avec un flegme parfait : « Il y en a eu un l'an dernier. L'homme a été exécuté ».

Rideau sur la transparence. La Chine a pourtant reconnu à l'occasion que certains fonctionnaires trempaient dans le trafic de drogue. Mais elle a du mal à se voir comme un pays comme un autre, où ce trafic passe par un réseau de complicités qui ne peut que s'étendre aux détenteurs de pouvoir. S'il est,

au sein de l'administration centrale, des hommes sincèrement inquiets de cette évidence, l'opacité du régime et le caractère extrêmement sensible de la question les rendent impuissants à crever l'abcès.

En dépit de ses efforts pour coopérer avec Interpol, la Chine paraît mal équipée dans sa lutte. Le peu de crédit de ses gouvernements amoindri considérablement la portée de la répression. Le nombre des condamnés à mort pour ce trafic (900 en 1991, pas tous exécutés) suit une courbe analogue à celle des saisies. Sans effet dissuasif apparent.

L'éradication, pour ainsi dire complète, du trafic à l'avenement du régime — parachevée dès 1952, à l'en croire — constituait un honneur de sa fierté nationaliste. Les communistes étaient parvenus à rendre l'idée de drogue synonyme de l'humiliation subie par l'empire face aux puissances étrangères au dix-neuvième siècle. On passait sous silence le fait que certains héros de la légende communiste, maintenant décadés, étaient de notoires opiomanes.

Encore aujourd'hui, la propagande a tendance à insister sur le caractère international — indubitable — des réseaux de trafiquants qui ont mis à profit l'ouverture de la Chine pour se livrer à leurs activités à partir de la Haute-Birmanie. Ils ont d'autant moins de scrupules que la voie traditionnelle d'exportation de la drogue, via la Thaïlande, est bien moins perméable que par le passé.

L'an dernier, selon les services occidentaux de lutte contre les stupéfiants, la partie birmane du Triangle d'or a produit plus de 2 000 tonnes d'opium, deux fois plus que dans les années 80. Les trafiquants en auraient tiré une centaine de tonnes d'héroïne. En 1991, environ 30 % de la production transitaient par la Chine. En 1988, la moitié de la drogue saisi à Hongkong provenait du continent. Le rôle de la Chine dans ces flux avait diminué ces derniers temps. Explication possible : les militaires birmanes s'efforcent de détourner la production vers d'autres points de passage afin de calmer les inquiétudes pékinoises.

## Le Yunnan, « ventre mou »

Selon la *Far Eastern Economic Review* de Hongkong, dont le spécialiste en la matière, Bertil Lintner, fait autorité, la complexité d'une partie de l'appareil de sécurité chinois est patente. Des trafiquants

renommés visiteraient fréquemment les villes frontalières chinoises de Ruili et de Wanding, et y posséderaient même des intérêts (voir encadré).

Cette situation résulte de l'imbroglio politique laissé sur le terrain par l'histoire dans cette région montagneuse difficile d'accès. Pékin a tendance à considérer la Haute-Birmanie comme une zone-tampon sous son influence, même si en ont depuis longtemps disparu les unités du Kuomintang qui, en liaison avec la CIA, s'y livraient jadis à des opérations contre le régime communiste. Plusieurs de ces trafiquants sont d'anciens communistes birmanais jadis à la solde de la Chine. Ceux-ci, affirment les responsables locaux, « sont désormais indésirables » en Chine. Ce qui ne les empêche pas de s'y rendre, ne serait-ce que pour affaires.

D'autres facteurs contribuent à rendre le problème plus grave au Yunnan que partout ailleurs en Chine. La province est une sorte de « ventre mou » de l'empire, depuis des siècles. Pour y régner, Pékin a dû y faire des compromis. Ainsi, le seigneur de la guerre qui en était le maître avant la victoire communiste, Long Yun, avait été intégré à l'appareil de la Chine populaire, lui qui passait pour contrôler l'essentiel du trafic d'opium dans le secteur.

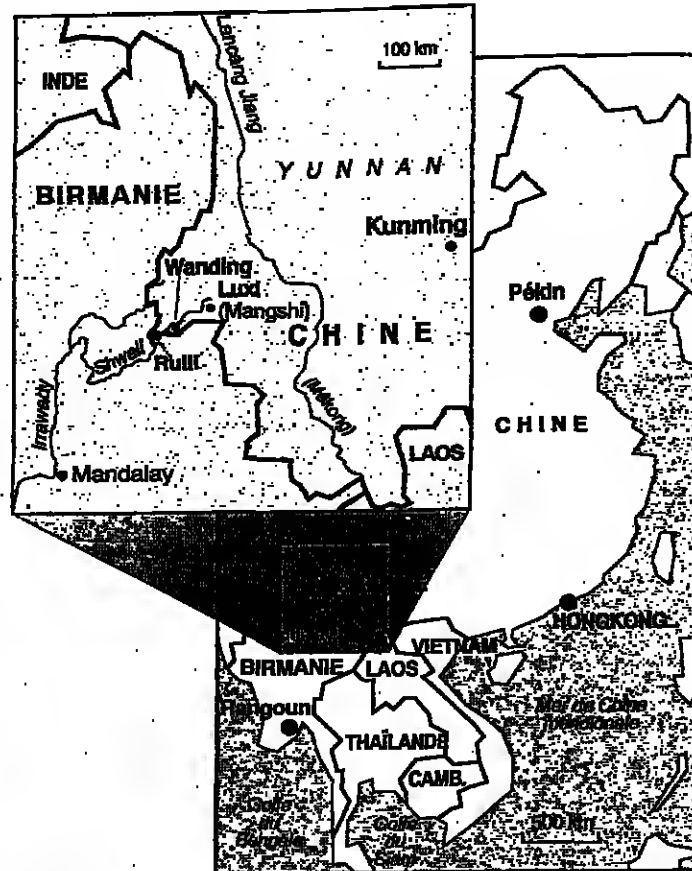
En outre, le trafic revêt une dimension stratégique. La Chine a été, ces derniers temps, le principal fournisseur en armes de la Birmanie, qui a acheté pour 1 milliard de dollars d'équipement militaire à l'étranger. On soupçonne une partie de cet argent de provenir du commerce de l'opium. Certains services de renseignements estiment que Pékin échoue en échange à se ménager un accès à l'océan indien via Rangoon. La Chine a démenti. Sans convaincre vraiment.

## Désintoxication et « rédemption »

La Chine ne serait pas, au demeurant, le premier pays marxiste d'Asie impliquée dans le trafic de stupéfiants, au corps décadent de ses fonctionnaires plus intègres. La Corée du Nord en est fortement soupçonnée. Le Laos le fut, un temps, par la Thaïlande.

Mais si le trafic inquiète Pékin, c'est, qu'il commence à laisser sa marque sur place. Sur les 150 000 birmanais officiellement reconnus en Chine, le Yunnan en compte 36 000, pour trente-huit millions d'habitants. Dans l'environnement policier chinois, le chiffre, probablement sous-évalué, est plus alarmant qu'il n'y paraît. Ce n'est que récemment que les autorités ont décidé de s'attaquer au problème par l'ouverture de centres de désintoxication. Celui qu'on nous fit visiter à Kunming se veut un modèle du genre.

Naturellement, il fallait à la Chine populaire sa méthode propre. Elle porte bien son nom de « désintoxication forcée ». Le centre, situé dans les champs à une quinzaine de kilomètres de la ville et entouré de hauts murs surmontés de barbelés, est géré par la police. Dans une cour, des policiers font faire de la gymnastique à trente-six des trois cents « pensionnaires », pour la plupart de jeunes gens dont on nous assure que la santé est « volontiers mauvaise ». D'autres jouent au basket. Ailleurs, on nous fait entendre la chorale mixte, qui interprète une chanson de sa composition sur le drame de l'intoxication, la honte





## ASIE

# Les « soldats perdus » de la guerre d'Afghanistan

Soupçonnés d'activités terroristes, des milliers d'anciens combattants arabes du « djihad » sont restés au Pakistan

PESHAWAR

de notre envoyé spécial

Ils sont saoudiens, soudanais, algériens, égyptiens, tunisiens, marocains, parfois bosniaques, chinois, philippins, ou noirs américains. Ce sont les soldats perdus de la guerre sainte en Afghanistan. Durant des années, au nom de Dieu et du Prophète, ils ont été les « mercenaires de l'islam » contre les « infidèles » du régime de Kaboul et de leur mentor soviétique. L'Afghanistan aura été pour eux le champ d'expérience rêvé d'un djihad que leurs chefs voudraient voir s'étendre « de l'Indonésie à l'Andalousie ».

C'est le retrait de l'armée rouge, en 1989, et surtout la chute de Kaboul aux mains de la résistance, le 26 avril 1992, qui ont fait basculer le destin des centaines de moudjahidins étrangers en Afghanistan : là-bas, le temps de la guerre sainte est terminé. Des musulmans tuent d'autres musulmans, les nouveaux maîtres islamistes affrontent d'autres islamistes. La nouvelle guerre afghane est devenue un conflit

interethnique, une guerre entre partis, une lutte pour le pouvoir où Dieu reconnaîtra les siens et où l'on règle ses comptes en famille.

Peshawar, capitale de la Province de la frontière du nord-ouest pakistanaise (NWFP), reste la base de ces combattants arabes, africains ou asiatiques. Certes, ils sont entraînés plus à l'ouest, de l'autre côté de la frontière afghane toute proche, ou dans ces zones tribales que les autorités d'Ismaïlabad contrôlent peu ou pas du tout. Mais Peshawar reste un centre de transit important. Peut-être même une vraie plaque tournante de l'interethnique islamiste.

Le chef bre « cheikh-avengle » Omar Abderrahmane, a fait le « voyage de Peshawar », mais, selon une source arabe, des personnalités importantes d'une autre organisation égyptienne, le Jihad, vivaient ici, avec pour couverture un travail de médecin pour le Croissant-Rouge koweïtien. Il faut enfin ajouter le récent passage en Afghanistan, toujours par Peshawar, d'une délégation

d'islamistes où figuraient des personnalités telles que le Tunisien Rachid Ghannouchi, dirigeant en exil du parti islamiste interdit Ennahdha, le fondamentaliste yéménite Abdel Majid Zendani, et l'idéologue du régime militaire soudanais, Cheikh Hassan Toubani.

### Naguère « combattants de la liberté »

Résultat : sous la pression de plusieurs gouvernements arabes — et vraisemblablement de Washington — Islamabad s'est lancé dans une vaste opération de police contre les « Arabes de Peshawar ». Depuis plusieurs semaines, nombre des 600 musulmans étrangers collaborant dans cette ville avec treize ONG proche-orientales qui travaillent en Afghanistan ont été interpellés. En outre, 154 d'entre eux, figurant parmi les quelque 2 624 « musulmans non pakistanaïses »

inscrits au registre des étrangers entre 1987 et 1992 ont été arrêtés. Soixante-quatre restent emprisonnés sous des accusations allant de situation irrégulière à la possession d'armes ou d'autorisations ou de faux passeports.

« Le gros problème, c'est que nous 1 300 kilomètres de frontière avec l'Afghanistan sont quasiment incontrôlables », soupire le secrétaire à l'intérieur du gouvernement de la NWFP, Gulzar Khan. Il ne dément pas la présence d'islamistes étrangers, mais affirme simplement que la plupart d'entre eux sont basés à Jalalabad, la grande ville de l'ouest de l'Afghanistan. « Il est absurde d'accuser le gouvernement pakistanaïse de les aider », dit-il. Cette situation nous a été léguée par la guerre en Afghanistan, ce n'est pas parce que des musulmans passés un jour par Peshawar pour aller aider les Afghans représentent maintenant une menace pour leurs propres gouvernements que le Pakistan doit être tenu pour responsable. »

Si responsabilité il y a, elle doit être partagée : pendant des années, les Pakistanais ont sou-

tenu les plus radicaux d'entre les moudjahidins afghans. Mais la CIA savait que ses armes tombaient surtout dans l'escarcelle des extrémistes, alors surnommés « combattants de la liberté » par Ronald Reagan.

### Une aubaine pour les fondamentalistes

Reste que les gouvernements proche-orientaux semblent n'avoir qu'une confiance mesurée dans le Pakistan. Un haut fonctionnaire de Peshawar se plaignait récemment du « manque de coopération » d'une délégation des « services égyptiens » venue remanier les filières de leurs propres terroristes. Le visage fermé des Égyptiens qui avaient devant nous quitté son bureau en disant long sur le climat de l'entretien. « Ça ne s'est pas très bien passé », avouait-il. Ils sont entrés et se sont assis sans vraiment se présenter. Je ne sais même pas s'ils sont policiers ! Ils voulaient tous les noms, toutes nos informations et, en retour, n'en ont fourni aucune. »

Les ONG arabes se défendent de servir de couverture aux terroristes. « Les musulmans étrangers qui travaillent avec nous sont ici pour des raisons strictement humanitaires », assure le Soudanais Mohamed Hal Hadi, de l'Islamic Coordination Committee. « Avant, les Pakistanais accusaient les Afghans de tous les crimes perpétrés à Peshawar ; la nouvelle mode semble être d'accuser les Arabes. »

En attendant, les organisations fondamentalistes pakistanaïses, tel le Jamaat Islami, essaient d'utiliser l'opération de police pour attirer le ressentiment à l'égard de l'Occident. Les chefs du Jamaat ont déjà organisé plusieurs manifestations. Un journal fondamentaliste ironisait récemment sur les contradictions d'un gouvernement musulman qui fait arrêter d'autres musulmans et permet aux « Américains de boire de l'alcool dans leur club ». Un éditorial vendredi, dans une mosquée de la banlieue de Peshawar, un mollah a appelé à « lutter contre l'Occident et les Occidentaux. Ce qui arrive à nos frères arabes dans Peshawar, dit-il, c'est à cause des États-Unis. Il faut continuer le djihad ! »

BRUNO PHILIP

FRANÇOISE CHIPAUX

## Rachid l'Algérien

PESHAWAR

de notre envoyé spécial

Rachid a la trentaine, il est algérien, il a été moudjahid en Afghanistan durant la guerre sainte. Il vit à Peshawar depuis six ans. En 1987, diplômé de technicien supérieur en poche, il est parti se battre au côté des « frères afghans ». Il se souvient : « Je voulais mourir pour Dieu ». Entraîné dans un camp près de la frontière afghane, il combat au Panjshir et au Badkhashan, avec les hommes du commandant Massoud, au Pakia, dans le Laghman, près de Kaboul...

Désormais, Rachid ne croit plus à la jihad. « La réaction de beaucoup de jeunes Algériens partis en Afghanistan s'explique surtout par un rejet du parti unique, le FLN », explique-t-il. Il aurait pu, comme d'autres camarades, rentrer chez lui pour lutter contre un pouvoir qui a frustré les espoirs du Front islamique du salut (FIS). Mais il ne l'a pas fait car il a « changé ».

Il affirme qu'un véritable tournant s'est opéré ces dernières années dans le mouvement islamiste : « Quand les combattants en Afghanistan, nos chers frères, disent : « Faites la jihad, créez ici un État islamique modéré. » Mais les frères ont dépassé leurs maîtres : souvent inspirés par les Afghans, les Arabes se sont mis à utiliser ce pays comme un camp d'entraînement en vue de révolutions futures dans leur propre pays. L'Afghanistan a servi de laboratoire. »

Il faut comprendre : pour beaucoup d'entre nous, c'était la première expérience d'une vie en commun avec des représentants de quinze nations musulmanes. On subissait un lavage de cerveau quotidien. On se sentait solidaires les uns des autres. Sans cette expérience, la situation serait peut-être différente aujourd'hui en Algérie ou en Égypte. » Et de conclure : « Pour moi, aucun doute : la foye de l'insurrection islamiste est ici, à Peshawar. Et sans doute pour un bon bout de temps. »

B.P.

## Des « héros » devenus parias

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

« Héros » de la lutte anticomuniste contre l'occupation soviétique, les « afghans » sont devenus aujourd'hui des parias, accusés par leurs gouvernements d'organiser des campagnes fondamentalistes violentes et d'être liés au terrorisme international.

C'est dans les années 80 que, répondant à l'appel des moudjahidins, alors en guerre contre le régime communiste de Kaboul, ces volontaires au nombre de 3 000 à 5 000 se sont rendus en Afghanistan avec le plus souvent la bénédiction de leurs gouvernements, trop heureux de se montrer des défenseurs de la foi. Le premier à avoir organisé une cellule à cette fin fut un Palestinien, Abdullah Azzam, ancien professeur de droit islamique de l'Université jordanienne.

Resté très actif, jusqu'à sa mort avec ses deux fils dans l'explosion d'une voiture piégée à Peshawar en 1989, c'est lui qui avait envoyé à New-York l'Égyptien Mustapha Chalebi ouvrir, dans la mosquée Farouk de Brooklyn, un bureau de recrutement de volontaires pour la jihad. Retrouvé mort dans des circon-

stances non établies dans son appartement, en mars 1991, ce dernier était un ami de Cheikh Omar Abderrahmane, avec lequel il se serait ensuite disputé, et de Mahmoud Abou Hafima, un ancien d'Afghanistan récemment entré en Égypte et livré aux États-Unis, qui le soupçonnait de participation à l'attentat contre le World Trade Center.

Dans cette lutte contre Moscou, les volontaires arabes ont bénéficié des largesses de la CIA, qui, en collaboration avec l'Égypte, ou, début et l'Arabie saoudite, a mené une campagne soutenant l'opposition religieuse afghane. Ne dit-on pas que c'est parce qu'il aurait apporté son aide aux services américains dans leur action de recrutement pour l'Afghanistan que Cheikh Omar, dont se réclame la Gamme islamique égyptienne, a obtenu son visa pour les États-Unis, où il réside toujours ? Le cheikh, dont deux des fils ont combattu en Afghanistan, a passé plusieurs mois au Pakistan après son départ d'Égypte en 1990.

La guerre finie, nombre de volontaires ont regagné leurs pays, certains se réintégrant sans problèmes, d'autres, forts de leur expérience militaire et politique, allant renforcer les mouvements

islamistes déjà en lutte contre leurs gouvernements, notamment en Algérie ou en Égypte. Leur technique de la guérilla leur donnerait une influence certaine dans les nombreux groupes islamiques.

En Égypte, une soixantaine ont été arrêtés au vingt-six autres jugés en décembre 1992 par le tribunal militaire d'Alexandrie. Au Yémen, d'un des très nombreux volontaires étaient partis sous l'inspiration d'un proche de l'Arabie saoudite, Cheikh Abdel Majid Zendani, on leur a attribué des attentats du mois de janvier, à Aden notamment, contre un hôtel où logeaient des soldats américains. En Algérie, ils se sont signalés dans plusieurs actions violentes, en particulier en décembre 1991 lors de l'attaque du poste-frontière de Guemmar, à la frontière tunisienne.

### Du Cachemire à la Bosnie

Plusieurs de ces exilés ont quitté le Pakistan au mois de janvier, après que le gouvernement d'Ismaïlabad ait annoncé son intention de fermer les bureaux des partis politiques afghans et d'expulser les étrangers en situation irrégulière. Parmi eux se

trouvent Muhammad Shawqi El Istambouli, le frère de l'assassin du président Sadate, condamné par contumace à la peine capitale en Égypte et qui aurait rejoint Jalalabad en Afghanistan. D'autres construisent au Cachemire et, dernièrement, au Tadjikistan. Certains ont déjà rejoint les combattants musulmans de Bosnie, où l'on peut en croiser certains, habillés en costume afghan, dans les hôtels de Zagreb ou de Split.

Sous le prétexte de venir en aide à la résistance afghane, il ne faut pas de doute que beaucoup d'argent a circulé dans nombre de groupes islamiques, qui ont pu aussi bénéficier des armes fournies à l'époque à profusion. En 1988, des missiles anti-aériens américains Stinger avaient été retrouvés au Qatar, qui, selon Washington, les aurait acquis auprès de l'Iran, lequel avait saisi une partie de ces missiles destinés aux moudjahidins afghans.

Très minoritaires dans la grande nébuleuse de l'activisme islamiste, les « afghans » apportent toutefois une expérience militaire et religieuse de nature à radicaliser la masse des laissés-pour-compte, qui voit dans l'islam la seule solution à ses maux.

FRANÇOISE CHIPAUX

## LYCÉES : LES NOUVEAUX CHOIX

Les récentes décisions de M. le ministre de l'Éducation nationale créent les conditions du rééquilibrage tant attendu entre les différentes voies proposées aux élèves de l'enseignement général des Lycées. La voie littéraire est solidement reconstruite. On peut désormais espérer qu'elle ouvrira des débouchés nouveaux. Quant aux élèves des deux autres voies (scientifique — économique et sociale), ils ont maintenant la possibilité effective de choisir des options complémentaires, en particulier de langues anciennes. Et ces options ne pourront jouer qu'en leur faveur au baccalauréat.

L'association Sauvegarde des Enseignements littéraires se félicite vivement de telles mesures. Elle n'a jamais cessé de défendre le rôle essentiel des langues anciennes dans toute formation littéraire et, au demeurant, pour la rigueur de la pensée, l'approfondissement de la maîtrise du français et l'élargissement de la culture.

Elle se réjouit de la possibilité donnée aux élèves de modifier les choix qu'ils avaient dû arrêter dans de mauvaises conditions. Elle les appelle, eux et leurs familles, à profiter sans hésiter de cette liberté de choix et elle appelle tous les enseignants à faire en sorte que ces possibilités nouvelles ne restent pas lettre morte, mais deviennent une réalité vivante.

S.E.L., SAUVEGARDE DES ENSEIGNEMENTS LITTÉRAIRES  
Présidente : Jacqueline de Romilly, de l'Académie française.  
Pour adhérer : écrire 15, rue du Pré-aux-Clercs, 75007 Paris.

## INDE

### Elections retardées dans quatre États « hindouistes »

Le Parlement indien vient de proroger de six mois l'administration directe par New-Delhi des quatre États du nord de l'Inde qui étaient gouvernés par le parti nationaliste hindou BJP jusqu'aux événements du 6 décembre. La destruction, ce jour-là, d'une mosquée à Ayodhya par une foule d'hindous fanatisés avait déclenché, à travers le pays, des émeutes qui ont fait quelque deux mille morts. Le premier ministre, M. Rao avait, alors, interdit plusieurs formations extrémistes, hindoues et musulmanes. Il avait aussi fait dissoudre les assemblées de l'Uttar-Pradesh, du Madhya-Pradesh, du Rajasthan et de l'Himachal-Pradesh, États de la plaine du Gange abritant près de tiers de la population du pays, où le BJP avait conquis la majorité en 1990 et 1991. — (UPI)

■ BANGLADESH : grèves et violence. — Un arrêt de travail national de huit heures ordonné par les partis d'opposition du Bangladesh a paralysé Dacca jeudi 13 mai. Les adversaires du gouvernement de M. Khaleda Zia réclament la mise en jugement du leader du mouvement intégriste Jamaat-e-Islami, Golam Azam, accusé de crimes durant la guerre de 1971 pour l'indépendance du pays. Cette action a coïncidé avec la fin d'une autre grève, de soixante-douze heures, à l'appel des syndicats, au cours de laquelle des heurts avec les forces de l'ordre auraient fait, mercredi 12 mai, de 50 à 200 blessés à Chittagong. — (AFP, Reuters)

Le mercredi 15F

Journal utile pour monde compliqué

GLOBE Hebdo

Miró La grande expo de Barcelone

La fin d'un tabou ?

Les Français et l'homosexualité

« L'homosexualité est-elle encore tabou ? »

Partie d'un « 200 pages » à la Française

■ Les hommes représentatifs 1/4 ou 10/16

■ La population américaine ?

■ Qui a dit en 1993 : « L'homosexualité doit cesser d'être un délit ? »

■ Comment les Français ont-ils vu les relations homosexuelles ?

■ Les homosexuels sont-ils plus âgés que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus riches que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus éduqués que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus intelligents que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus heureux que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus sages que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus beaux que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus rapides que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus honnêtes que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus sincères que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus loyaux que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus fidèles que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus amoureux que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus passionnés que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus romantiques que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus poétiques que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus artistiques que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus créatifs que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus imaginatifs que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus curieux que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus aventureux que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus audacieux que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus téméraires que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus courageux que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus braves que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus forts que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus puissants que les autres ?

■ Les homosexuels sont-ils plus vaillants que les autres ?

■ Les homosex



## EUROPE

## La guerre dans l'ex-Yugoslavie

### Les Serbes de Bosnie interdisent l'acheminement de l'aide humanitaire aux Musulmans

Le commandant en chef des forces serbes bosniaques, le général Ratko Mladic, a interdit le passage de convois d'aide humanitaire vers les trois enclaves musulmanes de Bosnie orientale, Zepa, Srebrenica et Gorazde, a annoncé, jeudi 13 mai, à Sarajevo le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Mercredi, l'envoyé spécial du HCR dans l'ex-Yugoslavie, José María Mendeluce, avait obtenu l'accord du dirigeant serbe bosniaque Radovan Karadzic pour le passage des convois destinés à Zepa et Gorazde, à l'indiqué un porte-parole du HCR, John McMillan.

Mais, par la suite, le bureau du HCR à Belgrade a reçu un message du général Mladic interdisant tout transport vers les trois enclaves - vers Srebrenica - jusqu'à ce que sa délimitation soit terminée et pour les deux autres sans raison précise - a déclaré M. McMillan. Cette attitude, a-t-il ajouté, est une « violation directe » de l'accord de cessez-le-feu signé samedi dernier par le général Mladic à l'aéroport de Sarajevo et prévoyant la liberté de mouvement pour les organisations humanitaires.

Un porte-parole des « casques bleus » à Sarajevo a, de son côté, précisé que « le centre de Srebrenica est délimité ; les gens y ont toujours besoin de nourriture. Quant à Zepa, certes, il faudra un certain temps pour définir les limites de la zone, mais le cessez-le-feu y est respecté, et les gens ont également besoin de nourriture ».

#### Intenses bombardements

Par ailleurs, les forces serbes bosniaques ont poursuivi d'intenses bombardements sur la région de Brcko, en Bosnie septentrionale, ont indiqué vendredi des responsables militaires de l'ONU. Cette position a une grande importance stratégique car elle contrôle le corridor que les Serbes se sont aménagés dans le nord de la République afin de pouvoir relier tous les territoires qu'ils ont conquis depuis le début de la guerre.

A Sarajevo, la radio a indiqué qu'avec l'appui de l'artillerie, les forces serbes avaient poursuivi,

jeudi soir, des attaques d'infanterie et de chars contre les lignes musulmanes. Des observateurs de l'ONU envoyés sur place ont fait état d'une forte concentration de blindés et d'infanterie serbes dans la région.

#### Ménaces européennes contre les Croates

Sur le plan politique, les Serbes de Croatie ont suivi l'exemple des Serbes de Bosnie, qui ont décidé de n'envoyer qu'un délégué et non pas l'ensemble de leurs « députés » à la réunion des « Parlements » serbes, convoquée vendredi à Belgrade par Slobodan Milosevic pour débattre du plan Vance-Owen. Cette réunion s'annonce d'ores et déjà comme un demi-échec en raison de la réticence des Serbes de Croatie et de Bosnie. Ces derniers ont, malgré les pressions que M. Milosevic assure exercer sur eux, décidé de maintenir leur référendum, samedi et dimanche, sur le plan Vance-Owen - que leur « Parlement » a rejeté.

Sur le front croato-musulman, des combats sporadiques se sont poursuivis jeudi à Mostar, dans le sud-ouest de la Bosnie-Herzégovine, malgré la conclusion de deux accords de cessez-le-feu. La Communauté européenne a, pour sa part, menacé la Croatie et les Croates bosniaques de prendre des sanctions à leur encontre s'ils persistent à attaquer les Musulmans, a annoncé le ministre danois des affaires étrangères.

« Si les attaques croates ne cessent pas, la communauté internationale envisagera de prendre des mesures plus fortes contre la Croatie et les Croates de Bosnie, similaires à celles imposées aux Serbes », a écrit, au nom de la CEE, le chef de la diplomatie danoise, Niels Helveg Petersen, dans un message au président croate Franjo Tudjman.

A la demande de ses homologues européens, le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, doit également faire part de l'irritation européenne devant l'implication de forces croates dans les combats en Bosnie-Herzégovine lors d'une rencontre avec M. Tudjman vendredi à Zagreb. - (AFP, Reuter).

Le Conseil de l'Europe s'élargit vers l'Est. - La Lituanie, l'Estonie et la Slovaquie devaient être officiellement admises, vendredi 14 mai, au Conseil de l'Europe, qui comptera dès lors vingt-neuf pays membres. Leur candidature a été approuvée ces derniers jours, à une très large majorité par l'Assemblée parlementaire de l'organisation, malgré les objections formulées par la Russie à propos de l'Estonie (le Monde du 13 mai). Leur adhésion devait être entérinée vendredi par le comité des ministres. - (AFP).

ALLEMAGNE : un homme condamné à perpétuité pour le meurtre d'un immigré. - Le tribunal de Stuttgart a condamné, jeudi 13 mai, un jeune homme de vingt-cinq ans à la réclusion à perpétuité pour le meurtre d'un Albanais lors d'une attaque contre un foyer de travailleurs immigrés en juillet 1992. Après avoir écouté des chants nazis, l'accusé avait battu à mort à coups de batte de base-ball un Albanais de cinquante-cinq ans dans un foyer de Oeffelheim-Kemnat, près de Stuttgart. Mercredi 12 mai, le tribunal de Francfort-sur-l'Oder, dans l'ex-RDA, avait condamné un néo-nazi de vingt-deux ans à quatre ans et demi de prison pour avoir tué un immigré algérien. - (AFP).

## ITALIE : après la levée de son immunité parlementaire

## Giulio Andreotti devra répondre devant la justice des accusations de collusion avec la Mafia

Le Sénat a voté, jeudi 13 mai, la levée de l'immunité parlementaire de l'ancien président du conseil italien Giulio Andreotti. Ce dernier, qui avait demandé lui-même cette mesure, s'est alors défendu contre les « accusations » dont il serait victime de la part des « repentis » de la Mafia.

## ROME

de notre correspondant

« Et maintenant, que les juges fassent vite ! » Ce jeudi 13 mai, en début d'après-midi, Giulio Andreotti, sept fois président du conseil, trente-sept fois ministre, sénateur à vie, et cible d'accusations aussi graves que rocambolesques portées par une dizaine de « repentis » de la Mafia, quitte le Palais Madama, cerné par la foule des grands jours.

A présent tout est consommé. Un mois et demi après l'incroyable nouvelle, annoncée d'ailleurs par M. Andreotti en personne, d'une « ouverture d'enquête » à son propos pour association mafieuse, la justice a obtenu le feu vert pour poursuivre plus avant.

On ira donc théoriquement au procès. Quelques minutes auparavant, en vertu de la nouvelle réglementation supprimant le vote secret, il a tendu lui-même la main pour demander, à l'instar de l'écrasante majorité du Sénat, que soit levée son immunité parlementaire. Une décision dont il n'avait pas fait mystère depuis plusieurs jours déjà, disaient-ils, de « clarifier ces accusations

mensongères » qui font de lui le « parrain politique » des parrains de la mafia et le décrivait tranquillement s'embrassant à bouche-ouverte avec Totò Riina, le « boss » des Corleonesi, à présent sous les verrous, ou se faisant « offrir » par ses alliés supposés l'assassinat du général Carlo Alberto Dalla Chiesa, du journaliste Mino Pecorelli ou de Dieu sait quel autre géant.

## « Contacts

avec les services secrets »

Lever son immunité, soit, mais pas sans s'être fait entendre. Et l'ex-président du conseil, a exposé point par point les arguments de sa défense. Un long plaidoyer contre les « campagnes d'odieuses calomnies » alimentées à l'occasion par certains « contacts avec les services secrets » et qui lui ont déjà causé des « dommages considérables » auprès de l'opinion publique.

Rappelant son engagement contre la criminalité organisée (notamment la création des 1978 d'une structure anti-Mafia et plus tard la loi contre le recyclage de l'argent sale), M. Andreotti a nié une nouvelle fois connaître les mafieux cités par les « repentis » qu'il est censé avoir reçus ou rencontrés, tout comme il affirme « n'avoir jamais eu connaissance d'aucun fait » pouvant relier son ami et procureur en Sicile, le député européen Salvo Lima, assassiné l'an dernier à Palermo, à la Mafia.

Plusieurs témoignages accusent en effet Salvo Lima d'avoir été « la courroie de transmission entre la Mafia et le pouvoir politique de Rome ». Se disant « amer et déçu » devant une

accusation qui a pris à l'occasion des allures de « persécution », Giulio Andreotti, qui a dit aussi « avoir la conscience tranquille » en ce qui concerne l'enlèvement et la mort de l'ex-chef de la démocratie chrétienne, Aldo Moro, a critiqué au passage l'envoi irrégulier d'« avis d'ouverture d'enquête », conçus au départ pour protéger leur destinataire, qui sont devenus, selon M. Andreotti, « pratiquement l'équivalent d'une incrimination formelle, sinon d'une condamnation ».

Et celui que l'on surnomme « Belzebuth » de conclure : « La tranquillité de ma conscience repose sur la certitude qu'il existe un tribunal au-delà de toute contingence, et de toute mesquinerie : le tribunal de Dieu ».

Aux juges de débiter tout cela à présent, en déviant quelque cinquante ans de vie politique et de mystères italiens, dont le centre, précisément, a toujours été Giulio Andreotti. Et ce ne sera pas facile, car, faute pour l'instant de témoins importants, c'est la parole du sénateur à vie contre celle des repentis.

En d'autres termes, si le procès a lieu et va jusqu'au bout, il aboutira à la condamnation terrible, à travers le rôle et le personnage de M. Andreotti, d'un demi-siècle de collusion du pouvoir avec la criminalité, au nom d'une union sacrée contre une menace communiste qui a cessé d'exister.

Dans le cas contraire, tout le patient travail opéré avec les « repentis » de la Mafia semblera recommencer s'il était prouvé que, par calcul ou par une pression quelconque, ces derniers ont menti. A moins, et ce serait peut-être le plus grave, que l'on ne puisse rien prouver, rien savoir,

rien comprendre une fois de plus. Ces suspensions et ces questions sans réponse, faute d'assurer des bases solides et d'apurer le passé, pourraient gâcher la timide tentative de reconstruction politique sautée en ce moment par la majorité des Italiens.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

#### Le ministre de l'environnement mis en cause

Le gouvernement de M. Ciampi, au pouvoir depuis à peine deux semaines, a été touché, jeudi 13 mai, par le scandale avec l'annonce de l'ouverture d'une information judiciaire à l'encontre du ministre de l'environnement Valdo Spini (PSI). Il est soupçonné d'avoir commis des irrégularités alors qu'il était secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, dans le cadre d'un prêt accordé à l'Albanie. Dans la même affaire, l'ancien chef de la diplomatie socialiste Gianni De Michelis et l'ancien ministre du commerce extérieur démocrate-chrétien Claudio Vitalone ont également reçu des avis d'ouverture d'enquête.

La justice italienne a ouvert des informations judiciaires contre neuf autres personnalités politiques dans le cadre des enquêtes de l'opération « mani pulite » (main propre), dont l'ancien secrétaire national du Parti socialiste italien Bettino Craxi. Ces nouvelles enquêtes ont trait au financement illégal des partis politiques lors de l'attribution de marchés publics. - (AFP, Reuter).

## A l'approche du référendum du 18 mai

## Les « eurosceptiques » britanniques font campagne au Danemark pour le « non »

## LONDRES

de notre correspondant

D'un côté, Lord Tebbit, chef de file des « eurosceptiques » du Parti conservateur, de l'autre, Giles Radice, europhile patenté du Parti travailliste. L'un et l'autre étaient présents il y a quelques jours, à l'approche du référendum du 18 mai, de convaincre leurs homologues danois de la justesse de leur combat respectif. Parfois, au cours de cette étrange campagne européenne menée en terre étrangère, les Britanniques, rapporte la presse danoise, en profitent pour régler quelques comptes nationaux.

Lors d'une conférence de presse, M. Radice a mis en garde son auditoire contre la « mouche du coche xénophobe » que serait, selon lui, Lord Tebbit, et ce dernier s'est insurgé : « Est-ce à s'ingérer que de dire au peuple danois ce que je pense en tant que citoyen européen ? » Les « eurosceptiques » britanniques ont été nombreux à faire le « voyage de Copenhague » et à prendre la parole lors des réunions organisées par les partisans du « non ».

Lord Tebbit, qui est le porte-parole officieux de Lady Thatcher, en ce qui

concerne notamment des affaires européennes, côtoie, à Copenhague, Tony Benn, autre « eurosceptique », ainsi que les directeurs du Times et du Sunday Telegraph, et Sir James Goldsmith. L'homme d'affaires franco-anglais, se plaint la presse danoise, n'a pas hésité à acheter des pages entières de journaux pour annoncer les catastrophes qui s'abattraient sur l'Europe au cas où le « oui » l'emporterait. Lord Tebbit, de son côté, fait une campagne plus subtile : un second « non », explique-t-il à ses auditeurs, annulerait la ratification britannique et, dès lors, le Danemark ne serait pas isolé en Europe.

## Des Danois lassés

De tous ces conseils qu'ils qualifient de plus en plus d'« éruditions », les Danois commencent à se lasser. « Les Britanniques », a vertement riposté le quotidien conservateur Berlingske Tidende, ne sont pas les bienvenus s'ils considèrent ce vote comme un substitut pour le référendum qu'il n'aurait pas eu eux-mêmes. Cette réaction se comprend d'autant mieux que le gouvernement britannique semble intervenir lui aussi, mais assez maladroitement, dans le débat.

On a mal pris, à Copenhague, la lettre adressée récemment par John Major à Bill Clinton, autre chef de file des « eurosceptiques » du Parti conservateur, dans laquelle le premier ministre paraît accorder la thèse selon laquelle les clauses d'exemption obtenues par Copenhague lors du sommet européen d'Edimbourg n'ont aucune valeur juridique. M. Major explique notamment que les concessions obtenues par le Danemark ne changent pas « les termes du traité de Maastricht ». Cette affirmation, juridiquement exacte, a été accueillie avec jubilation par les partisans du « non », et nettement moins favorablement par le Parti social-démocrate au pouvoir, lequel s'efforce de convaincre l'opinion que ce sont ces clauses d'exemption qui permettent aujourd'hui de dire « oui », en toute confiance, à Maastricht.

Le premier ministre danois, Poul Nyrup Rasmussen (qui s'entoure, à l'occasion, des conseils de Philip Gould, expert en marketing politique du Parti travailliste), avait pourtant toutes les raisons d'être satisfait de la surprenante déclaration du secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, qui, lors de sa visite à Copenhague, le 25 avril, avait affirmé que la

Grande-Bretagne « rechercherait un autre aménagement » de l'Union européenne au cas où le Danemark voterait de nouveau en faveur du « non ». Ce propos, qui contredisait formellement ceux de M. Major à Edimbourg (« Nous ne négocierons pas un nouveau traité, à onze, sans le Danemark »), avait ravi le gouvernement : les hésitants ne pouvaient qu'être convaincus des risques d'isolement du Danemark en cas de victoire du « non ».

LAURENT ZECCHINI Lire, pages 7 à 10, dans « le Monde-Espace européen » notre dossier « Les Danois face à un « petit » Maastricht ».

DANEMARK : 49 % pour le « oui » à Maastricht, selon un sondage. - Selon le dernier sondage Gallup publié jeudi 13 mai, 49 % des Danois voteraient en faveur du « oui » à Maastricht le 18 mai. Selon cette enquête, effectuée du 8 au 11 mai auprès de 1 030 personnes et publiée par le quotidien conservateur Berlingske Tidende, le camp du « oui » ne fléchit pas. « Non » a, en revanche, progressé de 1 % (à 33 %). Le pourcentage des indécis demeurait toutefois assez élevé : 14 %. - (AFP).

### VOUS CHERCHEZ A FAIRE DU SPORT AVEC PLAISIR ET CONVIVIALITÉ ?

Rejoignez les 335 000 licenciés de la Fédération Française d'Éducation Physique et de Gymnastique Volontaire.

Elle est présente à la Fête du Sport les 15 et 16 mai, à Paris au parc de La Villette, mais aussi dans toutes les villes ou villages de France où sont ouverts 6 000 clubs.

Renseignements : F.F.E.P.G.V. 41-43, rue de Reuilly Tél. : 43-41-86-10 Fax : 43-40-34-35



FEDERATION FRANÇAISE DE HANDBALL

62 RUE GABRIEL PERI  
94250 GENTILLY  
TEL. (1) 46 15 03 55  
TELEX 632089 HANDBRA  
FAX (1) 46 15 03 60  
MINITEL 3615 HAND

### L'équipe de France de handball vous a déjà fait participer à la fête

- AVEC SA MÉDAILLE DE BRONZE AUX J.O. DE BARCELONE EN 1992
- AVEC SON TITRE DE VICE-CHAMPION DU MONDE 1993 EN SUÈDE

Jeune, dynamique, douée d'avenir, elle recherche partenaires libres de suite pour partager de grands instants de bonheur, de réussite et plus, si affinités. Appelez-nous :

Fédération française de handball 16-1-46-15-03-55

Les 15 et 16 mai ce sera également la fête à AMNEVILLE (57) avec la finale de la Coupe de France.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

MAI 1993

## SPÉCIAL EXAMENS

Le dernier état du monde et de la France

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

Le Monde de l'éducation

Mai 1993

## DOSSIER EXCLUSIF

LA PHILO AU BAC  
390 SUJETS POUR RÉVISER

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 25 F

Les Danois

Les paysans s'ap



Le Monde

# ESPACE EUROPEEN

## Les Danois face à un « petit » Maastricht

Copenhague a obtenu de ses partenaires des concessions afin de ne pas être obligé d'appliquer les dispositions les plus controversées du traité d'union européenne soumis une deuxième fois à référendum le 18 mai

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

**V**OILA maintenant dix-huit mois que les Danois - dirigeants politiques et médias confondus - discutent quotidiennement du traité d'union européenne, et ceux qui le contestent ont pas l'air de s'en lasser. Les partisans du « non » se sont remobilisés en vue du référendum du 18 mai après avoir décroché une victoire presque inespérée lors du scrutin du 2 juin 1992 : avec 50,7 %, le « non » l'emportait.

Le gouvernement de centre droit de l'époque, dirigé par Poul Schlüter, l'opposition social-démocrate, les syndicats, le patronat, tout l'establishment avaient pourtant appelé à voter « oui ». Mais les Danois, foncièrement allergiques à tout ce qui peut ressembler à une « union » européenne, à l'intégration politique, à une perte quelconque de souveraineté, firent le choix contraire. Sur ces sentiments authentiquement hostiles à l'Europe, s'en étaient greffés d'autres : le rejet d'un gouvernement au pouvoir depuis près de dix ans (15 % des électeurs disent avoir en fait voté contre Poul Schlüter), la crainte de la nouvelle Alle-

magne voisine, la perspective de disparaître dans un ensemble dominé par la bureaucratie bruxelloise, la fin du confortable modèle de vie scandinave. Pour deux Danois sur trois, la coopération européenne dans le domaine économique, dont profitait largement leur agriculture, était très bien comme elle était ; le passage à l'union politique, puis monétaire, était superflu, inutile et... dangereux.

La victoire assez surprenante du « non » devait secouer l'Europe et le petit monde politique danois qui s'était vu désavoué. A l'automne 1992, le dirigeant social-démocrate devenu entre-temps premier ministre, Poul Nyrup Rasmussen, prend l'initiative d'une opération de réconciliation qui débouche sur le « compromis national ». Sept des huit formations politiques représentées au Folketing - le Parlement de Copenhague - le signent. Seuls les deux députés du Parti du progrès (extrême droite) choisissent de rester à l'écart. Cet accord est devenu, dans ses grandes lignes, le fameux compromis coeleu, en décembre dernier, par les Douze à Edimbourg. Ce texte accorde au Danemark des dérogations substantielles par rapport au traité de Maastricht, qui concernent la politi-

que de défense commune, la troisième phase de l'union économique et monétaire, la citoyenneté, la coopération policière. Les Danois ne pouvaient espérer meilleur résultat.

C'est donc sur le traité d'union européenne et le compromis d'Edimbourg, déjà ratifiés par leur Parlement, que les électeurs vont de nouveau se prononcer, mardi, par référendum. En moins d'un an, les arguments des uns et des autres ont guère changé. Les partisans du « non », disséminés dans le Mouvement de juin, le Mouvement populaire contre la CEE, qui sont plutôt de gauche, le Forum indispensable, proche des thèses britanniques, et d'autres groupes, affirment que les accords d'Edimbourg ne sont pas juridiquement contraignants et que les Danois vont voter en fait sur le même texte qu'en juin dernier. Dans le camp du « oui », qui souligne que le royaume de cinq millions d'habitants ne peut pas faire cavalier seul, on retrouve exactement les mêmes formations et organisations professionnelles qu'il y a un an. Avec un nouvel appui cependant : le Parti socialiste populaire, hostile depuis vingt ans à la CEE, est officiellement venu le renforcer, mais ses électeurs bondent.

Si les thèses développées en ce printemps 1993 ressemblent étrangement à celles de l'année précé-

dente, le jeu du débat a en revanche changé. Il est beaucoup plus feutré. Le nouveau gouvernement de centre gauche de Poul Nyrup Rasmussen s'efforce de ne pas commettre l'erreur de son prédécesseur, qui avait brandi le spectre de la débâcle économique et de l'isolement international en cas de victoire du « non ».

Le premier ministre social-démocrate tente avant tout de rassurer ses propres électeurs. Plus de 60 % d'entre eux avaient, en 1992, ignoré les consignes de leur parti et rejeté Maastricht. De leurs dispositions actuelles dépend sans doute l'issue du référendum. Les sondages indiquent que le « oui » devrait cette fois l'emporter. Mais il suffirait, dit-on à Copenhague, que Jacques Delors exprime de nouveau, d'ici au scrutin, ses « visions européennes » ou qu'un commissaire de Bruxelles défende le fédéralisme - mot bonni eo Danemark - pour brouiller complètement les cartes. Des discours de dernière minute qui ne déplairaient pas, naturellement, aux partisans du « non ».

ALAIN DEBOVE

## Les paysans s'apprêtent à voter massivement « oui »

En dépit de leurs réticences vis-à-vis de la politique agricole commune, les agriculteurs danois sont convaincus que leur prospérité passe par un « oui » à l'Europe

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

**L**E malaise est certain dans les campagnes. Les paysans danois n'aiment ni la réforme de la politique agricole commune (PAC), ni l'arrangement de Blair House conclu en novembre 1992 entre la Commission européenne et les Etats-Unis afin d'assainir les échanges agricoles internationaux.

« Ils éprouvent à la fois un sentiment de frustration devant une évolution qu'ils résistent et celui d'être très dépendants de la Communauté. Il y a là assurément une situation paradoxale », remarque Laurits Toernæs, un ancien pêcheur, qui fut ministre de l'Agriculture de 1987 jusqu'au changement de gouvernement, au début de l'année.

Malgré les 70 000 exploitants que compte le pays (260 000 emplois dépendent de l'agriculture sur une population active de 3 millions) ne sont pas, dans leur grande majorité, gens à cracher dans la soupe. Conscients des avantages considérables qu'ils retirent de leur appartenance à la Communauté, ils voteront massivement « oui » au référendum du 18 mai. Comme, au reste, ils l'ont déjà fait lors de la consultation du 2 juin 1992, même si on e pu déceler alors une certaine désaffection des circonscriptions rurales à l'égard de la construction européenne.

Leurs organisations professionnelles - trois syndicats rassemblés au sein du Conseil des agriculteurs danois - les invitent à se mobiliser dans ce sens. Sous-entend de traquer les « non » qui pourraient résulter d'un coup de déprime, provoqué lui-même par une conjoncture défavorable venant s'ajouter aux avatars de l'Europe verte, elles font activement campagne.

Les paysans danois résistent la réforme de la PAC pour les mêmes raisons que leurs collègues français, leur hostilité étant principalement dirigée contre l'obligation de mettre en jachère 15 % de la surface cultivée. L'agriculture danoise est prioritairement orientée vers les productions animales (70 % du revenu agricole) mais, néanmoins, la grande culture occupe une place non négligeable - la production de céréales atteint 9 millions de tonnes, dont 3 millions exportées - et, surtout, les éleveurs cultivent leurs propres céréales. « La taille de nos fermes est en général sensiblement supérieure à la moyenne communautaire, si bien que nous serons parmi les plus touchés », estime Klaus Bustrup, le directeur du Conseil des agriculteurs danois.

Frappés comme tout un chacun par l'obligation de gel des terres, les éleveurs de porcs, fer de lance



L'agriculture danoise est prioritairement orientée vers les productions animales.

de l'agriculture nationale, les seront également de manière indirecte, en raison de la réglementation, très stricte ici, concernant la protection de l'environnement : celle-ci fixe un ratio entre la surface cultivée et le volume de lisier que le fermier est autorisé à épandre : en d'autres termes, la mise en jachère, devrait normalement se traduire par une diminution forcée des bêtes susceptibles d'être élevées.

### Résolument libré-échangistes

Et puis il y a, ici comme ailleurs, les raisons d'ordre psychologique : « Les paysans a toujours cherché à accroître son rendement et sa production ; il est déçu maintenant qu'on lui demande de réduire l'un et l'autre », observe Poul Ottesen, un haut fonctionnaire du ministère de l'Agriculture. M. Toernæs enchaîne sur un thème connu : « Comment justifier l'interdiction de produire dans un monde où règne la famine ? Si l'on devait absolument faire quelque chose pour réduire la production, il faudrait encore mieux falloir, aux yeux de l'agriculteur danois, que l'on baisse les prix ».

Ce même agriculteur déteste les limitations qu'impose la réforme, mais aussi la bureaucratie, la paperasserie qu'elle entraîne. Et cela d'autant plus qu'un homme du Nord soupçonneux à l'égard des méthodes des paysans méditerranéens, il croit volontiers que tout le monde dans la Communauté ne sera pas logé à la même enseigne, que lui jomera le jeu, mais que le copain italien ou grec

passera une fois de plus à travers les mailles du filet (l'affaire des quotas laitiers, mal respectés en Italie, a laissé des traces).

La réforme, qui invite à développer des cultures et un élevage plus extensifs ne risque-t-elle pas de surcroît de remettre en cause le modèle de production danois ? La question se pose également à propos de l'accord de GATT, tel qu'il a été conclu par la Commission européenne et les Etats-Unis à Washington, en novembre 1992, et qui devrait se traduire par une réduction importante des exportations vers les pays tiers.

Les organisations agricoles danoises, résolument libré-échangistes, sont tout à fait conscientes de la nécessité de parvenir à un assainissement des échanges agricoles internationaux et, dans cette optique, soucieuse de conclure l'Uruguay Round. Néanmoins, elles déplorent très vivement l'engagement pris par la Communauté de réduire de 21 % le volume des exportations subventionnées : « Nous sommes convaincus, nous aussi, que les contraintes qui en résulteront iront au-delà de celles qu'impose la réforme de la PAC. Les Français, en s'opposant à cette clause, protègent nos intérêts », reconnaît M. Ottesen.

A ces frustrations, dues à une évolution qu'ils jugent négative de l'Europe verte, sont venues s'ajouter des déconvenues plus conjoncturelles et, en particulier, la sécheresse très sévère de l'an passé. Les revenus ont fondu et les compensations accordées par le gouvernement sont considérées comme beaucoup trop chiches.

Ainsi, les paysans danois désaccoutent dans la rue, à l'unisson avec leurs collègues des autres pays de la Communauté. « Nous étions deux cents à la grande manifestation européenne de Strasbourg », rappelle M. Bustrup. Sur le plan national, une série de manifestations, qui se sont déroulées dans les différentes régions du pays, ont réuni 14 000 fermiers, ce qui est beaucoup, comparé au nombre total de 70 000 exploitants. Ces démonstrations de mécontentement ont culminé avec un grand rassemblement de 8 000 participants, le 26 février à Copenhague. « Une telle mobilisation est exceptionnelle au Danemark », note M. Bustrup.

### La PAC : 18 milliards de francs de bénéfices

« Pourtant, pour nous, il n'y a pas d'alternative. Si nous quittons la Communauté, nos exportations agroalimentaires diminueraient des deux tiers et on compterait 100 000 chômeurs de plus, des exploitants ruinés, mais aussi du personnel des laiteries ou des abattoirs », insiste-t-il. Il est évidemment essentiel, pour un champion de l'exportation comme le Danemark, de conserver un libre accès aux marchés extérieurs et la Communauté, grâce à ses mécanismes, en offre la possibilité, y compris vers les pays tiers. Selon un Livre vert, publié par le conseil de l'agriculture danoise après le référendum, le bénéfice net de la PAC pour le pays se situe aux alentours de 20 milliards de couronnes (18 milliards de francs).

Quelles seront, le 18 mai, les

conséquences du sentiment de ras-le-bol que connaissent bon nombre de paysans ? « On a beaucoup dit, après le 2 juin, que les agriculteurs avaient été nombreux à voter « non ». Mais nous avons fait des enquêtes, adressé des questionnaires à nos adhérents, et nous sommes arrivés à la conclusion que ce n'était pas exact. En 1992, près de 90 % des paysans ont voté « oui » et, aujourd'hui, les sondages annoncent un score analogue. Ce qu'il y a, c'est que 10 ou 12 % de « non », pour nous, ce n'est pas acceptable » explique le directeur général du Conseil des agriculteurs danois.

M. Ottesen, le haut fonctionnaire, est tout aussi confiant. Il fait remarquer qu'en 1992, les gens étaient coaveinés, ce le « oui » allait l'emporter largement et ont donc cru qu'ils pourraient exprimer, sans frais, leur mécontentement en votant « non ». L'effort accompli par les organisations professionnelles pour couvrir la

campagne de désinformation menée par les quelques groupes d'inspiration populiste devrait, de surcroît, porter ses fruits.

Cette adhésion au camp du « oui » n'empêche pas les paysans danois, comme bon nombre de leurs collègues européens, de souhaiter que la construction européenne n'aille pas trop loin. Ils trouvent souvent la Communauté, telle qu'elle fonctionne, trop centralisée et l'idée fédéraliste d'Etats-Unis d'Europe n'est inégalement pas populaire.

Mais de telles réticences, par rapport à l'enjeu bico coocret auquel ils sont confrontés, demeurent secondaires : « Ils ne veulent pas du tout que le « non » l'emporte. Personne ne prétendrait que nous pourrions nous en sortir en étant en dehors de la Communauté », conclut M. Toernæs.

PHILIPPE LEMAÎTRE

### « Ce fichu lisier ! »

Il s'en excuserait presque. Lui, Niels Ellebaek, cinquante ans, 100 hectares et un important élevage de porcs, au bout de la douce ile d'Holstène, à l'ouest de la Fionie, ne connaît pas de difficultés majeures et, bien sûr, il votera « oui » le 18 mai. Sa maison élégante témoigne de sa prospérité.

Mais il précise tout de suite qu'il n'est pas forcément représentatif : bon nombre de ses voisins se sont endettés, notamment pour acheter de nouvelles terres, et maintenant que les prix baissent, éprouvent du mal à rembourser. Le cochon qu'il engraisse était vendu 1000 couronnes à l'abattoir, il y a un an, mais seulement 700 couronnes aujourd'hui. Avec une production d'environ 2 500 porcs par an, on mesure le manque à gagner.

Sur ses 100 hectares, il cultive du blé, de l'orge, de la betterave à sucre et, innovation tout à fait rentable, des sapins de Noël... « Je vais devoir gâler 11 hectares, mais, au tarmas de revenu, je ne crois pas qu'on en ressentira gravement les effets », M. Ellebaek comprend qu'il est nécessaire de réduire la production dans la Communauté, mais admet que ses collègues ne partagent pas forcément son point de vue : « Ils veulent tirer un parti maximum de la terre dont ils disposent. » Il trouve justifié l'engagement de beaucoup à l'égard des excès de la bureaucratie.

La GATT et la nécessité, probable, de devoir réduire les exportations subventionnées ? « Les producteurs de porcs

seront sans doute touchés, mais pas de façon sérieuse. »

La principale préoccupation, apparemment, c'est ce fichu lisier et les règles de plus en plus draconiennes qui concernent son épandage. En matière d'environnement, il est important pour tous, fait-il remarquer, qu'on agisse de manière concertée, collective, au niveau de la Communauté.

Mais là n'est pas l'essentiel : « Nous exportons deux tiers de notre production et nous avons absolument besoin d'un vaste marché intérieur. Les agriculteurs le comprennent parfaitement et ils vont voter « oui ». Très peu voteront « non. »

L'analyse de M. Ellebaek dépasse le strict enjeu agricole. Il se félicite de l'existence du système monétaire européen, qui a permis de stabiliser le couronne et, au-delà, souligne qu'on ne peut pas négliger les contraintes de l'économie comme le font un peu trop facilement les tenants du « non ». « Une économie saine, c'est la condition de l'indépendance », résume-t-il. Une pique amicale à l'attention de sa femme, professeur de français au lycée de Faaborg, dans le sud de la Fionie, qui, elle, votera « non ». Non pas en raison des difficultés de l'Europe verte, mais parce que, pour elle, cette Communauté, c'est une affaire de gros sous et qu'il y a d'autres valeurs plus importantes à préserver.

Ph. L.



LES DANOIS FACE  
A UN « PETIT » MAASTRICHT

## « Non à l'Union des hommes »

Les adversaires de l'Europe sont  
un peu moins nombreux parmi les Danois,  
mais leur détermination est forte

COPENHAGUE

de notre correspondant

**V**OUS ne savez jamais avec les Danois... Et surtout les Danoises. Elles restent isolées. Le doute, Hamlet, nous hante toujours. Tine, étudiante en médecine, se pose des questions au sujet de l'adhésion au traité de Maastricht. Elle essaie de convaincre Lone, une amie pédaagogue, de voter oui à cette fois-ci. Autour d'un verre dans le café Mikkil, au centre de Copenhague, lieu de rendez-vous hanté, les discussions sont animées. Maastricht est sur toutes les lèvres, sur un fond de musique rock.

Tine, « proeuropéenne », est toujours « dévorée par le doute même si j'ai déjà dit oui au premier référendum de juin dernier, parce que le Danemark ne peut pas rester comme une île dans le continent, isolé de tout et qui risque de s'enfoncer peu à peu dans la mer, fier comme un capitaine de bateau qui coule ! Il faut être réaliste aussi ».

« L'année dernière, la majorité des Danois avaient rejeté l'Union européenne comme un signe de protestation », explique Lone, contre l'Union des hommes, la Jette-Set de Bruxelles qui croit tout savoir et qui veut fixer notre avenir. Et savez-vous combien de femmes il y a dans cette fameuse Commission européenne... Une seule ! C'est tout dire ».

Selon les derniers sondages, les Danois irréductibles à l'Union semblent avoir cédé du terrain (elles ne représenteraient plus que 32 % des intentions de vote) au profit des proeuropéennes devenues majoritaires (43 %). Mais un quart des électrices ne savent pas encore pour qui voter ou même si elles vont aller aux urnes.

Une place enviable  
dans la politique

« Ne croyez pas que les femmes aient voté non en juin 1992 parce qu'elles étaient des femmes ou qu'elles étaient ignorantes », est l'un des arguments de Karen Simne, chercheuse à l'université d'Aarhus, et coauteur d'un livre, *Et c'était non*, analysant le scrutin de l'année dernière.

Le sociologue Joergen Goul Andersen, de la même université, partage le même avis. « On croit que les femmes votent à l'émotion. C'est une erreur. Elles savent de quoi elles parlent et leurs connaissances européennes ne sont pas négligeables dans ce domaine. La différence de comportement entre les femmes et les hommes face à l'Europe s'est accentuée surtout depuis le référendum sur l'entrée dans l'Union en 1986. Cela s'explique par leur niveau d'éducation qui a évolué et leur plus grande influence dans la société ».

Les Danoises, qui représentent plus de la moitié de la population, ont atteint un niveau d'égalité enviable en Europe. Le tiers du gouvernement du centre gauche du social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen et 33 % du Folketing, le Parlement de Copenhague, sont constitués de femmes. Plus sceptiques que les hommes, les Danoises ont peur de perdre le « Dansk bygge », ce terme intraduisible qui signifie qu'on se sent bien entre nous, aussi bien à la maison, au café, au spectacle ou dans la rue... « Quelque chose que vous ne pouvez pas comprendre », rétorque-t-elle.

Elle, retraitée, égarée aux livres, regarde, émue, la garde royale du Tivoli défiler dans le parc d'attractions de Copenhague, qui fête ses cent cinquante ans : « C'est ça, ce drapeau rouge et blanc, cette intimité, ce bien-être qu'on veut préserver à tout prix et qui risque d'être englouti dans cette Union, où les grands pays comme l'Allemagne ou la France ne nous laisseront que des miettes. Le Marché commun a bien fonctionné jusqu'ici, pourquoi changer, pourquoi ouvrir les frontières et laisser autrui d'immigrés et de réfugiés nous envahir. Nous ne sommes que cinq millions d'habitants, rappelez-vous ! ».

Elle a fait son choix : « Ça sera non et non », et de citer les paroles de la présidente du Parti du progrès (parti populiste d'extrême droite, le seul à recommander le non), Pia Kjaersgaard, qui affirme que « nos pensions sont menacées, qu'elles seront abaissées au niveau des autres pays ». « Et je ne veux pas terminer ma vie comme certaines personnes âgées du Portugal que j'ai vues à la télé ! ».

En dépit des assurances du gouvernement et de sept partis sur huit du Parlement qui prétendent le contraire, un certain nombre de Danoises se posent toujours des questions, notamment au sujet des

prestations sociales, qui sont les plus élevées d'Europe. « Il est dépassé le temps où les femmes demandaient à leurs maris quoi voter. Elles décident elles-mêmes », constate le psychologue Joern Beckmann de l'hôpital d'Odense. Elles sont plus difficiles à convaincre, plus critiques... plus persuasives aussi. C'est ainsi que ma femme a réussi à me convaincre de voter oui pour préserver l'avenir de nos petits-enfants ».

Ce sont surtout les employées du secteur public, un secteur tentaculaire au Danemark, qui sont réticentes à l'Union européenne par crainte de perdre leurs emplois et leurs acquis sociaux. « Quand je vois nos hommes politiques évoquer les avantages d'une Europe sans frontières et de la coopération mondiale, je ne peux m'empêcher de penser à l'échec des fusions que nous avons vécu au Danemark, dans les banques, les assurances, et aux milliers de licenciements qui en ont résultés. L'union ne fait pas la force, loin de là. C'est pour ça que je reste méfiante », clame Inger, préposée aux postes à Valby, à l'ouest de Copenhague.

Poursuivre  
une « bureaucratie surpayée »

Dans ce royaume qui compte près de 340 000 sans-emploi (12 % de la population active), et où les femmes sont les plus présentes sur le marché du travail de tous les pays de la Communauté européenne, le spectre du chômage hante les esprits. Inger votera « non », car « je ne réalise pas comment la situation s'améliorerait en coopérant encore plus étroitement avec les autres nations qui croulent déjà sous le chômage ».

Margrethe Aulken, femme pasteur et ancien député du Parti socialiste d'extrême gauche, de son côté, a voté oui afin de poursuivre avec « une aiguille à repasser toute la jette-Set repue et surpayée de la CEE, et pour chasser le dragon communautaire glouton. On ne combat pas ce monstre avec une épée, mais avec une aiguille à repasser ». Voter non, c'est trop facile, dit-elle. Mais le chef de file des anti-Maastricht, encore une femme, Drude Dahlerup, a décidé que le salut du Danemark se trouve justement en dehors du sentiment de l'Union européenne. « Cette union forteresse, cette union des riches ».

Dans les rues de Copenhague, les affiches, qui étaient encore rares, ont commencé à fleurir un peu partout en ces derniers jours de campagne référendaire. « Chaque femme sait qu'un non est un non... Le 18 mai aussi », lit-on sur l'une d'entre elles et, comme le souligne le politologue Lars Bille de l'université de Copenhague : « Quand les Danoises ont dit non, c'est non... ».

Sans regrets.

ALEXANDRE SARIN

## ESPACE EUROPEEN

## Le ras-le-bol des pêcheurs

La Commission de Bruxelles est tenue pour responsable de la disparition du poisson  
et de la chute des prix. Mais le libre accès au « grand marché » est vital

ESBJERG (JUTLAND)

de notre envoyé spécial

**L**A modeste maison qui abrite, au beau milieu du port, l'association des pêcheurs, est propre et bien équipée, à l'image, somme toute, d'un des pays les plus prospères de la Communauté. L'ambiance ici est sereine, mais il est vrai qu'Esbjerg, le grand port danois de la mer du Nord, est spécialisé dans la pêche industrielle, pour la production de farine de poisson, et n'a pas été directement touché par la crise, comme par exemple Hvide-Sand, un peu plus au nord.

Verner Christensen, président de l'organisation locale, est convaincu que, par réalisme, les pêcheurs voteront finalement oui le 18 mai. Son vice-président est de l'avis opposé. Carsten Krog, un jeune biologiste employé par l'association, qui sert d'intermédiaire pour cette conversation, partage plutôt le point de vue du second et constate que « le nombre des partisans du non augmente ». Déjà, en juin 1992, les votes de protestation ont été nombreux dans les régions où la pêche occupe une place importante, comme ici sur la côte occidentale du Jutland, ou bien de l'autre côté, au bord de la Baltique. Au niveau national, les deux organisations professionnelles de pêcheurs, qui savent leurs adhérents divisés, ont jugé prudent de ne pas s'engager.

Une discipline  
trop rigoureuse

Il est vrai que la déprime des pêcheurs danois est profonde, provoquée, comme en France, par la combinaison paradoxale de la disparition du poisson et de l'effondrement des prix. La responsabilité du marasme actuel est imputée à la

Communauté : c'est elle qui fixe chaque année les quotas de captures, lesquels, en raison de l'épuisement des stocks, sont régulièrement réduits.

« Cette attitude de rejet vis-à-vis de Bruxelles est absurde », reconnaît Carsten Krog, car, par exemple, les Norvégiens, qui ne sont pas membres de la Communauté, se voient eux aussi imposer des quotas. Comme d'ailleurs il considère cependant que l'hostilité des pêcheurs trouve un terrain propice en raison de la trop grande rigidité de la politique communautaire de la pêche. Biologiste lui-même, il conteste les analyses scientifiques sur lesquelles s'appuie la Commission européenne pour justifier une discipline de plus en plus rigoureuse. « C'est vrai que les stocks de cabillaud ou de haddock régressent, mais, en revanche, ceux de saumon, de plies, de harengs, prospèrent et Bruxelles ne tient pas compte ».

A Copenhague, Thomas Lauritsen, secrétaire d'Etat à la pêche, croit lui aussi qu'il faudrait rendre plus souple la politique de conservation mise en œuvre sous la houlette de la Communauté. « On en discute aujourd'hui. Les pêcheurs danois, qui comprennent très bien qu'il faut agir pour protéger la ressource, préféreraient qu'on mette davantage l'accent sur des mesures techniques, tel le maillage des filets et qu'on les ennuie moins avec les quotas ».

Autre source d'irritation contre l'Europe, les « POP », ou programmes d'orientation plurimodaux, par lesquels Bruxelles s'attaque à la cause du mal, la surcapacité de la flotte communautaire. « La flotte de pêche danoise n'a été amputée de 700 bateaux en cinq ans à cause de la CEE », on compte aujourd'hui 160, bateaux enregistrés à Esbjerg, contre 600 il y a vingt ans », constate Carsten Krog. Bien sûr des indemnités

ont été versées pour rendre supportable cette réduction forcée du tonnage, mais l'opération a néanmoins laissé un goût amer : « Les pêcheurs danois reprochent aux autres Etats membres, à l'exception des Allemands, de ne pas appliquer aussi scrupuleusement qu'eux les POP ainsi dédits par la Communauté », explique Thomas Lauritsen.

La crise  
de l'hiver dernier

Les réticences à l'égard de l'Europe et de ses contraintes se sont transformées en franche hostilité lorsque, cet hiver, la crise a pris un tour aigu. Jusque-là, les effets de la hausse des prises avaient été masqués par l'augmentation quasi continue des prix du poisson : + 30 % de 1985 à 1992, contre + 8 % en moyenne pour les produits alimentaires. Les pêcheurs en ont largement profité, ont investi, se sont endettés... Et puis la crise économique aidant, les consommateurs ont commencé à acheter du poisson, certes excellent pour la santé, mais décidément trop cher.

« La situation est devenue critique en janvier. Il y a eu alors de grandes tempêtes et les pêcheurs sont peu sortis. Après ils ont tous pêché ensemble, le marché a été engorgé et les prix ont dégringolé », raconte le secrétaire d'Etat. Ici comme ailleurs les organisations professionnelles ont dénoncé les effets d'importations sauvages, notamment de cabillaud russe transitant par la Norvège.

La Communauté a été accusée de ne pas prendre, à temps, les mesures de sauvegarde nécessaires. Dans l'île de Bornholm, au large de la Suède, il y a eu des incidents avec les pêcheurs polonais, auxquels il est reproché d'utiliser des filets aux mailles trop serrées et qui débarquaient du cabillaud à prix de duma-

ping. Thomas Lauritsen se dit convaincu que les importations à bas prix n'ont joué qu'un rôle secondaire dans la chute des cours, mais apparemment il n'est pas parvenu à se faire entendre.

Carsten Krog résume en quelques chiffres la situation dramatique des pêcheurs de Bornholm : « En janvier-février 1993, les prix du cabillaud étaient de 16 % inférieurs à ceux de la même période de l'année précédente, mais en même temps les quotas, ont diminué de 34 % ». Voilà qui réduit les chances de voir l'île aux églises rondes, un des lieux les plus pittoresques du royaume, donner ses voix à l'Europe !

Le rejet de l'Europe, s'il se vérifie le jour du scrutin, sera purement émotionnel, le résultat d'un ras-le-bol mal maîtrisé et contraire, nos interlocuteurs en conviennent, à toute logique économique. Le Danemark, coincé entre l'Allemagne, la Suède, la Pologne, la Norvège, ne possède en propre qu'une zone maritime limitée. Il a donc un intérêt évident à conserver un libre accès à la mer communautaire et, par conséquent, à ne pas flirter avec l'idée de prendre ses distances par rapport à la Communauté.

De même, les 7 000 pêcheurs danois, premiers exportateurs de produits de la mer parmi les Etats membres d'une Communauté qui, elle, est importatrice nette, seraient mal inspirés de ne pas se battre pour conserver un accès, libre de tout droit de douane, au « grand marché ». « Les plus intelligents le comprennent », remarque Carsten Krog, avec l'air de penser que la passion trouble la raison de la majorité.

Ph. L.

## La conversion des socialistes populaires

Ils acceptent maintenant la Communauté, mais souhaitent son élargissement  
pour torpiller toute velléité d'union européenne

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

**L**S ont littéralement vingt ans contre la participation du Danemark au Marché commun. Ils ont voté contre l'adhésion en 1972, contre l'Acte unique en 1986, contre Maastricht le 2 juin 1992. Et voici maintenant les socialistes populaires, quatrième formation politique du Parlement de Copenhague, appeler les électeurs à voter « oui » le 18 mai ! « Avant le référendum de

l'année dernière, explique Steen Gade, député et porte-parole du parti pour les affaires européennes, nous avions clairement exprimé notre opposition à l'union économique et monétaire, à la défense commune et à l'intégration politique. Sur ces points, les dérogations obtenues par le Danemark lors du Conseil européen d'Edimbourg, en décembre dernier, nous ont donné satisfaction ; nous devons donc être logiques avec nous-mêmes et accepter ce compromis ». Le Danemark a désormais sa place particulière dans la maison européenne.

Logique, certes, mais le revirement est quand même surprenant venant d'un parti qui a réclamé pendant des années le retrait du Danemark de la CEE. Fondé en 1959 par des dissidents du Parti communiste — qui a désormais totalement disparu du paysage politique danois avec quelques belles faillites financières à la clé —, le SF (Parti socialiste populaire) avait réussi à regrouper les jeunes, les intellectuels et une partie de l'électorat de gauche, las d'une social-démocratie jugée trop traditionnelle et usée par des années de pouvoir dans des gouvernements minoritaires ou dans des coalitions avec des formations centristes.

Dans les années 80 (la crise des euro-missiles), les chefs de bataille furent la paix, l'attachement au neutralisme — une idée qui a toujours séduit de nombreux Danois —, la dénonciation des alliances militaires (OTAN et pacte de Varsovie), l'opposition féroce au Marché commun, symbole du capitalisme, et la défense de la coopération nordique, présentée alors comme l'alternative.

En développant ces thèses en matière de politique étrangère — qui leur ont valu, à l'époque, toutes les attentions des Soviétiques — et en promettant, sur le plan intérieur, des réformes sociales coûteuses, voire utopiques, les socialistes populaires ont mené la vie dure, dans l'opposition, aux sociaux-démocrates qui voyaient leur électorat s'effriter en leur faveur. Une tentative d'entente entre les deux partis, dans les années 70, s'est d'ailleurs très mal terminée... pour les sociaux-démocrates, qui décidèrent de couper les ponts avec ces « populistes irresponsables ».

Cantonés dans l'opposition et dans la contestation, mais sans influence réelle sur les affaires, le

Parti socialiste populaire de Gert Petersen menait une vie relativement confortable : 14,6 % des voix et 27 députés (sur 179) aux élections de 1987 ; 13 % encore en 1988, alors que les sociaux-démocrates plafonnaient aux environs de 30 %. Toutefois, la « nouvelle génération », moins marquée par la guerre froide et les reliquats d'idées communistes — et après la chute du mur de Berlin — ne semble plus vouloir se résigner à cet isolement et aimerait avoir son mot à dire dans la politique nationale.

En acceptant, après la victoire du « non », le 2 juin dernier, le « compromis national » avec les autres formations politiques siégeant au Parlement à l'exception des progressistes de l'extrême droite, et en appelant à voter « oui » à Maastricht « version danoise d'Edimbourg », le 18 mai, les dirigeants actuels du SF, avec à leur tête Holger K. Nielsen, souhaitent sans doute donner de leur parti une nouvelle image « responsable ». En disant depuis décembre 1992, que « le Danemark doit rester membre de la Communauté européenne et que nous devons nous battre pour nos idées au sein de la CEE, notamment contre l'union politique », ils expriment ce que pensent une très large majorité (plus de 70 %) de leurs compatriotes.

Un « oui » totalement  
différent

Mais c'est un « oui », soulignent-ils, « totalement différent ». Les socialistes populaires danois ne sont en réalité pas mécontents des conséquences du « non » du 2 juin 1992 dans les autres pays européens et à Bruxelles. « Nous raisonnons maintenant d'une façon complètement différente », explique Steen Gade ; on parle moins de subsidiarité et davantage de proximité, on parle d'ouverture, de transparence, de contrôle des décisions ; certaines réunions de la Commission sont retransmises chez nous en direct à la télévision, etc. La Communauté est une coopération d'Etats souverains — cela a été bien souligné dans les documents d'Edimbourg. Ce sont peut-être de petits pas, vers plus de démocratie, mais on ne pourra pas revenir en arrière sur ces petits pas ».

Le député de SF espère que le « choc » provoqué par le « petit Danemark », suivi du « faible » ou « des Français » va créer une

nouvelle dynamique de coopération, plus flexible. Lui et ses amis sont foncièrement hostiles à ce qu'ils appellent « le défunt traité d'union européenne ». Ils souhaitent un élargissement rapide de la Communauté à l'Autriche et aux pays nordiques, en espérant que ceux-ci exploiteront le compromis d'Edimbourg pour obtenir eux aussi un statut particulier au sein de la CEE. Ils réclament également des efforts pour faciliter l'adhésion des pays de l'Est. Bref, pour le Parti socialiste populaire, tous les moyens doivent être utilisés pour torpiller l'union politique européenne, qui demeure l'épouvantail. Il est en revanche favorable à la dimension sociale et à la coopération en matière d'environnement.

Les mécontents militent  
pour le « non »

Mais en recommandant de voter « oui », mardi prochain, les dirigeants de SF ont pris des risques, car — ils le reconnaissent — 85 % de leurs sympathisants, habitués des vieilles luttes, vont sans doute faire le choix contraire ! Les socialistes populaires recrutent surtout parmi les intellectuels, les fonctionnaires, les personnels de santé et d'action sociale, les enseignants, les femmes, toutes catégories largement hostiles à Maastricht et même aux accords d'Edimbourg.

Le parti risque-t-il d'écarter pour autant ? « Non, disent sagement ses responsables, notre position vient d'être approuvée par le congrès annuel et nous sommes un parti différent des autres, où les débats sont ouverts, les querelles fréquentes ». Les mécontents — et ils sont nombreux — n'ont absolument pas baissé les bras mais ne songent pas vraiment à faire sécession. Ils militent aujourd'hui, dans la campagne en vue du référendum, au sein de diverses organisations, pour le « non » : le Mouvement de juin et le Mouvement populaire contre la Communauté européenne. Aux prochaines législatives, sans doute voteront-ils de nouveau SF. Par rejet de la social-démocratie classique et « conservatrice » et parce que, à gauche, en dehors du broillon Parti socialiste populaire, c'est le vide.

A. D.

Daloz crée pour vous

le Code Européen  
de la Concurrence.

Pouvez-vous l'ignorer ?

Première édition  
entièrement  
annotée  
par le  
Professeur  
Robert Kovar.

DALLOZ





هكذا من الامل

• Le Monde • Samedi 15 mai 1993 9

bol des pecheurs

des socialistes popula



**IBERIA**



## Pourquoi voter non ?

par Frank Dahlgard

L'idée d'une union officielle en Europe est une idée malsaine. Cette union sans soutien populaire va conduire inévitablement à des divisions et des querelles. Les hommes politiques français doivent cesser de se moquer du Danemark qui n'a pas de leçons à recevoir.

LES Danois ne veulent pas voir la CEE se transformer en une Union économique et politique. Nous souhaitons préserver notre indépendance et une démocratie qui fonctionnent bien. Nous ne voulons pas être dirigés de Bruxelles, de Paris, de Bonn ou de Berlin.

Le Danemark est un petit pays. Pour un Danois, on compte onze Français et seize Allemands. Nous sommes donc naturellement un peu inquiets. Nous redoutons que notre pays devienne, au bout du compte, une sorte de Land insignifiant au sein des Etats unis d'Europe. Si les politiques français et allemands avaient l'idée merveilleuse de jeter au panier les projets impopulaires d'Union européenne, les Danois ne s'en plaindraient pas.

Le 2 juin de l'année dernière, une « petite » majorité de Danois a dit non au traité de Maastricht. Un nouveau référendum sur la question va se tenir le 18 mai. La plupart de ceux qui voteront oui ce jour-là le feront sans enthousiasme. C'est la crainte de l'isolement économique et politique qui leur fera faire ce choix. Personnellement, j'espère qu'une majorité de mes compatriotes aura le courage, encore une fois, de dire non à Maastricht.

La préparation d'une union politique a été un travail « vite fait ». On dit que l'idée en vient des Français, inquiets de la domination allemande en Europe. Après la réunification, la population allemande est devenue brutalement supérieure de 40 % à celle de la France, mais, au Danemark, c'est une situation qui ne nous préoccupe guère. Nous nous demandons simplement pourquoi la France, et seulement la France, devrait dominer en Europe.

La conviction française selon laquelle on peut, par une Union européenne « tenir » l'Allemagne et l'encrer à l'Europe est naïve. A moins que les Allemands soient sensiblement plus bêtes que nous autres, ils jouiront, c'est évident, d'une influence importante dans l'Europe de demain. Et peut-être la domineront-ils. C'est inévitable, que l'on réalise ou non l'Union européenne.

Et alors ? Les Allemands n'appartiennent pas aussi au genre humain ? Ils ont quand même le droit d'exister en Europe sans être continuellement obligés de rendre des comptes sur leur passé et de s'excuser. La plupart d'entre eux sont, rappelons-le, nés après 1945.

### Une invention française

L'Union européenne est d'abord une invention française. Le but en est d'assurer la poursuite de la domination française en Europe et dans la CEE. Nous, Danois, nous n'avons enroberement pas envie de nous laisser entraîner dans ce jeu pour la conquête du pouvoir. Que nous importe en fait que quelques politiciens français avides de pouvoir, souffrent du complexe alle-

mand. L'essentiel pour le Danemark est que ni la France ni l'Allemagne, ou d'autres nations, viennent dominer sur le sol danois. Sur ce sol c'est nous, et nous seuls, qui devons décider.

Nous avons actuellement une remarquable et fructueuse coopération européenne reposant sur le traité de Rome, une coopération entre Etats souverains. Pourquoi donc prendre le risque de détruire ceci en transformant la CEE en une Union politique basée sur le traité de Maastricht ?

Pour tous les authentiques conservateurs et libéraux du Danemark, l'Union de Maastricht nous conduit dans une direction dangereuse : centralisation du pouvoir, mise sous tutelle, politiques à sens unique, harmonisation, réglementation, bureaucratie et contrôle. Une politique libérale à laquelle je suis attaché représente exactement le contraire de ce qui nous est proposé.

Au lendemain du non danois, lors du référendum du 2 juin dernier, notre pays s'est mis au piquet par les politiciens « unionistes » français et allemands. On a considéré le Danemark comme un

pays de la CEE de second rang, et certains même ont estimé que nous devions être exclus de la Communauté.

Ciel, qu'on nous épargne ce traitement ! Le Danemark n'est pas dans une position telle qu'elle puisse se permettre de critiquer le Danemark et de dire que nous sommes un mauvais élève de la famille européenne.

En matière de démocratie, le Danemark est plus solide que la France. Lors du référendum du 20 septembre, 70 % seulement des électeurs français ont voté. Le 2 juin, chez nous, 83 % des électeurs se sont prononcés pour ou contre Maastricht. L'intérêt au Danemark pour les questions européennes est donc bien plus important qu'il ne l'est en France.

Cela dit, dans les deux pays, le résultat fut en gros le même : 51 % de oui en France et 49,3 % au Danemark. Le peuple français ne manifeste donc pas davantage d'enthousiasme pour l'Union européenne que nous-mêmes.

Pour ce qui est des discours emphatiques n'impliquant aucune contrainte sur « l'unité européenne », les politiciens français sont imbattables. Mais lorsqu'il est question d'agir, les Danois montrent le chemin dans la Communauté.

### Le Danemark n'est pas un pays de second rang

Aucun autre pays de la CEE n'est allé aussi loin que le Danemark dans la mise en œuvre des nouvelles règles et directives communautaires assurant le libre-échange. Nous sommes incontestablement au premier plan pour abattre les barrières commerciales, comme il l'a été convenu en 1986 dans le cadre du grand marché unique.

Enfin, quand il s'agit de mettre de l'ordre dans sa propre économie nationale, le Danemark devance à aussi la France. Le taux d'inflation a été chez nous ces trois dernières années le plus bas d'Europe, notre balance commerciale est largement excédentaire et le déficit de nos budgets publics, par rapport au produit intérieur brut, est inférieur à celui de la France.

Non, le Danemark n'est décidément pas un pays de second rang de la Communauté ! Bien au contraire. Nous ne pouvons accepter qu'un Français aussi sûr de lui et arrogant que le président de la Commission, Jacques Delors, s'exprime en termes négatifs sur le Danemark, tout simplement parce que nous avons utilisé notre droit démocratique de dire non à Maastricht.

Imaginer un peu que le non l'emporte de nouveau mardi 18 mai !

Frank Dahlgard, économiste, journaliste, est animateur du « Forum indésirable », l'un des mouvements qui font campagne pour le non avant le référendum du 18 mai.

### Le Forum de Crans-Montana se tiendra du 18 au 20 juin

Le quatrième Forum de Crans-Montana aura lieu cette année les 18, 19 et 20 juin.

Le premier ministre français, Edouard Balladur, le premier ministre tchèque et son homologue slovaque, Václav Klaus et Vladimir Meciar, le président albanais, Sali Berisha, le premier ministre biélorusse, Vitcheslav Kebitch, et le ministre des affaires étrangères iranien, Ali Akbar Velayati, figurent parmi les personnalités qui ont d'ores et déjà confirmé leur participation.

Cette année, la Fondation du Forum a décidé d'organiser pendant la durée du symposium une conférence des Républiques musulmanes de la CEI avec des représentants de Turquie et d'Iran.

### LIVRES

#### ET REVUES

#### L'EUROPE EN CHANTIER sous la direction d'Alexis Lloyd et Antoine Winckler

A quelques jours du second référendum danois sur le traité de Maastricht revu à la baisse à Edimbourg, cet ouvrage collectif didactique est particulièrement utile pour replacer le traité de Maastricht dans le cadre général de l'aventure européenne. Il aborde quatre thèmes : la construction européenne, les institutions communautaires, les politiques communautaires, la Communauté et le reste du monde.

Comme le souligne Alexis Lloyd, « le traité de Maastricht inaugure un vaste chantier de réformes pour les années à venir et pose autant de questions qu'il résout de problèmes ». Le traité de Maastricht, en poussant les feux de la construction politique, a bouleversé les données classiques qui faisaient de l'Europe « affaire » d'un petit groupe de bâtisseurs animés d'un solide messianisme européen. C'est aujourd'hui l'affaire des citoyens. Un livre utile pour ne pas laisser filer les vertus pédagogiques du référendum français de septembre 1992.

► *L'Europe en chantier*, sous la direction d'Alexis Lloyd et Antoine Winckler. Hachette (« Pluriel. Intervention »). 303 pages, 120 francs.

### L'UNION POLITIQUE DE L'EUROPE

de Jean-Claude Masclet

Impossible de bien comprendre le portée du traité sur l'Union européenne sans avoir en tête les grandes étapes de l'union politique de l'Europe. C'est ce que permet également la rédaction de cet ouvrage très clair. La formule du « Que sais-je ? » permet en effet de balayer en peu de pages quarante ans d'efforts pour bâtir une union politique de l'Europe : de l'échec de la CED aux soubresauts du traité de Maastricht.

« La complexité et la technicité des problèmes, l'originalité de la construction envisagée, les avancées et les échecs, le prisme des intérêts nationaux appliqué à tout événement européen brouillent la vision que le citoyen en a (...). Un effort considérable reste à faire pour que le citoyen de nos pays se sente vraiment partie prenante », souligne Jean-Claude Masclet en conclusion de son ouvrage.

► *L'union politique de l'Europe*, de Jean-Claude Masclet. Collection « Que sais-je ? ». 128 pages. Presses universitaires de France.

### « L'EUROPE CENTRALE EN 1993, BILAN ET PERSPECTIVES »

Une nouvelle revue consacrée à l'Europe centrale vient de voir le jour. Dans son premier numéro, le directeur de la publication, Jean-Paul Bled, qui est aussi directeur du Centre d'études germaniques de Strasbourg, explique que « l'histoire de l'Europe centrale s'est développée autour du rapport dialectique entre ces deux principes : une unité nourrie de pluralisme, mais un pluralisme également générateur de conflits ». C'est cette unité et ce pluralisme que les universitaires réunis autour de la revue veulent mettre en évidence dans une Europe danubienne.

► *Revue d'Europe centrale*, toms 1, n° 1, 1<sup>er</sup> semestre 1993. Centre d'études germaniques, 8, rue des Écrivains, 67081 Strasbourg Cedex. Tél. : 88-35-02-69.

## DU 6 AU 17 MAI DE L'AUDACE TOUJOURS DE L'AUDACE ENCORE DE L'AUDACE



### 10 AX Audace à gagner 10 jours d'audace chez CITROËN

#### Audace sur les prix

AX AUDACE 3 portes pour 49900 F. De série : boîte 5 vitesses, vitres teintées, pneus extra larges

#### Audace sur les équipements

Pour 200 F de plus seulement, une CITROËN AX équipée d'un toit ouvrant ou d'un autoradio (3)

#### Audace sur les reprises

Pour tout achat d'une CITROËN AX neuve hors séries spéciales reprise 6000 F minimum ou Argus + 6000 F (1)

#### Audace sur le rêve

10 AX AUDACE 3 portes - 5 séjours dans une villa paradisiaque à gagner et un guide touristique à gagner pour chaque visiteur (4)

#### Audace sur le financement

9,9% pendant 12 mois (2)

### CHEZ CITROËN L'AUDACE VOUS RÉUSSIT



(1) CITROËN reprend votre véhicule 6000 F TTC minimum quel que soit son état ou aux conditions Argus\* + 6000 F. Offre valable dans les points de vente affichant l'opération et réservée aux particuliers, pour tout achat d'une CITROËN AX neuve 93 hors séries spéciales, d'une cylindrée égale ou supérieure au véhicule possédé, commandée durant l'opération, livrée et immatriculée avant le 30 juin 1993, dans la limite des stocks disponibles. \*Valeur de reprise au cours moyen de l'Argus de jour en fonction du kilométrage, diminuée des frais de remise à l'état standard et de 15% de frais et charges professionnelles. Offre non cumulable avec d'autres offres promotionnelles.  
(2) Exemple pour un crédit de 20000 F au taux effectif global de 9,9% après un apport de 20%. L'acheteur paie 1757,39 F hors assurance facultative. Coût total du crédit 1088,66 F. Cette offre est valable du 6 au 17 mai 1993 sur l'ensemble des véhicules neufs de la gamme VP pour réserve d'acceptation de dossier par Citiparc et pour un crédit minimum de 20000 F.  
(3) 200 F à ajouter au prix du tarif en vigueur le 4 janvier 93, hors séries spéciales (offres non cumulables entre elles ou avec d'autres offres promotionnelles).  
(4) Jeu gratuit dont le règlement complet est déposé chez Maître LELU, huissier de justice, 16, rue du Post-Neuf à Paris. Ce règlement est affiché dans les points de vente CITROËN annonçant l'opération, chez lesquels il pourra être consulté.



# POLITIQUE

En préparant ses états généraux

## Le PS conjugue sa rénovation interne et son opposition résolue au gouvernement

La direction nationale du Parti socialiste a ouvert la phase publique des états généraux des socialistes, organisés dans les sections, les fédérations départementales et les régions, avant de se conclure à Lyon au début du mois de juillet. Le débat sur les premières décisions du gouvernement - plan de redressement et réforme du code de la nationalité - permet aux socialistes d'inscrire leur démarche interne de rénovation dans une perspective de confrontation renouvelée avec la droite.

« De la discussion foitille la lumière : c'est le slogan que les dirigeants du PS ont choisi pour lancer dans le public, à travers des tracts et des pages de publicité dans les journaux, les états généraux des socialistes. Les sympathisants de la gauche sont invités à venir dire, dans les sections du PS, leur « adhésion », leurs « critiques », leur « amertume », mais aussi à « analyser, proposer, construire ». Forts des responsabilités qu'ils ont exercées pendant dix ans, les socialistes se proposent, en effet, de faire revivre une opposition de gauche digne de ce nom, et non pas seulement de rénover le PS. Ils s'efforcent de donner à l'entreprise qui s'achèvera à Lyon, les 2, 3 et 4 juillet, une dimension qui dépasse le cadre d'un simple congrès de leur parti. Ce congrès de rénovation interviendra lui-même dans un second temps, en octobre, avec la participation des sympathisants qui auront choisi d'adhérer.

Les discussions ont commencé dans les sections. Responsables du parti ou élus front état de l'intérêt que cette démarche éveille chez les militants - au nombre de cent quarante mille, à ce jour, selon Daniel Vaillant, chargé de l'organisation - et chez d'anciens militants ou proches du PS, le « premier cercle » de ceux que mobilisent, ordinairement, les campagnes électorales. « Les gens nous disent "C'est notre affaire, on a des choses à dire, on va venir, mais si vous recommencez les batailles de clans, il ne faudra plus compter sur nous", explique, par exemple, Jean-Jack Queyranne, le maire de Bron, dans le Rhône.

Organisés autour d'un guide de discussion diffusé dans le parti et qui porte sur le bilan de la gauche au pouvoir, les problèmes auxquels elle doit, dorénavant, proposer des solutions, l'identité du PS, ses alliances et les questions internationales, les premiers responsables sont autour de l'occasion, selon d'autres, d'un « défilement » permettant aux militants de revenir au centre d'un jeu dont ils avaient été mis à l'écart pendant dix ans.

**M. Mermaz : ni verrouillage ni simulacre**

« Il s'agit de retrouver nos sources et nos valeurs », a expliqué Jean-Paul Huchon, le second de Michel Rocard, en présentant, jeudi 13 mai, le campagne des états généraux. Daniel Vaillant a observé que « personne ne boude » cette démarche, qu'il « ne souffre pas de résistance sur la base des courants ». De fait, les différentes composantes du parti, toutes présentes depuis trois semaines au bureau exécutif, qui a repris ses réunions hebdomadaires du mercredi, ont également intérêt à démontrer

leur capacité d'attraction auprès des sympathisants. La dynamique des états généraux religieux, pour un temps, dans les arrière-pensées le souci des rapports de forces qui se dégageaient, dans le PS, au terme du processus. Au surplus, les propos de François Mitterrand au cours du dîner d'anniversaire du 10 mai, donnant son avis à l'entreprise de rénovation du PS menée par Michel Rocard (le Monde du 12 mai), évaluent, pour un temps aussi, l'hypothèse d'une dissociation entre ceux qui se voudraient les continuateurs du mitterrandisme et ceux qui auraient « basculé » dans le rocardisme.

C'est ainsi que Louis Mermaz, qui s'affirme avant tout comme un fidèle du président de la République, s'engage à son tour - et à sa manière - dans la préparation des états généraux, en publiant, au nom de son club « Priorités aujourd'hui », une « contribution ». Cette référence à la procédure habituelle des congrès, un peu décalée, n'empêche pas l'ancien ministre des relations avec le Parlement d'estimer que « les états généraux, demandés depuis longtemps par beaucoup de socialistes, seront utiles dans la période présente ». « A condition, ajoute-t-il, de ne pas tomber dans le verrouillage ni dans le simulacre. Il invite aussi les socialistes, aussi, à se montrer fidèles à leur histoire et à ce qui a été entrepris et réussi avec François Mitterrand depuis maintenant vingt ans.

Les observations de M. Mermaz portent sur les trois points sensibles de la démarche initiée le 3 avril dernier, lorsque M. Rocard et ses alliés avaient pris le contrôle du PS. Les nouveaux maîtres du parti encouragent, auprès de leurs adversaires pas encore tout à fait devenus partenaires, le soupçon de vouloir liquider la période mitterrandienne, ouvrir le voie à une stratégie d'alliance au centre et utiliser les états généraux pour consolider leur mainmise sur le parti. Certains d'entre eux, il est vrai, estiment qu'une période s'est achevée et que le suicide de Pierre Bérégovoy a symbolisé, de façon tragique, cette fin. « N'est-ce pas la pensée du président de la République lui-même ?

**Les ex-jospinistes dans l'action socialiste**

Il est significatif, cependant, que parmi les héritiers du mitterrandisme, ceux-là mêmes qui ont choisi l'alliance avec Michel Rocard ne franchissent pas le pas qui les conduirait à la fusion avec le courant de l'ancien premier ministre. Les ex-jospinistes, en effet, qui doivent se réunir samedi 15 mai, vont rebaptiser leur courant Action socialiste et se maintenir, par conséquent, en tant que composante organisée de la majorité qui dirige aujourd'hui le PS. Cela ne les a pas empêchés de se réunir avec les rocardiens, le 11 mai, pour une longue séance de travail en commun, mais le maintien de leur dispositif est destiné, notamment, à préserver la possibilité, pour eux, d'attirer des fidèles, les seuls pourvus de ce sentiment plus à l'aise dans un groupe qui continue à se rattacher à l'histoire mitterrandienne, tout en pratiquant, dans cette histoire, le tri qu'avait indiqué Lionel Jospin. L'ancien ministre de l'éducation nationale avait distingué, dans le bilan, « ce dont nous sommes fiers, dont nous sommes solidaires et ce dans quoi nous ne nous reconnaissons pas ».

Le soupçon de « verrouillage » a été exprimé sans détour, jeudi, par Jean

Poperen, qui se plaint de ne pas avoir sa place au bureau exécutif. Représenté par des membres de son courant, l'ancien ministre estime qu'il devrait disposer, pour lui-même, d'un siège supplémentaire, à quoi la direction répond qu'il lui est loisible de prendre la place d'un des siens. Du coup, le maire de Meyzieu estime que les états généraux n'ont pas d'autre fonction que de « consolider en deux temps, trois mouvements, la prise en main du PS par une équipe ». Toutefois, à la différence de Jean-Pierre Chevènement, il n'envisage pas de prendre ses distances avec le PS et il se lance, autour de son livre *Socialistes, la chute finale* (le Monde du 9-10 mai), dans une série de conférences-débats qui représentent, en définitive, une contribution à la préparation des états généraux.

**M. Huchon rappelé à l'ordre**

Reste la stratégie politique, à propos de laquelle les déclarations de M. Huchon le 9 mai, désignant les centristes comme des interlocuteurs toujours souhaités, sinon aujourd'hui possibles, ont fait redoubler les interrogations auxquelles M. Rocard avait mis fin en déclarant, il y a trois semaines, que ces mêmes centristes étaient tombés « du côté où ils penchaient » en participant à la majorité actuelle et qu'une « barrière » les séparait, désormais, des socialistes. Rappelé à l'ordre par le président de la direction nationale du PS, son

numéro deux a indiqué, jeudi, qu'il s'en tiendra dorénavant « à ce qu'il dit Michel Rocard et qui est la loi du parti ». Il est vrai que les rocardiens pouvaient répliquer à leurs alliés que l'un des leurs, Dominique Strauss-Kahn, avait lui aussi « fauté » en déclarant, le 10 mai, sur France 3, qu'il n'existait pas « une CSG de gauche et une CSG de droite ». L'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur voulait ainsi souligner que la droite, en augmentant la CSG pour financer la Sécurité sociale, valait une réforme de gauche, qu'elle avait combattu initialement, mais il lui avait échappé que M. Rocard avait décidé, au contraire, d'insister sur la « dénaturation » de cette même réforme par le gouvernement Balladur, faute de réduction parallèle des cotisations sociales.

M. Huchon est revenu, jeudi, sur le plan Balladur, pour souligner son caractère « édulcoré », en observant que la déductibilité de l'augmentation de la CSG, destinée à satisfaire les plus hauts revenus, entraînait une hausse de cette contribution supérieure à celle qui était strictement nécessaire au financement de la Sécurité sociale. La dénaturation du plan de redressement gouvernemental et celle de la réforme du code de la nationalité permettent aux dirigeants socialistes d'inscrire leur entreprise de rénovation dans le débat politique national.

PATRICK JARREAU

Succession à La Grande-Motte...

## René Couveinhes (RPR) laisse la mairie à son fils

MONTPELLIER

de notre correspondant

Philippe Couveinhes a été élu maire de La Grande-Motte mercredi 12 mai. Il succède ainsi à son père, René Couveinhes, député RPR, premier magistrat de cette commune balnéaire depuis qu'elle est devenue une commune de plein exercice, en 1974. Celui-ci a présenté sa démission de premier magistrat, mais non de membre de l'assemblée municipale, au cours d'une réunion, mercredi, où conseil municipal, en l'expliquant par l'importance des mandats qu'il exerce aujourd'hui. Agé de soixante-huit ans, réélu en mars dernier à l'Assemblée nationale, membre du conseil régional du Languedoc-Roussillon, il vient en outre de prendre des responsabilités nouvelles à l'Union européenne occidentale.

Cette succession familiale rapide permet surtout à René Couveinhes de profiter de la dynamique créée par son succès aux élections législatives (il a totalisé plus de 76 % des suffrages exprimés dans sa com-

mune) pour raffermir une autorité fort contestée ces derniers temps. Son ancien suppléant, Jean-Pierre Grand, espérait lui ravir son mandat de député, et des membres de sa majorité municipale avaient critiqué sa gestion (le Monde du 24 décembre 1992). Sa démission entraînant automatiquement celle de ses adjoints, son fils, qui a été élu par 19 voix sur 27, s'est ainsi séparé du premier adjoint, Henri Dunoier, qui avait cautionné une plainte contre X... déposée par un autre conseiller de René Couveinhes, René Eymard, pour « ingérence et abus de biens sociaux », plainte qui avait été rejetée par le tribunal administratif de Montpellier.

Philippe Couveinhes, âgé de trente et un ans, assistant en droit européen à l'université de Montpellier, va ainsi avoir le temps d'asseoir sa nouvelle position de maire dans l'opinion publique locale, avant de se lancer dans la campagne des municipales de 1995.

JACQUES MONIN

... et à Nevers

## Didier Boulaud va succéder à Pierre Bérégovoy

NEVERS

de notre correspondant

Quinze jours après le suicide de Pierre Bérégovoy, Didier Boulaud devrait être élu maire de Nevers dimanche 16 mai par le conseil municipal. Ainsi en a décidé le 10 mai le groupe des élus socialistes et apparentés de l'Assemblée communale, qui, avec vingt-sept membres sur quarante-trois sièges, dispose de la majorité absolue.

Au lendemain de la disparition de l'ancien premier ministre, après avoir écarté l'hypothèse d'un « parachutage » extérieur (les noms de Martine Aubry et surtout de Jacques Fournet, directeur de la DST et ancien préfet de la Nièvre, avaient circulé), les socialistes avaient le choix entre trois successeurs : Jean-Pierre Harris, soixante-trois ans, premier adjoint au maire, premier vice-président du conseil général et vieux fidèle de François Mitterrand, qui a reçu à l'Elysée jeudi 6 mai; Marcel Charmant, quarante-huit ans, deuxième adjoint au maire, ancien suppléant de Pierre Bérégovoy (il était devenu député à ce titre en 1986), sénateur depuis septembre 1992, conseiller régional et premier secrétaire de la fédération du PS; et Didier Boulaud, quarante-deux ans, directeur du cabinet du maire de Nevers depuis 1983, dixième adjoint au maire depuis 1989 et député depuis la semaine dernière

puisque'il était le suppléant de l'ancien chef du gouvernement aux législatives de mars. Les deux premiers ayant renoncé à présenter leur candidature, une très large majorité des élus socialistes et apparentés de Nevers, parmi les adjoints mais aussi et surtout parmi les conseillers municipaux de base, ont donc pris position en faveur de M. Boulaud qui, tout en restant en public dans l'ombre de celui qu'il appelait « le patron », était depuis longtemps considéré à Nevers comme le « maire bis ».

Il l'ont fait à la fois par fidélité à Pierre Bérégovoy et en pensant à l'avenir de Nevers. Dès lors, avant même le début de la réunion du groupe lundi dernier, la cause était entendue. Entre-temps les adjoints communistes avaient eux aussi fait savoir discrètement que leur préférence allait vers Didier Boulaud.

Marcel Charmant devrait être le candidat du PS à l'élection cantonale partielle de Nevers-Est qui aura lieu les 13 et 20 juin. Ce scrutin fait suite à la démission de Pierre Bérégovoy, qui avait renoncé le 15 avril à son siège de conseiller général pour cause de cumul des mandats après son succès aux législatives. Il affrontera Maurice Devillechaise, maire (divers droite) de Saint-Eloi, qui, en 1985, n'avait été devancé que de six voix par Pierre Bérégovoy.

JACQUES SPINDLER

Réunis à Aix-en-Provence

## Les socialistes européens veulent réaffirmer leur identité de gauche

Réunis du 10 au 13 mai à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), les députés socialistes du Parlement de Strasbourg sont convenus d'axer leur campagne pour les prochaines élections européennes de juin 1994 sur la réaffirmation de leur identité de gauche. Claude Cheysson, président de la délégation française au sein du groupe, a exprimé à cette occasion son hostilité à toute réforme régionalisant le mode de scrutin aux élections européennes.

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial

Il y a d'abord eu une introspection collective, en forme d'exorcisme. La social-démocratie européenne est en crise. « Nos partis vivent, chacun à sa manière, des moments pénibles et, parfois, dramatiques », a diagnostiqué Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste. Depuis environ une décennie, nous olons contre l'air du temps. Nous ne sommes pas à la mode. » Piège de la gestion gouvernementale, conversion aux logiques du marché, déficit moral creusé par les « affaires », désenchantement de l'électorat, chacun a égrené les causes et les symptômes du mal. Si elle peut connaître des variations nationales, l'affection est bel et bien générale.

Les socialistes et sociaux-démocrates des Douze ne veulent pas, cependant, d'nnner dans l'autoflagellation. « Ne transformons pas nos réunions en mur des lamentations ! » a lancé un député français. Pour ces cent quatre-vingt-dix députés du groupe du Parti des socialistes européens (PSE), mouvement qui s'est constitué en novembre 1992 à La Haye sur un modèle « intégré » inspiré de son rival, le Parti populaire européen (PPE, démocrate-chrétien), l'heure est à l'offensive à un an des prochaines élections européennes.

Une offensive

qui vient à point

Cette « réunion extraordinaire » d'Aix-en-Provence avait précisément pour objectif d'entamer une réflexion autour d'un manifeste électoral, qui devrait être adopté par les instances du PSE à l'automne prochain. Détail révélateur de la nouvelle démarche des socialistes européens, les programmes nationaux ne seront que des adaptations de ce manifeste commun, retranscrivant ainsi la chronologie qui avait cours lors des campagnes précédentes. « Il n'y aura pas une campagne nationale pour l'Europe, mais une vraie campagne européenne », a indiqué Gérard Fuchs, responsable des questions internationales au PS. Nous nous présenterons comme la branche française du Parti des socialistes européens.

Il est néanmoins clair que les motivations des socialistes français sont très liées à la conjoncture hexagonale. L'offensive qu'ils s'approprient à déclencher autour des thèmes européens n'est pas innocente. Cette Europe, dont M. Fuchs rappelle qu'elle est « la

zone de fragilité essentielle de la nouvelle majorité », vient à point nommé pour un PS en quête d'oxygène et qui profitera de l'occasion pour réaffirmer, dans la foulée des états généraux de l'été, son identité de gauche. En lançant l'idée d'une « puissance publique européenne », qui devra substituer « l'organisation » à la « dérégulation », et en affirmant que « l'Europe des socialistes n'est pas l'Europe des libéraux », Michel Rocard a donné un avant-gout de cette différence que les socialistes s'attachent à cultiver. Même si ses fonctions de président de la Commission de Bruxelles l'astreignent à plus de prudence, Jacques Delors n'a pas dit autre chose en appelant à dépasser l'Europe du marché pour s'acheminer vers l'Europe sociale et l'union politique.

Tout se passe, en fait, comme si les socialistes européens estimaient, aujourd'hui, qu'ils ont suffisamment sacrifié à la conciliation avec les démocrates-chrétiens et les libéraux. Cet écarnisme pouvait se justifier lorsque la construction communautaire était menacée dans son existence, notamment lors du débat, en France, sur le traité de Maastricht, mais, au vu de la facture électorale qu'il a fallu payer, le discours est en train de s'infléchir.

Durcir

les exigences sociales

« Nous considérons que l'Europe qui s'est construite jusqu'à maintenant était sans doute nécessaire, mais cette Europe n'est pas la nôtre », a résumé Jean-Pierre Cot, président du groupe du PSE, ajoutant que les socialistes vont être amenés à « durcir leurs exigences » en matière de dialogue social, de contrôle démocratique et de protection de l'environnement, les trois grands axes du manifeste électoral en préparation.

« L'acte unique, qui est de la perfection libérale, n'est pas supportable pour les socialistes s'il n'est pas encadré politiquement », a renchéri Claude Cheysson, président de la délégation française au sein du groupe. Ce discours-là n'est certes pas nouveau, mais il est, aujourd'hui, prononcé avec plus de force que jamais.

Ce « coup de barre » à gauche des socialistes européens connaît toutefois des nuances nationales. S'il séduit des Français redécouvrant une liberté de parole dans l'opposition et des Britanniques qui ont toujours été les plus en pointe dans le combat antilibéral, il enthousiasme un peu moins les socialistes espagnols, toujours au pouvoir à Madrid, et les sociaux-démocrates allemands, qui ne sont guère portés à ouvrir les hostilités avec M. Kohl. En France même, il faudra faire la part des choses. Selon M. Cot, « ce recentrage à gauche ne signifie pas que les socialistes français vont jeter par-dessus bord leur culture gouvernementale et renouer avec les vieux mythes du programme commun ». Il est vrai que M. Delors ne l'aurait jamais accepté.

FREDERIC BOBIN

La IX<sup>e</sup> conférence des cours constitutionnelles

## L'apparition d'une Europe du droit

« Il n'appartient pas aux cours constitutionnelles de créer une Europe fédérale ou confédérale qui n'existe pas encore », a expliqué Robert Badinter au cours d'une conférence de presse, mercredi 12 mai, à l'issue des travaux de la IX<sup>e</sup> conférence des cours constitutionnelles européennes (le Monde du 12 mai).

La centaine de participants, représentant une trentaine de pays, ont, en effet, constaté qu'il n'était pas possible que les organes internationaux chargés de veiller à la protection des droits de l'homme aient une autorité supérieure à celle des institutions nationales investies d'une même mission. Ils ne pensent pourtant pas qu'il y ait un véritable risque de concurrence tant les uns et les autres s'appuient sur les mêmes fondements juridiques.

Les représentants des nouvelles cours des anciens pays communistes ont tous souligné à quel point ils s'étaient inspirés de la longue expérience de leurs homologues de l'Europe de l'Ouest, et combien l'aide de ceux-ci leur avait

été précieuse. C'est d'ailleurs pour souligner l'importance de ce travail en commun que la prochaine conférence aura lieu, en 1996, à Budapest. Pour renforcer cette coopération, il a aussi été décidé de mettre à l'étude la création d'un fonds commun de jurisprudence.

Au-delà des spécificités nationales, il est ainsi apparu clairement qu'il existe une culture juridique commune à l'ensemble de l'Europe. Les travaux ont confirmé l'analyse de François Mitterrand, qui, à leur ouverture, avait remarqué : « S'il n'existe pas encore aujourd'hui de diplomatie européenne, d'armée européenne, ni pour quelque temps encore de monnaie européenne, au moins avons-nous vu émerger dans les dernières décennies un droit européen ».

C'est donc, aux yeux du président de la République française, grâce à la jurisprudence des cours constitutionnelles que « s'élabore sans tumulte, mais je crois sans faiblesse, une Europe du droit qui est aussi une Europe du juge ».

Th. B.

Avec Kuoni, AOM et Sofitel

La Polynésie à ce prix-là, c'est beaucoup moins loin qu'avant

Vous rêvez de lagons bleus, de famille totale et de sport à fond. Ne rêvez plus : partez. Pour ce prix exceptionnel, Kuoni s'occupe de tout. Vol aller/retour avec la qualité du service AOM. Chambre disponible dès l'arrivée matinale à Papeete. Sélection d'hôtels Sofitel 3 et 4 étoiles. A vous le paradis ! Retrouvez cette offre exclusive dans la brochure Kuoni "Les Sables" disponible chez votre agent de voyages.

**TAHITI-MOOREA**  
Séjour 10 jours/7 nuits  
à partir de  
**9 590 F**



## POLITIQUE

## La réforme du code de la nationalité

## Les députés ont accepté de durcir le texte du Sénat

Les députés ont adopté en première lecture, jeudi 13 mai, par 476 voix contre 88, la proposition de loi déjà votée par le Sénat réformant le code de la nationalité. L'UDF et le RPR ont voté pour, le PS et le PC ont voté contre. Inspirée des travaux de la commission sur la nationalité présidée par Marcel Long, la proposition de loi a cependant été durcie par plusieurs amendements contraires au rapport Long.

En ouvrant la discussion sur la réforme du code de la nationalité, Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), le rapporteur de la commission des lois, s'est fait une ligne en expliquant que « le texte correspond à la virgule près, aux propositions de la commission Marcel Long ». Le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, en a choisi une autre, « l'intégration, toute l'intégration ». Au cours de la discussion des articles, il a proposé plusieurs modifications allant au-delà du cadre choisi par le rapporteur pour préserver cette intégration de « la fraude » qui la vide, selon lui, de son contenu.

Les députés avaient déjà fait leur, des amendements en commission, le souhait du ministre de porter de six mois à deux ans, au lieu d'un an dans les conclusions de la commission Marcel Long, le délai d'attribution de la nationalité dans le cas de mariage entre une personne française et une personne étrangère. Après avoir précisé que ce délai est supprimé lorsqu'un enfant naît avant ou après le mariage, les députés ont porté plus volontiers leur attention sur les mesures nouvelles souhaitées par le garde des sceaux que sur celles déjà adoptées par le Sénat.

Parmi les empêchements à l'acquisition de la nationalité française, pour les cas autres que les jeunes nés en France de parents étrangers, le gouvernement souhaitait introduire le séjour irrégulier sur le territoire français pour restreindre l'acquisition de la nationalité par le recours au mariage.

M. Méhaignerie s'est justifié en expliquant que cette disposition visait à « combattre le dédoublement qui constitue la recherche de la nationalité pour régler un problème de régularité de séjour ». « La fraude s'appelle de nos jours, dit-il, juridique s'il est trop déformé », a-t-il



assuré à nouveau. M. Mazeaud, qui s'était opposé à cette disposition en commission des lois, n'a pas été convaincu. « Vous créez une confusion entre la nationalité et le séjour des étrangers », a-t-il expliqué, en assurant que la disposition conviendrait mieux dans le texte à venir sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Le dernier mot, celui des députés, est resté au rapporteur puisque le gouvernement s'est battu en retraite en retirant son amendement.

Le gouvernement a essayé un second revers à propos de l'enregistrement des déclarations et des manifestations de volonté nécessaires pour l'acquisition de la nationalité. Le gouvernement, arguant de son « manque de moyens », souhaitait que les déclarations soient enregistrées par le ministère des affaires sociales. M. Mazeaud s'y est opposé et a obtenu qu'elles soient traitées par « le juge d'instance » afin que la procédure demeure judiciaire et non administrative.

Le rapporteur s'était également opposé, au sein de la commission, à un autre amendement du gouvernement allant au-delà des conclusions de la commission Marcel Long en limitant le double droit du sol pour les enfants nés en France de parents eux-mêmes nés en France avant 1962. Ces derniers ne pourront bénéficier de la nationalité française que si l'un des parents est installé en France depuis au moins cinq ans. Une nouvelle fois, M. Méhaignerie

s'est retranché derrière la lutte « contre la fraude des mères algériennes qui viennent accoucher à Marseille ».

M. Mazeaud a fait part de sa « réticence » devant l'argumentation du ministre. Pour les socialistes et les communistes, Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Savoie) s'est indigné de cette « atteinte au double droit du sol ». « Je vous mets en garde contre l'interprétation de cet article par le Conseil constitutionnel », a-t-il ajouté.

Alors que de nombreux orateurs, tant au RPR qu'à l'UDF, s'étaient prononcés au cours de la discussion générale pour la suppression pure et simple de ce régime spécifique, Claude Malthuret (UDF, Allier) s'est en revanche prononcé contre l'amendement du gouvernement. « Il n'y a pas de fraude, il n'y a que des pratiques un peu surprenantes », a-t-il indiqué. Compte tenu de l'évolution de la fécondité, le problème se

## L'analyse du scrutin

L'Assemblée nationale a adopté 476 voix contre 88 la proposition de loi déjà adoptée par le Sénat.

Ont voté pour : 254 RPR (sur 258), 212 UDF (sur 215), 9 RL (République et libertés, anciens non-inscrits) sur 23 : Thérèse Aillaud, Edouard Chamougon, Pierre Gascher, Jacques Le Nay, Jean-Claude Lenoir, Alain Madalle, Philippe Martini, Jean Royer, Jean Urbaniak.

Non-inscrits (sur 1) : Michel Noir.

Ont voté contre : 54 PS (sur 57), 23 PC (sur 23), 1 RL.

Se sont abstenus : 3 UDF : Hubert Falco, Alain Griotteray et Philippe de Villiers, 3 RL : Jean-Louis Bodoc, Christiane Turbire-Delannoy, André Thion Ah Koon.

N'ont pas pris part au vote : 4 RPR : Christian Cabal, Jacques Godfrain, Alain Marsaud et Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, qui présidait la séance, 3 PS : Michel Destot, Jacques Floc'h, Jean Glavany.

réglera de lui-même, a-t-il ajouté. « Il aurait mieux valu laisser l'Histoire répondre aux questions que l'Histoire a créées », a ajouté l'ancien secrétaire d'Etat aux droits de l'homme. Cet amendement du gouvernement a cependant été adopté par l'UDF et le RPR contre le PS et le PC.

Ces libertés prises à l'encontre des conclusions de la commission Marcel Long ont presque fait passer au second plan les dispositions déjà adoptées par le Sénat. Il en a été ainsi de la suppression de l'acquisition sans formalités de la nationalité française pour les jeunes nés en France de parents étrangers et son remplacement par l'obligation, entre seize et vingt et un ans, de l'expression de la volonté de ces jeunes de devenir français. Ce point central de la proposition de loi initiale comptait pourtant deux adversaires : la gauche et la fraction la plus intransigente de l'UDF, conduite par Philippe de Villiers.

L'un et l'autre ont échoué dans leurs tentatives. Celle de revenir sur le texte actuel, pour les communistes et les socialistes, afin d'éviter « l'engrenage tendant à la suppression du droit du sol », selon Jean-Yves Le Déant (PS, Meurthe-et-Moselle). Celle de remplacer « la dialectique du droit du sol et du sang », jugée « anachronique » par M. de Villiers (UDF, Vendée), par deux systèmes d'acquisition de la nationalité, le premier consistant à la filiation et la naturalisation, jugé « le plus cohérent », et le second, « possible », allant au droit du sol la communauté de résidence et la prestation d'un « serment de loyauté ». Un amendement de Pierre Lacroix (UDF, Yvelines) proposant un serment devant un juge d'instance a cependant recueilli 63 voix au sein de l'UDF.

Contre l'avis de la commission des lois, les députés ont adopté un amendement renvoyant à un décret en Conseil d'Etat l'organisation d'une information sur cette nouvelle règle d'acquisition de la nationalité dans tous « les organismes et services publics, et notamment les établissements d'enseignement, les caisses de Sécurité sociale et les collectivités locales ». Ils ont également ajouté à la liste des condamnations pénales on des sanctions administratives pouvant, à partir de dix-huit ans, faire perdre le droit à la nationalité française, « les atteintes à la vie ou à l'intégrité d'un mineur de moins de quinze ans » et « toute atteinte sexuelle à la personne d'un mineur de moins de quinze ans ».

GILLES PARIS

André Frossard : « Inégalité de traitement... André Frossard écrit dans le Figaro du 14 mai : « On l'a déjà dit ici, et on va le répéter sans le moindre espoir d'être entendu : quand deux enfants du même âge sont assis sur le même banc de la même école, ils sont à traiter de la même façon, et il n'est pas convenable d'exiger de l'un une déclaration d'appartenance qui ne sera pas demandée à l'autre. Il y a là une inégalité de traitement qui ne va pas très bien à ce que l'on sait des principes républicains, et il est difficile de croire qu'une telle formule s'inscrit dans une politique d'intégration générale et bienveillante. On intègre mal en commençant par discriminer... »

## POINT DE VUE

## La chasse aux beurs est ouverte !

par Christian Delorme

COMBIEN sont-elles, ces voleuses de nationalité, ces « fraudeuses » qui, selon le garde des sceaux, « viennent d'Algérie le temps d'une naissance dans une maternité française », pour que leur enfant bénéficie de la nationalité de notre pays, et pour que cela leur ouvre à elles les portes de l'immigration ? Quelques centaines ? Si l'on prend acte du fait que, pour que ces bébés soient français, il faut qu'un des deux parents soit né à l'époque de l'Algérie française, le nombre ne peut qu'aller en se restreignant. Par ailleurs, des visas sont exigés pour se rendre en France, et les autorités consulaires de notre pays les délivrent parcimonieusement. Ces femmes-là, sans doute, ne justifiaient pas que M. Méhaignerie vende son âme et se fasse le chantre d'une grave atteinte au double droit du sol.

La proposition de loi votée par le Sénat comprenait déjà, en son article 35, une modification de l'article 23 du code qui consacre ce droit. Celle-ci, adoptée depuis par l'Assemblée, ne reconnaît plus la natio-

nalité française aux enfants nés en France, après le 1<sup>er</sup> janvier 1984, d'un parent né sur un territoire ayant, au moment de la naissance de ce parent, le statut de colonie ou de territoire d'outre-mer. On a voulu, là, mettre un frein à la naissance en tant que Français de petits enfants noirs. « Ma ville se noircit », ne cessent de se plaindre plusieurs maires de l'agglomération parisienne devant l'apparition sur le plan public de la « deuxième génération » des immigrés du fleuve Sénégal. Mais elles se noirciront plus encore, ces banlieues, maintenant que ces bébés noirs ne pourront plus se prévaloir du drapeau tricolore.

Le Sénat, néanmoins, n'avait pas voulu toucher à la naissance française d'enfants nés de parents algériens. Par crainte de nier l'histoire française de l'Algérie, et surtout par crainte de jeter le suspicion sur la nationalité de centaines de milliers de Français originaires d'Algérie qui, fils (et filles) de Maites, d'Espagnols ou d'Italiens, ont acquis la nationalité française selon ce même principe de la double naissance en

France. Or voilà que ce bon M. Méhaignerie s'est jeté tête en avant dans le piège que lui ont tendu les quelques vingt ou cent députés de la majorité qui croient que c'est en faisant du « La France la France » qu'ils pourront récupérer les voix des électeurs égarés du côté du Front national. Et il ne s'est pas trouvé dix justes, dans l'Assemblée, pour s'opposer à cette mauvaise action. Du côté de la majorité, Claude Malthuret, seul, s'est montré un homme d'honneur et de courage.

Demain, peut-être, reconnaîtront-ils que ce s'avère contraire à nos textes constitutionnels cet amendement qui nie la naissance française d'un enfant dont l'un des deux parents algériens n'est pas installé en France depuis au moins cinq ans. Mais le mal, d'ores et déjà, est fait.

Bien sûr, le gouvernement objectera qu'on lui fait là un mauvais procès, et que les modifications qu'il apporte à l'article 23 du code n'ont pas d'autre but que de parer les détournements de la fermeture des frontières à de nouvelles immigra-

## Les nouvelles dispositions

1. La manifestation de la volonté. — Le texte du Sénat prévoyait que les enfants nés en France de parents étrangers ne deviennent plus français à dix-huit ans sans formalités mais doivent manifester leur volonté de devenir français, entre seize et vingt et un ans. Cette volonté peut être exprimée soit devant le juge d'instance, soit à l'occasion d'une démarche administrative dans une mairie, une préfecture, un commissariat. Le recensement pour le service national ou la demande de certificat de nationalité valent manifestation de volonté.

2. Les modifications apportées par les députés : conformément aux propositions de la commission Marcel Long, les députés ont décidé qu'une information à propos de ce mode d'accès à la nationalité sera assurée dans les organismes et services publics, les établissements d'enseignement, les caisses de Sécurité sociale et les collectivités locales. Les députés ont également adopté un amendement gouvernemental visant à supprimer la possibilité d'un recours judiciaire, sans l'autorisation des parents, en cas de non-enregistrement de sa manifestation de volonté.

3. Limitation du double droit du sol pour les enfants nés de parents eux-mêmes nés en France avant 1962 (lire l'encadré). — Cette disposition soulevée par le gouvernement, en contradiction avec le rapport Long, précise que les enfants nés en France de parents eux-mêmes, nés en France avant 1962 ne pourront prétendre à la nationalité française que si l'un des parents réside en France depuis au moins cinq ans.

4. Suppression du droit du sol pour les anciennes colonies (lire l'encadré). — Les enfants nés en France de parents eux-mêmes nés dans d'anciennes colonies ou territoires d'outre-mer français (Sénégal, Côte d'Ivoire, Congo...) avant leur accession à l'indépendance ne sont plus français à la naissance.

5. Les modifications apportées par les députés : les députés ont décidé que cette décision s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994, au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 1995 comme le proposait la commission Marcel Long.

6. Services nationaux. — Les députés ont décidé d'introduire dans le texte de la proposition de loi le principe selon lequel les jeunes gens ayant une double nationalité qui résident habituellement en France doivent faire leur service national en France. Cet amendement est symbolique dans la mesure où son application est liée à la ratification des conventions franco-algériennes et franco-israéliennes qui permettent actuellement aux jeunes en question de choisir entre les deux pays pour accomplir leurs obligations militaires.

7. Motivation des refus de naturalisation. — Toute décision déclarant irrecevable ou rejetant une demande de naturalisation devra désormais être motivée. Les députés ont maintenu cette disposition votée par le Sénat. Le gouvernement souhaitait limiter l'obligation de motiver aux seules considérations d'opportunité.

G. P.

## L'application du double droit du sol dépendra du lieu de naissance des parents

Le texte voté par les députés, jeudi 13 mai, remet en question l'application actuelle du double droit du sol, en introduisant des distinctions selon que les parents étrangers des enfants concernés sont nés sur le territoire français actuel, en Algérie, ou dans d'autres anciennes colonies françaises.

L'article 23 du code de la nationalité, qui pose le principe du double droit du sol, n'est pas modifié : est français à la naissance l'enfant né en France lorsque l'un de ses parents au moins y est lui-même né. Cette disposition, en vigueur depuis 1951, fait de tous les petits enfants d'immigrés des Français de naissance. Elle permet aussi de prouver la nationalité française dans certaines situations personnelles complexes. Jusqu'à présent, le principe du double droit du sol s'applique aux enfants dont l'un des parents, étranger, est né en France, soit dans un département de l'Algérie française avant l'indépendance du 3 juillet 1962.

Depuis 1973, il s'applique aussi aux enfants dont l'un des parents est né, avant les proclamations d'indépendance, dans une ancienne colonie ou territoire d'outre-mer (ex-Afrique-Occidentale française et ex-Afrique-Equatoriale française), mais non dans les anciennes protectorats (Maroc, Tunisie) ni dans les territoires anciennement « sous tutelle » (Cameroun, Togo, Cambodge ou Laos).

La réforme adoptée par l'Assemblée modifie ce régime.

Si le texte est voté définitivement et évite la censure du Conseil constitutionnel, seront désormais distingués pour l'application du double droit du sol :

— les enfants nés en France dont l'un des parents, étranger, est né dans la France actuelle. Ils seront systématiquement français de naissance, car le double droit

seul s'applique sans restriction (comme aujourd'hui).

— les enfants nés en France dont l'un des parents est né en Algérie avant le 3 juillet 1962. Ils ne seront français de naissance que si le parent né en Algérie justifie d'une résidence régulière en France depuis cinq ans (l'amendement gouvernemental adopté contre l'avis de la commission Marcel Long). Cette nouvelle disposition ne concerne pas juridiquement les « bébés » nés de parents algériens ni les enfants de pieds-noirs ou de harkis, qui vivent évidemment en France depuis plus de cinq ans. Elle vise les femmes algériennes qui viennent accoucher en France pour que leur enfant soit français, puis repartent dans leur pays ;

— les enfants nés en France dont l'un des parents est né, avant la décolonisation, dans une ancienne colonie ou territoire d'outre-mer (Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Madagascar, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Vietnam, les pays aujourd'hui appelés Bénin, Burkina-Faso, Centrafrique, Mali, et les anciens établissements français de l'Inde). A la différence d'aujourd'hui, ils ne seront plus français à la naissance à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994 (et non 1995 comme l'avait suggéré la commission Marcel Long). Ils resteront étrangers jusqu'à seize ans, et devront manifester ensuite (entre seize et vingt et un ans) la volonté de devenir français ;

— les enfants nés en France, dont l'un des parents est né, avant l'indépendance, dans un territoire anciennement « sous tutelle » ou ayant le statut de protectorat (Maroc, Tunisie, Togo, Cameroun, Cambodge, Laos). Aujourd'hui, ils n'acquiescent la nationalité qu'à dix-huit ans, sans formalité. La réforme les soumet à la manifestation de volonté entre seize et vingt et un ans.

PHILIPPE BERNARD

Le gouvernement de  
sur plan de la



MÉDECINE

Mesures d'urgence et programme triennal de prévention

# Le gouvernement définit les grandes lignes d'un plan de lutte contre le sida

Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, ont présenté, jeudi 13 mai, des mesures destinées à renforcer la lutte contre l'épidémie de sida et à améliorer la prise en charge des malades. Ils ont, d'autre part, rendu public un plan triennal de prévention (1993-1995) destiné à relancer « de façon pragmatique » la politique générale de prévention du sida.

La philosophie du projet est à la fois humaniste et pragmatique. « Ce filon, explique M. Veil, nous somme de nous souvenir que la responsabilité de chacun est liée à la responsabilité de tous et réciproquement. »

Pour ce qui est des mesures d'urgence, le gouvernement a attribué à la lutte contre le sida un budget supplémentaire de 40 millions de francs. Cela permettra :

- un doublement de la capacité de prise en charge des malades (garde et aide-ménagère) à leur domicile, qui passera ainsi de 200 à 400 malades ;
- la création de 80 places supplémentaires en appartement thérapeutique (il en existe actuellement 54) ;
- un doublement du nombre de postes dans les permanences qui apportent un soutien psychologique, social et juridique aux personnes atteintes (création de 20 postes supplémentaires) ;
- un renforcement des liens créés entre les médecins généralistes et les structures hospitalières par l'intermédiaire d'un doublement des moyens d'appui apportés aux réseaux ville-hôpital. Les généralistes travaillant dans ces réseaux seront indemnisés ;
- une augmentation de 50 % de la capacité de formation des personnels médicaux et sociaux au suivi des malades.

D'autres mesures s'adressent plus directement aux toxicomanes. La première, ainsi que l'a expliqué M. Douste-Blazy, vise à mettre en place des programmes expérimentaux de médication. Il s'agit là d'une démarche évaluable destinée à déterminer - scientifiquement - en quoi un tel traitement peut apporter des bénéfices du point de vue de la réinsertion sociale des

malades, de leur désintoxication et de la prévention de la contamination par le virus du sida. L'un des problèmes rencontrés jusqu'à présent, a reconnu M. Veil, est le très faible nombre de médecins disposés à participer à une telle expérimentation.

Des lieux d'aide aux toxicomanes, destinés à les informer sur les risques de contamination, la maladie et les comportements de prévention, seront créés dans les quartiers les plus touchés par la toxicomanie. Aux six programmes mobiles par bus existant actuellement à Paris, Saint-Denis, Strasbourg, Grenoble, Toulouse et Nîmes, viendront s'ajouter quatre programmes supplémentaires. Concernant la délivrance de seringues dans les pharmacies et les difficultés parfois rencontrées à ce

niveau par les toxicomanes, M. Veil a indiqué qu'elle allait rencontrer le président du conseil de l'Ordre des pharmaciens pour lui rappeler à quel point il s'agit là « d'un problème fondamental de santé publique ».

Enfin, de nouveaux centres d'information, de prévention et de dépistage du sida vont être créés dans les quartiers les plus défavorisés.

## Des objectifs chiffrés

A côté de ces mesures d'urgence destinées, comme l'a déclaré M. Douste-Blazy, à « calmer les brèches du présent », le gouvernement a décidé d'élaborer un plan d'ensemble de lutte contre le sida. En attendant que leur soit remis,

dans six mois, le rapport sur la recherche qu'ils ont demandé au professeur Luc Monteggia, M. Veil et M. Douste-Blazy ont rendu public un plan triennal de prévention élaboré sous l'égide de l'Agence nationale de lutte contre le sida (ANLS).

En préambule à ce plan, qui se présente sous la forme d'un volumineux document d'une centaine de pages, on peut lire que « la prévention suppose une volonté politique soutenue par des moyens suffisants, pour des objectifs précis et évolutifs avec des partenaires publics et privés agissant en synergie ».

F. N.

## Cohérence

par Franck Nouchi

M. BALLADUR avait déclaré le 8 avril dernier, dans son discours de politique générale, vouloir lutter contre le sida par « une politique de prévention menée sans relâche ». A en juger par les déclarations de M. Veil et de M. Douste-Blazy, qui par les mesures qui ont été annoncées, jeudi 13 mai, le gouvernement a, semble-t-il, bel et bien l'intention de mettre en œuvre une politique globale et cohérente. Tout le problème, aujourd'hui, est de savoir comment, avec qui et avec quels moyens il parviendra à l'appliquer.

L'originalité de ce plan est qu'il définit des objectifs chiffrés à atteindre en 1995. Certains d'entre eux sont ambitieux : certes, méritent d'être « davantage » justifiés - par exemple le fait qu'il faudra atteindre en 1995 un nombre de préservatifs distribués en France comparable à celui du Royaume-Uni, soit 150 millions d'unités (pourquoi cette référence britannique ?) ou encore cet objectif affiché de réduire en trois ans de 50 % le pourcentage d'homosexuels qui déclarent pratiquer la sodomie sans préservatif avec un partenaire de statut sérologique inconnu (pourquoi un tel pourcentage ?). Il n'en demeure pas moins que la démarche suivie va dans le bon sens. En particulier, le détail des

actions de prévention à l'égard des personnes les plus exposées répond, pour une fois, à un souci pragmatique de santé publique. De même, toutes les mesures visant à une meilleure formation des éducateurs en santé (médecins, pharmaciens, chirurgiens dentistes, médecins du travail, éducateurs et travailleurs sociaux exerçant dans les quartiers définis comme prioritaires, personnel de surveillance en milieu carcéral).

Pour ce qui est des moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre de ces mesures, M. Veil s'est engagé à faire la nécessaire dès 1994, au travers des trois budgets (santé, affaires sociales et ville) dont elle aura la charge. En revanche, parvenir à mobiliser toutes les personnes appelées à intervenir pour la réussite de ce plan sera sans doute plus difficile. De ce point de vue, il n'est pas certain que le fait de confier à l'ANLS un rôle de coordonnateur soit la meilleure façon d'efficacité. Il reste aujourd'hui au gouvernement, en collaboration avec les associations d'aide aux malades et avec les professionnels concernés, à définir les moyens permettant de parvenir à cette indispensable émergence entre partenaires publics et privés. Ce ne sera pas sa tâche la plus facile.

## Réunie en assemblée générale

### L'OMS s'engage à lutter contre les mutilations sexuelles

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) réunie en assemblée générale à Genève a voté, mercredi 12 mai, une résolution dans laquelle elle s'engage à « préparer, avec les autres organisations gouvernementales et non gouvernementales, un plan d'action » contre les « pratiques traditionnelles nocives », notamment les mutilations sexuelles (excision ou infibulation), dont seraient victimes 80 millions de femmes et petites filles. Ces coutumes, dont l'origine n'est pas religieuse, répondent à l'origine à une volonté de contraindre les femmes à des comportements chastes et monogames. Elles entraînent de nombreux décès de femmes pendant leur grossesse ou à l'accouchement en raison d'hémorragies et d'infections, ainsi que le décès de millions de bébés. Elles sont pratiquées sur des nouveaunés ou sur les fillettes de sept-huit ans, plus particulièrement en Afrique orientale et occidentale, dans certains pays du Moyen-Orient et dans des communautés indonésiennes. L'adoption de législations répressives n'a généralement pas été suivie d'effet significatif. « Ce n'est que par l'éducation que l'on parviendra à éliminer ce genre de pratiques », estime l'OMS.

## EN BREF

■ Franck Terrier nommé avocat général près la cour d'appel de Versailles. - Ancien directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, poste qu'il occupait depuis 1990, Franck Terrier a été nommé avocat général près la cour d'appel de Versailles (Yvelines) par un décret daté du 13 mai et publié au Journal officiel du lendemain. Après que le nouveau ministre de la justice, Pierre Méhaignerie, eut retiré à M. Terrier sa délégation de signature à la direction des affaires criminelles et des grâces, la commission consultative du parquet avait rendu un avis favorable, le 27 avril, au sujet de la nomination de M. Terrier au poste d'avocat général à la cour d'appel de Versailles (le Monde du 29 avril). Le garde des sceaux ne s'est pas opposé à cet avis, et M. Terrier rejoint donc le parquet général de Versailles.

■ Pas de décision sur le redémarrage de Superphénix avant 1994. - Objet d'un décret signé jeudi 13 mai par le premier ministre, l'enquête publique sur la centrale nucléaire Superphénix de Creys-Malville (Isère) sera prolongée d'un mois, jusqu'au 14 juin, et aucune décision sur le redémarrage de ce réacteur nucléaire ne sera prise avant la mi-1994. Cette décision répond à la volonté de transparence et d'approfondissement du débat, ont précisé Michel Barnier et Gérard Longuet, respectivement ministres de l'environnement et de l'industrie, des postes, des télécommunications et du commerce extérieur. Dans un communiqué commun, les deux ministres invitent les personnes intéressées à « s'exprimer sur le projet », soit par lettre au président de la commission d'enquête (BP 50, 38352 La Tour-du-Pin), soit sur les registres d'enquête ouverts dans les mairies, sous-préfectures et préfectures de l'Isère et de l'Ain concernés.

## JUSTICE

Conflit entre l'artiste et l'ancien président de sa Fondation

### L'énigmatique affaire Vasarely

Abus de pouvoir, disparition de tableaux, opérations financières douteuses, polémiques et accusations en tout genre : depuis deux ans, le contentieux qui oppose le peintre Victor Vasarely et sa famille à l'ancien président de la Fondation Vasarely, Charles Debassch, et à travers lui, à l'université d'Aix-Marseille, n'a pas cessé de s'envenimer. Il s'est aujourd'hui déversé devant les tribunaux et sur la place publique. Au risque de ternir à la fois l'œuvre du peintre et l'image de l'université. Mercredi 12 mai, la cour d'appel d'Aix-en-Provence, présidée par Jean-Pierre Ransac, a mis en délibéré au 16 juin sa décision dans le conflit entre l'artiste et le doyen Debassch, récemment démis de ses fonctions.

C'est le 8 avril que l'affaire Vasarely a connu son premier développement judiciaire. Ce jour-là, le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, saisi d'une plainte de la famille Vasarely consécutive à la révocation de M. Debassch de la tête de la fondation, avait destitué l'administrateur et de président.

Artisan de la convention passée en février 1981 entre Victor Vasarely, grand maître de l'art optique et cinétique, et l'université d'Aix-Marseille, et des sciences d'Aix-Marseille, Charles Debassch avait présidé sans discontinuer, depuis cette époque, aux destinées de la Fondation, regroupant deux musées, à Aix-en-Provence et à Gordes (Vaucluse). Cependant, en 1992, la dégradation des relations entre M. Debassch et la famille du peintre avait conduit l'artiste, seul habilité à nommer les administrateurs de la Fondation, à s'opposer au renouvellement des mandats du président sortant et de deux autres membres du conseil d'administration.

Passant outre à ce veto, M. Debassch s'était fait réélire, le 22 juillet 1992, au cours d'une réunion à laquelle les membres de la famille Vasarely n'avaient, semble-t-il, pas été convoqués. Dans son jugement du 8 avril, après avoir rappelé que seul Victor Vasarely était habilité à nommer les administrateurs, le tribunal de grande instance avait destitué deux autres membres du conseil d'administration au même titre que le doyen Debassch. Enfin, un administrateur provisoire, Jean Cossin, ancien président du tribunal de commerce de Paris, avait été nommé.

### La colère du doyen Debassch

Homme influent aux multiples fonctions - professeur, avocat, ancien conseiller de Giscard d'Estaing à l'Elysée, ancien directeur du Dauphiné libéré et doyen honoraire, - M. Debassch avait réagi à ce désaveu public en faisant appel de cette décision, puis en organisant, dès le lendemain, une riposte dévastatrice. Au cours d'une conférence de presse, tenue dans les locaux de la Fondation, l'ancien président s'en était pris non seulement à Victor Vasarely et à sa famille, mais aussi à l'œuvre de l'artiste. Il avait affirmé que le peintre, qui est âgé de quatre-vingt-sept ans, était « séquestré et n'avait plus son libre arbitre » ; qu'il était « mis sous tutelle par sa belle-fille Michèle, qui filtre son courrier, ses visites, ses communications téléphoniques, le prive de chauffage et le soumet à un régime alimentaire » ; et que les actes pris en son nom « devaient être entachés de nullité ».

Poursuivant son sursis, le président déchu s'en était pris à l'œuvre du maître. Affirmant que « des milliers de faux Vasarely ont été réalisés et certains artistiquement très réussis afin de pouvoir les attribuer à la « bonne époque » du peintre », il n'hésitait pas à accuser les proches de celui-ci de s'être livrés à « des actes délictueux, comme la dissimulation d'œuvres et un faux cambriolage ». De tels propos, particulièrement graves venant d'un homme qui, la veille encore,

présidait aux destinées d'une institution reconnue d'utilité publique et détentrice du rayonnement de l'artiste et de son œuvre, sont-ils fondés ? Il apparaît à la justice, saisi d'une plainte en diffamation de Michèle Vasarely, la belle-fille du peintre, de trancher. Mais l'artiste a-t-elle d'ores et déjà déclaré « entaché » son œuvre et sa famille soient entachées par de tels mensonges, violence et salissures ». De tels propos, a-t-il ajouté, constituent « une honte pour celui qui les profère et pour l'université ».

Pour dissiper toute ambiguïté sur sa situation, Victor Vasarely a même invité la presse à lui rendre visite. Dans sa maison d'Annet-sur-Marne (Seine-et-Marne), il est encore actif malgré une paralysie des membres inférieurs. L'homme est lucide et plein d'humour. Rien n'indique qu'il soit séquestré. C'est qu'il connaît bien - le maître du village, la noiaira ou encore le jeune couple qui s'occupe de sa maison et de son atelier - pouvant en témoigner. Contrairement à la famille Vasarely, toujours prête à donner sa version des faits, les autres protagonistes évitent la presse. Les propos peu diplomatiques de M. Debassch n'ont couramment pas suscité de réaction notable parmi les membres du conseil d'administration de la Fondation, ni du côté des universitaires, ni du côté des ministères de tutelle, celui de l'intérieur et celui de la culture.

### Pressions politiques ?

Manifestement ce dossier embarrasse, y compris dans les milieux politiques. C'est que l'affaire ne se limite pas à une querelle de procédure et à des invectives. Elle a aussi donné lieu à trois plaintes pénales. D'un côté, M. Debassch poursuit les Vasarely pour faux, vol, recel et tentative d'escroquerie. De l'autre, la peinture et sa famille l'attaquent pour abus de confiance, escroquerie et détournement de fonds. Le peintre et ses deux fils exigent la restitution de nombreuses œuvres confiées en dépôt à la Fondation, dénonçant des opérations financières frauduleuses à l'étranger et accusent l'université de négligence dans l'entretien de la Fondation. Ils réclament surtout aux autorités de tutelle un inventaire complet des œuvres remises par le peintre à la Fondation - un document essentiel qu'ils n'ont jamais pu obtenir, malgré leurs demandes répétées.

Sous les gouvernements socialistes, pour des raisons qui demeurent obscures, les ministres de tutelle ont longtemps donné l'impression de temporiser. Ce n'est qu'au dernier moment, à l'approche des élections, qu'une enquête administrative, réouverte à plusieurs reprises, a finalement vu le jour, mais elle a vite tourné court. Du côté de l'opposition d'hier redevenue majorité, c'est un véritable dilemme. En effet, les dirigeants du RPR n'ont pas oublié que Victor Vasarely fut l'un des artistes préférés des Pompidou. Plusieurs d'entre eux, à commencer par Edouard Balladur, Alain Juppé et Jacques Toubon - ce dernier étant devenu depuis le ministre de tutelle de la Fondation, - s'étaient d'ailleurs engagés par écrit auprès de la famille du peintre à suivre de près ce dossier quand ils revendraient aux affaires. Mais le doyen Debassch jouit de solides appuis parmi les partenaires UDF et PR du parti gaulliste, qui savent plaider en sa faveur.

Pour le moment, les responsables politiques, peu soucieux de trancher, adoptent une position d'attente. Une attitude que les actions judiciaires en cours et la nomination d'un administrateur provisoire à la tête de la Fondation ne manquent pas, officiellement, de justifier. Mais M. Jean-Marc Varet, l'un des avocats de Victor Vasarely, a affirmé, mercredi, devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence qu'il était « l'objet de diverses pressions » pour le convaincre d'abandonner la défense de l'artiste.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

## En l'absence d'une loi sur la bioéthique

### Que faire des embryons humains congelés ?

La révélation dans nos colonnes de la destruction d'une trentaine d'embryons conservés par congélation (le Monde du 14 mai) a suscité de nombreuses réactions.

Patrick Verpeiren, jésuite, spécialiste des questions de bioéthique et rédacteur à la revue *Etudes*, nous a déclaré : « On a fait des embryons humains congelés dont le couple parental se désintéresse ? Il n'y a pas, à notre avis, de « bonne décision ». Les donner à un couple stérile ? Il n'est pas sûr que les enfants qui naîtront ainsi puissent se reconnaître respectés dans leur mode de venue au monde. L'être humain ne supporte pas toute forme de manipulation. On ne peut donc que rechercher le moindre mal. Or est-ce ? La réponse n'est pas évidente. Une chose peut au moins être dite : doivent être remis en cause l'excès et l'imprudence avec lesquels, jusqu'à présent, on a « créé » de tels embryons. Le plus élémentaire sagesse réside dans la limitation du nombre des fécondations. »

Pour sa part, le professeur Axel Kahn, directeur de l'unité de génétique et de pathologie moléculaire de l'INSERM et membre du Comité national d'éthique estime qu'un tel traitement est totalement inacceptable. En aucun cas acceptable. Face au vide réglementaire, actuel, le minimum exigible, c'est le res-

pect de la règle du consentement. Compte tenu du vide actuel des textes, ce respect est le seul garde-fou dont nous pouvons disposer. Ces embryons appartiennent notamment aux parents et personne ne peut disposer d'eux sans l'avis de ses parents. Aunai, s'il y a eu destruction sans un accord authentifié, signé des parents, nous sommes en face d'un faux. Des parents potentiels pourraient fort bien tenter un procès en considérant que celui qui a détruit les embryons ou disposé d'un « matériel » qui ne lui appartenait pas. Quelle que soit l'absence des textes de loi, nous sommes là face à une pratique répréhensible et condamnable. »

### Place aux politiques et aux juristes

La professeur Lanasac, président de la Fédération nationale des centres d'étude et de conservation du sperme humain (CECOS) estime que cette affaire démontre, une nouvelle fois, « la nécessité d'une loi pour fixer les règles d'une pratique médicale importante ». Puisqu'il y a 25 000 fécondations in vitro sont pratiquées tous les ans en France, 20 000 embryons sont congelés, près de 30 000 enfants sont nés après insémination artificielle avec sperme du donneur et 25 000 après fécondations in vitro. C'est donc un fait médical avéré que 1 % des naissances dans notre

peys ont lieu grâce à une technique de procréation médicalement assistée. On ne peut pas laisser les médecins prendre seuls toutes les décisions sans que la société et les États ne définissent clairement le cadre de ces activités. C'est donc aux politiques et aux juristes à définir le droit. »

Ces problèmes, ajoute le professeur Lanasac, « montrent aussi que la conservation des gamètes (sperme, ovocyte) ou des embryons posent des problèmes de contrôle et de pérennité des structures. Un laboratoire privé, qui peut modifier son organisation pour des raisons de changement de pratiques ou pour des raisons économiques, peut-il conserver du sperme pendant dix ou quinze ans pour un sujet jeune qui a subi un traitement pour cancer ? Peut-il garder des embryons pendant plusieurs années ? L'expérience montre que c'est, en fait, difficile. Ne faut-il pas plutôt confier à une structure publique, située hors des circuits économiques, cette mission de service public ? Il faut alors lui assurer contrôle et pérennité par des dispositions réglementaires que prévoit la loi hospitalière. » Il est urgent, conclut le professeur Lanasac, non seulement de légiférer, mais aussi de doter les hôpitaux publics de structures adaptées et contrôlées pour la conservation à long terme des gamètes ou des embryons et la don. »

beurs est ouverte



## SOCIÉTÉ

## POLICE

Au congrès du Syndicat des policiers en tenue

## Les projets de M. Pasqua sont critiqués par le nouveau secrétaire général de la FASP

Sous l'autorité de Daniel Laveux, nouveau secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (majoritaire chez les gardiens et gradés), la FASP s'est engagée dans un syndicalisme de « contre-pouvoir » après des mois de dissensions internes. A l'occasion du congrès du Syndicat national de la police en tenue (SNPT-FASP) qui s'est tenu à Bordeaux du lundi 10 au jeudi 13 mai, M. Laveux a ainsi critiqué les projets du ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, en matière de sécurité et d'immigration.

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

« Comme M. Veil, j'ai quelques inquiétudes face au plan d'action pour la sécurité et l'immigration de M. Pasqua », avait prévenu M. Laveux à la tribune du congrès. Quelques heures plus tard, les congressistes, attirés à la terrasse d'un grand café de Bordeaux, ont pu assister à l'un des « contrôles d'identité préventifs » préconisés par le ministre de l'Intérieur. S'agit-il d'un contrôle d'identité « à la Pasqua » ou à la Veil ? ont-ils demandé à leurs collègues bordelais en présentant leur carte tricolore. L'anecdote a renforcé la méfiance de M. Laveux, soucieux d'éviter les « atteintes aux libertés individuelles » qui seraient reprochées par la population à des policiers placés en première ligne de la

politique gouvernementale de sécurité.

Or le nouveau « patron » de la FASP a été échaudé par son premier rendez-vous, samedi 8 mai, avec le ministre de l'Intérieur. Sans doute est-il en harmonie avec le discours du ministre sur son attachement à la déontologie ou la réaffectation des policiers sur la voie publique. Mais M. Laveux n'a guère apprécié que M. Pasqua lui dise un mot sur le Conseil supérieur de l'activité de la police nationale qui, chargé de la déontologie, avait pourtant été supprimé par décret le matin même « sans aucune concertation ».

Invitant le ministre à des « relations de franchise pour éviter que l'on se dirige vers un syndicalisme d'opposition », M. Laveux a assuré que la FASP pourra être « un interlocuteur privilégié, pas un porte-parole, du ministre de l'Intérieur pour discuter notamment de ce qui sera l'office afin d'adapter la police aux demandes de sécurité exprimées par une société française qui a beaucoup changé pendant la dernière décennie ».

## « Reconstruire la puissante fédération »

Solidement installé aux commandes syndicales, à présent que la justice a confirmé sa nomination à la place de Richard Gerbaud (le Monde du 8 mai), M. Laveux se propose de « reconstruire la puissante fédération qu'était la FASP ». Il s'agit, pour ce brigadier âgé de quarante-six ans et ayant effectué sa carrière dans les corps urbains de province, de

retrouver l'influence perdue de la fédération. Celle de la décennie 80, notamment, quand Bernard Delaplace était son secrétaire général. Les quatre cents policiers réunis à Bordeaux ne s'y sont pas trompés en applaudissant la venue symbolique de ce dernier, surnommé « BD », qui n'avait pas remis les pieds à un congrès depuis sa brutale éviction en 1990.

Mais si M. Laveux a assuré du soutien de la plupart des composantes syndicales de la FASP, que serait la « reconstruction » sans le Syndicat général de la police (SGP), 46,8 % des voix chez les gradés et gardiens parisiens, dont le secrétaire général est Richard Gerbaud ? « Allons nous rester à la FASP ou le quitter ? » s'interrogeait, jeudi 13 mai, l'un des dirigeants « parisiens », Jean-Pierre Bordier, en l'absence de M. Gerbaud. Tout est aujourd'hui possible, et nous devons avoir entre nous un débat de fond sur la meilleure façon de reconstruire le syndicalisme policier. Mais le départ du giron fédéral signifierait que les représentants du SGP, élus sous l'étiquette FASP, ne pourraient plus siéger dans les comités paritaires, où se prennent des décisions essentielles pour les policiers. Appelés à l'unité et souhaitant que les « Parisiens » demeurent dans la vieille maison, M. Laveux reste dans l'attente de leur réponse et d'un congrès fédéral qui, dans les prochaines semaines, devrait clarifier la situation.

ERICH INCIYAN

## ÉDUCATION

Alors que s'ouvrent des « assises nationales » pédagogiques

## L'enseignement catholique tente d'éviter un « débat politique »

Les Assises nationales de l'enseignement catholique, qui réunissent du 14 au 16 mai à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) mille délégués – gestionnaires, enseignants, parents... – des 10 000 établissements confessionnels, voulaient se placer hors du champ politique. Destinées à définir les grandes orientations pédagogiques, elles s'ouvrent sous le coup de l'annonce par le Syndicat national de l'enseignement chrétien (SNEC-CFTC) du dépôt, vendredi 14 mai, d'un recours en Conseil d'Etat visant l'annulation du décret relatif à la formation des maîtres du privé décollant des accords Lang-Cloupet.

L'enseignement catholique souffrirait-il de vieux démons ? Le conflit interne surgi la veille des assises nationales, événement rarissime puisque les précédentes remontent à 1968 et 1975, tend à le faire croire. « Loin de tout débat politique », selon l'expression même du Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique, ces assises chargées, entre autres, de définir les futures orientations pédagogiques devaient précisément mettre un terme aux querelles de chapelles politiques.

Un an – jour pour jour – après l'adoption de son nouveau « statut » par les évêques de France, onze mois après la conclusion des accords Lang-Cloupet apurant huit années de contentieux avec l'Etat, quatre mois après la mise au point d'un dispositif spécifique de recrutement des maîtres du privé et l'harmonisation de leur formation, qui pourra être dispensée pour partie dans le cadre des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) publics, l'enseignement catholique souhaitait cette fois-ci « pousser la réflexion » sur le terrain « purement pédagogique ». Une réflexion qui s'annonçait d'autant plus « sereine » que le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, s'était clairement engagé, dès sa nomination, à abroger « rapidement » les dispositions jugées « incohérentes » qui découlaient entre autres de la loi Falloux. Ces dispositions limitant ou interdisant le financement, par les col-

lectivités locales, de certains investissements en faveur de l'enseignement privé.

Aussi, en agissant seul par le dépôt d'un recours en Conseil d'Etat contre le décret du 18 mars sur la nouvelle formation des maîtres du privé le jour-même de l'ouverture des Assises, le Syndicat national de l'enseignement chrétien (SNEC-CFTC) ne peut ignorer les conséquences symboliques de son acte, qui va bien au-delà de la non-signature des accords de janvier (le SNEC était le seul non-signataire de l'accord). Une attitude jugée aussitôt « irresponsable » par sa rivale, la FEF-CFDT, qui fait jeu égal aux élections professionnelles.

## « Mauvais procès »

La réaction d'ailleurs n'a pas tardé. La réunion en urgence par le Père Max Cloupet de la commission permanente du Comité national de l'enseignement catholique (CNEC) – le parlement de l'enseignement privé – qui devrait se tenir pendant les Assises, témoigne de la gravité de la situation et d'un geste jugé pour le moins provocant. Il n'est pas dans les habitudes de l'enseignement catholique, de jouer en solitaire.

« C'est un mauvais procès fait à un bon accord », constate M. Guy Pican, président du Syndicat national des chefs d'établissement de l'enseignement catholique. Le fait de proposer aux étudiants qui veulent enseigner dans le privé une formation dans le sens d'une réelle reconnaissance. Il représente un saut qualitatif remarquable.

Cependant, le SNEC-CFTC ouvre à son grand frère le débat qui devrait dominer les Assises, qu'Arthur Potel, vice-président du syndicat frondeur, qualifie de « viril, dont on ne sait pas trop ce qu'il y a derrière ». Qu'est-ce aujourd'hui que le caractère propre de l'enseignement catholique ? Quelle est cette spécificité, reconnue par la loi Debré, qui serait, selon le SNEC, remise en cause du fait de l'absence de maîtrise totale de l'enseignement catholique sur la formation de ses maîtres ?

A ce point de vue, l'examen de conscience proposé aujourd'hui aux gestionnaires, chefs d'établissement, enseignants, parents et

élèves, et qui a pour thème « Donner du sens à l'école aujourd'hui », pourra remplir son rôle, comme l'avait rempli les Assises de novembre 1968, faisant suite à la vague contestataire de mai et à « souffler nouveau » du Concile Vatican II.

En fait, il s'agit de savoir aujourd'hui si tout le monde à l'enseignement catholique parle encore le même langage. Quand les principaux responsables posent la question de fond – « Qu'avons-nous à dire d'aujourd'hui ? », le SNEC lui-même s'interroge sur la forme : « Que faisons-nous pour renforcer l'expression de l'enseignement catholique ? »

Le problème est aujourd'hui de définir ce qu'est précisément cette « expression » – et quel est son contenu – quand 97 % des enseignants sont des laïcs, comme 88 % des directeurs d'école, 81 % des chefs d'établissement du second degré (contre 46 % en 1978), 66 % des directeurs diocésains, garants de l'enseignement dans chaque diocèse (contre 9 % en 1978), et quand le choix de l'enseignement privé se fait le plus souvent sur des bases consuméristes.

« Associée clairement au système éducatif », explique M. Paul Malarte, président des directeurs diocésains, l'école catholique doit répondre à des exigences : « devenir réellement pluraliste, dispenser un enseignement de qualité avec de bons professionnels. » « Le but de l'école catholique n'est pas de donner la foi, rappelle le secrétaire général de l'enseignement catholique – c'est Dieu qui la donne – mais de proposer une vision chrétienne du monde, et de favoriser l'ouverture à l'intériorité, à la spiritualité et à la transcendance. »

La synthèse des travaux des Assises devrait déboucher sur des orientations à mettre en œuvre dès la rentrée de septembre 1994. Le temps de s'accorder sur les nouvelles applications du « caractère propre » et « de se persuader enfin que celui-ci a bien, selon les termes du président du Syndicat national des chefs d'établissement, Guy Pican, cessé de n'être finalement qu'une simple monnaie d'échange » dans le concert politique.

JEAN-MICHEL DUMAY

## DÉFENSE

Selon l'état-major

## L'armée de terre a besoin de 8 000 engagés supplémentaires

L'armée de terre française a « un besoin urgent » de 8 000 engagés supplémentaires, notamment « des spécialistes de la logistique », afin de pouvoir répondre à d'éventuelles engagements opérationnels, a affirmé, jeudi 13 mai, à Paris, le général de brigade Philippe Mercier, qui est responsable des opérations à l'état-major des armées. Ce besoin pourrait être satisfait progressivement sur cinq ans avec la création de postes inscrits au budget de la défense, principalement des les premières années du projet dit « armée de terre 1997 ».

Organisée pendant des décennies pour intervenir surtout en Europe, l'armée de terre a confié la majorité de ses fonctions logistiques à des unités d'appelés. Depuis la guerre du Golfe et ses missions au service de l'ONU, elle tente de professionnaliser davantage ce domaine. Mais c'est une évolution qui coûte cher. En 1992, l'armée de terre a engagé 29 700 engagés sous contrat à disponibilité immédiate et, en 1997, son projet fait état d'un besoin de 37 000, soit 8 200 emplois supplémentaires (le Monde des 12 et 26 janvier). Le budget de la défense a prévu la création de 650 postes en 1993 alors que les besoins de l'armée de terre étaient de 2000.

Pour les interventions extérieures, « nous éprouvons des difficultés. Pour le moment, nous pouvons remplir nos missions », a expliqué le général Mercier. Mais les contraintes s'avèrent importantes, notamment pour l'armée de terre, qui manque de personnels engagés, et pour la marine, omniprésente elle aussi actuellement sur tous les théâtres d'opérations.

Dans la gestion normale des unités de l'armée de terre, l'état-major compte trois compagnies professionnelles pour une seule engagée effectivement sur le terrain, les deux autres étant l'une en permission, l'autre prête pour une relève. En raison du fort engagement militaire français à l'étranger, cette règle dite « du tiers » n'est pas respectée : sur un total de cinquante-deux compagnies professionnelles (de 150 hommes chacune), trente-trois d'entre elles sont en opérations extérieures, soit 46 % du dispositif de l'armée de terre.

## REPÈRES

## FAITS DIVERS

Incidents entre jeunes et policiers à Cléon

Des incidents se sont produits à Cléon, près de Rouen (Seine-Maritime), mercredi 12 et jeudi 13 mai, après qu'un habitant ait été grièvement blessé par un véhicule de pompiers. Ces derniers avaient été appelés, mercredi vers 22 heures, dans le quartier populaire la Croix de Cléon pour secourir un jeune homme allongé sur la chaussée. Ne trouvant personne au lieu indiqué – l'homme avait été emmené par un car, de police –, ils ont entrepris une recherche dans les environs. Dans une rue, un jeune homme a tenté de monter sur le marchepied de leur véhicule qui roulait lentement et, selon les pompiers, a lancé une pierre sur le conducteur. Celui-ci a accédé par réflexe et s'est rendu compte que l'agresseur désarmé, était tombé sous les roues du véhicule, ajoute-t-on de même source. Sébastien Brunet, dix-neuf ans, victime d'un enlèvement au thorax, a été transporté au centre hospitalier de Rouen dans un état grave. Entre-temps, ses amis s'en sont pris au véhicule des pompiers, entraînant l'intervention de policiers.

## CATASTROPHES

Plus de 200 victimes dans l'incendie d'une usine de jouets en Thaïlande

Le bilan encore provisoire de la pire catastrophe qu'ait connue la Thaïlande ces dernières années oscille aujourd'hui entre 210 et 240 morts selon les sources et plus de 500 blessés – des femmes en majorité – dont 190 toujours hospitalisés. Selon des rescapés et les premiers résultats de l'enquête de police, les 700 ouvrières qui travaillaient dans le bâtiment se sont précipitées vers l'unique escalier pour échapper aux flammes et ont trouvé porte close. Dans ce mouvement de panique, au moins 80 d'entre elles sont mortes écrasées. D'autres ont sauté des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> étages.

## QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

EN voyant l'autre jour à la télé ce jeune appelé qui vient de gagner une somme astronomique au Loto, je me suis mis à gambolier. Pas vous ? J'étais là, j'hésitais, je m'achète quoi ? Un hôtel particulier ? Le yacht d'Onassis ? Saint Laurent ? Une île dans le Pacifique ? Tiens, à propos, qu'est-ce qu'il ont bien pu faire de leur fric, ces deux frères de 37 et 36 ans, qui ont décroché la super-cagnotte de Noël en 1990 à Perpignan ? Je téléphone. Je tombe sur l'ainé, Edmund, peintre en bâtiment, ancien pilier de rugby. Et je lui propose de le rencontrer là-bas. Il n'y tient pas.

Je préfère rester anonyme, voyez.

Ca, oui, je vois. C'est lui que je ne vois pas. A quoi il ressemble ? Il me le dira avec l'accord ensoleillé, chaleureux du Sud-Ouest : Je suis brun, j'ai des grosses moustaches. Je mesure 1,80 mètre pour 118 kilos. Ce que je porte ? Pas le cravate ! Le pantalon long, la chemise et le bousong.

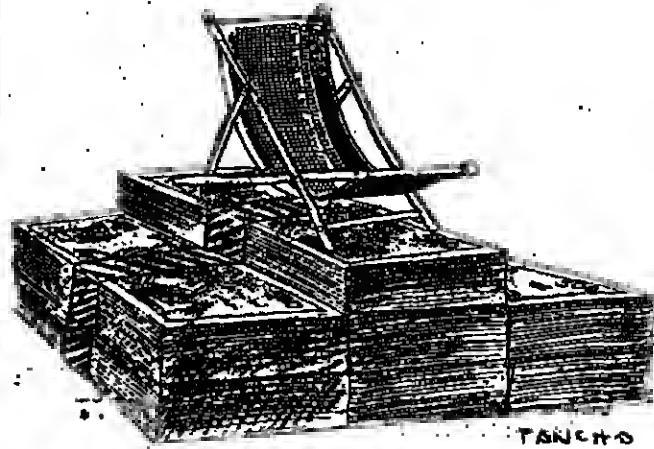
A l'époque, c'était après le mort de leur mère, ils habitaient encore chez leur père, retravaient des douanes, lui et Jacques, un agent du Trésor, céli-

de musique rue de... l'Argenterie. Si ça marche ? Ben, tiens ! – Mon frère, c'est son dada, l'accordéon, le saxo, l'opéra. Et le reste, plus de 40 millions, on l'a confié à un conseiller financier, il est très fort, pour qu'il nous le place. Combien ça rapporte ? Entre les boutiques, les sioux, les actions, tout ça, dans les 30 000 F par mois chacun. Là-dessus, invitation des dirigeants du Loto à passer huit jours au Ritz.

– Avé la voiture, le chauffeur, des fois qu'on voudrait faire des achats. Mais, bon, on allait pas se mettre une de ces chemises à 4 000 balles qu'on voyait dans les vitrines des Champs-Élysées sur le dos !

C'est ridicule ! Christiane, pareil. Chanel, Cartier, c'est pas pour elle, ça. Je lui ai quand même offert une belle montre. Normal, moi, je me suis payé la Mercedes 300D noir métallisé, tout en cuir dedans, avec la climatisation. Et mon frère, la BMW. Là, il a dit : Ça suffit comme ça. Et on est rentrés.

Et on a continué à jouer les mêmes numéros... Et on a gagné encore un coup, 6 000 F. Une goutte d'eau dans cet océan de sous. A quoi ça peut bien ressembler,



TANCO

bataire, beau geyron, dans un lotissement du côté de la porte d'Espagne.

– Moi, je me faisais dans les 9 000 F par mois. Et ma femme, elle était puéricultrice dans une crèche à Toulouse, sa famille est de là-bas, gagnait 6 000 et des poussières. Elle est mariée, elle est mignonne, Christiane. Elle chausse du 35, moi, du 46. On se voyait les week-ends.

Ca soir-là, un 22 décembre, Jacques est allé en boîte. Edmund mange à la cuillère devant la télé. Et voilà que les numéros, leurs numéros, ça faisait quinze ans qu'ils les jouaient, commencent à tomber pareil que sur le papier. 5... 7... 17... 31... 45... 47 ! Et son père : Ça y est, cette fois, je crois qu'on a gagné ! Pas plus ému que ça. Pris de tourmente, Edmund, lui, ne sait plus où il en est. On a gagné quoi, au juste ?

– Mon père va se coucher : On verra ça demain. Moi, j'appelle ma femme : Tu travaillais plus, le Loto, on l'a... Elle a cru à une blague, et elle m'a racroché au nez : Allez, bonsoir ! J'ai pas dormi de la nuit. Je me souviens, j'étais les pieds glacés. A 8 heures du matin, il a l'annoncent sur France-Info, on est les seuls à avoir les six bons numéros. On a gagné 53 025 240 F. Je demande à mon frère : Ça fait combien, ça ? Ça fait cinq milliards trois cents millions. A la radio, ils disaient que ça représentait sept cents ans de travail. Bou Dioul Moi, je m'imagine plein de trucs, une voiture de sport, un bateau, des conneries, quoi. J'étais fou de joie.

Ils ont commencé par en donner à leur oncle, à leur tante, et à la couvine Dolly, c'est un peu leur frangine. La mère, lui, n'a rien voulu : A mon âge, qu'est-ce que j'en ferais ? Il s'est contenté d'une petite Clio. Jacques prend la direction des opérations : Bon, c'est pas tout ça, on peut pas rester à rien faire. Ils ouvrent deux magasins d'instruments

la journée d'un milliardaire ? A celle d'un homme heureux, libre de son temps, qui flânarde au lit avant de descendre prendre le café préparé par sa femme dans une belle villa toute neuve à Toulouse. Il bricole. Elle bricole. Ils y passent six mois de l'année avec leurs trois caniches neine et le même, une vieille dame abandonnée par ses enfants. Et, à Perpignan, ils occupent la maison de famille. Jacques, lui, s'est installé, avec son père, dans les environs. Elle fait 2 500 mètres carrés, sa propriété. Marié ? Non, toujours pas. Il a quelqu'un pour le ménage ? Oui, Dolly vient donner un coup de main. Et les voyages, les croisières, ça les tente pas ?

– On en a fait un, de voyage. Un voyage organisé. Quinze jours au Québec. Les Caribées ? Les îles grecques ? Non, pour quoi faire ? On a le mer à 12 kilomètres.

Et puis, avé mon beau-frère, il est employé à la mairie de Saint-Ouen, on se fait des virées, on va manger des crustacés en Normandie, on dort dans un hôtel Formule Un. Bien. Moins cher que Campanile. 130 F la chambre. Et on sort encore assez souvent, on va au restaurant. Il y en a de très bons, par ici. Je vous recommande le Vieux Feuill, à Albi. Avé le menu à 110 F, vous allez vous régaler.

Je m'étonne. Ils ne font donc jamais de folies ? Que si ! A Toulouse, ils ont la chemise, le salon en cuir vert sombre, la piscine dehors, le vélo VTT, mais il s'est pris une gamelle, alors il le sort plus. Et à Perpignan, où il a tout retapé lui-même de la cave au grenier, il ne manque de rien.

– On fait attention. Ils sont durs, les temps. L'argent, ça file vite, et les gens, pour vous faire couler, ils sont bons ! Remarque, ce geyron, vous savez, celui qui vient de décrocher le gros lot, sa fortune, s'il le gère bien, il peut s'en sortir !



هذه من لاصم

• Le Monde • Samedi 15 mai 1993 15

# LE FESTIVAL DE CANNES 1993

SELECTION OFFICIELLE / MA SAISON PRÉFÉRÉE d'André Téchiné

## Un entretien avec le réalisateur

« Filmer ce qui se passe entre les gens »



Dès le premier jour, des revendications. Le cinéma est vivant et entend le rester. Le CNC, à Paris, est occupé par des techniciens menacés, et sur la Croisette, le président du jury, Louis Malle, manifeste sa solidarité. Le nouveau ministre de la culture, Jacques Toubon, donne un dîner, voilà pour la tradition. La cérémonie d'ouverture, c'est toujours pour la télévision, mais le film inaugural d'André Téchiné soulève l'émotion. On découvre François Truffaut à travers ses Portraits volés par Serge Toubiana et Michel Pascal. Et Agnès Varda, dans un « collage » plein de bonheur et de mélancolie, revient à Rochefort sur la trace des Demoiselles...

### JOUR ET NUIT

#### Téléphagie

par Michel Braudeau

Dans une de ses sanglantes et droletiques lettres à Gaston Gallimard, son éditeur, Louis-Ferdinand Céline jatait en conclusion une injure nouvelle qu'il venait d'inventer : « Télévisé ». Le mot, alors tout vibrant de modernité, s'est depuis enfié considérablement, sans contrôle. A Cannes, on peut l'appliquer à tout la mander, le temps du festival. Avant la cérémonie d'ouverture, un petit plaisir est de s'installer dans la grande salle et de regarder sur un écran le film vidéo des invités qui montent les marches au même instant. On dirait qu'ils sont des millions, au bout d'un moment. Parce que certains redécouvrent l'essentiel pour en montrer une deuxième fois. Parce que la règle repasse la copie à plusieurs reprises.

On peut admirer le ruban de Lio, en papier à salade, le beau Vendémme bardé de ruban rouge comme un taureau orné, les Bahringer père et fille, très simples. Le ministre Trubon un peu tendu au départ. Sur scène, dans un décor médiocre néo-hellénisant, appuyé sur une demi-couronne tronquée, le président du jury écoute avec bienveillance quelques éloges à son sujet et le fidèle Jeanne Moreau déclare que « Louis Malle est un type épatant ». C'est vrai. Un petit hommage à Dino Bisi et on était prêt pour le Téchiné, Ma saison préférée.

Hélas, c'était compter sans le télé qui avait eu besoin de ce décor grec et lumineux pour nous mettre en valeur. Il fallut vingt minutes et cinq hommes pour venir à bout de le enlancer, de la maquette, des rideaux noués par d'innombrables leçons. Vingt minutes entre « Intervilles » et « Hellzapoppin », où patiemment plus de mille spectateurs, un ministre et quelques douzaines de célébrités ont attendu que la monstre cathodique achève de les manger tout crus. Après quoi la Téchiné s'est déroulée, majestueuse, superbe. Tout de même un film à deux Lexomy. Et tout le monde s'est retrouvé plein d'appétit au dîner du ministre, plutôt requinqué, lui aussi, on ne sait comment. Magie cannoise.

« Depuis le Lieu du crime, vous voulez tourner à nouveau avec Catherine Deneuve. » Catherine est une actrice que j'ai envie de retrouver régulièrement. Elle représente à mes yeux un sujet indépassable, malgré le nombre incalculable de films dans lesquels elle a tourné. Sa réserve est comme une mine dans laquelle un cinéaste peut puiser sans cesse. D'autres acteurs sont très performants mais atteignent un plafond et restent à ce niveau.

« Mon autre désir était de la filmer aux côtés de Daniel Auteuil. Il est pour moi le seul véritable acteur de composition masculin du cinéma français, le seul qui ait un véritable don de métamorphose. Il n'impose pas sa présence, c'est un acteur sérieux. Tout deux ont en commun cette légèreté, et la vitesse d'exécution. »

« Le ebois du sujet d'est venu qu'après. J'ai alors fait comme si Catherine Deneuve et Daniel Auteuil n'existaient pas, et je me suis décidé pour un sujet qui me tenait à cœur, cette histoire de frère et sœur. Le cinéma, si prolifique sur les rapports entre mari et femme, ne s'intéresse guère à cette relation. Les frères et sœurs sont les grands exclus du roman familial. Je m'intéresse aussi aux collatérales, ce monde des solitaires et des solitudes qui sont à la fois choies et contestées. Je m'intéresse aux gens qui n'arrivent plus à s'identifier à leur famille, qui n'arrivent plus à jouer le rôle que la société leur impose. »

« Faire de Daniel Auteuil et Catherine Deneuve un frère et une sœur, enfants de Morthé Villalonga, n'est pas évident. »

« C'est un défi. J'ai imposé la situation sur un coup de force. »

« Vos retrouvailles avec Catherine Deneuve ont lieu dans votre Sud-Ouest natal, la région du Lieu du crime. »

« Chaque cinéaste est tributaire

d'une lumière particulière. Moi, j'ai appris à voir le monde et les gens avec la lumière de fin d'après-midi d'été, quand les choses prennent leur vraie valeur. La lumière du soir, de l'étendue et du silence. Il me semble que Catherine Deneuve est l'émulation de cette lumière, qu'elle lui correspond naturellement. Même si, dans d'autres films, elle a paru correspondre exactement à tant d'autres univers, ceux d'autres cinéastes. Dans Ma saison préférée, Catherine Deneuve se rend compte que sa valent d'être adulte entre un rêve auquel elle n'a rien compris. Et le personnage de son frère lui tend un miroir dangereux. Elle a peur de lui. Il a peut-être fait tout ce qu'elle n'a pas fait, dit tout ce qu'elle n'a pas dit. Comme dit Cathy de Heathcliff dans les Hauts de Hurlevent : « Il est encore plus moi-même que je ne le suis. » C'est pourquoi ce lien avec son frère est beaucoup plus fort qu'avec son mari ou avec la famille qu'elle s'est fabriquée. Cela la touche au plus profond de son identité. »

### Le temps est le vecteur de l'histoire

« Votre film est, d'une manière particulière, une interrogation sur le couple, sur le fait d'être deux. »

« J'essaie toujours d'explorer ce qui se passe entre les gens : le cinéma me semble plus apte à étudier cela que, par exemple, le roman. Les gens ne sont jamais « collés ensemble », il y a une distance, qui ne cesse de bouger. Je ne veux pas seulement montrer les choses, mais aussi l'air entre ces choses. C'est pourquoi je filme en

format scope, qui permet de mieux montrer cet espace. »

« Pour la première fois, vous avez utilisé deux caméras. »

« J'ai eu l'impression d'avoir acquis trop de maîtrise avec une seule caméra, alors que j'ai toujours voulu que mes plans n'aient pas un caractère définitif ou fatal. Or, même si j'essayais de faire jouer les acteurs de manière instinctive, le plan ne l'était plus, je contrôlais trop. Et je me sentais prisonnier d'un regard unique. J'ai donc décidé de rompre l'autorité de cette vision monoculaire. En tournant avec deux caméras, je ne savais jamais quelle prise de vues serait finalement choisie, j'échappais à la loi du regard unique. »

« Cela donne beaucoup plus de liberté au film. Evidemment, le montage a été particulièrement long. A partir de ce qu'a enregistré chaque caméra, j'aurais pu monter deux longs métrages, avec les mêmes scènes filmées différemment. Le montage a donc été un travail de sélection à part entière. Le choix d'une vision ou de l'autre ne s'imposait jamais avec évidence. La mise en scène y gagne un caractère inachevé, à mes yeux vraiment stimulant. »

« Le film contient une multitude de petites histoires tournant autour de l'intrigue centrale. »

« En effet, il n'y a pas à proprement parler d'action. Ainsi, les sentiments apparaissent dans tout leur relief. Mais je tenais à ce que les trois âges de la vie soient présents. Le temps est le vecteur de toute cette histoire. Les personnages sont perdus dans le temps, ils se savent plus de quoi ils sont contemporains. Cette idée de perte d'équilibre dans le temps me paraît toucher de très près le cinéma. »

Propos recueillis par JEAN-MICHEL FRODON

humour cassée, de banquier grinçant, Daniel Auteuil. Il ne faut pas oublier Chiara Mastroianni, qui joue la fille de Catherine Deneuve : elle a une présence lumineuse et timide, la modestie de son hérité (1), une franchise rare.

A la fin de Ma saison préférée, elle dit une chanson, elle ou a oublié la mélodie. Elle dit : « Mais où est donc l'ami que je cherchais. » Et votre propre enfance, snuëin, vous pique les yeux.

DANIELE HEYMANN

(1) Chiara Mastroianni est, dans la vie, la fille de Catherine Deneuve et Marcello Mastroianni.

► Sortie sur les écrans le 14 mai.



THÉRIY ARDITI POUR LE MONDE/POLAROID

**VARDA 66** Le film avait la grâce, on avait repointé mille volets de la sévère cité de Rochefort, at d'aux très jeunesactrices, Catherine Deneuve et Françoise Dorléac, deux sœurs, « des beautés naturelles exagérées », selon Agnès Varda, allaient chenter pour l'éternité : « Nous sommes deux sœurs jumelles/ nées sous le signe des gémeaux/ mi fa sol ré mi ré... » Vingt-cinq après, Agnès Varda est revenue à Rochefort, invitée par la municipalité, qui n'a jamais oublié ce coup de soleil « en-chanté » sur leur villa. Il y avait une cérémonie sous la pluie, on inaugurerait l'avenue Jacques-Demy et le place Françoise-Dorléac. Cela aurait pu, cela aurait dû être funèbre. Mais la grâce continuait, la nostalgie, la mélancolie, se reprenaient de rose, de bleu, comme les vieux volets. Alors Agnès Varda, a décidé de célébrer, elle aussi, de faire tourner le manège à l'envers. Et voilà, les Demoiselles ont eu vingt-cinq ans, mieux qu'un documentaire, un collage inspiré et affectif. Elle a retrouvé d'abord les images qu'elle avait saisies pendant le tournage – elle en avait à l'époque commencé le montage. Elle travaillait dans le noir, sur un gros plan de Françoise Dorléac, lorsque le téléphone l'avertit de l'accident... Elle rallume la lumière, pour toujours, croyait-elle... Mais cinq ans ont passé, elle a changé, les répétitions, les sœurs qui rient, le chapeau, Demy si beau et son sourire d'ailleurs, Gene Kelly tout râblé et Jacques Perrin décoré. Voici Daniella Darriau, aussi jeune que ses « filles »... Agnès Varda a ensuite ajouté des extraits du film même, des documents, des interviews, tout cela collé léger, intime, familial. Puis elle a retrouvé les « ex-enfants » qui avaient tourné. L'un d'eux avait onze ans, la fantaisie de Demy lui avait donné comme mère une adolescente de quinze ans. Ils se sont rencontrés par hasard, plus tard, « en embauchant dans la même usine ». Et se sont mariés. « J'ai épousé ma petite maman », dit le monsieur à lunettes.

D. H.

► En sélection officielle dans la section Un certain regard le 14 mai, et le 19 mai à 22 heures sur France 2.

## La confusion des sentiments

Suite de la première page

L'extraordinaire réussite du film d'André Téchiné est qu'il part de quelques vices particuliers, d'une famille ordinaire, d'un événement qui se résume à trois lignes dans le carnet du jour d'un journal du Sud-Ouest, et qui, cependant, est à chacun qu'il s'adresse, à chacun qu'il renvoie à ses remords enfouis, à ses chagrins inavouables. On n'a pas mis sa vieille mère à l'asile. Soit, mais il y eut tant d'autres lâchetés, tant d'autres abandons...

Pour toucher à ce point, pour émuvoir ainsi, Téchiné a réuni, il est vrai, des comédiens exceptionnels, si complètement différents et

qui, par une sorte de courage, de volonté heureuse parviennent à se compléter, à devenir une famille plausible, possible.

### Votre propre enfance vous pique les yeux

Catherine Deneuve, prnehe comme elle ne le fut jamais, qui se livre et s'expose, qui fait passer beaucoup de belle anxiété, de solitude intendant. Martine Villalonga, extraordinaire de bout en bout, bloc de reproche et d'humanité, refusant tout pathétique, formidable. Et, le meilleur peut-être dans l'incroyable variété de son jeu, dans ses élans de banne

UN CERTAIN REGARD / PORTRAITS VOLÉS de Michel Pascal et Serge Toubiana

## Truffaut, l'inconnu de la chambre verte

« Ne pensez pas que vous l'avez perdue, pensez que, maintenant, vous ne pouvez plus la perdre. Consacrez-lui toutes vos pensées, tous vos actes, tout votre amour. Vous verrez que les morts nous appartiennent et nous acceptons de leur appartenir... Nos morts peuvent continuer à vivre. »

Ainsi parlait Julien Davenne, personnage principal de la Chambre verte, que François Truffaut tourna en 1977. Il s'adresse à Gérard Mazet (Jean-Pierre Monnin), qui vient de perdre sa jeune épouse et auquel il veut donner une autre consolation, une autre espérance que celle de l'église. François Truffaut est l'interprète de Julien Davenne.

Il se sera impliqué directement – au physique et au moral – trois fois dans ses films : pédagogue de l'Enfant sauvage, metteur en scène de la Nuit américaine, journaliste gardien du souvenir dans la Chambre verte, œuvre admirable et énigmatique sur le rapport des morts aux vivants, sur l'exigence de l'amour et le refus de se résigner à la disparition des êtres chers.

Pour Davenne-Truffaut, les morts – nos morts – restent vivants et proches tant qu'on se souvient d'eux et qu'on leur conserve de l'affection.

Depuis sa mort, le 21 octobre 1984, François Truffaut est resté vivant pour sa famille, ses proches, ses amis, son public, pour ceux qui l'ont connu, ou découvert lors des

reprises de ses films, pour ceux qui l'ont aimé et même pour ceux qui ne l'appréciaient guère : le souvenir, entretenu par les hommages, les articles, les livres à lui consacrés, les films, a été le plus fort. Aujourd'hui, le film de Serge Toubiana et Michel Pascal prend une étrange résonance. Tout en entretenant cette flamme du souvenir qui ne s'est jamais éteinte, il délivre du cinéaste et de l'homme une autre image, qui était peut-être bien cachée au cœur de la Chambre verte, dans la pièce-musée de la maison de Julien Davenne, et dans la chapelle tapissée de photographies, éclairée par des cierges.

Composé d'entretiens, de commentaires, de photographies et d'extraits de films, ce François Truffaut ressemble à ces portraits-souvenirs auxquels la télévision nous a, de longue date, habitués. Mais ce n'est pas de la télévision.

C'est un essai cinématographique sur la mémoire et la vérité qui, au lieu de passer par la fiction, emprunte la forme du documentaire. Tous ceux qui parlent ici de François Truffaut (soutille de s'étoiler de certaines absences, dont les raisons n'appartiennent qu'aux intéressés) sont les « porteurs vides » du titre, à trois ou quatre interventions anecdotiques près.

Ils se révèlent eux-mêmes, au rythme d'un montage qui procède par associations d'idées et de libérés, pour mettre au jour

l'image longtemps cachée de Truffaut, motif plutôt que modèle de cette démarche originale. Il y a Robert Lachenay, le compagnon d'enfance et d'adolescence, qui n'a pas été gâté par l'existence, à ce qu'on peut deviner. Claude Chabrol, cinéaste contempteur de la bourgeoisie, qui a pris des airs de gentleman-farmer et qui, avec humour et un peu d'émotion, rappelle les efforts que fit Truffaut, enfant de la place Clichy à Paris, pour passer par la délinquance, pour acquérir les signes extérieurs de la réussite bourgeoise; Eric Rohmer, stupéfait de trouver des scénarios de lui dans un carton d'archives des Films du Carrosse (la société de production de Truffaut) et racontant une rencontre avec lui comme si c'était une scène d'un de ses contes muraux.

### Ils ne nous en seront que plus chers

Il y a Jean Gruault pour le travail de scénariste, Janine Bazio pour la famille spirituelle du jeune François, Claude de Givray, Marcel Berbert et Gérard Depardieu, qui dit : « Je n'ai pas vécu avec lui, c'est dommage parce que j'aurais bien voulu être une femme, pour comprendre, pour savoir... » Comprendre, savoir : cela revient, au-delà de la statue officielle, à Madeleine Morgenstern qui fut sa épouse, à ses filles Ewa et Laura Truffaut, à Françoise Arnaud, sa der-

nière actrice, sa dernière compagne. On se souvient alors du livre d'Anne Gillain, François Truffaut, le secret perdu, paru chez Hatier (le Monde du 1<sup>er</sup> août 1991). On y avait suivi, à travers les films, la piste de l'enfant illégitime, obéissant par l'image de la mère qui ne l'avait pas désiré. Et voici que le vrai détective privé de Baisers volés canifie le résultat d'une enquête demandée par Truffaut pour rechercher son véritable père.

Cet homme, à présent disparu, était juif et habitait Belfort lorsque le détective le retrouva. Mais son image demeure invisible. Un témoignage rapporte les impressions de Truffaut épiant la porte de l'inconnu, la nuit, dans une rue de Belfort, et ne voyant passer qu'une ombre sans oser l'aborder.

« C'est dommage, constate Ewa Truffaut, nous portons un nom qui n'est pas le nôtre. » Tout le monde rêvera là-dessus comme sur un roman, mais c'est la vie. Lorsque, pour terminer, Françoise Arnaud, tout en jouant son personnage public, analyse la part de féminité qu'il y avait chez le metteur en scène de la Femme d'à côté, il o'y aurait plus, logiquement, qu'à revoir tous les films de Truffaut, comme autant de portraits maintenant placés sous un éclairage différent.

Ils ne nous en seront que plus chers.

JACQUES SICLIER

► Sortie sur les écrans le 14 mai.

PREMIERES - 50% DU 21 AU 28 MAI  
PALAIS ROYAL  
NADA THEATRE  
pour 50 représentations exceptionnelles  
**UBU**  
d'après Alfred JARRY  
A PARTIR DU 21 MAI  
BABETTE MARSSON  
GUILHEM PELLEGRIN  
On pense à l'histoire « petite histoire des genres » des années 50, au burlesque du temps de la Compagnie Grégoire-Hussnot. Une image à la Daurès d'un couple uni pour le meilleur et pour le pire...  
C. Godard Le Monde  
Cette adaptation est d'une liberté farouche et jubilatoire. Ici, le théâtre a du poids, du relief, de la couleur. B. Marsson et G. Pellegrin ont beaucoup de talent, une burlesque réussie.  
M. Thébaud Le Figaro  
LOCATION 42 97 59 81

Centre formation professionnelle, avocat.  
**C.F.P.A.**  
Préparation intensive  
4 semaines, du 13 août au 17 septembre  
Inscriptions avant le 14 juillet  
**CEPES**  
42, avenue Bosquet, 75007 PARIS  
(1) 45-50-28-28



# CULTURE

## CINÉMA

### Retour de flamme

Le Centre national du cinéma occupé par les professionnels inquiets du marasme des industries techniques

Le cinéma semblait déjà tout entier parti pour sa transhumance annuelle vers le Croisette, les derniers bouillottes, les bagages, et leurs dossiers. Parmi eux, Dominique Wallon, directeur général du Centre national du cinéma (CNC), s'apprêtait à quitter le rue de Lubac pour assister à la soirée d'ouverture, quand trois cents techniciens et réalisateurs ont fait irruption dans l'immeuble du CNC.

Annouçant leur intention d'occuper les lieux, les manifestants, proches de la CGT, ont fait connaître leurs revendications : la gel de la démolition des studios de Boulogne-Billancourt et de celui de la vente du laboratoire LTC. Ils réclament par ailleurs une renégociation des accords de coproduction, qui selon eux ne protègent pas suffisamment contre le piratage des producteurs à l'extérieur de la France, là où les salaires et les charges sont moins élevés. Au même moment, à Cannes, une porte-parole des occupants faisait connaître les mêmes revendications, en prélude à la conférence de presse du jury.

L'occupation du CNC (pour la première fois de son histoire) manifeste l'inquiétude croissante des professionnels face à la baisse d'activité des studios de tournage, symbolisée par la fermeture et la destruction des installations historiques de Billancourt - même si le représentant, le Général des eaux, et la municipalité ont pris des engagements pour les remplacer, au moins en partie. Inquiétude aggravée par la récente annonce de la mise en liquidation de l'un des deux derniers grands laboratoires français, LTC.

Dominique Wallon a répondu aux manifestants que le CNC cherchait une solution au problème de LTC - l'unique proposition de reprise venant jusqu'à présent de son concurrent Eclair, mais au prix de licenciements massifs, - assuré que les pouvoirs publics étudiaient d'ores et déjà des mesures de soutien aux industries techniques et aux studios, soulignant que 106 semaines de tournage s'étaient effectuées en studio en 1992 et qu'il suffirait de vingt semaines de plus pour assurer leur viabilité. Il a annoncé avoir organisé à ce sujet une rencontre entre producteurs et responsables de studios la semaine dernière. M. Wallon a d'autre part plaidé que les accords de coproduction constituent la meilleure protection envisageable contre les délocalisations «sauvages».

Avant ensuite d'être à quitter l'immeuble du CNC, Dominique Wallon a fait le voyage de Cannes en compagnie de Jacques Toubon, qui devrait annoncer prochainement de nouvelles mesures en faveur des industries techniques. Peu avant la cérémonie d'ouverture du Festival, une délégation de manifestants a été reçue par son président, Pierre Viot, en présence d'Elizabeth Fury Hébrard, conseiller du ministre de la culture pour le cinéma. Prenant acte de la volonté du ministre de reprendre l'étude de tous les dossiers chauds, et de se dévouer de recevoir une délégation des syndicats dès dimanche matin, les manifestants ont levé le siège à 20 heures, jeudi.

J.-M. F.

## MUSIQUES

### « Médée » poussée à bout

L'équipe qui mena « Aty » au triomphe tente de renouveler le miracle

CAEN

de notre envoyée spéciale

Comme les belles femmes, les œuvres musicales ne peuvent donner que ce qu'elles ont. Mise en scène par Jean-Marie Villégier, défendait musicalement par William Christie - l'équipe qui mena *Aty* de Lully au triomphe dans le monde entier, - la *Médée* de Marc-Antoine Charpentier constituait sans conteste l'événement lyrique le plus attendu de l'année. Osons écrire qu'elle a déçu, qu'elle a par instants ennuyé, que la somptuosité de sa résurrection scénique, si elle poussait l'œuvre dans ses retranchements, et tentait de lui faire rendre tout son suc, ne tournait pas toujours à plein régime et pliait, comme une voiture de course coincée sur une route départementale.

Son trajet ne fait heureusement que commencer. Créée au Théâtre de Caen mercredi 12 mai et reprise trois fois dans cet établissement, la production passera par Strasbourg avant d'atteindre, pleinement rodée, l'Opéra-Comique à Paris. Rien ne fera cependant de cette *Médée* du bon théâtre, du théâtre qui marche droit, avance vite et traite son propos avec clarté. Rien n'empêchera que, musicalement, *Médée* languisse souvent, garde presque constamment un caractère ornemental, trahisse derrière d'extrêmes raffinements une sorte de mollesse pateline, de sentimentalité contournée, de langue française. Charpentier n'est pas Lully, pardon pour la tautologie. Mais le second avait cette rapidité d'esprit, ce goût de la clarté que l'on attribue généralement au génie français, il avait aussi l'ambition, et donc cette force vitale qui insuffle le succès. De Charpentier, on ne sait rien, sinon qu'il fut précisément éclipé par Lully et qu'il s'en plaignait.

Est-ce trop prendre à la lettre cette fameuse rivalité ? Il y a dans

*Médée* - comme d'ailleurs dans le très curieux *David et Jonathan*, également exhumé par Christie - des signes de régression transposés en musique, presque des accents dépressifs. Les meilleures idées tournent court, les rythmes, fussent-ils destinés à la danse, s'assoupissent, les audaces semblent s'excuser d'exister, comme ces fins d'actes III et V qui tombent comme un couperet sur une galopade de violons. C'est magnifique. Mais on dirait que Charpentier a peur de cette violence - elle est pourtant inscrite dans son sujet - et qu'il y sacrifie contraint et forcé par le livret. Cela donne à *Médée* une indéniable, bien qu'anecdotique singularité.

Le livret est de Thomas Corneille. Bien des ennemis viennent de lui. Car si le prologue est, selon la loi du genre, mortel, le premier acte tétone autour de l'essentiel (le renversement d'alliance de Jason qui, après avoir dû son pou-

voir à Médée, s'apprête à en jouer auprès de Créuse, fille de Créon); le second acte est à peine plus creusé côté psychologie mais case quelques morceaux obligés (intervention de l'Amour, ballet); à l'acte III, enfin, Médée entre en tragédie, crie sa passion bafouée et convoque les démons : on se croit sur la bonne voie, le ton juste est trouvé.

#### Entre galanterie et convention

Meis l'empoisonnement de Créuse par la robe ensorcelée, et l'estocade de Jason par la mise à mort de ses enfants doit encore occuper deux grands actes. Le quatrième bagueuse à nouveau entre galanterie et convention (ballet des apparitions et sommeil de Créon). La dernière étape condense toutes les horreurs accélérées : curieuse façon d'exploiter tout de

même le drame le plus sanguinolent de la mythologie grecque.

Jean-Marie Villégier a décidé de remettre de l'ordre dans tout ça par une métaphore visuelle solidement antithétique : d'abord le grand soleil des fastes versaillais puis, après le tournant de l'acte III, les mystères enténébrés des masses noires et des sacrifices rituels. Le décor de Carlo Tommasi a l'avantage d'être unique, géométrique (conformément au caractère éclairci de la mise en scène) et de se métamorphoser selon sa luminosité. C'est, en fait, comme dans *Aty*, une moitié de boîte à trois portes, ce qui permet de faire entrer et sortir sans cesse choristes et figurants comme si, à l'extérieur, une foule immense occupait un espace démesuré. Une galerie à mi-hauteur ébrée des jeux de scène et des apparitions en contrepoint, comme le ferait un accompagnement musical.

Eclairée au maximum, la boîte est une chapelle, un salon d'apparat meublé de banquettes. Au fur et à mesure que le drame se noue et que les lumières s'assombrissent, on a l'impression que l'espace rétrécit, que les personnages évoluent au fond d'un puits. Le revêtement de briques rouges, fort peu versaillais, lui, veut peut-être rappeler tout ce que la musique de Charpentier doit à l'influence italienne. Les costumes de Patrice Canehetier sont royaux, il y en a trop. La chorégraphie de Béatrice Massin n'est pas assez affirmée comme intermède visuel. La distribution est dominée de très loin, de trop loin par la Médée survoltée de Lorraine Hunt (la Donna Elvira de Peter Sellers). Le ténor Mark Padmore affadit cruellement l'image que chacun se fait du héros de la Toison d'or. Les autres chanteurs trahissent la même fragilité vocale et dramatique. L'impression vous prend fugitivement que ces beaux costumes sont vides et qu'ils composent les tableaux vivants d'une reconstitution archéologique. La direction sophistiquée jusqu'au manichéisme de William Christie n'est peut-être pas étrangère à ce sentiment.

ANNE REY

Prochaines représentations : le 15 mai à 19 h 30, le 16 à 15 h 30, le 17 à 18 h 30, le 18 à 15 h 30, le 19 à 18 h 30, le 20 à 15 h 30, le 21 à 18 h 30, le 22 à 15 h 30, le 23 à 18 h 30, le 24 à 15 h 30, le 25 à 18 h 30, le 26 à 15 h 30, le 27 à 18 h 30, le 28 à 15 h 30, le 29 à 18 h 30, le 30 à 15 h 30, le 31 à 18 h 30. Répétition à Strasbourg : du 25 au 29 mai, tél. : (06) 88-76-48-00, à Paris, Opéra-Comique : du 15 au 30 juin (double distribution). Tél. : 42-97-58-64. L'enregistrement de *Médée* sous la direction de William Christie à la tête des Arts florissants existe en trois disques compacts chez Harmonia Mundi.

### Leonard Cohen, la noirceur du timbre, la beauté des mots

Le chanteur canadien a commencé à Paris une tournée européenne

LEONARD COHEN

au Zénith à Paris

Comment espérer rendre intime un hangar d'aviation ? Comment percevoir le murmure de celui dont on ne distingue pas les traits ? Pourquoi Leonard Cohen, qui, depuis vingt-cinq ans, cultive des jardins secrets, se produisait-il à Paris, au Zénith, jeudi 13 mai ? La foule présente (six mille spectateurs tous assis) justifiait-elle cette petite trahison ?

Le public - rarement moins de treize ans, souvent plus de quarante - fait d'abord une longue ovation à l'artiste canadien et à ses huit musiciens, tous élégamment vêtus de noir. Techniciens compétents, mais sans finesse, les instrumentistes exécutent Leonard Cohen avec le conformisme d'un orchestre de variétés. Synthétiseurs impersonnels, guitares redondantes l'éloignent encore du public. Si sur ses derniers disques (*I'm your man* ou *The Future*) l'électronique prenait le pas sur l'acoustique, il la dominait même la gaucherie de certains arrangements semblait l'attachante manifestation de son ironie. Sur scène, malheureusement, sa voix, à présent d'une profondeur sépulcrale, batteille souvent sous succès contre les fautes de goût. Seule la beauté des chœurs féminins (quelque très systématiquement) et un violon - rappel de ses origines slaves - accrochent un peu d'émotion.

A l'entracte, un malaise perceptible paralyse l'enthousiasme du début, d'autant plus frustrant que Leonard Cohen se fait rarissime. Mais il revient, seul, guitare en bandoulière, et retourne la situation. Avec *Avant*

d'abord, tiré de *Songs of Love and Hate* (1971), un de ses disques les plus sombres. Puis *Suzanne*, sa chanson fétiche. *Power of a Song* enfin, accompagné d'une puissante boîte à rythme et d'un orgue minimaliste. Dans le dévouement, il a retrouvé sa cruauté mordante, son désespoir distingué. Cette lucidité qui a fait qu'une nouvelle génération d'artistes de rock (REM, Fries, House of Love) lui a rendu hommage, il y a deux ans avec la compilation *I'm your man*.

On craint le pire quand reviennent les musiciens. Mais, comme éclairés, eux aussi, par cette façon de se ressembler autour du chanteur, méritent mieux en valeur la noirceur de son timbre et la beauté des mots qui font de Leonard Cohen un des grands poètes contemporains. *Joan of Arc*, *I'm Your Man*, *Sister of Mercy* redonnent au Zénith une dimension humaine. Sur *Closing Time*, un des titres de son dernier album, le public se lève, envahit les allées, pour se planter, bras tendus, devant cette figure paternelle.

STÉPHANE DAVET

Tournée en mai : Madrid le 16, Bologne le 18, Milan le 19, Zurich le 21, Genève le 22, Berlin le 25, Hambourg le 26, Francfort le 27, Munich le 28, Cologne le 29, Vienne le 30. *The Future*, 1 CD Columbia, distribution Sony 4724982.

## WEEK-END D'UN CHINEUR

### Le compas et l'équerre

Les franes-maçons occupent également un secteur particulier du marché de l'art, où se négocient des objets marqués de leurs symboles. Nul doute qu'ils viendront nombreux à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) samedi soir 15 mai, pour la vente d'une partie de la collection d'André Labey, haut dignitaire du Grand-Orient de France entre les deux guerres.

Les plus anciennes pièces maçonniques remontent au dix-huitième siècle, date de la création des différentes loges. De cette époque, on trouve notamment une suite de sept gravures, dites de Gabanon, qui illustrent les étapes successives de l'initiation à la maîtrise. Datée 1745, cette série extrêmement rare est estimée entre 20 000 et 25 000 francs. Au cours du dix-neuvième siècle, la production d'objets artistiques tend à se rarifier, et correspond à une volonté de sobriété et de démocratisation du mouvement. De cette seconde période, des objets de toutes sortes sont accessibles entre 500 et 2 000 francs : bijoux, montres, écrans, épées... Une bibliothèque maçonnique d'environ trois cents volumes passe aux enchères la même soir, avec des fourchettes d'estimation entre 300 et 5 000 francs.

CATHERINE BEDEL

#### Ici et là

Paris

● Samedi 15 mai

Drouot-Richelieu, 11 heures et 14 heures : collection du Dr. Gachet, estampes, dessins ; 14 h 20 : alcool, automobile, aviation. Drouot-Montaigne, 11 heures : vente sur le thème de l'horlogerie ; 14 h 30 : montres, montres-bracelets.

● Dimanche 16 mai

Drouot-Montaigne, 20 h 30 : instruments de musique.

Ile-de-France et environs

● Dimanche 16 mai

Auxerre, 14 h 30 : tableaux et sculptures modernes ; Chartres, 11 heures : collection de chaussures en trompe l'œil ; 14 heures : mobilier, objets d'art ; Corbeil, 10 heures et 14 heures : flacons de parfum ; Fontainebleau, 14 h 30 : automobiles de collection ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Provins, 14 heures : archéologie.

Ph. D.

Marquez des points sur Europe 2 vous gagnerez des kms sur Air France

Un billet d'avion A.R. pour 2 personnes à gagner tous les jours. Pour jouer téléphonez au 36.68.3002 (2,19 F la minute.)

PROGRAMME Europe 2

AIR FRANCE //



مسجد الاملا

# AGENDA

## THÉÂTRE

**AMANDIERS DE PARIS** (43-66-42-71). Gaspard : mar., mer. (dimanche) 20 h 30.  
**ANTOINE - SIMONE-BERTRAND** (42-08-77-71). L'Amour foot : 20 h 45 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.  
**ARCANES** (43-38-18-70). L'île de la nuit et la Colombie : jeu, lun. 20 h 30 ; dim. 17 h. L'île des esclaves : mar., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 17 h.  
**ATALANTE** (48-08-11-90). Le Marin : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, mar.  
**ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET** (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Sa lettre de mariage : mar., jeu, ven., sam. 20 h 30 ; mar. 18 h 30.  
**BASTILLE** (43-67-42-14). Le Travail du pâtre : mar., mer. 21 h.  
**BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE** (40-48-90-72). Le Testament de Pantalone : 18 h 30 ; dim. 18 h. Rel. lun. Ven. : ven., sam., mar., jeu, 21 h ; dim. 17 h. Le Sage HLM : mar., jeu, ven., sam. 22 h 30.  
**BATEAU-THÉÂTRE OURAGAN** (40-46-01-24). Salle Folie-Méroux. Le Picard : 18 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Sur le dos d'un déshéant : jeu, ven., sam. 21 h ; dim. 18 h. Salle Miel. Paris accorde et à été : ven., mar., jeu, 21 h ; dim. 17 h. Rendez-vous rue Watt : ven., sam. 18 h ; sam. (dimanche) 21 h.  
**SERRY-ZÈBRE** (43-67-51-55). Case départ : dim., lun., mar. 21 h. Les Champignons de jule : dim. 20 h 30. Les Comètes dans l'air : jeu, ven., sam. (dimanche) 21 h 30. Dialogues insolents : mar., jeu, sam. 21 h 30.  
**BOUFFES DU NORD** (48-07-34-50). L'Homme qui : 20 h 30 ; sam. 18 h. Rel. dim., lun.  
**BOUFFES PARISIENS** (42-88-80-24). L'Avant : ven., sam., lun., mar., jeu, 21 h.  
**BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE** (42-38-35-53). Gals : 18 h. Rel. dim., lun. Le Médecin malgré lui : 21 h. Rel. dim., lun.  
**LA BRUYÈRE** (48-74-76-99). Temps comme temps : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim., lun.  
**CAFÉ DE LA GARE** (42-78-52-51). Les Zappes : 20 h. Rel. dim., lun. Le Graphique de Boscop : 21 h 15. Rel. dim., lun., mar. Les comédiens sont sortis : dim., lun. 20 h 30.  
**LE CARRÉ BLANC** (42-61-27-14). Novochris, Novochris, Novochris : jeu, ven., mar. 19 h 45 ; sam. 17 h.  
**CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPESTE** (42-28-38-58). Salle L. Marceau : 20 h 30 ; dim. 18 h. Rel. dim., lun.  
**CARTOUCHE-THÉÂTRE DU SOLEIL** (43-74-24-08). L'Inde : du père en fils, de mère en fille : sam., mar., jeu. 18 h 30 ; sam., dim. 15 h.  
**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-48). Elise : 21 h. Rel. dim., lun. 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.  
**CENTRE MANOAPA** (45-89-01-50). Le Jardin du miroir : ven. (dimanche) 20 h 45.  
**CENTRE MATHIS** (45-89-88-19). De l'œil au dret : ven., sam., mar., jeu. 20 h 30.  
**CITÉ INTERNATIONALE** (45-89-38-88). Alfred et George : ven., sam., dim. (dimanche) 20 h. Chez Panique : ven., sam., dim. (dimanche) 23 h. Les Tacticiens : ven., sam., dim., lun., mar. (dimanche) 21 h 30.  
**COLLEGE NEERLANDAIS** (40-78-60-00). Le Grand'Rouze : ven., sam. 20 h 45 ; dim. (dimanche) 18 h 30.  
**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-42-43-41). Les coqs se touchent à l'ado : 21 h. Rel. dim., lun.  
**COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : 21 h ; sam. 18 h, 21 h 30. Rel. dim., lun.

**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-20-08-24). L'Aide-mémoire : 21 h ; sam. 18 h. Rel. dim., lun.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHELIEU** (40-15-00-18). Le Faiseur : sam., mar. 20 h 30. Le Matéda imaginaire : dim. (dimanche) 14 h. Les Précautions ridicules : l'Empereur de Versailles : dim., mar. 20 h 30. La Serva amorosa : ven., lun. 20 h 30 ; sam. 14 h.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE THÉÂTRE OU VIEUX-COLOMBIER** (42-22-79-22). La Silence : Elle est là : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.  
**COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-22-22). Le Doux Baiser d'amour : 20 h ; dim. 14 h. Rel. dim. soir, lun. L'Épouse prudente : 21 h 15 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.  
**CRYPTÉ SAINT-SULPICE (ÉGLISE SAINT-SULPICE)** (42-84-15-14). Récits d'un palatin russe : 20 h 30 ; sam. 15 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**CRYPTÉ SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE)** (47-00-13-31). Le Cid : mar., ven. 18 h 15 ; sam., lun., mar. 20 h 30 ; dim. 17 h 30. La Lettre : mar., jeu, ven. 21 h 30 ; sam., mar. 18 h 30 ; dim. 15 h.  
**DAUNOU** (42-61-89-14). Le Cameré à l'orange : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.  
**OD-HUIT THÉÂTRE** (42-25-47-47). Baptême ou la Renaissance : ven., sam., mar., jeu, 20 h 30 ; dim. 15 h.  
**EDOUARD-VII SACHA GUITRY** (47-42-59-82). La Frouse : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.  
**ELDORADO** (42-49-80-27). Une rose au petit déjeuner : 21 h ; sam. 17 h 30. Rel. mar., dim.  
**ESPACE HÉRAULT** (43-29-86-51). Le berge est roi : ven., sam. (dimanche) 20 h. Le Glorieux halluciné : mar., mar., jeu. (dimanche) 20 h. Miroir d'un naufrage : ven., sam. (dimanche) 22 h.  
**ESPACE JEMMAPES** (48-03-32-22). Les Couleurs du film : 18 h. Les Précautions ridicules : mar., mar., jeu. 21 h. L'urgence d'aimer : ven., sam. 18 h 30 ; dim. (dimanche) 16 h.  
**ESPACE MARAIS** (48-04-91-55). L'île des esclaves : 18 h. Rel. dim., lun. Feu la maître de méduse : ven., sam. 20 h ; dim. 18 h. La Mariage de Figaro : dim. 18 h. La Mouette : sam. 21 h. Télégramme : ven. 21 h ; sam. 23 h ; dim. 18 h.  
**ESPACE PARIS-PLAINE** (40-43-01-82). Les Féloux : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dimanche) 17 h.  
**ESSAON DE PARIS** (42-78-48-42). Dialogue avec une jeune fille morte : ven., sam., mar. 20 h 30 ; dim. 15 h.  
**FONDACTION DEUTSCH-DE-LA-MOURTHIE** (45-57-44-11). Édim Pacha (Héros les pichés) : 21 h. Rel. dim., lun.  
**FONTAINE** (42-74-40-40). Le Cid des veuves : 20 h 45 ; sam., dim. 15 h 30. Rel. dim., lun., mar.  
**LE FUNAMBULE THÉÂTRE** (42-23-88-83). Le Palace : 21 h. Rel. dim., lun.  
**GAITÉ MONTPARNAISE** (43-22-16-18). Ce qui arrive et ce qu'on attend : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim., lun.  
**GRAND EDOGAR** (43-35-32-31). Mignonne, allons voir si la rose : ven., sam. (dimanche) 22 h. Une fille entre nous : ven., sam. (dimanche) 20 h 15 ; sam. 18 h.  
**GUICHET MONTPARNAISE** (47-66-51). L'été, seule la savent : 19 h. Rel. dim., lun. Personne n'est parfait : 20 h 30. Rel. dim. Fais une pause, on est dimanche : 22 h 15. Rel. dim. Qui rit le lundi, c'est toujours pe de pris : lun. 19 h.  
**HÉBERTOT** (43-87-23-23). Pymalion : 20 h 45 ; sam. 18 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim., lun.  
**HUCHETTE** (43-28-38-98). La Cantatrice chevre : 19 h 30. Rel. dim. La

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

## SPECTACLES NOUVEAUX

**CHRONIQUE D'UNE MORT** (48-87-82-48) (dim., lun.). Tourneur (48-87-82-48) (dim., lun.). 20h30 (12).  
**M'SIEUR OFFENBACH**. Tourneur (48-87-82-48) (dim., lun.). 19h12.  
**L'AVARE**. Bouffes-Parisiens (42-86-60-24) (dim.). 21h (13).  
**GUY BÉDOS ET MURIEL RDBIN**. Olympia (47-42-25-49) (dim., lun.). 20h30 (13).  
**L'ÎLE DE LA RAISON ET LA COLOMBE**. Arvane (43-38-18-70), jeu, lun. 20h30 et dim. 17h (13).  
**DIALOGUE DE BÊTES**. Saint-Maur (Théâtre Rond-Point-Liberty) (48-89-89-10), ven. et sam. 20h45 (14).  
**L'INOC : DE PÈRE EN FILS, DE MÈRE EN FILLE**. Carrouchoir-Théâtre du Soleil (43-74-24-08) (dim. soir, lun., mar.), 19h30 ; mar. et sam. 15h (15).  
**CABARET CAMI**. Combe-la-Ville (la Coupole) (84-86-89-11), mar. et mer. (dimanche) 20h45 (16).

**Leçon** : 20 h 30. Rel. dim. L'Augmentation : ven., sam. (dimanche) 21 h 30.  
**INTERCLUB** 17 (42-27-88-81). La Fesse du maître Pichelin : ven. (dimanche) 20 h 30.  
**LIÈRE-THÉÂTRE** (45-88-55-83). Encore une heure si courte : jeu, ven., sam. 20 h 30 ; dim. 18 h.  
**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Salle Roger. Blin. Le Maréchal ; Odissees : ven., sam. (dimanche) 20 h. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. L'Escalier : 20 h. Rel. dim. René Descartes, la passion d'un exilé volontaire : 21 h 30. Rel. dim. Théâtre rouge. Les Dix Commandements : 18 h. Rel. dim. La Bano : 20 h. Rel. dim. La Si Jolie Vie de Sylvie Joly : 21 h 30. Rel. dim., lun. Diderot, le fils naturel ou les Épreuves de la vertu : lun., mar., mer., jeu. 20 h.  
**MADÉLINE** (42-85-07-08). Atout cœur : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.  
**MAGIC MIRRORS** (40-03-75-78). Bistic Stories : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h.  
**MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE** (42-22-97-50). Le Mage sur le chemin parfait : mar. 18 h 30.  
**MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE DU FORUM DES HALLES)** (42-38-27-53). Le Vole dans l'ombre : 20 h 30 ; sam. 17 h 30 ; dim. (dimanche) 18 h.  
**MARIGNY** (42-88-04-41). Je ne suis pas un homme facile : 21 h ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.  
**MARIGNY (SALLE POPESCO)** (42-26-20-74). Suite royale : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.  
**MÉTAMORPHOSIS** (42-61-33-70). Méliès, le magicien de l'écran : ven., sam. 21 h ; dim. (dimanche) 15 h.  
**MICHEL** (42-85-35-02). Sexe et jalousie : 21 h ; sam. 18 h 21 h 15 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.  
**MICHDIDIERE** (47-42-95-22). Persuade : 20 h 30 ; sam. 17 h ; dim. 18 h. Rel. dim. soir, lun.  
**MOGADOR** (48-78-04-04). Les Ruines : 20 h 30 ; dim. 18 h. Rel. dim. soir, lun.  
**SAINT-GEORGES** (48-78-83-47). Une répétition pour... : ven., sam., mar., jeu. 20 h 45 ; dim. (dimanche) 15 h.  
**SENTIER DES HALLES** (42-38-37-27). A l'abordage : 20 h 30. Rel. dim., lun.  
**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-60-21-82). Glise aux... : 20 h 30. Rel. dim., lun. Improvisation : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE CLAVEL** (48-34-23-11). Le Chasseur français : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dimanche) 18 h.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (42-78-97-97). Union libre : 20 h 15. Rel. dim. Les Sacre Monseur : 22 h. Rel. dim.  
**THÉÂTRE DE OIX-HEURE** (48-06-10-17). Les Meilleures de Guy Montagné : 20 h 30. Rel. dim., lun. Vous allez rire : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN** (43-84-80-80). L'Avare : ven., sam. (dimanche) 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA LUNE-NOIRE** (43-38-70-28). Spectacle en forme de porc : mar., mer., jeu. 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI** (48-05-87-88). Belle de Mai. L'Aberration des étoiles fixes : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. The Elephant Man : lun. (dimanche) 20 h 30 ; lun. 14 h 30. Jeunes Filles peules avec peu d'expériences : ven., sam., mar., mer., jeu. 19 h 30 ; mar. 12 h.  
**RANEAIGH** (42-88-64-44). Les Enfants du silence : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**ROSAI-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Un acteur joue Bril : 20 h 30. Rel. dim., lun. L'Homme et son double : 22 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**SAINT-GEORGES** (48-78-83-47). Une répétition pour... : ven., sam., mar., jeu. 20 h 45 ; dim. (dimanche) 15 h.  
**SENTIER DES HALLES** (42-38-37-27). A l'abordage : 20 h 30. Rel. dim., lun.  
**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-60-21-82). Glise aux... : 20 h 30. Rel. dim., lun. Improvisation : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE CLAVEL** (48-34-23-11). Le Chasseur français : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dimanche) 18 h.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (42-78-97-97). Union libre : 20 h 15. Rel. dim. Les Sacre Monseur : 22 h. Rel. dim.  
**THÉÂTRE DE OIX-HEURE** (48-06-10-17). Les Meilleures de Guy Montagné : 20 h 30. Rel. dim., lun. Vous allez rire : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN** (43-84-80-80). L'Avare : ven., sam. (dimanche) 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA LUNE-NOIRE** (43-38-70-28). Spectacle en forme de porc : mar., mer., jeu. 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI** (48-05-87-88). Belle de Mai. L'Aberration des étoiles fixes : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. The Elephant Man : lun. (dimanche) 20 h 30 ; lun. 14 h 30. Jeunes Filles peules avec peu d'expériences : ven., sam., mar., mer., jeu. 19 h 30 ; mar. 12 h.  
**RANEAIGH** (42-88-64-44). Les Enfants du silence : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**ROSAI-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Un acteur joue Bril : 20 h 30. Rel. dim., lun. L'Homme et son double : 22 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**SAINT-GEORGES** (48-78-83-47). Une répétition pour... : ven., sam., mar., jeu. 20 h 45 ; dim. (dimanche) 15 h.  
**SENTIER DES HALLES** (42-38-37-27). A l'abordage : 20 h 30. Rel. dim., lun.  
**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-60-21-82). Glise aux... : 20 h 30. Rel. dim., lun. Improvisation : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE CLAVEL** (48-34-23-11). Le Chasseur français : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dimanche) 18 h.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (42-78-97-97). Union libre : 20 h 15. Rel. dim. Les Sacre Monseur : 22 h. Rel. dim.  
**THÉÂTRE DE OIX-HEURE** (48-06-10-17). Les Meilleures de Guy Montagné : 20 h 30. Rel. dim., lun. Vous allez rire : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN** (43-84-80-80). L'Avare : ven., sam. (dimanche) 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA LUNE-NOIRE** (43-38-70-28). Spectacle en forme de porc : mar., mer., jeu. 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI** (48-05-87-88). Belle de Mai. L'Aberration des étoiles fixes : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. The Elephant Man : lun. (dimanche) 20 h 30 ; lun. 14 h 30. Jeunes Filles peules avec peu d'expériences : ven., sam., mar., mer., jeu. 19 h 30 ; mar. 12 h.  
**RANEAIGH** (42-88-64-44). Les Enfants du silence : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**ROSAI-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Un acteur joue Bril : 20 h 30. Rel. dim., lun. L'Homme et son double : 22 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**SAINT-GEORGES** (48-78-83-47). Une répétition pour... : ven., sam., mar., jeu. 20 h 45 ; dim. (dimanche) 15 h.  
**SENTIER DES HALLES** (42-38-37-27). A l'abordage : 20 h 30. Rel. dim., lun.  
**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-60-21-82). Glise aux... : 20 h 30. Rel. dim., lun. Improvisation : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE CLAVEL** (48-34-23-11). Le Chasseur français : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dimanche) 18 h.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (42-78-97-97). Union libre : 20 h 15. Rel. dim. Les Sacre Monseur : 22 h. Rel. dim.  
**THÉÂTRE DE OIX-HEURE** (48-06-10-17). Les Meilleures de Guy Montagné : 20 h 30. Rel. dim., lun. Vous allez rire : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN** (43-84-80-80). L'Avare : ven., sam. (dimanche) 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA LUNE-NOIRE** (43-38-70-28). Spectacle en forme de porc : mar., mer., jeu. 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI** (48-05-87-88). Belle de Mai. L'Aberration des étoiles fixes : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. The Elephant Man : lun. (dimanche) 20 h 30 ; lun. 14 h 30. Jeunes Filles peules avec peu d'expériences : ven., sam., mar., mer., jeu. 19 h 30 ; mar. 12 h.  
**RANEAIGH** (42-88-64-44). Les Enfants du silence : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**ROSAI-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Un acteur joue Bril : 20 h 30. Rel. dim., lun. L'Homme et son double : 22 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**SAINT-GEORGES** (48-78-83-47). Une répétition pour... : ven., sam., mar., jeu. 20 h 45 ; dim. (dimanche) 15 h.  
**SENTIER DES HALLES** (42-38-37-27). A l'abordage : 20 h 30. Rel. dim., lun.  
**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-60-21-82). Glise aux... : 20 h 30. Rel. dim., lun. Improvisation : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE CLAVEL** (48-34-23-11). Le Chasseur français : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dimanche) 18 h.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (42-78-97-97). Union libre : 20 h 15. Rel. dim. Les Sacre Monseur : 22 h. Rel. dim.  
**THÉÂTRE DE OIX-HEURE** (48-06-10-17). Les Meilleures de Guy Montagné : 20 h 30. Rel. dim., lun. Vous allez rire : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN** (43-84-80-80). L'Avare : ven., sam. (dimanche) 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA LUNE-NOIRE** (43-38-70-28). Spectacle en forme de porc : mar., mer., jeu. 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI** (48-05-87-88). Belle de Mai. L'Aberration des étoiles fixes : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. The Elephant Man : lun. (dimanche) 20 h 30 ; lun. 14 h 30. Jeunes Filles peules avec peu d'expériences : ven., sam., mar., mer., jeu. 19 h 30 ; mar. 12 h.  
**RANEAIGH** (42-88-64-44). Les Enfants du silence : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**ROSAI-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Un acteur joue Bril : 20 h 30. Rel. dim., lun. L'Homme et son double : 22 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**SAINT-GEORGES** (48-78-83-47). Une répétition pour... : ven., sam., mar., jeu. 20 h 45 ; dim. (dimanche) 15 h.  
**SENTIER DES HALLES** (42-38-37-27). A l'abordage : 20 h 30. Rel. dim., lun.  
**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-60-21-82). Glise aux... : 20 h 30. Rel. dim., lun. Improvisation : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE CLAVEL** (48-34-23-11). Le Chasseur français : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dimanche) 18 h.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (42-78-97-97). Union libre : 20 h 15. Rel. dim. Les Sacre Monseur : 22 h. Rel. dim.  
**THÉÂTRE DE OIX-HEURE** (48-06-10-17). Les Meilleures de Guy Montagné : 20 h 30. Rel. dim., lun. Vous allez rire : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN** (43-84-80-80). L'Avare : ven., sam. (dimanche) 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA LUNE-NOIRE** (43-38-70-28). Spectacle en forme de porc : mar., mer., jeu. 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI** (48-05-87-88). Belle de Mai. L'Aberration des étoiles fixes : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. The Elephant Man : lun. (dimanche) 20 h 30 ; lun. 14 h 30. Jeunes Filles peules avec peu d'expériences : ven., sam., mar., mer., jeu. 19 h 30 ; mar. 12 h.  
**RANEAIGH** (42-88-64-44). Les Enfants du silence : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**ROSAI-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Un acteur joue Bril : 20 h 30. Rel. dim., lun. L'Homme et son double : 22 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**SAINT-GEORGES** (48-78-83-47). Une répétition pour... : ven., sam., mar., jeu. 20 h 45 ; dim. (dimanche) 15 h.  
**SENTIER DES HALLES** (42-38-37-27). A l'abordage : 20 h 30. Rel. dim., lun.  
**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-60-21-82). Glise aux... : 20 h 30. Rel. dim., lun. Improvisation : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE CLAVEL** (48-34-23-11). Le Chasseur français : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dimanche) 18 h.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (42-78-97-97). Union libre : 20 h 15. Rel. dim. Les Sacre Monseur : 22 h. Rel. dim.  
**THÉÂTRE DE OIX-HEURE** (48-06-10-17). Les Meilleures de Guy Montagné : 20 h 30. Rel. dim., lun. Vous allez rire : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN** (43-84-80-80). L'Avare : ven., sam. (dimanche) 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA LUNE-NOIRE** (43-38-70-28). Spectacle en forme de porc : mar., mer., jeu. 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI** (48-05-87-88). Belle de Mai. L'Aberration des étoiles fixes : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. The Elephant Man : lun. (dimanche) 20 h 30 ; lun. 14 h 30. Jeunes Filles peules avec peu d'expériences : ven., sam., mar., mer., jeu. 19 h 30 ; mar. 12 h.  
**RANEAIGH** (42-88-64-44). Les Enfants du silence : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**ROSAI-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Un acteur joue Bril : 20 h 30. Rel. dim., lun. L'Homme et son double : 22 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**SAINT-GEORGES** (48-78-83-47). Une répétition pour... : ven., sam., mar., jeu. 20 h 45 ; dim. (dimanche) 15 h.  
**SENTIER DES HALLES** (42-38-37-27). A l'abordage : 20 h 30. Rel. dim., lun.  
**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-60-21-82). Glise aux... : 20 h 30. Rel. dim., lun. Improvisation : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE CLAVEL** (48-34-23-11). Le Chasseur français : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dimanche) 18 h.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (42-78-97-97). Union libre : 20 h 15. Rel. dim. Les Sacre Monseur : 22 h. Rel. dim.  
**THÉÂTRE DE OIX-HEURE** (48-06-10-17). Les Meilleures de Guy Montagné : 20 h 30. Rel. dim., lun. Vous allez rire : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN** (43-84-80-80). L'Avare : ven., sam. (dimanche) 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA LUNE-NOIRE** (43-38-70-28). Spectacle en forme de porc : mar., mer., jeu. 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI** (48-05-87-88). Belle de Mai. L'Aberration des étoiles fixes : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. The Elephant Man : lun. (dimanche) 20 h 30 ; lun. 14 h 30. Jeunes Filles peules avec peu d'expériences : ven., sam., mar., mer., jeu. 19 h 30 ; mar. 12 h.  
**RANEAIGH** (42-88-64-44). Les Enfants du silence : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**ROSAI-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Un acteur joue Bril : 20 h 30. Rel. dim., lun. L'Homme et son double : 22 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**SAINT-GEORGES** (48-78-83-47). Une répétition pour... : ven., sam., mar., jeu. 20 h 45 ; dim. (dimanche) 15 h.  
**SENTIER DES HALLES** (42-38-37-27). A l'abordage : 20 h 30. Rel. dim., lun.  
**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-60-21-82). Glise aux... : 20 h 30. Rel. dim., lun. Improvisation : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE CLAVEL** (48-34-23-11). Le Chasseur français : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dimanche) 18 h.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (42-78-97-97). Union libre : 20 h 15. Rel. dim. Les Sacre Monseur : 22 h. Rel. dim.  
**THÉÂTRE DE OIX-HEURE** (48-06-10-17). Les Meilleures de Guy Montagné : 20 h 30. Rel. dim., lun. Vous allez rire : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN** (43-84-80-80). L'Avare : ven., sam. (dimanche) 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA LUNE-NOIRE** (43-38-70-28). Spectacle en forme de porc : mar., mer., jeu. 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI** (48-05-87-88). Belle de Mai. L'Aberration des étoiles fixes : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. The Elephant Man : lun. (dimanche) 20 h 30 ; lun. 14 h 30. Jeunes Filles peules avec peu d'expériences : ven., sam., mar., mer., jeu. 19 h 30 ; mar. 12 h.  
**RANEAIGH** (42-88-64-44). Les Enfants du silence : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**ROSAI-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Un acteur joue Bril : 20 h 30. Rel. dim., lun. L'Homme et son double : 22 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**SAINT-GEORGES** (48-78-83-47). Une répétition pour... : ven., sam., mar., jeu. 20 h 45 ; dim. (dimanche) 15 h.  
**SENTIER DES HALLES** (42-38-37-27). A l'abordage : 20 h 30. Rel. dim., lun.  
**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-60-21-82). Glise aux... : 20 h 30. Rel. dim., lun. Improvisation : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE CLAVEL** (48-34-23-11). Le Chasseur français : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dimanche) 18 h.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (42-78-97-97). Union libre : 20 h 15. Rel. dim. Les Sacre Monseur : 22 h. Rel. dim.  
**THÉÂTRE DE OIX-HEURE** (48-06-10-17). Les Meilleures de Guy Montagné : 20 h 30. Rel. dim., lun. Vous allez rire : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN** (43-84-80-80). L'Avare : ven., sam. (dimanche) 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA LUNE-NOIRE** (43-38-70-28). Spectacle en forme de porc : mar., mer., jeu. 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI** (48-05-87-88). Belle de Mai. L'Aberration des étoiles fixes : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. The Elephant Man : lun. (dimanche) 20 h 30 ; lun. 14 h 30. Jeunes Filles peules avec peu d'expériences : ven., sam., mar., mer., jeu. 19 h 30 ; mar. 12 h.  
**RANEAIGH** (42-88-64-44). Les Enfants du silence : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**ROSAI-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Un acteur joue Bril : 20 h 30. Rel. dim., lun. L'Homme et son double : 22 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.  
**SAINT-GEORGES** (48-78-83-47). Une répétition pour... : ven., sam., mar., jeu. 20 h 45 ; dim. (dimanche) 15 h.  
**SENTIER DES HALLES** (42-38-37-27). A l'abordage : 20 h 30. Rel. dim., lun.  
**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-60-21-82). Glise aux... : 20 h 30. Rel. dim., lun. Improvisation : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE CLAVEL** (48-34-23-11). Le Chasseur français : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dimanche) 1



## ÉCONOMIE

Alors que la proportion des sans-emploi dépasse les 20 %

## L'économie espagnole s'installe dans la récession

## BILLET

## Emploi et pouvoir d'achat en berne

Pouvoir d'achat en baisse au premier semestre, chômage en augmentation rapide : la note de conjoncture de l'INSEE, rendue publique vendredi 14 mai (lire ci-dessous), efface tous les stigmates qui confirmaient l'ampleur de la récession de l'économie française. Ces sismes prédictifs, qui ne prennent pas en compte les effets du plan de redressement annoncé par Edouard Balladur, ne font qu'ajouter à la difficulté de la tâche qui attend le gouvernement.

Compte tenu de l'inertie propre au marché du travail, l'évolution de l'emploi est déjà malheureusement esquissée. Les effectifs salariés, prévoit l'INSEE, diminueront de 95 000 d'ici la fin juin après une réduction de 140 000 en 1992. L'emploi total (salarié et non salarié) baisserait de 160 000 au cours du semestre, contre 100 000 sur l'ensemble de l'année dernière. Même le traitement social devrait se retourner contre le gouvernement. Multipliés par l'équipe de Pierre Bérégovoy, les contrats emploi-solidarité (CES), successeurs des TUC, seraient non seulement en baisse mais de nombreuses sorties du dispositif sont programmées avant le mois de juin. Au total, l'INSEE estime qu'il y aura 34 000 bénéficiaires de moins. Traduits en chômage, tous ces indicateurs sont catastrophiques. Par rapport à la population active, le taux augmenterait de 0,7 point et s'établirait à la fin du premier semestre à 11,2 %. Du jamais vu, qui explique que l'UNEDIC fasse l'hypothèse de 340 000 chômeurs de plus en 1993.

1993 sera également une mauvaise année pour le pouvoir d'achat. Au premier semestre, la masse des rémunérations n'augmentera guère alors que la hausse des prix devrait — notamment pour des raisons saisonnières — s'accroître. L'INSEE prévoit donc une baisse du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages au premier semestre. Celle-ci pourrait être de l'ordre d'un demi-point. La seconde partie de l'année sera-t-elle plus favorable? C'est fort peu probable.

En effet, les traitements des fonctionnaires sont désormais «gelés» et, à partir de juillet, les pensions (hausse de la CSG à 2,4 % et revalorisation des taxes sur le carburant et l'alcool) que vient d'annoncer le gouvernement seront effectives. De plus, il n'est pas exclu que la cotisation UNEDIC augmente elle aussi et il faut, de toute évidence, s'attendre à devoir bientôt dépenser davantage pour l'assurance-maladie (hausse du forfait hospitalier, moindres remboursements...). Dès lors, le pouvoir d'achat, toutes les chances de baisser en 1993. Ce serait la première fois depuis 1984...

JEAN-MICHEL NORMAND et ALAIN LEBAUDE

A trois semaines des élections générales du 6 juin, l'économie espagnole a connu, le 13 mai, un jeudi noir. La peseta a été dévaluée de 8 %. Il s'agit du troisième réajustement en huit mois de la monnaie espagnole, après ceux du 17 septembre (5 %) et du 21 novembre (6 %). Deuxième coup dur pour le gouvernement de Felipe Gonzalez, la publication des chiffres du chômage, qui marque une forte augmentation au premier trimestre avec 253 000 demandeurs d'emploi supplémentaires, ce qui porte à 3 300 000 le nombre de chômeurs, soit 21,74 % de la population active. Un record!

MADRID

de notre correspondant

Comme un malheur n'arrive jamais seul, l'inflation a enregistré une augmentation de 0,4 % en avril. Ce chiffre porte le taux annuel à 4,6 % alors que les trois derniers

mois avaient permis d'enregistrer une baisse faisant passer le taux annuel de 5,4 % à la fin 1992 à 4 %. Une mauvaise surprise pour Carlos Solchaga, ministre de l'économie et des finances, qui espérait bien terminer ses fonctions en ayant dompté un des maux de l'économie espagnole. Seul reconfort dans ce tableau noir, la baisse de 1,5 % du taux directeur de la Banque d'Espagne (de 13 % à 11,5 %), possible en raison de la nouvelle parité de la peseta, va permettre d'apporter un peu d'air frais aux entreprises.

Ce triple malheur n'arrange pas du tout les affaires du gouvernement sortant et du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) actuellement au coude à coude, dans les sondages, avec le Parti populaire (droite) de José María Aznar. Pourtant, le chef de l'exécutif, Felipe Gonzalez avait, la veille encore, assuré qu'il ne fallait pas s'alarmer en ce qui concerne la peseta et que l'Espagne était en train de «coordonner sa défense avec les autres pays européens». Le 23 avril déjà, la Banque d'Espagne avait eu besoin du soutien de six banques centrales européennes pour défendre la monnaie espagnole contre des attaques de plus en plus pressantes.

M. Gonzalez espérait que ce soutien et notamment celui de la France permettrait de faire face à la situation jusqu'au scrutin du 6 juin.

## Niveau des réserves au plus bas

La pression a été trop forte. Il faut dire que pour le seul mois d'avril la Banque d'Espagne a dû sortir 3,8 milliards de dollars pour éponger sa monnaie. Les réserves avaient atteint leur niveau le plus bas depuis 1989 avec 44,4 milliards de dollars. Depuis, les attaques contre la peseta n'ont pas cessé. Pourtant, le 8 avril, M. Gonzalez avait cherché à rassurer les marchés en déclarant que le gouvernement n'avait pas l'intention de dévaluer la monnaie espagnole, mais qu'il était prêt à accepter une dévaluation en pleine campagne électorale. Cela n'a pas suffi. Aujourd'hui, Carlos Solchaga met cette nouvelle dévaluation sur le compte de «l'incertitude politique» qui règne en Espagne plus que sur «la situation réelle de l'économie». Il a néanmoins admis qu'une importante quantité de réserves avait été «économisée» au cours des derniers jours mais «qu'il en restait un niveau suffisant».

Quel que soit le vainqueur de la

consultation, aucune des deux grandes formations n'est en mesure d'obtenir la majorité absolue, ce qui fait craindre une période d'instabilité qui, alliée aux déficiences structurelles de l'économie espagnole, laisse présager des moments difficiles. Le déficit des finances publiques (4,4 % en 1992), l'augmentation de 63 % au cours de l'an dernier de la dette extérieure (presque 80 milliards de dollars) et la perspective d'une croissance pratiquement nulle en 1993 ne permettent pas une récupération à brève échéance, même si M. Gonzalez pense que la baisse des taux d'intérêt est «le point de départ de la récupération». Le nouveau gouvernement devra inévitablement s'atteler à un assainissement de la situation. «L'Espagne s'orientera vers une douloureuse période d'ajustement économique», prédisait, il y a un mois, l'agence économique américaine Moody's.

De son côté, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), dans son dernier rapport sur l'Espagne, demandait au gouvernement une politique menée de «main ferme» pour «récupérer la crédibilité» et «des sacrifices aux citoyens». Il s'agit

notamment de relever le défi de 1997, celui de l'Union économique et monétaire européenne, que M. Gonzalez s'est engagé à gagner pas plus tard que le 12 mai.

Depuis le dernier trimestre 1992, l'Espagne est en effet entrée en récession (0,2 %), et tous les experts affirment que le pays est loin d'avoir touché le fond des difficultés. La peseta, qui était nettement surévaluée à l'automne dernier, a perdu 21,7 % de sa valeur en huit mois. Le chômage atteint des sommets inédits. En une seule année, le nombre des sans-travail a crû de 668 000 personnes. Et depuis le début de 1993, 2 935 emplois ont disparu chaque jour. D'autre part, l'INI (Institut national de l'industrie), qui regroupe les principales industries nationales, prévoit une augmentation de ses pertes de 40 % pour cette année, soit 140 milliards de pesetas (64 milliards de francs). Seul motif de satisfaction au cours de ce jeudi noir, la Bourse de Madrid a terminé en hausse de 4,12 %. Mais il reste à l'économie à reprendre son souffle.

MICHEL BOLE-RICHARD

## L'Espagne et le Portugal ont dévalué

Suite de la première page

Sur le plan technique, la Banque d'Espagne voyait s'épuiser ses réserves de devises, à l'approche d'un scrutin national plein d'incertitudes qui accentuait la nervosité des marchés, la seule question étant la date de la dévaluation. Enfin, la dégradation rapide de l'économie espagnole, désormais en récession caractérisée, rendait insupportable le maintien, par la Banque d'Espagne, de taux d'intérêt les plus élevés d'Europe, indispensables pour défendre la peseta mais meurtriers pour le pays. La Banque d'Espagne a, d'ailleurs, profité du réajustement pour immédiatement ramener de 13 % à 11,5 % son taux directeur, mesure que le gouvernement de M. Gonzalez a jugé très opportune à la veille des élections.

Cette opération a été bien menée parce qu'exécutée à froid, en milieu de semaine, sans avertissement préalable et l'accompagnement habituel de chaleur et lumière dans une atmosphère de spéculation londonienne. C'est la première fois, depuis l'autonomie, et depuis la réévaluation du mark en janvier 1987, qu'une dévaluation est ainsi décidée, par surprise, à l'occasion d'une réunion de soutien du Comité monétaire de la CEE.

Surtout, l'Espagne a, pratiquement, obtenu ce qu'elle voulait, et qui était rationnel, c'est-à-dire un ajustement de 8 %, considéré comme un minimum pour apaiser le passé et ne plus donner prise à la spéculation. Sans doute aurait-elle voulu 10 %, mais ses partenaires, notamment la Grande-Bretagne, ont refusé.

## «Parités fixes mais ajustables»

Enfin, cette opération réintroduit l'idée de «parités fixes mais ajustables», qui avait précédé la création du Système monétaire européen en mai 1979, et qui avait été mise en sommeil depuis 1987. De nombreux gouvernements pratiquent des taux d'intérêt extraordinairement élevés pour maintenir à tout prix des parités monétaires devenues artificielles du fait de la dérive des prix et des salaires; faute aussi de pouvoir ou de vouloir utiliser d'énergiques et douloureuses mesures de redressement (Grande-Bretagne, Italie, et récemment, Espagne).

Cette idée de modification de parités, effectuée plus fréquemment et à froid, vient d'être évoquée par le Comité des gouverneurs des banques centrales des Douze. Elle devrait per-

mettre d'éviter des dévaluations sauvages et «compétitives», comme celles de la livre sterling et de la lire, monnaies manifestement trop dépréciées et, maintenant, notablement sous-évaluées, ce qui avantage indûment les exportateurs britanniques et italiens et pénalise leurs partenaires. Par exemple, en l'absence des prélèvements compensatoires agricoles d'autan, il est à craindre que les agriculteurs français du Sud-Ouest ne réagissent encore plus violemment aux importations de produits espagnols dont les prix s'abaissent sans contrôle. Le phénomène a été le même avec les produits de la mer britanniques, à la grande colère des pêcheurs de nos côtes. Cette forme de guerre commerciale n'avait pas été prévue au moment de l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen et il est surprenant, le mot est faible, qu'il n'en ait pas été tenu compte.

FRANÇOIS RENARD

## La peseta entraîne l'escudo dans sa chute

Le mécanisme paraît aujourd'hui rodé, après l'expérience des derniers mois. En septembre dernier, le Portugal a dévalué sa monnaie en même temps que la peseta; deux mois plus tard, il avait été contraint de réviser en baisse le cours de l'escudo. L'Irlande, de son côté, s'était battue en vain pour éviter un réajustement de sa monnaie après la forte chute de la livre sterling consécutive à sa sortie du Système monétaire européen (SME). Tirant la leçon de ces échecs, le Portugal a choisi d'entrer immédiatement le pas à l'Espagne qui a dévalué jeudi 13 mai.

A Lisbonne, le ministère des Finances a immédiatement fait

savoir que cette décision permet d'éviter «à nouveau les effets négatifs d'une dévaluation compétitive de la peseta». 15 % environ des exportations portugaises partent vers l'Espagne. Et si ce pourcentage est plus faible que celui des ventes irlandaises à destination de la Grande-Bretagne, toute variation du cours de la monnaie espagnole se répercute à Lisbonne. En outre, l'une des principales leçons de la crise du SME des derniers mois est qu'aux yeux des marchés plusieurs groupes de monnaies coexistent dans le système : l'ancienne monnaie du groupe dévalué, le changement de parité des autres membres du groupe devient inévitable. En maintenant sa parité après la dévaluation de la peseta, Lisbonne aurait donc risqué de subir les assauts des spéculateurs.

Une telle éventualité aurait été d'autant plus mal venue que, depuis plusieurs semaines déjà, un vif débat sur l'orientation de la politique économique se joue à Lisbonne (le Monde du 24 mars). La tentation de privilégier la relance plutôt que l'assainissement de l'économie est forte. Le gouvernement a promis de ramener la hausse des prix entre 5 % et 7 % cette année, mais celle-ci a atteint entre 8 % et 9 % en rythme annuel ces derniers mois. Quant aux taux d'intérêt à court terme, ils ont atteint jusqu'à 25 % en mars. Les nouveaux cours de changes de l'escudo devraient stimuler les exportations et permettre une décade des taux d'intérêt.

F. L.

## Le SME soudain chahuté

Le SME entre en vigueur en mars 1979, avec la participation de la RFA, de la France, de l'Italie, du Danemark, de l'Irlande, de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg. Les fluctuations entre les monnaies sont limitées à 2,25 % de part et d'autre du taux «pivot», à l'exception de la lire, qui bénéficie d'une marge de fluctuation élargie à 6 %. Les réajustements, fréquents les premières années, se raréfient par la suite. Juste avant la crise monétaire, toutes les monnaies de la CEE participent au SME, à l'exception de la drachme grecque. En juin 1989, la peseta espagnole adhère au mécanisme de change du SME avec une marge de fluctuation élargie de 6 %.

Le SME entre en vigueur en mars 1979, avec la participation de la RFA, de la France, de l'Italie, du Danemark, de l'Irlande, de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg. Les fluctuations entre les monnaies sont limitées à 2,25 % de part et d'autre du taux «pivot», à l'exception de la lire, qui bénéficie d'une marge de fluctuation élargie à 6 %. Les réajustements, fréquents les premières années, se raréfient par la suite. Juste avant la crise monétaire, toutes les monnaies de la CEE participent au SME, à l'exception de la drachme grecque. En juin 1989, la peseta espagnole adhère au mécanisme de change du SME avec une marge de fluctuation élargie de 6 %.

## L'activité continue de reculer en France

«La France est entrée en récession», écrit l'INSEE dans son point de conjoncture rendu public jeudi 13 mai, ajoutant que notre économie «enregistrerait une baisse de l'activité marchande d'environ trois quarts de point en glissement semestriel». En clair : le PIB (produit intérieur brut) marchand reculerait à un rythme annuel de 1,5 % entre les moyennes du 1<sup>er</sup> trimestre 1992 et du 2<sup>e</sup> trimestre 1993.

«Dans l'industrie manufacturière, l'activité au premier semestre de 1993 continuerait de se dégrader mais de manière moins rapide qu'au second semestre de 1992. (...) Cette évolution générale se retrouve dans

l'ensemble des secteurs manufacturiers à l'exception de la branche automobile».

L'INSEE poursuit : «Globalement, la production du BTP diminuerait moins en 1993 qu'en 1992. La mise en place de plans de soutien pourrait conforter cette situation (...). Dans le bâtiment, la détérioration de l'activité devrait se poursuivre en 1993 à un rythme proche de celui de 1992 (...). Dans les travaux publics, l'année 1993 serait moins mauvaise que l'année 1992. Les marchés passés en ce début d'année semblent en effet annoncer une légère reprise».

Les causes de ce marasme sont

connues. La demande intérieure s'affaiblit depuis l'automne : aucun signe de reprise de l'investissement n'apparaît au début de 1993 et les ménages limitent leurs dépenses. «Les enquêtes de conjoncture auprès des ménages témoignent d'une inquiétude croissante concernant l'emploi et d'une volonté accrue d'épargner».

L'INSEE ajoute qu'à l'exception des taux d'intérêt «les déterminants traditionnels de l'investissement sont actuellement mal orientés. Les capacités de production sont sous-utilisées et jugées largement excédentaires : c'est ce qui détermine l'atténuation des grandes entreprises.

De plus, la profitabilité des nouveaux équipements reste affectée par le niveau des taux longs qui, bien qu'orienté à la baisse, est encore élevé. Les petites et moyennes entreprises sont sans doute plus sensibles à des contraintes de trésorerie».

L'INSEE prévoit une hausse nominale du revenu disponible des ménages, qui serait de 1 % entre le 4<sup>e</sup> trimestre 1992 et le 2<sup>e</sup> trimestre 1993. Ce qui, compte tenu de la hausse probable des prix de détail (1,5 %), correspondrait à une baisse du pouvoir d'achat du revenu disponible, que l'INSEE ne chiffre pas mais qui devrait être de l'ordre de 0,5 %, soit 1 % en rythme annuel. Le chômage augmenterait encore et

atteindrait 11,2 % de la population active fin juin, les entreprises poursuivant «une politique active de maîtrise des coûts salariaux (...) se traduisant par des réductions d'effectifs (...)».

□ Nouveau délai pour le rapport sur l'accident du mont Sainte-Odile. — Le rapport définitif de la commission d'enquête sur l'accident d'un Airbus A320 d'Air Inter au mont Sainte-Odile, qui avait fait quatre-vingt-sept morts le 20 janvier 1992, ne sera remis au ministre de l'équipement, des transports et du tourisme qu'au début de l'automne. La publication

## Sixième baisse consécutive du loyer de l'argent en France

Pour la sixième fois depuis le 9 avril, la Banque de France a annoncé, jeudi 13 mai, une baisse d'un quart de point de ses deux taux directeurs. Le taux sur appel d'offre est passé de 8 % à 7,75 % et le taux de prise en pensions de 9 % à 8,75 %. Depuis un peu plus d'un mois, le jalon haut de la Banque de France, monté à 12 % à la suite de la crise monétaire, a cédé 3,25 % et le jalon bas 1,35 %.

Fidèle à sa stratégie, l'institut d'émission continue à profiter de la moindre occasion pour réduire le prix de l'argent. Une nouvelle possibilité est apparue après la diminution mercredi par la Bundesbank de son taux de prise en pension de 7,71 % à 7,60 %. La Banque de France a pu également profiter de la bonne santé du franc français. Les marchés financiers et la Bourse, préoccupés avant tout par la faiblesse de l'activité, ont peu réagi à cette nouvelle baisse des taux.

du rapport, d'abord attendu un an après l'accident, puis espérée avant l'été 1993, aura pris un temps particulièrement long «en raison de la volonté d'associer les professionnels, les entreprises, les syndicats, à l'enquête pour exploiter toutes les pistes possibles et mener une enquête exhaustive», a expliqué Alain Moanier, le président de la commission d'enquête.

هكذا من لايصل

ECONOMIE

L'inflation s'impose

LE MONDE diplomatique



## ÉCONOMIE

ÉTRANGER

### L'inflation s'installe en Russie

Depuis janvier 1992, la population de l'ex-URSS pâtit d'une hausse des prix très rapide. L'exemple du Brésil montre les dangers d'une telle situation

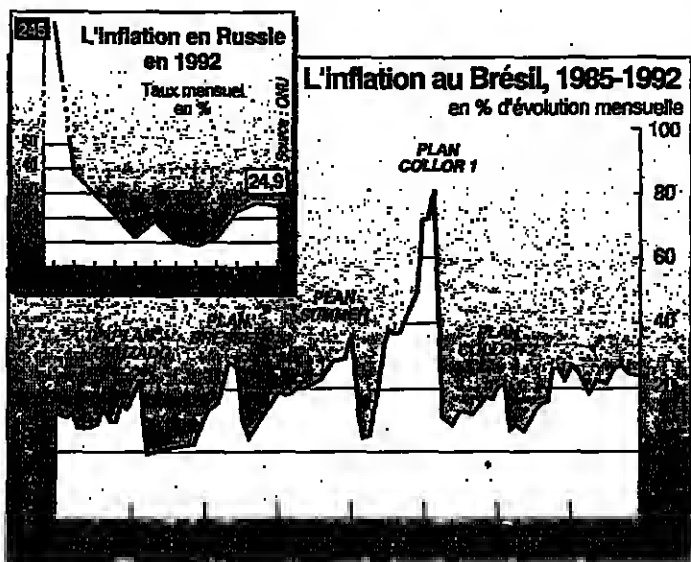
Une hausse des prix qui dépasse 20 % par mois. Une crise politique majeure. Un référendum sur la séparation des pouvoirs entre législatif et exécutif. Un gouvernement central qui contrôle mal ses provinces. Des relations mouvementées entre le gouvernement et le Fonds monétaire international (FMI). La Russie ? Bien sûr, mais également le Brésil.

Séparés par plus de 10 000 kilomètres, le Brésil et la Russie, qui se ressemblent bien par ailleurs, ont certains points communs et portent un fardeau semblable : l'inflation. Chacun dans son continent, ces deux grands États rechignent à appliquer des politiques économiques rigoureuses, au grand dam de leurs voisins et du FMI. L'histoire monétaire du Brésil des dernières années en dit long sur les risques auxquels fait aujourd'hui face la Russie.

Le phénomène d'inflation est relativement récent en Russie : c'est la libération des prix du début de 1992 et, surtout, la politique monétaire très laxiste menée depuis l'été dernier, qui ont déclenché une inflation rapide. Parallèlement, le cours du rouble ne cesse de chuter vis-à-vis du dollar : de 200 roubles en janvier 1992, le cours de la monnaie américaine vole de sommet en sommet, atteignant le nouveau record de 339 roubles le 11 mai. Au Brésil, le phénomène est ancien, et n'a jamais été maîtrisé ces dernières années, en dépit de plusieurs plans d'austérité : il faut remonter à 1981 pour retrouver un taux inférieur à 100 %, et l'an dernier, la hausse des prix a atteint 150 %. Les habitants jonglent avec leurs billets surchargés et font régulièrement ajouter des zéros. Le problème de l'inflation au Brésil, souligne un spécialiste, est que « le retour à la normale signifie revenir vers un taux toujours élevé ».

A en croire les définitions des économistes, aucun des deux États ne se trouve dans une situation d'hyperinflation : car celle-ci correspond généralement à une hausse des prix mensuelle supérieure à 50 %, subissant des fluctuations très violentes, et généralement de courte durée (elle s'exprime plus généralement en mois qu'en années). Elle s'apparente bien plus à une crise soudaine qu'à un mal endémique. La hausse des prix mensuelle s'établit au Brésil depuis l'an dernier entre 20 % et 30 %, tout comme en Russie, après une poussée à plus de 200 % en janvier 1992. La différence entre un taux mensuel de 30 % et un taux de 50 % n'est pas frappante, surtout si l'on est habitué, comme en France ces dernières années, à des indices mensuels qui progressent rarement de plus de 0,5 %. Pourtant, 30 % équivalent à un taux annuel de 2 230 %, et 50 % à 12 800 %. Les intérêts composés sont implacables, et l'hyperinflation évolue de manière exponentielle.

Dans le passé, de nombreux États ont subi des phénomènes d'hyperinflation : des pays européens, ainsi que, justement, la Russie, après la première guerre mondiale ; le Chili, Israël ou le Mexique, au cours des années 80. Un article de Carlos Vegg, économiste au FMI (1), note qu'en 1985 la Bolivie a fait l'expérience du premier cas d'hyperinflation au vingtième siècle qui n'était pas liée à un conflit militaire, une



En dépit de cinq plans de lutte contre l'inflation (cruzado, Bresser, Summer, Collor I, et Collor II), la hausse des prix n'a pas été enrégulée au Brésil, se stabilisant après chaque plan à un niveau plus élevé. En Russie, après la flambée des prix à près de 250 % en janvier 1992, à la suite de la libération des prix, l'inflation n'a pas été maîtrisée. Elle atteint toujours plus de 20 % par mois.

guerre civile ou une révolution politique. Cette année-là, le taux d'inflation atteint en Bolivie 11 749 %, un montant pratiquement inédit dans le monde.

Le Brésil se caractérise par une inflation qualifiée de chronique. La Russie, elle, constitue encore un phénomène impossible à définir, en raison de l'aspect inédit de démantèlement d'une économie planifiée et de la courte histoire de la hausse des prix en ex-URSS. Il existe actuellement des différences majeures entre les deux pays. Tout d'abord, les Brésiliens n'ont pratiquement plus aucun souvenir de ce qu'est la stabilité des prix, et tout ce qui se monnaie dans le pays (les contrats, les salaires et, de fait, le taux de change) est indexé sur la hausse des prix. En Russie, il y a à peine plus d'un an, les prix étaient stables - même l'absence d'un marché rendait cette stabilité artificielle - et aujourd'hui, c'est l'anarchie qui domine.

D'autre part, le Brésil souffre de taux d'intérêt réels (déflqués de l'inflation) très élevés, alors qu'en Russie le coût du crédit est encore artificiellement bas. Des taux d'intérêt élevés sont un phénomène classique en cas d'inflation chronique, les opérateurs anticipant une forte dépréciation de l'argent à terme et exigeant une très forte rémunération (supérieure à la hausse des prix) pour leurs placements. Les investisseurs se prémunissent même contre le risque de gel autoritaire de leurs avoirs par l'État, qui s'était produit en mars 1990. En Russie, au contraire, les taux d'intérêt réels sont fortement négatifs, car la Banque centrale continue d'octroyer presque mécaniquement des crédits aux entreprises.

Troisième différence, les flux de

capitaux. Une forte inflation incite généralement les populations locales à investir leur argent - lorsqu'elles en ont - à l'étranger, provoquant des fuites de capitaux massives comme ce fut le cas en Amérique latine au cours des années 80. A cet égard, la Russie obtint au schéma classique : les évènements de capitaux sont déjà massives (généralement estimées entre 10 et 20 milliards de dollars l'an dernier). « Je suis très étonné que cela ne soit pas davantage encore. Les fuites de capitaux vont encore s'accroître », estime un économiste. Au Brésil, cependant, les flux de capitaux sont positifs depuis déjà deux ans : les Brésiliens comme les étrangers sont attirés par les taux d'intérêt très élevés qu'ils peuvent obtenir en investissant dans le pays. Mais ce n'est pas forcément un signe de bonne santé économique.

Moscou est actuellement sur le point de mettre en œuvre, sous la houlette des institutions financières internationales, une politique « orthodoxe » de lutte contre l'inflation : il s'agit, classiquement, de combler le fossé entre les recettes et les dépenses de l'État, afin de supprimer le « séquestrage » (les recettes produites en créant de la monnaie). Le Brésil a fait une telle tentative au début de 1992, mais dont les résultats ont été balayés par la tourmente politique et la destitution du président Fernando Collor, en septembre 1992. Aujourd'hui, Brasília avait tenté plusieurs programmes « chétifs » basés sur un assainissement monétaire, mais également sur un contrôle des prix et des salaires. La diminution de l'inflation qui en avait résulté avait toujours été temporaire (voir graphique). Le leçon que peut tirer Moscou du phénomène d'inflation au Brésil est simple : il est dangereux de laisser l'inflation s'installer durablement, car elle devient de plus en plus difficile à éradiquer - les opérateurs ne pensent pas que le retour à la stabilité des prix puisse être durable - et appauvrit la majeure partie de la population. Au Brésil, le PIB (produit inté-

rieur brut) par tête se situe cette année à peine au niveau de 1982. Et chaque nouveau plan de stabilisation est un peu moins crédible que le précédent.

A partir de l'exemple brésilien, trois scénarios sont aujourd'hui envisageables pour la Russie. Soit le gouvernement parvient rapidement, comme le souhaite le FMI, à stopper les subventions aux entreprises, à relever les taux d'intérêt, à équilibrer les finances publiques, et à arrêter de financer les banques centrales des autres Républiques ; l'inflation devrait alors revenir à des niveaux raisonnables. C'est ce qui s'est produit en Pologne, après la libéralisation des prix du 1<sup>er</sup> janvier 1990, ou en Tchécoslovaquie, après celle du début 1991. Soit les progrès vers l'assainissement monétaire sont trop lents, la méfiance vis-à-vis du rouble augmente encore, et la hausse rapide des prix se transforme en hyperinflation. Alors, un programme de stabilisation drastique sera nécessaire. De nombreux spécialistes estiment qu'il faudra en arriver là pour que les responsables aussi bien que la population soient dégoûtés de l'inflation et acceptent les sacrifices nécessaires pour l'éliminer. C'est ce qui s'est produit en Argentine en 1990. Enfin, il n'est pas à exclure que, au terme d'une succession de réformes entamées mais non achevées, la Russie se trouve durablement enfoncée dans une situation d'inflation chronique. L'exemple du Brésil prouve à quel point une telle évolution serait dangereuse pour l'évolution du niveau de vie et réduirait d'année en année les chances de succès d'une politique anti-inflationniste.

FRANÇOISE LAZARE

(1) « Stopping High Inflation », IMF Staff Papers, vol. 39, n° 3, septembre 1992.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

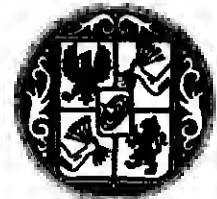
La Compagnie Financière  
Edmond de Rothschild  
Banque

Création de la  
SICAV ACTIONS

ASIE 2000

investissant sur les marchés (hors Japon)  
de huit pays asiatiques à fort potentiel :  
Hong-Kong, Singapour, Malaisie,  
Thaïlande...

Ouverture au public : début juin



Continuité dans la performance

Nominée	Classée	Nominée
Meilleur Produit Financier	2ème Meilleure Performance de SICAV	Meilleure Analyse Financière
1993	1992	1993
- Nuit des Services -	- Mieux Vivre -	- Agéfi -

SOUSCRIPTIONS

Gestion Institutionnelle : François des Robert  
Gestion Privée : Humbert Garreau de Labarre

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris  
Tél. : 40 17 25 25 / Fax : 40 17 24 27



### Introduction au New-York Stock Exchange de Sth Energies Inc., un des premiers producteurs indépendants d'électricité

Sth Energies Inc., filiale américaine à 70 % de la Compagnie Générale des Eaux, vient de déposer un dossier auprès de la S.E.C. (Securities Exchange Commission) en vue d'une prochaine introduction à la Bourse de New-York (N.Y.S.E.). 10,8 millions de nouvelles actions seront émises, pour un montant estimé entre 160 et 185 millions de dollars (selon le cours qui sera finalement retenu), représentant environ 20 % du capital de la société. Après cette émission, Sth Energies aura une capitalisation boursière importante et la participation de la Compagnie sera de 60 %. Le placement de l'émission est assuré par Salomon Brothers, Donaldson, Lufkin & Jenrette, Goldman Sachs et Smith Barney.

Cette opération renforcera le développement du Groupe Sth, qui s'est hissé, en moins de dix ans, parmi les premiers producteurs indépendants d'électricité aux États-Unis, avec, en 1992, un chiffre d'affaires de 233 millions de dollars, provenant de l'exploitation de 21 centrales d'une capacité totale de 540 mégawatts.

Independence, centrale de co-génération au gaz naturel d'une puissance de 1000 mégawatts, située au bord du lac Ontario, sera mise en service au début de 1995. Sa production d'électricité sera vendue, selon un contrat d'une durée de quarante ans, à Consolidated Edison, qui alimente la ville de New-York. Cette centrale est la plus importante développée par un producteur indépendant aux États-Unis. Au terme de sa première année d'exploitation, la contribution d'Independence au chiffre d'affaires de Sth sera de l'ordre de 350 millions de dollars. Deux autres centrales, de capacité moins importante, sont également en construction, sur les bords du Saint-Laurent.

Le financement d'Independence a été assuré par une émission privée d'obligations (bonds) « non recourse », c'est-à-dire dont la garantie repose uniquement sur les actifs du projet, pour un montant de 717 millions de dollars. A cette occasion, il a bénéficié d'un « investment grade rating », notation attribuée pour la première fois à une centrale dès le début de sa construction.

Ces deux appels successifs de Sth au marché financier américain, en quelques mois, soulignent la place éminente prise par le Groupe dans un métier jeune, aux grandes perspectives de développement.

Informations Actionnaires - 05 05 55 66 - 3616 CLIFF

## LE MONDE diplomatique

Mai 1993

- **AFRIQUE** : Un dossier spécial de huit pages. Combats pour une renaissance, par Ignacia Ramonet. - Du « pacte colonial » au choc des impérialismes, par Philippe Leymarie. - Géopolitique du continent (P.L.). - Les trois plaies de l'économie, par Christian de Brie. - Le Cap-Vert, terre d'exil, par Bernard Degianni. - Déconstruction de l'Etat et risques de la « transition démocratique », par Achille Mbembe. - Quand l'essor du secteur informel se marie au passé, par Catherine Coquery-Vidrovitch. - Explosif mélange de la croissance urbaine et de la régression des services publics, par Aderito Aluain Sanchez. - La nouvelle société civile est déjà là, par Colette Braeckman. - Diable réussite du Botswana, par Charles Marvey. - La femme, source inépuisable de richesses, par Annar Cussam. - Sous l'œil des caméras, métaphore d'un rêve, par Carlos Pardo.

- **EX-YOUGOSLAVIE** : La force et les haines en Bosnie, par Paul-Marie de la Garce.

- **SALVADOR** : Crimes et vérité

- **CAUCASE** : Cauteux succès arméniens, par Tamara Dragadze.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :

Jacques Lacombe, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Freppart  
directeur de la rédaction  
Jean-Marie Colombari  
directeur de la gestion  
Maurice Luchet  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombari  
Robert Solé  
(adjoint au directeur  
de la rédaction)

Yves Agnès  
Thomas Fournier  
Philippe Harroche  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur  
des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1959)  
Jacques Fournier (1959-1982)  
André Laurens (1982-1989)  
André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SERVICE SOCIAL :  
15, RUE FALGURE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40 55 25 25  
Télécopieur : 40 55 25 25

1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY  
94852 MONTREUIL-CEDEX  
Tél. : 11 40 55 25 25  
Télécopieur : 49 50 30 10







## COMMUNICATION

Au cours d'un colloque à la Défense

### Magistrats, avocats et journalistes s'interrogent sur les rapports entre la presse et la justice

Environ trois cent cinquante personnes ont assisté, jeudi 13 mai, au CNIT de la Défense, à Puteaux (Hauts-de-Seine), à un colloque sur les rapports entre la presse et la justice organisé par l'ordre des avocats à la cour de Paris. Au cours des débats, magistrats, avocats et journalistes ont notamment évoqué les conflits entre la liberté d'expression et la protection de la personne.

Confrontés dans un même opprobre au lendemain de la mort de Pierre Bergson, magistrats, avocats et journalistes avaient décidé de se réunir autour d'une même table afin de s'interroger sur les rapports « tumultueux » entre la presse et la justice. L'espace de débat défini lors de ce colloque, prévu de longue date, était fort vaste : il recouvrait à la fois le respect du secret de l'instruction, les problèmes déontologiques, et les limites apportées à la liberté d'information par les lois et la jurisprudence françaises.

Le bâtonnier de l'ordre des avocats, M. Georges Flécheux, se montrait d'emblée perplexe. « Nous sommes partagés, expliquait-il. Nous savons tous ce que la justice peut gagner à la plus grande transparence, mais nous savons aussi que nous avons tout à craindre des instructions publiques qui sont autant de préjugements. Il faut concevoir des frontières entre ce qui peut être dit et ce qui ne doit pas l'être en matière de vie privée comme en matière de vie publique. Ce qui est en cause, c'est l'honorabilité de la personne et la liberté du juge. »

Si tout le monde s'accordait à reconnaître la nécessité de la protection de la vie privée, qui est d'ailleurs bien assurée par les textes et la jurisprudence, les frontières apparaissent plus floues dans le traitement quotidien des affaires judiciaires. Magistrats et avocats s'indignaient ainsi des violations répétées du secret de l'instruction tout en reconnaissant que ces violations étaient au général le fait de... magistrats et d'avocats. L'exemple de l'Angleterre était abondamment cité : le contempt of court, qui intervient dans le cadre d'une procédure accusatoire très éloignée de la procédure française, interdit à la presse anglaise de divulguer la moindre information sur une affaire judiciaire avant l'audience. « Depuis le 9 octobre 1789, la justice n'est plus secrète mais publique, ce qui est une garantie essentielle pour qu'elle soit bien rendue, soulignait M. Henri Leca. Depuis cette date, et notamment au cours du dix-neuvième siècle, le débat sur les violations du secret de l'instruction n'a jamais cessé. Je crois qu'il faut être clair : dans les faits, ce secret est inapplicable et le contempt of court anglais est plus critique que nous ne le sommes. Le problème n'est donc pas d'empêcher la diffusion des informations, mais d'exiger qu'elles soient rigoureusement exactes et vérifiées et que les abus soient déterminés par la loi. »

#### Les limites du système judiciaire

Depuis plus d'un siècle, le travail des journalistes est en effet encadré par des textes auxquels s'est ajouté, depuis lors, une abondante jurisprudence. La loi sur la presse de 1881 réprime la diffamation et l'injure, l'article 9 du code civil protège la vie privée et la présomption d'innocence, et la responsabilité du journaliste peut être engagée en cas de faute sur la base de l'article 1382 du code civil. Au fil des ans, la jurisprudence sur la bonne foi, en cas de diffamation, a permis d'affiner peu à peu les devoirs du journaliste : le rédacteur doit poursuivre un but « légitime », se montrer prudent dans l'expression, s'abstenir de toute animosité personnelle, et se fonder sur une enquête sérieuse. « A mes yeux, ces textes sont satisfaisants, estimait M. Jean-Marc Vauze. Ce corpus issu de la jurisprudence recense avec précision les exigences déontologiques qui s'imposent à tous les journalistes. Il s'agit en réalité de véritables préceptes moraux.



Il est donc inutile de créer un ordre des journalistes chargé d'élaborer une déontologie puisque le juge y pourvoit déjà.

Cet hommage appuyé à l'égard du travail des magistrats ne parvenait toutefois pas à convaincre certains des avocats présents dans la salle. « Le système judiciaire a ses limites, soulignait M. Jean Martin. Il faut qu'il y ait une victime pour qu'une procédure soit ouverte, et du coup, la justice ne peut s'autosaisir. Pourquoi ne pas lui permettre de le faire en l'autorisant à invoker l'intérêt social, par exemple, il y a, en outre, des problèmes relatifs à l'acceptation des preuves. La justice n'est pas forcément un lieu idéal de définition des libertés. »

M. Christine Courrége venait appuyer son propos en dénonçant l'utilisation abusive des procédures de référé et les innovations législatives de la jurisprudence. « La loi de 1881, qui n'est pas si mauvaise, mérite peut-être d'être complétée, notait-elle. Mais plutôt que de le faire à travers la jurisprudence, il vaudrait mieux confier cette tâche au législateur puisqu'il s'agit d'une matière délicate qui touche à la liberté d'expression. »

#### Un nouveau texte « difficile à gérer »

Le dernier-né des textes législatifs sur les rapports entre la presse et la justice est très récent : discuté au Parlement lors de la dernière session d'automne, il permet aux justiciables qui estiment que la présomption d'innocence a été violée de demander au juge l'insertion dans la presse d'un communiqué rectificatif (1). La Voix du Nord, qui avait affirmé au mois de février qu'une quinzaine d'élus et de fonctionnaires influents de la région étaient « mis en cause pour un total de 17 millions de francs » a ainsi été contrainte de publier à la demande du juge des référés de Lille un communiqué précisant que ces personnes « ne pouvaient être présentées comme étant coupables des faits mentionnés dans l'article » et que la Voix du Nord avait « violé la loi en procédant à la publication de l'article ». Le journal Nice-Matin, qui avait accusé au mois de mars un candidat aux élections législatives d'avoir bénéficié de fausses factures, a lui aussi été obligé de publier un communiqué à la demande du juge des référés de Nice. « Ce nouveau texte sur la présomption d'innocence sera difficile à gérer, estimait M. Jean-Yves Dupont. Tous les journalistes qui arrivent au siège de procédures en cours risquent de tomber sous le coup de cet article. »

Les devoirs des journalistes ne relèvent cependant pas tous de la loi. Les comportements quotidiens et les habitudes de travail mettent souvent en jeu des principes que certains souhaitent voir aujourd'hui réunis dans un code de déontologie. Jean-François Kala, le directeur de l'Événement du jeudi, et Bruno Frappat, le directeur de la rédaction du Monde, reprenaient d'emblée cette proposition. « Je ne sais pas ce qu'est LA presse, pas plus que je ne sais ce qu'est LA magistrature, soulignait

boursier qui exerce dans un quotidien économique et une star de la télévision, entre un photographe de Voici qui traque les vedettes devant les hôtels, et un éditeur de la presse quotidienne? (...) Leur seul point commun, à terme, ce sera peut-être d'avoir la carte de presse. Si, dans chaque rédaction, s'élabora une jurisprudence-maison, une sorte d'identité déontologique, si la rédaction consent à s'expliquer devant ses lecteurs sur ses méthodes de travail et ses principes, voire sur ses dérives, nous aurons fait un bon pas, dans le respect des lois, en direction de l'éthicalité et de l'explication de nos principes. La déontologie c'est souvent une question de méthode de travail. »

Soulignant l'urgence du débat déontologique, tous les participants estimant qu'il en allait aujourd'hui de la crédibilité même des journalistes. « La presse ne peut continuer à vivre dans un tel climat de suspicion, concluait le conseiller d'Etat Jacques Vistel.

ANNE CHEMIN

(1) Les premières décisions de justice fondées sur la loi du 4 janvier 1993 sur la présomption d'innocence ont été publiées par L'Express, n° 100, avril 1993 (38, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris).

Les réactions aux propos de M. Carignon

### M. François Bayrou : « L'enseignement à distance va faire des pas considérables »

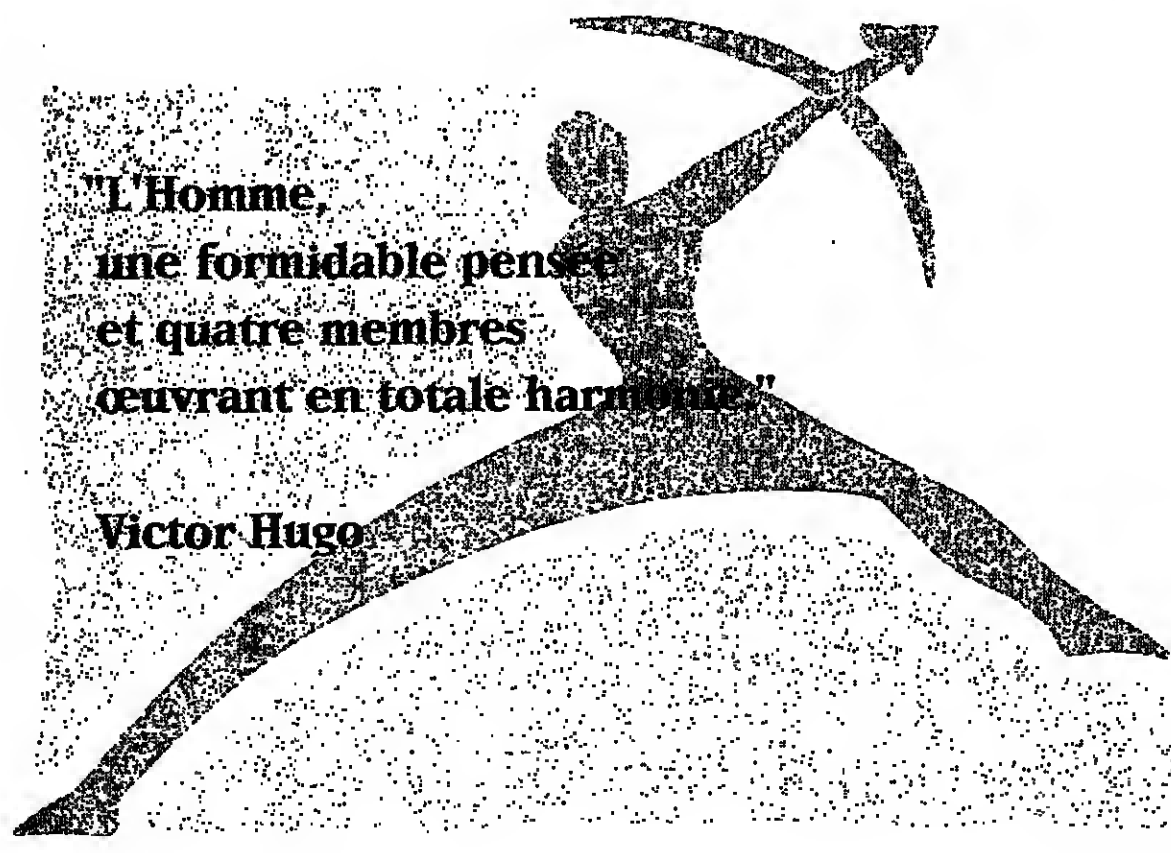
Les propos tenus par le ministre de la communication lors de son audition publique à l'Assemblée nationale et dans l'entretien qu'il nous a accordé (le Monde du 13 mai) ont suscité diverses réactions.

Réagissant aux souhaits d'Alain Carignon que se crée sur le cinquième réseau (avant 19 heures) « une chaîne consacrée à l'éducation », François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, a émis des réserves sur le mode de diffusion de cette chaîne : « Je ne suis pas certain que l'hertzien (...) réponde à l'exigence de diversité », a-t-il déclaré. Est-ce que, étant donné la diversité des publics qui attendent quelque chose de programmes éducatifs, le canal hertzien est le meilleur moyen? En revanche, le ministre de l'éducation nationale juge « indispensable de créer une production audiovisuelle en France. (...) Qu'on trouve quelque chose, fondation ou toute autre formule pour produire des programmes audiovisuels de formation, d'éducation! » a-t-il ajouté en estimant que « l'enseignement à distance va faire des pas énormes, considérables ».

L'Association de défense de la Cinq « approuve l'attitude ouverte » de M. Carignon, « qui envisage la création d'une nouvelle chaîne » sur le cinquième réseau et, affirme-t-elle, le « déplacement d'ARTE sur le

câble dès que les conditions économiques nécessaires seront réunies ». Pour sa part, le porte-parole du parti républicain, Ladislav Poniatowski, « se félicite » que l'audit financier de l'audiovisuel public qu'il avait appelé de ses vœux dans nos colonnes soit à l'ordre du jour, mais s'interroge sur « les modalités » et les « délais de sa mise en œuvre ». M. Poniatowski se demande si « les inspecteurs des finances » qui en seront chargés « parviendront à une analyse exhaustive et fine avant la fin juin », et s'il ne serait pas « plus judicieux de confier cette mission à un organisme plus indépendant du gouvernement, et en faisant appel à des personnes ayant déjà une expérience confirmée dans le domaine de l'audiovisuel public ».

L'association des téléspectateurs Les pieds dans le PAF estime, quant à elle, que « les grandes lignes du plan Carignon sont globalement positives » mais demande que le ministre « s'engage fermement pour que soient reconnus par la loi les droits » des téléspectateurs « face aux abus des chaînes de télévision ». Enfin, l'association émet des réserves sur « la fin de l'interdiction pour un même actionnaire d'une chaîne privée de détenir plus de 25 % du capital » car « les positions dominantes dans l'audiovisuel, comme ailleurs, sont nuisibles au pluralisme ».



Demandez donc au président d'ELFI ce qu'il en pense. A l'image

de l'être humain, dont le dynamisme repose sur l'équilibre entre pensées et actions, la force de l'entreprise réside en bonne part dans sa capacité à développer des savoir-faire complémentaires de façon cohérente. Ainsi, en matière de financements de l'entreprise, il est fréquent de devoir associer plusieurs métiers pour construire un montage spécifique. C'est pour cela que le Groupe Crédit National est structuré en quatre métiers complémentaires de la finance, qui fonctionnent en synergie autour d'un interlocuteur unique : interventions en fonds propres, prêts à long terme, financements immobiliers, ou encore opérations de marchés de capitaux. Grâce à cette organisation nouvelle, le Crédit National a pu, non seulement concevoir le montage du rachat par ELFI de Thomson-Electroménager, mais aussi participer à tous les besoins de financement de l'opération. Pour tous renseignements : Groupe Crédit National, 45 rue Saint-Dominique 75700 Paris.



GRUPE CRÉDIT NATIONAL

Accompagner une entreprise, c'est raisonner comme elle.

■ CAMEROUN : libération d'un journaliste. - Pius Njave, directeur de l'hebdomadaire indépendant camerounais le Messenger, a été libéré, jeudi 13 mai, après avoir été détenu par la police pendant vingt-quatre heures (le Monde du 14 mai). M. Njave, l'un des journalistes les plus célèbres d'Afrique, avait été interpellé la veille au siège de son journal. Il a indiqué qu'il avait été interrogé sur la publication de documents émanant du gouvernement. Le 12 mai, le Messenger, qui a été suspendu l'au-

tomme dernier par les autorités camerounaises mais continue à paraître épisodiquement, a publié un article sur le financement du terrain de golf que le président Paul-Biya a fait construire près de son village natal. Pius Njave et son journal ont joué un rôle clé dans le processus de démocratisation au Cameroun. Le journaliste a d'ailleurs reçu plusieurs prix internationaux et doit recevoir la « Plume d'or », le 28 mai à Berlin. - (Reuters, AFP).



## VIE DES ENTREPRISES

Alors que les noms de Michel Pébereau et Daniel Lebègue sont évoqués pour sa succession

## René Thomas va quitter la présidence de la BNP

René Thomas, président de la BNP (Banque nationale de Paris) depuis onze ans, devrait quitter ses fonctions dans les prochains jours. Officiellement, son mandat ne se termine que le 13 janvier 1994, le jour de son soixante-cinquième anniversaire, mais M. Thomas a fait part de sa « lassitude » aux pouvoirs publics. Il tient également à laisser à son successeur le temps de préparer la privatisation de la banque publique. Le nom de Michel Pébereau, président du CCF (Crédit commercial de France), est fréquemment évoqué pour lui succéder, mais le directeur général de la BNP, Daniel Lebègue, est également en lice.

Le départ de René Thomas, qualifié d'« imminent », devrait élargir une succession qui ne se sera pas faite sans mal. Au point de

finir par être préjudiciable au climat qui règne à l'intérieur de la banque. Les rumeurs de candidatures extérieures et les démentis n'ont ainsi cessé de se multiplier depuis 1991.

A cette époque, M. Thomas, malade, avait du laisser un temps la réalité de la direction de la BNP à Daniel Lebègue. Après son rétablissement, ses relations avec son directeur général se sont clairement rafraîchies. Le numéro un de la BNP, proche du président de la République, s'est ainsi mis en quête d'un successeur à l'extérieur de l'établissement. Depuis un an, et à deux ou trois reprises, le départ de M. Thomas a semblé être proche. L'épisode le plus déconcertant s'est produit en juin 1992 à l'expiration du mandat de M. Thomas. Il souhaitait, semble-t-il, passer la main à Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor. Lors d'un premier conseil d'administration, le mandat d'administrateur de M. Thomas n'avait pas été renouvelé. Mais une semaine plus tard, lors d'un nouveau conseil

d'administration et devant le refus de M. Trichet, René Thomas acceptait, apparemment à contre-cœur, de reprendre du service pour dix-huit mois.

René Thomas aurait trouvé en la personne de Michel Pébereau un successeur répondant à ses vœux : il a à son actif la privatisation réussie du CCF. Le président de la BNP a rencontré, il y a quelques jours, Edouard Balladur pour plaider en faveur de son candidat. En théorie, la décision reste toutefois entre les mains des pouvoirs publics, et il n'est pas de tradition dans les entreprises nationalisées que les présidents désignent leur successeur. Cette nomination – la première de ce type de la nouvelle habilitation – aura également valeur de test politique. Le président de la République devra l'approuver. Mais il ne s'agit pas de la seule nomination proposée par le gouvernement de Jacques Chirac de 1986 à 1988.

Quoi qu'il en soit, le nouveau président de la BNP se trouvera à la tête d'un établissement bien

géré. Le tandem Thomas-Lebègue, formé depuis 1987, aura au moins fait preuve d'efficacité dans la gestion de la BNP, qui est aujourd'hui en tête de liste des entreprises privatisables. La banque s'est plutôt bien comportée dans une conjonction difficile et a réalisé l'an dernier un bénéfice supérieur à 2 milliards de francs. Le départ, un peu précipité, de M. Thomas s'inscrit également dans la logique d'une future privatisation. Le nouveau président de la BNP, surtout s'il s'agit d'un candidat venant de l'extérieur, disposerait ainsi de quelques mois pour se familiariser avec l'établissement. Un problème qui ne se poserait pas dans le cas où le nouveau président de la BNP serait son actuel directeur général, Daniel Lebègue, qui ne veut en aucun cas entrer dans une querelle de personnes avec René Thomas ou avec Michel Pébereau, n'a, semble-t-il, encore pris de décision sur son attitude dans l'hypothèse où sa candidature ne serait pas retenue.

ÉRIC LESER

## Premier rapport sur l'environnement

## Rhône-Poulenc réduit ses rejets dans l'eau

Rhône-Poulenc a publié, mercredi 12 mai, son premier rapport annuel sur l'environnement. A pareille époque, l'an dernier, le groupe chimique s'était engagé à réduire tous ses effluents et déchets dans le monde de 50 % d'ici à 1995 et de 65 % en 2000. Pour atteindre cet objectif, la firme nationalisée a conçu trois indices mesurant les rejets dans l'eau, dans l'air et les déchets provenant des usines implantées dans le monde.

La performance la plus notable en 1992 provient de la qualité de l'eau, puisque l'indice s'est amélioré de 15 %. Cette réduction de la pollution supérieure aux objectifs est due pour moitié au tassement de l'activité, en raison de la crise que traverse l'industrie chimique. L'indice mesurant l'air s'est amélioré de 9 %, alors que celui évaluant les déchets a quasiment stagné. « Le groupe a consacré 1,9 milliard de francs à l'amélioration de ses installations dans le monde, dont 1,15 milliard en coûts de fonctionnement et 650 millions en investissements », a précisé Alain Perroy, directeur qualité-sécurité-environnement.

Rhône-Poulenc n'est pas le seul groupe chimique à publier un tel rapport. Elf-Atochem a fait de même pour la première fois cette année, en avril, lors de la présentation de ses résultats annuels. Comme Rhône-Poulenc, Elf-Atochem a rédigé avec précision ses ambitions pour les années à venir. Son président Jacques Puchel, également à la tête du Conseil européen de l'industrie chimique (CEIC) indiquait alors que, sur les quarante-cinq entreprises adhérentes à cette organisation communautaire, vingt-cinq publient cette année un rapport sur l'environnement, et parmi elles quinze y incluent des objectifs précis.

DOMINIQUE GALLOIS

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

**RÉSULTATS**  
L'Office national des forêts (ONF) a publié, mercredi 12 mai, son premier rapport annuel sur l'environnement. A pareille époque, l'an dernier, le groupe chimique s'était engagé à réduire tous ses effluents et déchets dans le monde de 50 % d'ici à 1995 et de 65 % en 2000. Pour atteindre cet objectif, la firme nationalisée a conçu trois indices mesurant les rejets dans l'eau, dans l'air et les déchets provenant des usines implantées dans le monde.

La performance la plus notable en 1992 provient de la qualité de l'eau, puisque l'indice s'est amélioré de 15 %. Cette réduction de la pollution supérieure aux objectifs est due pour moitié au tassement de l'activité, en raison de la crise que traverse l'industrie chimique. L'indice mesurant l'air s'est amélioré de 9 %, alors que celui évaluant les déchets a quasiment stagné. « Le groupe a consacré 1,9 milliard de francs à l'amélioration de ses installations dans le monde, dont 1,15 milliard en coûts de fonctionnement et 650 millions en investissements », a précisé Alain Perroy, directeur qualité-sécurité-environnement.

Rhône-Poulenc n'est pas le seul groupe chimique à publier un tel rapport. Elf-Atochem a fait de même pour la première fois cette année, en avril, lors de la présentation de ses résultats annuels. Comme Rhône-Poulenc, Elf-Atochem a rédigé avec précision ses ambitions pour les années à venir. Son président Jacques Puchel, également à la tête du Conseil européen de l'industrie chimique (CEIC) indiquait alors que, sur les quarante-cinq entreprises adhérentes à cette organisation communautaire, vingt-cinq publient cette année un rapport sur l'environnement, et parmi elles quinze y incluent des objectifs précis.

DOMINIQUE GALLOIS

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## FRANCIC-RÉGIONS

## La Sicav des initiatives régionales

Comptes de l'exercice 1992 clos le 31.12.1992.

Actif net au 31.12.1992 : F 60.154.924.

Performance du 31.12.1991 au 31.12.1992 : - 5,63 %.

Performance du 31.12.1992 au 27.04.1993 : + 10,13 %.

Valeur liquidative au 27.04.1993 : F 1159,68.

Dividende : F 16,83 + F 8,52 d'avoir fiscal pour les personnes physiques mis en paiement le 26 mars 1993.

Remplissage du coupon global sans droit d'entrée jusqu'au 30 juillet 1993.

La Présidente Christiane GONIN a déclaré :

Malgré une baisse de 5,63 % en 1992 (coupon réinvesti), FRANCIC-RÉGIONS a continué d'enregistrer un résultat tout à fait honorable aussi bien par rapport aux indices (baisse de 9,70 % du second marché) qu'aux Sicav de même nature. 1993 pourrait se révéler une année favorable tant d'un point de vue économique que boursier. L'important potentiel de baisse des taux en Europe et plus spécialement en France constituera dans un premier temps un facteur de soutien du marché boursier et à terme et favorisera la reprise de l'économie.

AGO du 27.04.93



Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.14 code CIC

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 14 mai ↓ Rechute

La petite progression enregistrée lors des deux derniers jours à la Bourse a fait long feu. Les perspectives économiques selon l'INSEE et la reprise de ventes de valeurs françaises par les investisseurs étrangers ont fait chuter assez nettement la Bourse de Paris. En repli de 0,74 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en début d'après-midi une perte de 1,45 % à 1 652,87 points dans des volumes de transactions réduits.

Aux yeux des analystes, le seul des 1 850 points du CAC 40 constatait toujours un test. S'il était entamé, le marché pourrait baisser encore plus nettement. Les prévisions de l'INSEE pour l'économie française au premier semestre (recul de 0,76 % du PIB et taux de chômage de 11,2 % à fin juin) sont à l'origine du retour brutal de la Bourse de Paris

au pessimisme. D'autant que ces prévisions coïncident avec la publication de chiffres d'affaires trimestriels des entreprises, la plupart du temps très décevants.

Les remous monétaires qui ont entraîné la dévaluation jeudi de la livre et de l'écudo troublement également les investisseurs. Seule nouvelle plutôt encourageante, la poursuite de la détente des taux d'intérêt à court terme avec la nouvelle baisse jeudi d'un quart de point des taux directeurs de la Banque de France. Mais, comme le souligne l'INSEE, cette diminution des conditions de crédit n'aura pas d'effet immédiat sur les entreprises. D'autre part, les taux à long terme ne baissent plus et les taux d'intérêt réels s'agit-ils d'être réduits du taux d'inflation (faible en avril) restent à des niveaux historiquement élevés (environ 6 points).

NEW-YORK, 13 mai ↓ Prises de bénéfices

Après le record enregistré la veille et la publication de chiffres d'inflation supérieurs aux attentes des experts, Wall Street s'est replié jeudi 13 mai à l'issue d'une séance active, dominée par des prises de bénéfices. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a ainsi reculé de 10 points à 3 447,88 points, en baisse de 34,32 points (-1 %). Le volume des transactions a été très élevé avec quelque 280 millions de titres échangés. Le nombre de valeurs en baisse a été plus que deux fois supérieur à celui des titres en hausse : 1 403 contre 810.

Une correction technique, attendue après le record enregistré la veille, a provoqué les pertes de la grande Bourse new-yorkaise. La baisse a été amplifiée alors que sur le marché obligataire, les craintes d'une reprise de l'inflation ont fait remonter les taux. Le département du travail avait annoncé dans la journée une augmentation de 0,4 % des prix de détail en avril aux États-Unis, alors que les experts tablèrent sur une hausse inférieure de 0,2 à 0,3 %.

Les 8,2 millions de dollars de bons

du Trésor à trente ans, mis sur le marché dans le cadre de la dernière adjudication trimestrielle, se sont vendus à un taux de 8,67 %. Le taux moyen sur les bons du Trésor à trente ans, traités sur le marché secondaire, a poursuivi son remontée à 8,95 % contre 8,86 % mercredi soir.

VALEURS	Cours de 12 mai	Cours de 13 mai
Alcoa	88	88
AT&T	82,50	82,50
Boeing	39,38	39,12
Chemical Bank	30,70	30,70
Du Pont de Nemours	81,18	81,18
Eastman Kodak	63	63
Exxon	64,18	64,18
Ford	55,58	55,58
General Electric	59,58	59,58
General Motors	41,38	41,12
Goodyear	40,18	40,18
IBM	68	67,88
ITT	82,18	81,18
Mail	89,58	89,58
McDonald	89,12	89,12
Schlumberger	88	88
Union Carbide	85,12	85,12
US Steel	138,58	138,58
Union Pacific	19,18	19,18
Westinghouse	18,12	18,12
Windsor	18,12	18,12
Yarn Corp.	79,58	79,58

LONDRES, 13 mai ↓ Coup d'arrêt

La Bourse de Londres a subi jeudi 13 mai sa première baisse après quatre séances consécutives de hausses sous l'influence de prises de bénéfices après le recul de Wall Street à l'ouverture. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en baisse de 11,5 points (0,4 %) à 2 849,3 points, réduisant de nouveau à néant ses gains depuis le début de la semaine.

Après avoir bénéficié de la hausse des marchés étrangers en début de séance, les valeurs se sont repliées sous l'impact de nouvelles chiffres de l'inflation américaine et d'un marché à terme faible. Les échanges ont porté sur 772,7 millions de titres contre 770,3 millions la veille. Les

pétroliers, les magazines et la construction mécanique ont été les formes, mais les brasseries, les pharmacie, les pétroliers et les assurances ont baissé.

VALEURS	Cours de 12 mai	Cours de 13 mai
Alfred Lynn	5,83	5,83
B.P.	3,18	3,18
BP	5,80	5,80
Carlsberg	4,98	4,98
Daewoo	10,12	10,12
De Beers	10,12	10,12
Glaxo	28,13	28,13
Harrods	12,12	12,12
Johnson & Johnson	12,12	12,12
Roche	8,10	8,10
S&P	1,12	1,12
Unilever	10,12	10,12

TOKYO, 14 mai ↓ Nouvelle baisse

Au terme d'une séance en dents de scie, la Bourse de Tokyo a enregistré sa quatrième séance consécutive de baisse. L'indice Nikkei a perdu 56,53 points (0,28 %) à 20 474,15. Les échanges ont porté sur quelque 560 millions d'actions, comme la veille.

Le nouveau repli de Kabuto-cho a été suivi d'une nouvelle fois par les analystes à des opérations techniques d'arbitrage liées aux contrats à terme sur indice. Pour autant, les boursiers restent relativement optimistes devant la demande toujours soutenue de

valeurs de premier plan. Koichi Oeda, un analyste de Nikko Securities, évoque en particulier la meilleure tenue de Sumitomo Metal Mining et NTT.

VALEURS	Cours de 13 mai	Cours de 14 mai
Ajinomoto	1 390	1 390
Daewoo	1 400	1 400
Daewoo	1 400	1 400
Daewoo	1 400	1 400
Daewoo	1 400	1 400
Daewoo	1 400	1 400
Daewoo	1 400	1 400
Daewoo	1 400	1 400
Daewoo	1 400	1 400
Daewoo	1 400	1 400

## CHANGES

Dollar : 5,42F ↓

Le dollar faiblissait très légèrement vendredi 14 mai à Paris, tandis que le SME retrouvait son calme après la dévaluation de la peseta et de l'écudo (lire page 18). A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,42 francs contre 5,4450 francs la veille au cours indicatif de la Banque de France.

	13 mai	14 mai
FRANCIFOR	13 mai	14 mai
Dollar (en DM)	1,414	1,405
TOKYO	13 mai	14 mai
Dollar (en yen)	111,68	111,65

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (14 mai) : 5,116-5,316 %  
New-York (13 mai) : 3 %

## BOURSES

12 mai 13 mai

(SBF, base 100 : 31-12-81)  
Indice global CAC : 518 515,40  
(SBF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 : 1 674,71 1 673,93

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles : 3 482,31 3 447,88  
LONDRES (indice Financial Times)

100 valeurs : 2 849,30 2 849,30  
30 valeurs : 2 231,10 2 231,10  
Marché d'or : 159,10 161,50  
Fonds d'investissement : 94,92 94,95

FRANCIFOR

12 mai 13 mai  
Dax : 1 629,46 1 639,79

TOKYO

13 mai 14 mai  
Nikkei Dow Jones : 20 474,15 20 474,15  
Indice global : 1 611,06 1 605,71

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DÉVISES

COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert
\$ EU	5,4220	5,4240
Yen (100)	4,0975	4,0975
£	6,5770	6,5770
Deutschmark	3,7540	3,7540
Franc suisse	3,7515	3,7515
Libre sterling	8,2887	8,2887
Peseta (100)	4,4370	4,4370

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ EU	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/4
Yen (100)	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/4
Deutschmark	7 9/16	7 11/16	7 1/4	7 1/4	7 7/16	7 7/16
Franc suisse	5	5 1/8	4 7/8	5	4 11/16	4 13/16
Libre sterling	10 1/2	10 3/4	10 9/16	10 9/16	10 1/2	10 3/4
Peseta (100)	12 13/16	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
Franc français	7 13/16	7 15/16	7 7/16	7 7/16	7 1/8	7 1/8

Ces courants indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

## BOURSE DE PARIS DU

## Comptant

## Seco



## BOURSE DE PARIS DU 14 MAI

**Cours relevés à 13 h 30**

Company	VALUERS	Cross pctd	Premier cross	Demer cross	% +	Company	VALUERS	Cross pctd	Premier cross	Demer cross	% +	Company	VALUERS	Cross pctd	Premier cross	Demer cross	% +	Company	VALUERS	Cross pctd	Premier cross	Demer cross	% +
5420	CINE 3%	5690	5530	5530	+0.30	1110	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5430	BLAT. P.T.	1040	1045	1045	+0.07	1120	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5440	G.L. T.Y.	506	505	505	+1.06	1130	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5450	Remont. T.P.	306	305	305	+1.06	1140	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5460	Remont. T.P.	306	305	305	+1.06	1150	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5470	Remont. T.P.	306	305	305	+1.06	1160	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5480	Remont. T.P.	306	305	305	+1.06	1170	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5490	Remont. T.P.	306	305	305	+1.06	1180	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5500	Remont. T.P.	306	305	305	+1.06	1190	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5510	Remont. T.P.	306	305	305	+1.06	1200	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5520	Remont. T.P.	306	305	305	+1.06	1210	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5530	Remont. T.P.	306	305	305	+1.06	1220	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5540	Remont. T.P.	306	305	305	+1.06	1230	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5550	Remont. T.P.	306	305	305	+1.06	1240	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5560	Remont. T.P.	306	305	305	+1.06	1250	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5570	Remont. T.P.	306	305	305	+1.06	1260	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5580	Remont. T.P.	306	305	305	+1.06	1270	Chad. Francor.	1061	1050	1018	-3.38	1000	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18	239	First Mercant.	304.50	56.70	55.20	-2.18
5590	Remont.																						

**Comptant (sélection)**[illegible]

## étrangères

PREMIER COURS	VALEURS	COURS PREL.	Dernier cours
	Rothmans NV .....	160 10	160 10
	Robinson .....	314 00	314 ..
	Saipan .....	5 05	....
	Siam Group .....	23 50	....
	SKF AB Stockholm .....	95 05	58 80
	Tyngstad Inc .....	280	....
	Tosny Ind .....	34 50	33 ..
	West Rand Corp .....	5 15	....
 <b>Hors-cote</b>			
	Bayer Hydro Energie, Cologne .....	230	....
	C&H Cognac .....	67 10	....
	C.G.H Cognac .....	7	....
	Comp. Assurances .....	651	....
	Empy Styfens Ind .....	6 85	....
	Guy Degroene .....	400	....
	Lecturers du Mexique .....	338	....
	Nicoles .....	695	....
	Office Cent. Plaines .....	870	....
	Parisis, Parisis .....	180 20	....
	Roveret N.V. ....	262 20	....
	St-Gobain Emballage .....	2000	....
	Schindlerberger Ind .....	465	....
	Styffens Ind .....	1528	....
	S.P.R. ex R .....	278	....
	Willems .....	1100	....

**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Frans Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Inc.	Rachet net
Acier	227 38	221 30	France Semelle	270 25	269 71	Parbes Depositions	1735 58	1708 95
Acier-grosses C & D	225 35	222 35	France Delapont	265 25	264 75	Parbes	132 85	127 21
Amalg	7531 88	7242 17	Francor	474 76	460 55	Parbes Reprint	819 18	815 59
Amalgam	888 88	856 16	Francie Plane	115 31	111 95	Parbes Reprint	247 86	242 86
Anglophone Inter	714789 00	714876	Francie-Regions	11155 54	1121 88	Parbes	809 53	856 03
Anglo. Coast Transp.	7358 07	7356 48	Francie Regions	26 48	26 48	Parbes	1255 78	1228 05
Anglo. Coast Transp.	3228 07	3228 07	Francie Regions	47 35	46 95	Parbes	135 73	137 73
Anglo. Coast Transp.	1134 92	1138 62	Francie Regions	246 30	242 75	Parbes	5995 69	5987 70
Anglo. Coast Transp.	480 10	443 89	Francie Regions	971 03	947 35	Parbes	72355 58	72355 58
Anglo. Coast Transp.	1491 16	1491 16	Francie Regions	263 22	263 22	Parbes	10628 31	10617 48
Anglo. Coast Transp.	155 91	155 91	Francie Regions	558 42	558 42	Parbes	107 21	107 21
Anglo. Coast Transp.	195 81	189 91	Francie Regions	18687 37	19514 80	Parbes	32248 10	32248 10
Anglo. Coast Transp.	8755 69	8755 69	Francie Regions	185 25	182 15	Parbes	1061 48	1035 60
Anglo. Coast Transp.	1039 76	1000 60	Francie Regions	1382 88	1342 60	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	137 85	135 85	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	137 85	135 85	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	121 98	118 98	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	122 12	118 54	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	153 91	143 43	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	146 46	146 46	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	122 12	118 54	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	153 91	143 43	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	146 46	146 46	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	122 12	118 54	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	153 91	143 43	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	146 46	146 46	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	122 12	118 54	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	153 91	143 43	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	146 46	146 46	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	122 12	118 54	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	153 91	143 43	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	146 46	146 46	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	122 12	118 54	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	153 91	143 43	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	146 46	146 46	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	122 12	118 54	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	153 91	143 43	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	146 46	146 46	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	122 12	118 54	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes	150 47	150 47
Anglo. Coast Transp.	153 91	143 43	Francie Regions	1059 72	1037 81	Parbes		

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcanal Cibles	520	516	Genograph	105	105 10
B.A.C.	23 70		Gumex	740	
Boston Etyl	400	480	I.C.C.	290	
Bolton (Lyon)	330	322	Imperial	57	67
C.A.I.-de-Par. (C.C.I.)	110	900	Imvies, Hivallée	1130	1130
Calberson	265	255	Intens. Computer	127	.....
Carif	1030	1030	I.P.M.M.	38	10
C.E.S.E.P.	140	170	Melco	335	.....
C.F.A.	140	40	M.S.C. Schenkerberg	672	676
CHUA	1119	1076	Paul/Frignat	930	964
Codator	347		Reims-Alp. (En Etyl.)	355	335
Craeto	102	102	Schell (En Etyl.)	95	98
Damery	262	270	Sofina	160	160
Daniplex	1210		Sorbus	360	360
Delfine	118	118	TF1	428 20	420
Edison Belin	191		Thomson H. Etyl.	340	345
Euro. Population	240	236 30	Ueding	228	220
Financ.	156		Viel et Co	153 50	153 00
G.P.F. (Group Fincl.)	35	33			

## Marché des Changes

Marché des Changes					M
COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 14/5	COURS DES BILLETS		M EM ET
			achat	vente	
Etats Unis (1 USD).....	5 445		5 1	5 9	Or fin
Ecu.....	5 553		228	346	Or fin
Belgique (100 frs).....	337 300		18	19	Nap.
France (100 frs).....	16 403		18	19	Or fin
Pays-Bas (100 fl.).....	300 830		289	309	France
Italie (1000 lire).....	3 547		34	92	France
Allemagne (100 DM).....	87 640		7 9	9	France
Irlande (1 lrp.).....	9 198		7 9	9	France
Grande-Bretagne (1 L).....	8 328		2 5	31	Sauve
Grèce (100 drachmes).....	2 484		369	378	France
Suède (100 kr.).....	372 000		88	77	France
Norvège (100 kr.).....	79 570		76	84	France
Autriche (100 sch.).....	42 549		43	49	France
Espagne (100 pes.).....	4 436		43	49	France
Portugal (100 esc.).....	3 495		43	49	France
Canada (1 \$ can.).....	4 277		43	49	France

### Marché libre de l'or

Marché libre de l'or		
MONNAIES DEVISES	COURS préc.	COURS 14/5
(pale en barre)	84400	84200
(en lingot)	84350	84450
Swiss (20f)	369	380
Fr (10 f)	365	
Suisse (20 f)	370	367
Luxemb (20 f)	371	368
Argen.	480	483
20 dollars	2400	2500
10 dollars	1380	1350
5 dollars	675	.....
50 pesos	2375	2395
10 florins	370	380

**Marché à terme international de France MATIF**

**Cotation du 13 mai 1993**

Cotation du 13 mai 1993							
NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 137 041				CAC 40 A TERME Volume : 16 975			
COURS	Jun 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Mai 93	Jun 93	Juillet 93
Dernier ....	117,44	117,10	116,60	Dernier —	1 880	1 862,50	1 864
Précédent	117,42	117,14	116,54	Précédent	1 880	1 863	1 860,50

o : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu







# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 15 mai

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

## En direct

**T** OUBON, qui va monter ses premières marches en tant que...  
...dépêché-maire de Neuilly, qui cherche à faire savoir qu'il ne fait pas partie de la classe ob...  
...d'un instant à l'autre en voiture du Grey d'Albion...  
...extraordinairement calme. Tenu à faire savoir qu'il ne fait pas partie de la classe ob...  
...frais du dîner d'inauguration divisés par cinq...  
...un paquet noir, dans lequel il y a, enfin, il y aurait...  
...ressentez à cet instant, Catherine Denève...  
...essiez déterminé tout de même. D'ailleurs, M. Sarkozy, le député-maire de Neuilly...  
...mélange d'émotion et de tension, de plaisir aussi...  
...patron du RAID, qui a un très bon contact avec...  
...sur les dix jours, de belles montées de marches...  
...nous retrouvons encore à la fin de ce journal...  
...peut paraître long, mais l'escalier ne compte que trente-cinq...  
...êtes pédo-psychiatre. A votre avis, les enfants ont-ils...  
...depuis cinq ans, pas eu un film français à l'ouverture...  
...serait entré par la porte des classes primaires. Mais l'information n'est pas encore...  
...de votre arrivée, Catherine Denève, des nouvelles de la prise d'otages de...  
...l'él à Neuilly, il semblerait que les choses avancent. Dans

quel sens, nous ne le savons pas encore, mais...  
...rien de nouveau? Pas de nouveaux enfants libérés?  
...dénouement serait vraiment proche. Cependant, on a vu passer des sacs de couchage...  
...entre le téléviseur et le cinéma, tout le contraire d'un divorce...  
...pour un flash spécial tout de suite après Navarro...  
...vraie émeute, sans qu'on en soit totalement certain, que les explosifs n'en sont pas...  
...êtes ancien patron de la brigade d'intervention. A votre avis, les nerfs de la maîtresse ne vont-ils pas...  
...rendre un hommage tout particulier à...  
...maîtresse admirable, vraiment admirable...  
...encore une fois, avec des guillemets et des conditionnels, mais...  
...qui représente la grâce, qui nous fait rêver...  
...mythérieux groupe d'extrême-gauche qui, sans que l'on puisse bien évidemment le confirmer, serait une des pistes sur lesquelles...

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément hebdomadaire. Signification des symboles : **P** : signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; **F** : Film à l'écran ; **M** : Météo ; **C** : Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 14 mai

TF 1

avec l'hebdo **Investir**

**PLACEMENTS**

**LA NOUVELLE DONNE**

en vente dès samedi

20.50 Magazine : Les Marchés de la gloire.  
22.45 Magazine : Ushuala.  
22.50 Divertissement : Sexy Dingo.  
0.20 Les Enquêtes de Remington Steele.

FRANCE 2

20.50 Série : Farbac. Le Crime de Farbac, de Bruno Gantillon.  
22.30 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot.  
23.50 Journal et Météo.  
0.10 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Spécial Cannes.

FRANCE 3

20.05 Jeu : Hugobélier (et à 20.40).  
20.15 Divertissement : La Classe.  
20.45 Magazine : Thalassa. Ancrée dans la houle. Le travail sur un navire-école.  
21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Jean-Hugues Anglade. Japon : les trésors vivants ; Musique : une vie de charro ; Italie : l'issue de rêves.  
22.50 Journal et Météo.  
23.15 Magazine : Le Divan. Invité : Claude Cardinale.  
23.40 Série : Les Incorruptibles.  
0.30 Court métrage : Livre court. Traits d'union.

0.45 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.  
1.30 Musique : Portée de nuit.

CANAL PLUS

20.25 Sport : Football. Bordeaux-PSG. Match de la 35<sup>e</sup> journée du championnat de France de D1, en direct. A 20.50, coup d'envoi du match.  
22.30 Flash d'informations.  
22.32 Le Journal du Festival.  
23.00 Cinéma : Le Relève. **M** Film américain de Clint Eastwood (1990).  
0.55 Cinéma : Céline. **M** Film français de Jean-Claude Brisson (1992).

ARTE

20.40 Magazine : Transit. De Daniel Lecoq.  
22.15 **P** Magazine : Macadam. Amo, de Béatrice Souli.  
23.10 Interview : Pour constater, Rudolf Dutschke. Interview, réalisée en 1967, du jeune Rudolf Dutschke, porte-parole des étudiants radicaux allemands.  
23.50 Musique : Mœrreux Jazz Festival (rediff.).

M 6

20.45 Téléfilm : L'Heure de vérité. De John Gray.  
22.25 Série : Mission impossible. Les Enquêtes de Capital Présenté par Emmanuel Chén.  
23.50 Magazine : Emotions.  
0.15 Informations : Six minutes première heure.  
0.25 Magazine : Rapline.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio archives.  
21.32 Musique : Black and Blue. Nouveaux jazz brésiliens. Invité : Francisco Cruz.  
22.40 Les Nuits magnétiques. Les chanteurs : le peuple de l'abîme. 4. Vers l'homme nouveau? Du jour au lendemain.  
0.05 Dans la bibliothèque de... Marcelin Pleynet.  
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Opéra (en direct de Lyon) : Rodrigue et Chimène, de Debussy, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Kent Nagano.  
23.09 Jazz club Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct de l'Amphithéâtre de l'Opéra de Lyon : Le Trio du pianiste Mario Stanchev et le Groupe Ayodhya.  
1.05 Papillons de nuit.

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. La Foire aux organes, de Peter Gil.  
13.50 Jeu : Millionnaire.  
14.15 La Une est à vous.  
15.55 Sport : Football. Finale de la Cup anglaise : Sheffield Wednesday-Arsenal, en direct de Wembley.  
17.55 Magazine : Trente millions d'amis.  
18.25 Divertissement : Vidéo gag.  
18.55 Série : Beverly Hills.  
19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).  
20.00 Journal, Tiercé et Météo.  
20.45 Téléfilm : On a tué mes enfants. De David Greene.  
0.05 Magazine : Formule foot. Championnat de France.  
0.45 Journal et Météo.  
0.50 Magazine : Le Club de l'enjeu.

FRANCE 2

SAMEDI • 13H25

**Géopolis**

L'Inde : La marée nationaliste

13.25 Magazine : Géopolis. Inde : la marée nationaliste.  
14.15 Magazine : Animalia. Galapagos : sur les traces de Darwin.  
15.15 Magazine : Sport passion. A 15.30, Rugby (quart de finale du championnat de France) : Agen-Brive, en direct de Dax ; A 17.15, Basketball (finale du championnat de France, 5<sup>e</sup> match) : Pau-Orthez-CSP. Limoges (sous réserve) ou Cyclisme : Tour d'Espagne.  
18.05 Série : Matt Houston (si pas de basket-ball).  
18.55 INC.  
19.00 Magazine : Frou-frou. Invité : Jean-Luc Delava.  
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 En attendant l'Eurovision. Présentation du sélectionné français, Patrick Fiori, et de sa ville natale, Cargèse (Corse).  
21.00 Variétés : 35<sup>e</sup> concours Eurovision de la chanson. Emission présentée par Fiona Sweeney, en direct de Millstreet (Irlande).  
0.05 Journal et Météo.  
0.20 Magazine : Le Cercle de minuit.

FRANCE 3

13.00 Samedi chez vous. (et à 14.50, 16.45), Télévision régionale.  
14.00 Série : Le croisière s'amuse.  
15.55 Série : Matlock.  
17.40 **P** Magazine : Montagne. Tassili, chronique d'une exploration.  
18.25 Jeu : Questions pour un champion.  
18.50 Un livre, un jour. C'est Boum! Huel, de Béatrice Le Moine.  
19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.05 à 19.31, le journal de la région.  
20.05 Divertissement : Hugobélier (et à 20.40).  
20.15 Divertissement : Yacapa. Présenté par Pascal Brunner.  
20.45 Opéra : Les Contes d'Hoffmann. De Jacques Offenbach, par les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Kent Nagano (entrées en direct de l'Opéra de Lyon simultanément en stéréo sur France-Musique).  
23.10 Journal et Météo.  
23.35 Magazine : Rapline.  
0.30 Continentales club. Meilleurs moments de la semaine.

CANAL PLUS

14.05 Téléfilm : Tchoumby, dernier avertissement. D'Anthony Page.  
15.40 Sport : Judo. Trophée européen féminin, en direct.  
16.40 Sport : Basket-ball américain.  
18.00 En clair jusqu'à 20.35 : Dessin animé : Les Razmoket.

## Dimanche 16 mai

TF 1

12.20 Journal.  
13.00 Expression directe. CCC, CDT.  
13.20 Magazine : A vrai dire.  
12.55 Météo et Journal.  
13.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.  
14.20 Série : Perry Mason.  
15.55 Série : Starsky et Hutch.  
17.00 Disney Parade.  
18.05 Des millions de copains.  
19.05 Magazine : 7 sur 7. Hassan II, roi du Maroc.  
20.00 Journal, Tiercé et Météo.  
20.45 Cinéma : Nikita. **M** Film français de Luc Besson (1990).  
22.45 Magazine : Ciné dimanche.  
22.55 Cinéma : Le Repos du guerrier. **F** Film français de Roger Vadim (1962).  
0.45 Journal et Météo.

FRANCE 2

DIMANCHE • MIDI

**Nicolas Sarkozy**

à l'Heure de Vérité.

12.00 Magazine : L'Heure de vérité. Invité : Nicolas Sarkozy, ministre du budget.  
12.59 Journal et Météo.  
13.20 Dimanche Martin.  
14.55 Série : Mission casse-cou.  
15.45 Dimanche Martin (suite).  
17.25 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.  
18.20 Magazine : Stade 2. Invité : Michèle Allot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports. Football : Rugby : Biarritz ; Cyclisme : Escrima : Gymnastique : Rugby à XIII ; Tir à l'arc.  
19.30 Série : Meguy.  
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.  
20.50 Cinéma : Canicule. **M** Film français d'Yves Boisset (1983).  
22.30 Cinéma : Caballero. **M** Film américain de Richard Fleischer (1956).  
0.10 Journal et Météo.  
0.25 Magazine : Le Cercle de minuit. En direct de Cannes.

FRANCE 3

12.00 Flash d'informations.  
12.05 Télévision régionale.

12.45 Journal.  
13.00 Expression directe. CCC, CDT.  
13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre. Références au Danemark.  
13.50 Série : Le croisière s'amuse.  
14.40 Magazine : Sport 3 dimanche. A 14.40, Escrima : Challenge UAP de lauriers masculins, en direct du stade Pierre-de-Coubertin ; A 14.45, Rugby (quart de finale du championnat de France) : Perpignan-Toulon, en direct de Nîmes ; A 15.35, Tiercé, en direct de Longchamp ; A 16.55, Escrima : challenge UAP (suite).  
17.30 Dessin animé : Les Simpson.  
18.00 Magazine : Jamais sans mon livre. Invité : Philippe Djian (Scotex) ; Donna Tartt (le Maître des illusions) ; Les critiques Jean-Baptiste Hérang, journaliste à Libération, à propos de l'Aventure, de Christian Oster ; Manuel Carasso, journaliste au Figaro, à propos de Meggie, fille des rues, de Stephen Crane.  
18.00 Le 19-20 de l'information. De 18.05 à 19.30, le journal de la région.  
20.05 Divertissement : Yacapa. Spécial Charles Trenet.  
20.45 Spectacle : L'Opéra de Monte-Carlo.  
22.05 Cinéma : A vos amours.  
22.50 Journal et Météo.  
23.15 Cinéma : Frankenstein. **M** Film américain de James Whale (1931) (v.o.).

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 14.00 : Flash d'informations.  
12.35 Magazine : Tâches dimanche.  
13.30 Divertissement : La Semaine des Guignols.  
14.00 Sport : Rugby. Toulouse-Grenoble.  
18.00 Court métrage : Mais n'y a-t-il pas une dame dans tout ça. De Léo Joannon, d'après Georges Feydeau.  
15.40 **P** Documentaire : Les Allumés...  
17.05 Documentaire : Les Surprises du sexe. Le Jour et l'heure.  
18.00 Cinéma : Confessions d'un barjo. **M** Film français de Jérôme Boivin (1982).  
En clair jusqu'à 20.35 : Magazine :

18.25 Le Top.  
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Spécial Cannes.  
20.35 Téléfilm : L'Enfant en héritage. De Josée Deyan.  
22.25 Documentaire : Les Allumés...  
22.52 Flash d'informations.  
22.54 Le Journal du Festival. Présenté par Isabelle Giordano.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00 : 17.00 Magazine : Transit. De Daniel Lecoq (rediff.).  
19.00 Magazine : Via Regio. Les régions européennes. Le Tyrol italien.  
19.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités italiennes et françaises de la semaine du 15 mai 1993.  
20.20 Cinéma : Le Déesus des cartes. De Jean-Christophe Victor. Le Liban politique.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.45 Documentaire : Grands soirs et petits matins. Mai 68 au Quartier latin, de William Klein.  
22.30 Téléfilm : La Collection secrète de Salvador Dali. D'Otto Kellmer.  
23.40 Courts métrages. Premiers regards : Une de Amour, de Carlos Brito. Vis à vis, d'Antonio Caro.  
0.00 Musique : Montreux Jazz Festival. Flamenco de toujours. El Pale, Lole y Manuel, Manolo Sanjurjo, Cameron de la Isla à Tomatito (45 min).

M 6

13.55 Série : Supercopier.  
14.50 Série : Les Champions.  
15.40 Série : Amicalement vôtre.  
16.40 Magazine : Culture rock. Le sang de Queen.  
17.10 Série : Le Saint.  
18.15 Série : Brigade de nuit.  
19.05 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chapatte.  
19.54 Six minutes d'informations. Météo.  
20.00 Série : Cosby Show.  
20.35 Divertissement : Tranche de rire. Thierry Le Luron, Sylvie Joly, François Hellin.  
20.45 Téléfilm : Bangkok Hilton. De Ken Cameron.  
0.30 Série : Soko, brigade des stupés.  
1.25 Informations : Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Viviane Edders, directrice d'une galerie de photographie.  
20.45 Nouveau répertoire dramatique. Trois textes de Jean-Claude Grumberg, en direct et en public : Maman revient, pauvre orphelin ; Hiroshima commémoration ; Nove, été 47.  
22.35 Musique : Opus. Pierre Barouh.  
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Soirée lyrique. A 20.45, opéra (en direct de l'Opéra de Lyon et en simultané sur France 3) : Les Contes d'Hoffmann, d'Offenbach, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Kent Nagano ; sol. : Daniel Galvez-Vallero, Gabriel Bacquier, Valérie Chevalier, Nathalie Dessay, Barbara Hendricks, Hélène Jossaud, José Van Dam, Isabelle Vernet.  
23.35 Carrefour de la guitare. Par Robert J. Vidal.  
0.30 Cabaret. Par David Jessa.

(Publicité)

**L'APPEL UNIFIÉ JUIF DE FRANCE**

**LE DIMANCHE 16 MAI 1993**

(de l'aube à minuit)

**lance son RADIOTHON**

**POUR LA VIE ET LA DIGNITÉ DE LA VIE**

sur toutes les radios juives, à PARIS 94.8 et en PROVINCE

A.U.J.F.

19, rue de Téhéran, 75008 Paris - Tél. : 45-63-06-10.



Alors que six élèves de maternelle et leur institutrice étaient encore retenus vendredi matin

## Les autorités ont longuement négocié avec le preneur d'otages de Neuilly-sur-Seine

Les négociations continuaient, vendredi matin 14 mai, avec l'homme armé qui, plus de vingt-quatre heures auparavant, avait pris en otages une classe maternelle du groupe scolaire Commandant-Charcot à Neuilly-sur-Seine. Quinze enfants ayant été libérés par petits groupes dans la journée de jeudi, six enfants et leur institutrice étaient toujours retenus par le preneur d'otages, qui portait une cagoule en permanence et dont les policiers n'ont pu percer à jour l'identité. L'homme réclamait une somme de 100 millions de francs. Le premier ministre avait rejoint, dans la soirée, au ministère de l'intérieur Charles Pasqua, qui, lui, avait annulé le déplacement qu'il devait effectuer, vendredi, en Corse, tandis que le maire de Neuilly et ministre du budget, Nicolas Sarkozy, menait sur place les négociations, en coordination avec les policiers du RAID, l'unité d'élite de la police nationale, et MM. Balladur et Pasqua.

Une journée d'angoisse, une nuit d'attente. Vendredi 14 mai au matin, Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) s'est réveillée comme elle s'était endormie, avec des CRS aux carrefours, des tireurs d'élite sur les toits et des dizaines de journalistes sur les trottoirs. Rue de la Ferme, une des artères déjantées où résident des hôtels particuliers s'alignent à l'ombre des marronniers jusqu'au bois de Boulogne, les voitures de police et les ambulances de pompiers continuaient d'aller et venir, prêtes à intervenir. Dans une classe de l'école maternelle Charcot, six enfants âgés de trois à quatre ans et leur jeune institutrice, Laurence Dreyfus, étaient toujours retenus en otage par un homme cagoulé dont l'identité n'avait pas encore été révélée. Il fait en possession d'une arme de poing et se disait porteur d'une bombe. Ses exigences n'avaient pas varié depuis le début de la prise d'otages, vingt-quatre heures plus tôt : il réclamait 100 millions de francs et la possibilité de s'enfuir avec des otages en guise de « boucliers ».

Les policiers et Nicolas Sarkozy, ministre du budget et maire de Neuilly, avaient bien obtenu la libération de quinze enfants tout au long de la journée de jeudi, mais le comportement du forcené inclinait à la plus grande prudence. L'homme était calme, déterminé. La veille, dans un document dactylographié de huit pages remis à la police, il avait détaillé le scénario d'une action pré-établie, semble-t-il, avec la plus grande minutie (lire ci-dessus).

Il était 9 h 30, jeudi matin, lorsqu'il arriva rue de la Ferme. Les centaines d'enfants du groupe scolaire Charcot sont tous en classe. Les « grands », les élèves de primaire, dans le bâtiment de gauche. Les « petits », les enfants de maternelle, dans celui de droite, au fond d'une allée ombragée. L'intrus, qui paraît une trentaine d'années et parle sans accent, se dirige vers l'école maternelle. Il pénètre dans une classe de première année, au rez-de-chaussée, et prend en otages vingt et un enfants de trois à quatre ans ainsi que leur institutrice. Dans les autres classes, l'alerte est déjà donnée. Les enfants de maternelle sont rassemblés dans le cour de récréation de l'école primaire. Des policiers du commissariat de Neuilly arrivent sur place, bientôt suivis par des hommes de la brigade de recherche et d'intervention (BRI, « anti-gang ») et par ceux du RAID (recherche assistance intervention dissuasion), l'unité d'élite de la police nationale.

## « Une cagoule comme Batman »

Les négociations s'engagent, menées, du côté de la police, par Louis Bayon, le responsable du RAID et Aimé Toulon, le directeur départemental des polices urbaines, et Claude Canals le patron de la police judiciaire parisienne. La présence, dans cet établissement, de nombreux enfants d'hommes d'affaires, de diplomates ou de hauts fonctionnaires résidents dans le quartier laisse craindre une action politique. Il n'en est rien. Le forcené réclame de l'argent, cent millions de francs et une carte d'identité. Il place des feuilles de papier sur les fenêtres de la pièce pour se protéger des regards d'été du RAID, tout de noir vêtus, qui ont pris discrètement position sur les toits environnants.

A l'extérieur, aux abords du groupe scolaire, les parents, prévenus par des voisins ou alertés par la radio, viennent chercher leurs enfants. Chaque scène de retrouvailles, chaque regard angoissé, est filmé et photographié par des dizaines de journalistes, français et étrangers. Dans l'attente, le cadavre Henri Verneuil, qui demeure

dans le quartier, parvient tout de même à embrasser sa petite fille et à confier : « On donnerait tout ce qu'on a pour cette seconde où l'on voit son visage derrière la grille ». Les rumeurs les plus folles circulent déjà. Ennemé au pas de course par un papa soulagé, un gamin assure qu'il y a « au moins cinq morts et un blessé », un autre raconte que « le mec a une cagoule comme Batman », qu'il a « trois lingettes et se prend pour un cowboy ».

A 11 h 30, le préfet des Hauts-de-Seine, Claude-Noël Hardy, dévoile les exigences du preneur d'otages, précise que les enfants sont en bonne santé : « Ils ne réalisent pas ce qui se passe. L'institutrice leur dit qu'il s'agit d'un jeu. Elle fait preuve d'un grand courage. Il réclame cent millions de francs. Nous lui avons proposé cinquante millions en liquide. Les négociations se poursuivent ».

Dès 13 h 30, cinq enfants sont libérés, puis trois autres quelques minutes plus tard. A l'évidence, les policiers, rejoints par Nicolas Sarkozy, qui prendra une part active aux négociations, privilégient une stratégie classique en pareil cas : le dialogue, le « trotté » et l'« usure ». Il n'est pas question de tenter une intervention mais plutôt de négocier la libération des otages, un par un s'il le faut, en faisant croire à leur père qu'ils ont été libérés. Pierre Narbonne, le père d'un garçonnet libéré en début d'après-midi, participe, lui aussi, aux tractations. Son épouse sort à deux reprises de l'école pour dire que « tout va pour le mieux » et que « les petits font du sport ». Nous lui avons proposé cinquante millions en liquide. Les négociations se poursuivent.

D'autres libérations interviennent dans le courant de l'après-midi. Le forcené a repoussé son premier ultimatum fixé à 16 h. Il cède du terrain mais reste, malgré tout, très ferme sur ses exigences. Il demande également à rencontrer un journaliste de TF1. A 19 heures, Nicolas Sarkozy, accompagné du responsable du RAID, vient donc chercher Jean-Pierre Abou, l'un des journalistes de la chaîne chargée de couvrir cet événement. Celui-ci, entré dans l'établissement sans caméra, ressortira quelques minutes plus tard pour

intervenir en direct lors du journal de vingt heures : « Cet homme m'a semblé calme. Sa seule revendication est financière. Il veut cent millions de francs en lingots d'or et en billets usagés. Il tient dans sa main une sorte de bobine. Il prétend qu'il s'agit d'un détachement relié à un sac d'explosif fixé à sa ceinture. Il reste encore neuf enfants qui jouent dans un coin de la pièce avec la maîtresse. Contrairement à ce que l'on pu dire en « coupure », vers midi, il ne s'agit sans doute pas d'un Africain ».

De sources proches des négociations, on indique alors que le « dénouement est imminent ». Le préfet des Hauts-de-Seine est d'ailleurs venu à deux reprises devant la presse affirmer que la situation évoluait de manière « satisfaisante ». Il s'est présenté une première fois seul, vers 19 h 30, puis une seconde fois, à 19 h 55, entouré des parents, des pères blessés et des mères aux yeux rouges, visiblement apeurés par la multitude des caméras et des objectifs.

Vers 23 heures, un enfant est libéré, puis une fillette. A 1 h 15, tandis que six de ses camarades, les six derniers, dorment toujours dans un coin de la salle de classe, l'institutrice, Laurence Dreyfus, est toujours là, elle aussi. Les parents loutent « accourer ». Vers midi, Nicolas Sarkozy s'est rendu au ministère de l'intérieur où il s'est longuement entretenu avec Charles Pasqua et Edouard Balladur. Tout en long de cette nuit d'attente, aucune information ne va filtrer sur l'état des négociations, jusqu'à 4 heures à la demande du forcené. Une rumeur va tout de même circuler au petit matin avant d'être confirmée : la veille, le forcené a remis aux policiers un texte résumant ses exigences. Ce texte est signé « HB », les initiales qui figurent justement sur un autre tract retrouvé dans un parking de Neuilly dans la nuit du 7 au 8 mai (le Monde du 11 mai). L'attentat à l'explosif qui avait causé quelques dégâts matériels sans que l'auteur – ou les auteurs – puisse être arrêté. Le forcené du groupe scolaire Charcot revendique le « HB » du parking ? Vendredi matin, cette hypothèse incitait les policiers à la plus grande prudence.

PHILIPPE BROUSSARD

## Les notes du preneur d'otages

Dans divers documents remis aux policiers et aux négociateurs par le preneur d'otages au long de la journée de jeudi, l'homme a précisé ses exigences en affirmant qu'il préfère « mourir plutôt que d'être pris vivant ». Son action avait été très longuement préparée, comme l'indique le scénario proposé par l'homme dans des documents à la présentation soignée qu'il avait préalablement rédigés, vraisemblablement au moyen d'un ordinateur.

Les passages consacrés au versement de la rançon de 100 millions de francs indiquent ainsi que le payeur devrait être « la Banque de France » et que la somme devra être versée par coupures de billets de 20, 100, 200 ou 500 francs, dont le nombre est précisément fixé. Aucune demande de nature politique ne vient compliquer cette exigence de rançon. Le preneur d'otages a dessiné un plan de fuite précisant où et comment un véhicule viendra le chercher, les enfants lui servant alors « de boucliers ».

Ces documents adressés au ministère de l'intérieur sont signés des initiales « HB », comme le tract revendiquant l'attentat commis dans un parking de Neuilly dans la nuit du 7 au 8 mai (le Monde du 11 mai). Le tract diffusé lors de cet attentat comportait des motivations politiques et exigeait la démission du ministre de l'intérieur et du président de la République, tout en évoquant la menace d'un futur attentat. A la suite de l'explosion du parking, la police avait mené une rafle dans les milieux d'extrême gauche. Sans résultat probant : un seul des vingt-trois, hyperpolicie, Frank Monnier, avait été mis en examen et écroué.

## M. Chevènement invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste du Territoire de Belfort, fondateur et président du Mouvement des citoyens, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury RTL - le Monde » dimanche 16 mai de 18 h 30 à 19 h 30. Le maire de Belfort, qui avait

démissionné de son poste de ministre de la défense pendant la guerre du Golfe, répondra aux questions d'André Passeron et de Pierre Servant du Monde et de Dominique Pennequin et de Béatrice Hadjaje de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

## SOMMAIRE

## AU COURRIER DU MONDE

La mort de Pierre Bérégovoy... 2

## ÉTRANGER

La fin de la guerre des étoiles... 3

Afrique du Sud : la police rappelle ses réservistes dans l'est du Transvaal... 4

Les « soldats perdus » de la guerre d'Afghanistan... 5

La guerre dans l'ex-Yougoslavie... 6

## ESPACE EUROPÉEN

Les Danois face à un « petit » Messerschmitt : Les paysans s'approprient à voter massivement « oui » : Le ras-le-bol des pêcheurs : La conversion des socialistes populaires : Tribune

« Pourquoi voter non ? », par Frank Delgado... 7 à 10

## POLITIQUE

La préparation des états généraux du PS... 11

Les socialistes européens veulent réaffirmer leur identité de gauche

La réforme du code de la nationalité : les députés ont accepté de durcir le texte du Sénat... 12

## SOCIÉTÉ

Médecine : le gouvernement définit les grandes lignes d'un plan de lutte contre le sida... 13

Justice : l'énigmatique affaire Vesarely... 13

Police : la politique de M. Pasqua est critiquée par le nouveau secrétaire général de la FASP... 14

Éducation : l'enseignement catholique tente d'éviter un « débat politique »

Quelle histoire !, par Claude Sarraute : « Que d'art ou d'art ? »... 14

## CULTURE

Le Festival de Cannes : « Ma saison préférée » d'André Téchiné ;

« Portraits volés » de Michel Pascal et Serge Toubiane... 15

Arts : la mort de René Blanchard

Musiques : « Médée » poussée à bout... 16

## ÉCONOMIE

Dévaluation de la peseta et de l'escudo

L'activité en France continue de reculer... 18

L'inflation s'installe en Russie... 18

Le gouvernement face à des manifestations dans deux secteurs professionnels... 20

Vie des entreprises... 22

## COMMUNICATION

Un colloque à la Défense sur les rapports entre la presse et la justice... 21

## SANS VISA

« Carélie, conscience de la Finlande »

L'homme qui voulait reconstruire le Mont-Blanc

« Démon du Brulard », la brûlure

« La table, les jeux »... 27 à 34

## Services

Abonnements... 24

Annonces classées... 20

Carnet... 24

Jeux... 32

Marchés financiers... 22 et 23

Météorologie... 24

Radio-Télévision... 25

Spectacles... 17

Week-end d'un chineur... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa »

folioté 27 à 34

Le numéro du « Monde » daté 14 mai 1993

a été tiré à 514 791 exemplaires.

## Demain dans « le Monde »

## Heures locales : des démnagements contestés

Deux chercheurs du CNRS ont mené une étude sur le transfert en province de services de l'administration. Un bilan mitigé de la politique de délocalisation. Lire également un reportage sur Calais : cette cité du nord de la France tire peu de bénéfices du trafic passagers vers la Grande-Bretagne.

**DAVID SHIFF crée le Longlife®**

**Le Costume aux deux pantalons**

**1990f**

à partir de  
en pure laine super 100's

13, RUE ROYALE - PARIS 8<sup>e</sup> du LUNDI au DIMANCHE

## CARNEGIE®

Leader mondial de la Formation



Oder Weyne Carnegie France

Comment progresser en :

\* relations humaines

\* confiance en soi

\* communication

\* leadership

\* mémoire

\* enthousiasme

\* maîtrise du stress

\* épanouissement

\* expression en public, en réunion, en entretien

Venez voir !

CONFÉRENCE GRATUITE

« L'Art de Communiquer »

90 CHAMPS ELYSÉES 86

espace « Club Med »

du 18 au 26 mai

de 19h précises à 20h45

Mardi 25 mai

de 19h30 précises à 19h15

ENTRAÎNEMENTS DALE

CARNEGIE®

Stages de qualité dans 30 villes en France

pour Sociétés, Administrations, Particuliers

Séjour : 50 Wayne Tél. 1.38.54.81.88

## Macintosh Classic Couleur

Clavier • PD5 • 4 mégas de mév • disque dur de 80 mégas

Imprimante StyleWriter : 2432F

Imprimante LaserWriter Personal LS : 4151F

Imprimante DeskWriter 550C : 5337F

9476F

Tél : (1) 46 28 10 11

Fax : (1) 46 28 10 11

4000 PROMENADE

Apple Center

FAX : (1) 46 28 10 11

4000 PROMENADE

Apple Center

FAX : (1) 46 28 10 11

4000 PROMENADE

Apple Center

FAX : (1) 46 28 10 11

4000 PROMENADE

Apple Center

FAX : (1) 46 28 10 11

4000 PROMENADE

Apple Center

FAX : (1) 46 28 10 11

4000 PROMENADE

Apple Center

FAX : (1) 46 28 10 11

4000 PROMENADE

Apple Center

FAX : (1) 46 28 10 11

4000 PROMENADE

Apple Center

FAX : (1) 46 28 10 11

4000 PROMENADE

Apple Center

FAX : (1) 46 28 10 11

4000 PROMENADE

Apple Center

FAX : (1) 46 28 10 11

4000 PROMENADE

Apple Center

FAX : (1) 46 28 10 11

4000 PROMENADE

Apple Center

FAX : (1) 46 28 10 11

4000 PROMENADE



# S A N S • V I S A

## Carélie, conscience de la Finlande

Une des images prises par le photographe Inha en 1894, au cours d'une mission en Carélie russe.



Enjeu territorial entre l'URSS et la Finlande durant la deuxième guerre mondiale, la Carélie est aussi pour les Finlandais une région où ils ont cherché et trouvé les racines de leur identité nationale. Comme en témoignent les manifestations littéraires et artistiques organisées à Paris du 14 mai à la fin de juin.

TROIS CENT QUARANTE-SEPT mètres, c'est assez pour offrir un «sommet» à l'est de la Finlande. Une pierre ronde et lisse qu'ont abandonnée les lacs, d'où le regard trace loin, entre des îles de tous tonnages immobilisées jusqu'à la mi-mai, des arborescences sur la surface gelée. Adapté au goût contemporain sous l'appellation de parc naturel, le lac Pielisjärvi au pied du mont Koli apparaît comme le palimpseste où se sont inscrits les chants millénaires déposés sur les milliers de lacs de Carélie qui s'échelonnent de part et d'autre de l'actuelle frontière finno-russe.

Les premiers touristes qui visitèrent la contrée au tournant du siècle dernier n'y venaient pas comme nos contemporains en quête de glisse, mais plutôt d'approfondissement. Ils étaient musiciens comme Sibelius, peintres comme Gallen-Kallela (1), architectes comme Saarinen, poètes comme Leino, et ils avaient souvent quitté l'Europe des cités pour l'obscur Carélie à la recherche de ce qui leur permettrait d'ancrer leur pensée et leur art dans la conception qu'ils venaient de faire de l'idée nationale. Ils la découvraient en la réinventant, prédisant et stimulant les politiques qui s'auraient plus qu'à transcrire afin que la Finlande parvienne largement plus qu'adulte à l'indépendance en 1917.

L'un des témoins essentiels de

l'époque, le photographe Inha, décrivait «ce paysage endormi comme l'image du pays qui commence ici, qui continue de dormir aussi d'un sommeil séculaire». Et c'est le dormeur qui avait éveillé l'autre, la Carélie secouant le reste de la Finlande. Mieux qu'en long de côtes alternativement piétinées par les troupes suédoises et russes, les eaux paisibles, les pins et les bouleaux de l'intérieur avaient su retenir le souffle d'une histoire hors de l'Histoire, des récits d'une nuit que l'on croyait abolie. Les dizaines de milliers de vers scandés par les bardes ne montraient pas tant la résistance de croyances que l'un avait voulu éradiquer, que la preuve par les mots de l'existence d'un peuple finnois, de son absolue égalité avec tout autre, et de l'absolue injustice de son asservissement.

Curieusement, c'étaient les hommes les plus raffinés, issus des régions mentales a priori les plus éloignées, qui avaient su entendre ces voix. Dans une effusion sans fin, ils s'enfonçaient dans les forêts à la rencontre des esprits. Et ils y reconnaissaient leurs pères et leurs mères véritables, venus leur rendre une identité refoulée par six siècles d'ordre suédois, avant que le bienveillant oncle russe, trop heureux d'embarasser son adversaire de toujours, ne leur accorde en 1809 l'autonomie, et ce les laisse faire lentement retour à leur langue. La constance des bardes les soulageait de l'énigme de leur naissance, des souffrances de l'adolescence, des hésitations devant l'avenir. Pour

plus de sécurité, ils allaient «carélianiser» le pays entier : versifier carélien, peindre carélien, bâtir carélien.

«Cinq cents vieillards, de simples paysans, avaient transformé la personnalité d'une nation», aime à répéter l'historien Heikki Kirkinen, ancien recteur de l'université de Jyväskylä. Encore avait-il fallu un éclaircissement pour ouvrir le passage entre ces deux mondes qui se pensaient un, entre ces existences qui avaient divergé avant de croire voir leurs contours s'ajuster dans le même miroir. Un médecin, Elias Lönnrot, en assumait le rôle. Au cours de cinq voyages dans l'intérieur du pays, de 1828 à 1834, il note vingt-cinq mille vers – incantations et poèmes narratifs – dont la moitié dans les régions plus reculées encore de Carélie russe, où il recueillait en deux jours quatre mille vers de la bouche d'un seul barde. Il tenait la matière d'un premier Kalevala de seize mille vers qui devait paraître en 1835, aussi discrètement que son influence sera profonde.

Six autres voyages l'amènent à rédiger une version nouvelle de vingt-trois mille vers en cinquante chants de cette «épopée des Finnois», dont il se voyait un peu hardiment le Homère. Paru en 1849, plus libre de composition, plus personnelle assurément, comme investie du droit de bardes demeurés aux marges du chamanisme de négociation avec les esprits comme avec les partitions («Magiciens nous sommes

faits, chanteurs nous sommes nommés»), la geste déployait d'emblée sa finophilie militante : «Le désir d'être me démange / l'envie me trotte la cervelle / d'aller entonner la chanson, / bouche partée pour le chant magique / égrenant le dit de ma gent, / la rune enchantée de ma race.»

Les recherches de Lönnrot étaient loin d'épuiser la source enchantée. Elles lui avaient offert un cours, majeur, que d'autres allaient remonter jusqu'à ses affluents les plus retirés entre Arkhangel'sk et le golfe de Finlande. Ce n'était plus l'œuvre d'un homme, mais la mission d'un peuple. Les poètes passaient la main aux linguistes, les esthètes aux ethnologues. Quelques petits-enfants et arrière-petits-enfants des bardes se communiquaient les mots, les rythmes et les techniques un siècle encore, le dernier d'entre eux disparaissant en 1951 et les dernières pleureuses à la fin des années 80. Assez pour que l'oral ait pu être conservé soigneusement que par écrit, assez pour que le mouvement ne paraisse s'achever qu'aujourd'hui où l'on publie le trente-cinquième tome de poésies populaires des Finnois.

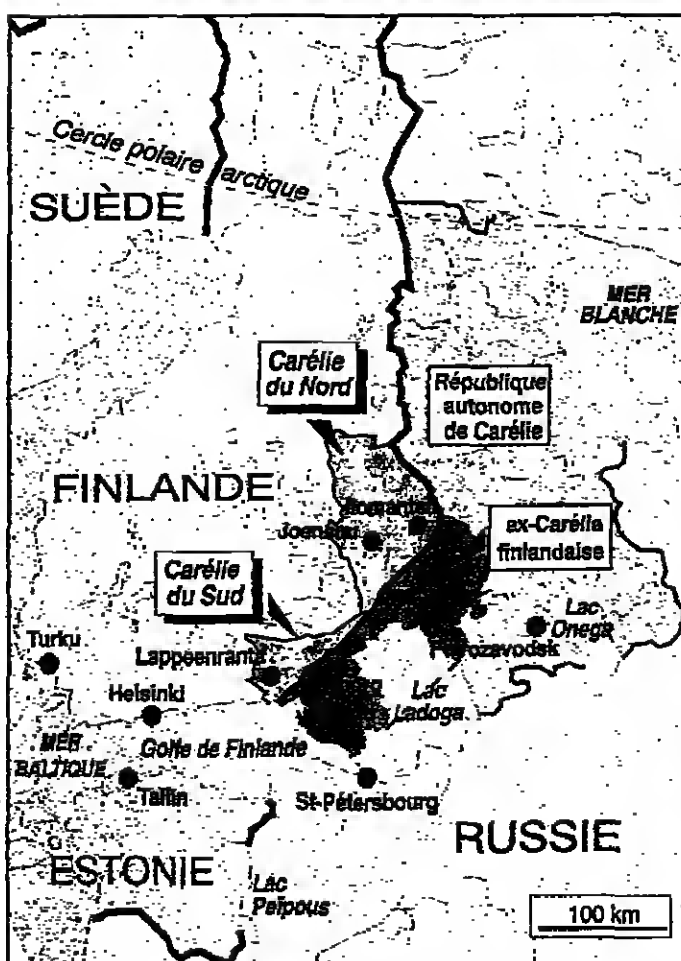
Le plus étrange était que de toutes les tribus finno-ougriennes de la Baltique (Estoniens, Ingriens (région de Saint-Petersbourg), Finnois «propres» (Turku), gens de Hame (Hämmentälä...), les Caréliens aient pu développer cette mémoire non pas unique (2) mais essentielle. Disputé dès la fin de l'ère viking par les Suédois et Novgorod, dont la chronique mentionne l'existence des Caréliens dès 1143, leur territoire ne cessera d'être la zone d'affrontement de deux mondes. La Suède y mène alors croisade jusqu'à Viborg où elle établit son ultime forteresse – dont on fêtera cette année le sept centième anniversaire – et c'est Rome en armes qui contient Byzance. Coupée entre des maîtres catholiques et orthodoxes, entre le romain et le cyrillique, la Carélie pourrait n'être que l'appellation nordique de cette faille qui parcourt l'Europe à l'est, ouverte aujourd'hui dans la malheureuse Bosnie.

Ainsi, à la suite du premier partage officiel entre Stockholm et Novgorod en 1323, y aura-t-il au moins deux Carélie. Une russe et une suédoise. La première, orthodoxe, de tradition orale, assez insouciance. La seconde, bientôt dévouée au Livre, conduite d'une main de fer au luthérianisme lorsqu'il plairait aux Vasa (3) de s'y convertir. Entre elles et avec elles, se maintient une troisième Carélie – carélienne – dont les incantations parviennent à l'évêque Mikael Agricola, qui traduit la Bible en finnois au milieu du seizième siècle, une pure émanation du diable.

Celle-là sera abandonnée aux forêts et aux lacs les plus lointains, aux personnages du Kalevala, comme Väinämöinen, chanteur sans égal et inventeur de la cithare traditionnelle, le kantelä, homme par les sentiments et dieu par les connaissances.

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Perrier  
Lire la suite page 31

(1) Le Monde du 2 octobre 1992.  
(2) 450 000 vers, environ un tiers de la poésie populaire finnoise, provenant d'Ingrie.  
(3) Gustave 1<sup>er</sup> Vasa fut roi de Suède de 1523 à 1560.



### AU SOMMAIRE



Stendhal et Grenoble..... p. 34  
Lucerne, toutes saisons..... p. 28  
Viollet-le-Duc en haute montagne..... p. 29  
L'Irlande de Michel Déon..... p. 30

Échecs (p. 28) • Têti (p. 28)  
Jeux (p. 32) • Table (p. 33)



# Un lac bien élevé

LUCERNE

C'EST ici, entouré de ce lac au nom impossible, Vierwaldenstaattersee (autrement dit, « lac des Quatre-Cantons »), que naquit, en 1291, Helvetia, la plus vieille démocratie du monde. En regard de Zurich, c'est déjà le sud. « A Zurich, dit-on, on déjeune sur le pouce ; à Lucerne, on s'attable pour deux bonnes heures ! » La vie y est facile, douce, proche de la nature. Les banlieues s'appellent frêts, laes et mntagnes. En réalité, Lucerne semble être née pour la villégiature. Ce n'est pas une ville de travail, mais de vacances. Le vacancier, justement, s'installe dans l'un des somptueux hôtels qui bordent le quai National et, de son balcon fleuri, regarde les Alpes aux sommets enneigés. « *Assez proches pour impressionner, assez éloignés pour ne pas oppresser* », dit-on à leur sujet. « *Un des plus beaux décors alpins de Suisse* », selon Schopenhauer.

Tout est paisible. Il semble que rien ne puisse détruire cette harmonie. Même les naseaux paraissent chanter avec mesure. Le drapeau frappé de l'énorme croix blanche flotte au-dessus des toits d'un palais début du siècle qui regarde passer les bateaux à vapeur en croisière sur le lac. Tout semble s'organiser autour de ce qu'une Lucernoise nomme « *une élégance légère* ». Un monde féminin, tout de douceur et de charme. Au printemps, pommiers et magnolias sont en fleurs. En été, les alpages se couvrent de gentiane et d'edelweiss.

Le pont de Lucerne, qui enjambe la Reuss, coupe Lucerne en deux : d'un côté la ville moderne, de l'autre la ville médiévale avec ses murailles et tours de guet. Déjeuner au bord de l'eau, sur une terrasse ensoleillée. Devant l'église des Jésuites, façade baroque, des pigeons trottoient sur les marches qui tombent dans le fleuve. Les cygnes passent et repassent en se mordillant les ailes. Les canards à col vert amerrissent sur l'eau en freinant de toutes leurs pattes.

En aval, le magnifique pont des Maulins (1568), tout en bois, mène au Muséum d'histoire naturelle. Il porte un autre nom : « pont de la Danse-Macabre », en raison des peintures de Gaspard Meglinger qui ornent sa charpente (début XVI<sup>e</sup>) et à l'égard desquelles les pigeons locaux manquent singulièrement de respect. Illustration médiévale du fameux « *le pire est toujours certain* », elles représentent le thème de la mort à travers toutes les scènes de la vie : aux champs, en famille, à la chasse, dans les rues et... au bal.

Pour une danse je l'invite.  
Ma belle Enfant, la mort va vite.

Et ne laisse de ta beauté  
Que les lys de virginité !

La vieille ville commence à l'endroit où la Reuss quitte le lac. Sur les quais s'agglutine la jeunesse de Lucerne. Tous les samedis, dans les rues piétonnières, s'installe un marché où, sur de grandes tables d'été, on peut déguster une saucisse grillée arrosée d'un bock de bière. Des fresques colorées ornent les façades des maisons. L'une d'elles rappelle que Goethe séjourna un temps dans la ville. Plus haut, depuis les crêneaux du château Gütisch transformé en hôtel, on aperçoit les deux tours effilées de la collégiale Renaissance, dont les cloches sonnent à tous vents.

A l'est de Lucerne se dresse le manoir de Tribtschen, une maison carrée d'allure austère, surplombant le lac, où Richard Wagner (la *Personne ne me fera plus sortir d'ici*), avait déclaré, un peu vite, le compositeur en s'y installant composa les *Maitres chanteurs*. Le *Crépuscule des dieux* et *Siegfried*. « *Nul, disait Nietzsche, ne l'égale dans les nuances de l'automne tardif, dans le bonheur indiciblement ému des derniers, des ultimes, des plus brefs plaisirs.* » Vers St-Niklausen et Kastanienbaum, de belles villas fin de siècle dernier se dressent sur des pentes entaillées de frêts. Au bord du lac, on prend le premier



Le quai du Rathaus et le pont de la Chapelle, à Lucerne

navire qui passe. Les bateaux à vapeur datent de 1837. Coup de trompe. Sur le pont, elle porte un chapeau cloche en tweed parce que le soleil est implacable. On aperçoit les téléphériques qui grimpent joyeusement vers les sapinières et les sommets. Les jours de brume, le paysage prend des airs de publicité en noir et blanc. Les jours de grand soleil, le vert et le bleu paraissent fluo, tellement ils sont éclatants.

On laisse derrière soi les tours carrées et rondes de Lucerne pour s'avancer dans les bras du lac, pareils à des fards. Le bateau passe en revue des villages chaumés de sapins. Arrivé sur l'autre rive, on descend à Vitznau, localité baignée dans une baie et qui, en été, jouit d'un microclimat quasi tropical. De là, on prend le train à crémaillère, le plus vieux du monde (il a été inauguré en 1871) pour escalader

## Guide

• Y aller. Lucerne gagne à être connue. Si la proximité de Zurich lui fait peut-être de l'ombre, elle reste l'une des plus agréables étapes possibles entre l'Allemagne et l'Italie ou d'ouest en est, entre le lac de Genève et l'Autriche. En voiture, l'autoroute de l'Est mène de Paris à Strasbourg, puis d'autres autoroutes conduisent jusqu'à Bâle (ne pas oublier la vignette autoroutière payante et obligatoire) et Lucerne. Un trajet de quelques 700 km. En train, les Paris/Lucerne via Bâle coûtent 700 F A/R en 2<sup>e</sup> classe, 1 080 F en 1<sup>re</sup>. En avion, compter une heure et quart pour rallier Paris à Zurich, à 65 km de Lucerne. La gare se trouve dans l'aéroport même, avec des dessertes horaires. Air France (tél. : 42-99-20-12) et Swissair (tél. : 45-81-11-01) proposent chacun quatre vols quotidiens à 1 425 F A/R et 1 555 F A/R pour le vol week-end (nuit du samedi sur place).

Quand ? Les réputées Semaines internationales de musique se tiennent du 14 août au 8 septembre. En février, le Carnaval.

Y séjourner. L'embaras du choix. Le Park Hôtel, à Vitznau (tél. : 19-41-83-01-00) est sans doute le plus bel établissement de la région. Ancien petit château transformé en hôtel en 1902, idéalement situé au bord du lac, on y trouve une chambre double à partir de 1700 F par jour (prix d'été) avec le petit déjeuner. Demi-pension obligatoire en juillet et en août : 350 F par jour et par personne. Moins cher et plein de charme, l'hôtel Rebstock (19-41-41-51-35-81), au cœur de la ville. Situé dans une maison ancienne, il offre des chambres doubles arts déco à partir de 830 F.

S'y restaurer. Trois bonnes adresses. L'Old Swiss House, sur Lowenplatz. Dans un décor bourgeois et coquet, on y déguste les spécialités d'une carte modifiée tous les quatre jours : cassolette d'écargots, bolets et pesto, homard grillé,

filet d'omble chevalier, escalope de veau maison. Le Swisa Chelet, au bord du lac, entre Meggen et Kussnacht. Ambiance assurée grâce à son patron truculent et au night-club attenant. Enfin, l'endroit « branché », La Vague, avec une agréable terrasse sur la rivière, un décor post moderne et de jolies femmes.

A lire. Des villes en Suisse (dont Lucerne), un hors-série des éditions Autrement. Le nouveau Guide bleu (Hachette) et la Guide vert Michelin.

Se renseigner. Nombreuses brochures (dont une sur les manifestations 1993) à l'Office de tourisme de la Suisse, 11, rue Scribe, 75009 Paris (tél. : 47-42-45-45 et Minitel 3615 Suisse). On peut y acheter un Swiss Pass (valable 4, 8, 15 ou 30 jours) donnant libre accès aux trains, cars, bateaux et transports en commun municipaux. Consulter également les agences de voyages. Parmi les voyagistes programmant la Suisse, citons plus particulièrement Sept et demi Promotion touristique (22, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél. : 42-65-22-29), qui, en collaboration avec la chaîne Minotels Suisse Accueil, propose de parcourir individuellement ce pays en empruntant ses plus célèbres trains de montagne : 3 450 F par personne en chambre double avec 7 nuits et 7 jours de libre circulation en 2<sup>e</sup> classe. De son côté, le bureau de Grenoble de l'association Arts et vie (32, av. Alsace-Lorraine, 38000 Grenoble, tél. : 76-87-76-43) propose d'une part trois circuits estivaux de 7 jours (avec notamment Lucerne, le Rigi et le Pilate) mettant en vedette les chemins de fer de montagne (6 650 F par personne en chambre double, pension complète, autocar, trains et téléphériques), d'autre part trois circuits de 8 jours (6 900 F) baptisés « Le Glacier Express ».

le mont Rigi (1 798 m). « *Les petits trains de montagne à crémaillère, qui grimpent jusqu'aux prairies alpines, tantôt à l'ombre tantôt au soleil, en longeant le rocher ou la forêt de conifères, sont supportables en tant que moyen de transport et délicieux si l'on considère leur destination puisqu'ils conduisent au point de départ d'une marche en montagne, de toute une journée.* » Opinion d'un connaisseur, Nabokov, qui vécut en Suisse une quinzaine d'années. Et il est vrai que les amateurs de randonnée ont, ici, de quoi être comblés. Inaugurée en mai 91, la « Vnic suisse » emprunte un sentier pédestre de plus de 35 kilomètres, du Grütli à Brunnen, le long du bras sud du lac des Quatre-Cantons. Il y a cinquante ans encore, le cœur des Alpes retentissait dans ces montagnes. Aujourd'hui, le randonneur averti reconnaît le « bûche », sorte de cor recourbé, pas plus long qu'une trompette, et toujours utilisé par les pâtres des alpages. Un décor sonore où se mêlent également les clochettes des vaches et le roucoulement des ruisseaux, tandis que tourbillonnent papillons jaunes et noirs.

Toujours plus haut, le mont Pilate, du nom du procureur romain dont, selon une légende du Moyen Âge, le corps aurait été jeté dans un petit lac local. Un lac que les entrées feront atteindre, au XVI<sup>e</sup> siècle, afin de mettre fin aux terribles épidémies de peste qui ravageaient la région. Bien réel, en revanche, un autre train à crémaillère, le plus raide du monde cette fois, et source de légers frissons quand la petite machine rouge se lance à l'assaut d'une pente à 48 % ! Qui veut s'y tenir debout doit s'y tenir incliné. Du sommet, à 2 129 m, le panorama embrasse les lacs, au nord, et, au sud, la chaîne des Alpes. Wagner avait apprécié, qui s'en exclame : « *Je n'ai jamais vu de site plus beau.* » Opinion corroborée par Victor Hugo, qui séjourna lui aussi à Lucerne et qualifia le lac des Quatre-Cantons de « *merveille de la Suisse* ».

En longeant le lac par le sud, on atteint Stans et son funiculaire datant de 1893. Avant cette date, l'ascension du Stanserhorn se faisait à dos de mulet ou en chaise de poste. A l'extrémité du lac, à Altdorf, se dresse l'imposante statue d'un héros national nommé Guillaume Tell. Représentant de l'empereur d'Autriche, le bailli du canton avait un jour ordonné au brillant archer de viser une pomme placée sur la tête de son fils. La flèche, chacun s'en souvient, transperça bien le fruit. Mais on oublie souvent qu'une autre flèche était destinée au bailli et qu'en tuant ce dernier, Guillaume Tell délivra la contrée du joug autrichien. En ce temps-là - c'était au début du XIV<sup>e</sup> siècle - Lucerne était à la fois ville autrichienne et cité suisse. Et ce n'est qu'en 1356, à l'issue d'un sanglant affrontement, qu'elle se libéra définitivement de l'emprise des Habsbourg. Datent de cette époque les tours de la Musegg, l'ancienne enceinte de la ville. Du sommet de l'une d'elles, accessible par un interminable escalier en colimaçon, on surplombe les toits aux tuiles brunes. Au pied des Alpes, le lac semble tout petit.

Autres visages, celles affectées par les reproductions de cartes postales anciennes, en vente aux quatre coins de la ville. Ici le visage bronzé d'une dame figurant le soleil au-dessus d'un glacier (1938) et une fillette en jupe rouge se bissant sur la pointe des pieds pour contempler le lever du soleil derrière les montagnes (1928). Là, un fringant bateau à vapeur se reflétant sur les eaux bleu-vert du lac (1896) et un petit wagon poussé par une locomotive noire sur fond de skieurs en knickers de volants (1913). En résumé, le charme suranné des quatre cantons de la Suisse centrale.

De notre envoyé spécial  
Franc Nichele

## Sur le toit du monde

Qui n'a rêvé d'approcher un jour, sur le toit du monde, cette montagne mythique nommée Everest ? Depuis 1966, Claude Jacquot, guide de haute montagne établi à Chamonix, organise régulièrement des randonnées dans cette région. Il y propose notamment un circuit permettant de visiter monastères et villages, d'accéder à des belvédères offrant une vue imprenable sur le massif de l'Everest, le Lhotse, le Nuptse et l'Annapurna, de franchir le col Migma-La (5 420 m) et de gravir un sommet culminant à plus de 6 000 mètres. Un périple que l'on pourra accomplir, du 19 octobre au 14 novembre, au départ de Kathmandou, capitale du Népal, où l'on séjournera à l'issue du trek. Parmi les temps forts du voyage, l'étape à Namche-Bazar, capitale sherpa de la région de Khumbu, la visite du village natal de Sherpa Tensing, vainqueur de l'Everest, la découverte des eaux turquoises des trois lacs de Gokyo (Jomsong, Facilitative, du Gokyo-Kang, 5 483 m), le camp de base de l'Everest en l'ascension, qualifiée de facile, du Kala-Petar (5 945 ou 5 640 m selon le point atteint) et, enfin, celle de l'Himalaya-Peak (6 200 m) dont l'ultime pente, un petit peu plus raide que la voie normale du mont Blanc, conduit au sommet par la magnifique et aérienne arête sud-ouest. Sur le chemin du retour, Pangboche, le plus beau village du Khumbu et son monastère. Un voyage de 27 jours (dont 19 de randonnée), 20 850 F tout compris. Une bonne forme physique et l'habitude de la montagne sont recommandées - même si les étapes sont brèves (autre plus de 4 à 5 heures de marche effective par jour) et toutes les ascensions facultatives avec des options plus faciles. En fait, la principale difficulté réside dans le séjour prolongé à haute altitude. Temps généralement très bon, nuits froides (-10 à -15°).

Deux autres voyages sont également proposés. Le premier, du 18 octobre au 14 novembre (28 jours, dont 21 de marche sans aucune difficulté technique), dans la région est du Népal, autour des imposants massifs du Jannu et du Kangchenjunga, à la frontière du Sikkim et du Tibet, des forêts de rhododendrons et de cèdres aux hautes terres habitées par les Sherpas et les Tibétains. Prix : 21 650 F tout compris, ce qui peut paraître élevé pour un trek au Népal mais se justifie par le choix d'un vol direct Kathmandou/Tripoli et la nécessité de faire venir porteurs et matériel de Kathmandou. Le second, du 18 octobre au 17 novembre, avec l'ascension, réservée aux alpinistes ayant l'expérience des courses, du Baktol-Peak (6 142 m), étagée pyramide blanche, mi-neige, mi-rocher (elle rappelle un peu le Cervin), premier bastion de la chaîne qui continue vers le Jannu et le Kangchenjunga. Prix : 23 850 F. Renseignements auprès du bureau des guides, place de l'Eglise, 74400 Chamonix, tél. : 50-53-03-16.

## Étonnant Saint-Malo

Ce sont des hommes qui voyagent avec leur plume. Une fois par an, à Saint-Malo, ils se réunissent pour parler avec ceux qui partagent leur passion. A l'occasion du 4<sup>e</sup> festival international du livre d'aventures et de voyages intitulé Étonnants voyageurs. Mais ne faudrait-il pas dire plutôt étonnants paysages, étonnantes civilisations révélées par ces coureurs de planète ? Interprètes, traits d'union, les écrivains-voyageurs rapprochent les mondes. Aussi le festival malouin salue-t-il « l'apparition d'une culture, et d'une littérature, internationales, mondialistes, métissées » d'auteurs « transgénérationnels, nomades ». En collaboration permanente avec eux-mêmes. En nommer quelques-uns - une centaine d'invités, dont Derek Walcott, Luis Sepúlveda, Jean-François Deniau, Georges Walter, Jean-Paul Kauffmann - est injuste pour les autres. Célèbres ou méconnus, ils viennent, comme les réalisateurs, dessinateurs et artistes qui les ont rejoints, comme les peuples qu'ils racontent, de tous les horizons. On les rencontrera au café littéraire et dans leurs œuvres (plus de soixante éditeurs au Salon du livre).

Des expositions offriront un espace aux mondes réels ou rêvés des dessinateurs et des photographes.

Des séances spéciales seront présentées dans les cinémas de la ville et des concerts (Cécilia Evora, acrobates portugais) au Théâtre Saint-Servan. Pour les enfants de trois à douze ans : une halte-initiation au voyage. Du 20 au 23 mai, au Palais du Grand Large (tél. : 99-40-34-88). Renseignements sur le programme et les horaires à l'Office de tourisme de Saint-Malo (tél. : 99-56-64-48). Pour l'hébergement, s'adresser à Formale Bretagne (tél. : 42-79-07-07) qui propose notamment deux nuits en chambre sur mer avec petit déjeuner pour 476 F par personne (238 F par nuit supplémentaire), dans un trois étoiles.

## Chez les francophones de Nouvelle-Angleterre

On l'appelle l'Indian summer, l'été indien. C'est l'été de la Saint-Martin américaine, quintessence de l'automne nord-américain qui, du début du mois de septembre jusqu'à la seconde quinzaine de novembre, voit le feuillage des forêts locales (là où règne l'érable) arborer de superbes couleurs. Un véritable incendie végétal qui, à lui seul, constitue, pour le promeneur épris de paysages hors du commun, une irrésistible invitation au voyage. C'est cette époque que l'association Franco-Américaine a choisie pour une balade qui, du 25 septembre au 10 octobre, conjuguera la découverte de la Nouvelle-Angleterre dans son habit de pourpre et d'or et la rencontre avec nos cousins franco-américains, établis à mi-chemin des cagnus de Louisiane et des Acadadiens des provinces maritimes canadiennes. Un circuit qui, après une préface bostonienne, au cœur du berceau de l'indépendance américaine, remonte la vallée de Franconia, à travers les « montagnes blanches » du New-Hampshire, jusqu'aux pittoresques petits villages blancs du Vermont, juchés dans leur écosystème automnal, pour, via Bar Harbor, l'île du Mont-Désert (découverte par Samuel de Champlain) et le parc national d'Acadia, le long de la côte sauvage du Maine, crier à Marguerite Youriennar, en passant par le port de Camden, Portland-Biddeford et Manchester (en compagnie de l'écrivain et historien Robert Pennsant), s'achever par deux jours et demi à New-York.

Aux plaisirs de la gastronomie locale (soupe de palourdes, coquilles Saint-Jacques et homards) s'ajoutera celui de pouvoir converser en français avec la plupart des personnes rencontrées en chemin. Elles témoignent de la survie d'une active communauté francophone fière d'un héritage illustré notamment par le parc national historique de Lowell (dont le patrimoine architectural évoque cette ville industrielle où, au XIX<sup>e</sup> siècle, travaillèrent de nombreux francos) ou Old Sturbridge Village, reconstitution d'une communauté rurale des années 1790-1840. Pour une quarantaine de participants, 18 000 F par personne, en chambre double et pension complète. Renseignements au 17, quai de Grenelle, 75015 Paris, tél. : 45-77-09-68.

## TÉLEX

Chasse, pêche, golf et cheval à l'honneur dans le cadre du VF Salon international Country Show, du 14 au 16 mai, à l'hippodrome d'Auteuil, à Paris. Plus de 350 exposants, artisans, artistes animaliers, voyagistes, clubs, associations proposeront aux visiteurs (70 F l'entrée, gratuit pour les moins de douze ans) de découvrir, d'essayer et d'acheter du matériel tout en assistant aux animations (chiens de chasse, vénerie, messe de la Saint-Hubert le dimanche à 11 heures, attelage, archerie, etc.) et compétitions (concours complet de saut d'obstacles) organisées à cette occasion. De 10 à 19 heures. Renseignements au 40-34-22-07.

Sélection établie  
par Patrick François  
et Danielle Trézard.

Realisez vos rêves avec Aeromexico.

A Mexico  
A Acapulco  
A Cancun



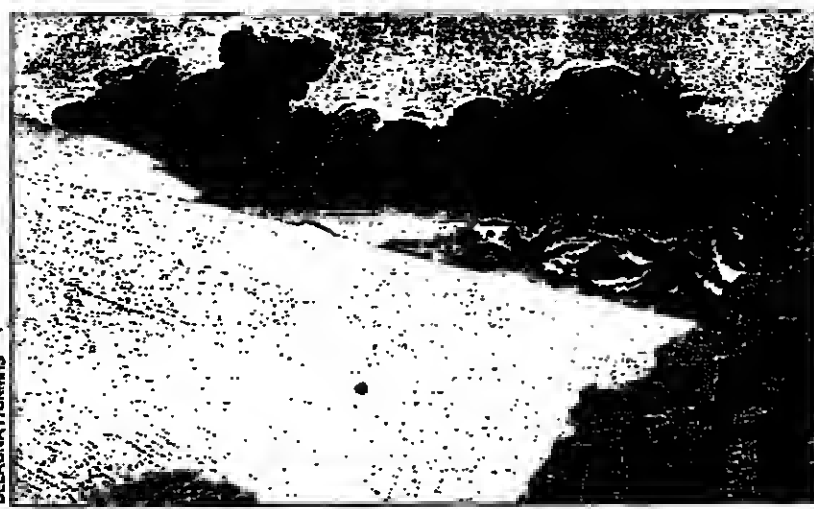
# L'homme qui voulait reconstruire le Mont-Blanc

On n'en a jamais terminé avec Viollet-le-Duc. Artiste complet à la manière du dix-neuvième siècle, théoricien rationaliste, écrivain, épistolier, pédagogue, le bâtisseur de Pierrefonds avait trouvé son école d'observation dans la nature. Une exposition à Paris révèle l'aquarelliste-arpenteur des montagnes qu'il dessina toute sa vie.

À la cathédrale de Rouen, se fit représenter parmi les apôtres sur le toit de Notre-Dame de Paris et au-dessus du porche de la cathédrale de Lausanne, et compléta nombre d'édifices gothiques, religieux ou profanes, en un siècle restaurateur qui inventait la notion de patrimoine, cet architecte-là n'avait donc pas hésité à s'emparer des croquis de la nature avec le même projet : les rétablir dans l'état où elles auraient pu être. Avant l'érosion, avant que la pluie, le vent, le temps n'aient fait leur travail de sape. Pour mieux comprendre leur formation, leur géométrie, leur structure, en les considérant comme des « édifices ». De 1868 à 1874, Viollet-le-Duc se consacra ainsi au plus vénérable des monuments historiques, au sommet des Alpes, au sommet européen, tout juste échoué au domaine français.

Chaque année, il consacrait plusieurs semaines estivales à ces expéditions, avec un matériel technique de plus en plus perfectionné, mais toujours avec la même ardeur à dépeindre précisément les chaos de roches, les chaînes enneigées, le détail de l'avancée ou du retrait des glaciers. Au point que nombre de ses notations sont utiles aujourd'hui encore aux scientifiques pour affiner des hypothèses mal établies.

Par le dessin, l'architecte reconstruit la nature. Démuni jusqu'à la pointe du crayon, il demeure dans le registre des naturalistes de son époque, sans céder à un quelconque hommage au Créateur. S'il laisse échapper une allusion au mystère, il le fait en manière d'apophoreme : « Il est fort heureux que la géométrie ait été inventée avant l'origine des mondes, car sans elle il eût été impossible de les former. » Un ordre d'avant le big bang... Il met en évidence les structures cristallines pour en repérer les lignes de force. Avec trois visées pour chaque sommet, il peut identifier les arêtes, croiser leurs prolongements et formuler des hypothèses sur l'état primitif de la montagne, tout en analysant le processus de « déconstruction », comme on dit volontiers aujourd'hui. Même chose pour les glaciers, qu'il remet à leur place dans les vallées que leur passage avait contribué à former : avec autant de précision et de réalisme, son dessin aquarellé propose un avant-après de l'époque glaciaire et de ses reliefs significatifs. Entre l'art et la science, entre l'imagination et l'observation, le crayon exerce l'œil, dans un but simple : convaincre les créateurs de s'inspirer des règles de la nature. Tel un Ruskin donnant les plantes en modèle au sculpteur, Viollet-le-



« La brèche de Roland, vers la France », aquarelle de 1833.

Duc ne cesse de capter l'esthétique des monuments les plus ambitieux que la terre ait portés pour en montrer la « logique constructive ».

Car Viollet-le-Duc est un « moderne », un des premiers, et les historiens aiment rappeler l'influence que son enseignement put avoir sur les inventeurs des premiers gratte-ciel, à Chicago, à la fin du dix-neuvième siècle. S'il est souvent confondu avec les excès décoratifs de son époque et enseveli sous le décorum du second Empire, c'est à tort : lui ne veut « rien de caché, rien de factice ». Il aime que l'architecture exprime la structure, et il relève d'ailleurs, dans l'observation des minéraux, des modes d'association naturels, qui lui inspirent des modes d'agencement de la pierre et du métal, qu'il est l'un des premiers à utiliser.

Des croquis et d'aquarelles du fonds Viollet-le-Duc conservés pour partie dans les archives familiales par son arrière-petite-fille Geneviève Viollet-le-Duc, plus de 170 sont présentés dans l'exposition de l'hôtel de Sully. Un parcours clair et sobre qui aboutit aux travaux « scientifiques » concernant le Mont-Blanc mais qui est d'abord un hommage rendu à l'artiste, à la précision de son trait, aux nuances de sa sensibilité, et parfois à l'abstraction frappante de certains de ses croquis. En connivence avec son sujet, Viollet-le-Duc est déjà un peu architecte (il a construit sa première maison à treize ans), marqué par son milieu familial, mais le jeune homme est surtout un œil en alerte, quand il part pour les Pyrénées avec son ami Millet, en 1833. « Le dessin enseigné comme il devrait l'être est le meilleur moyen de développer l'in-

telligence et de former le jugement, car on apprend ainsi à voir, et voir, c'est savoir », écrit-il plus tard dans l'*Histoire d'un dessinateur*, paru chez Hetzel en 1879. Pour l'heure, c'est lui qui dessine et qui, sur des bistrots parfois bistres ou bleu-gris, couleur de la roche, ou enlève du ciel, cadre ses paysages, capte les lumières d'orage, se réjouit de mauvais temps, « car c'est dans le mauvais temps que les montagnes travaillent ». Ce premier voyage dure plusieurs mois. Les lettres qu'il écrit à sa famille, les notes qu'il prend, témoignent à la fois d'une endurance et d'un enthousiasme qui ne quittent pas les marcheurs. Plus tard, Viollet-le-Duc partagera cette passion de la montagne avec une « première de cordée » que les chroniqueurs présentent comme sa secrétaire, sa confidente, son amie, ou mieux, selon qu'ils veulent respecter ou plus ou moins grande discrétion, mais que tous associent aux périodes heureuses de l'exis-

tence de l'architecte, ces étés en montagne d'où il écrit régulièrement à son fils et à son épouse. L'amie est M<sup>lle</sup> Alexandrine Suréda, on l'appelle, notée par une écharpe ou un paletot rouge, sur maint croquis. Elle est de toutes les courses et plusieurs aquarelles lui ont été manifestement dédiées. Quoi qu'il arrive, même sur les vues les plus austères, les fils de jour mesocènes par le gros temps, les chaos de roches et sombre premier plan d'une chaîne de sommets mieux éclairés, des personnages sont presque toujours représentés, situés, miniaturisés, mais voulus par l'architecte-géomètre pour donner une échelle, donner leur vraie mesure à la vastitude des espaces.

« Je te dirai seulement que les montagnes, les forêts, les cascades, le soleil, les nuages, les orages me tourbillonnent dans le cerveau depuis ce soir... » « J'en suis encore tout abasourdi... D'autant plus que, depuis quatre jours, depuis

quatre heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, nous sommes en route, et que moi, je romassois et regardais les pierres, je regardais et dessinais les montagnes, et mon imagination ovoit devant elle un immense champ à parcourir... » « Oh, le magnifique et amusant pays, oh, le triste et terrible pays, oh, le barbare et sauvage pays, car il est tout cela. » Dans cette lettre écrite à sa mère, lors d'un premier voyage au puy de Dôme avec un oncle, alors qu'il avait dix-sept ans, le jeune Viollet-le-Duc exprime en désordre la fascination qui ne le quittera pas jusqu'à la fin de sa vie. Il mourra en montagne, si l'on peut dire : terrassé par une hémorragie dans le salon de la maison qu'il avait construite à Lausanne, et dont tous les murs étaient recouverts de toiles peintes... traçant un vaste panorama alpin, fait de montagnes « inventées », de sommets tirés de ses observations, et de son imagination.

Michèle Champenois

► L'exposition Viollet-le-Duc et la montagne, à la Caïssa nationale des monuments historiques, présente environ 150 dessins et aquarelles de l'architecte pour la première fois à Paris. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris-4. Tél : 44-61-21-50. Du 11 h à 19 h tous les jours sauf le lundi. Jusqu'au 11 juillet.

► L'ouvrage édité à cette occasion (160 p., 170 aquarelles, 350 F, chez Glénat) comporte notamment des textes des deux commissaires, Pierre A. Frey, de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, et Lise Grenier, de la Ceisse des monuments historiques, ainsi que des contributions de Geneviève Viollet-le-Duc et de Jacques Gubler.

## NOUS AVONS RENTRÉ TOUTES LES RICHESSES DE L'HEXAGONE ENTRE LES QUATRE CÔTÉS D'UN ÉCRAN



Le nouveau service 3615 Magellan est le premier serviceur international d'information touristique multilingue qui offre une mine incroyable de renseignements de qualité, mis à jour en permanence, sur les loisirs et le tourisme en France. 3615 Magellan répondra à toutes vos questions, même les plus diverses ou complexes. Hébergement et gastronomie - Sports, loisirs et tourisme de santé - Patrimoine naturel et culturel - Informations pratiques. Alors, pour passer du rêve à la réalité, pianotez sans perdre de temps sur 3615 MAGELLAN.

3615 MAGELLAN. LES MEILLEURES IDÉES POUR ORGANISER VOS VACANCES ET VOS LOISIRS.

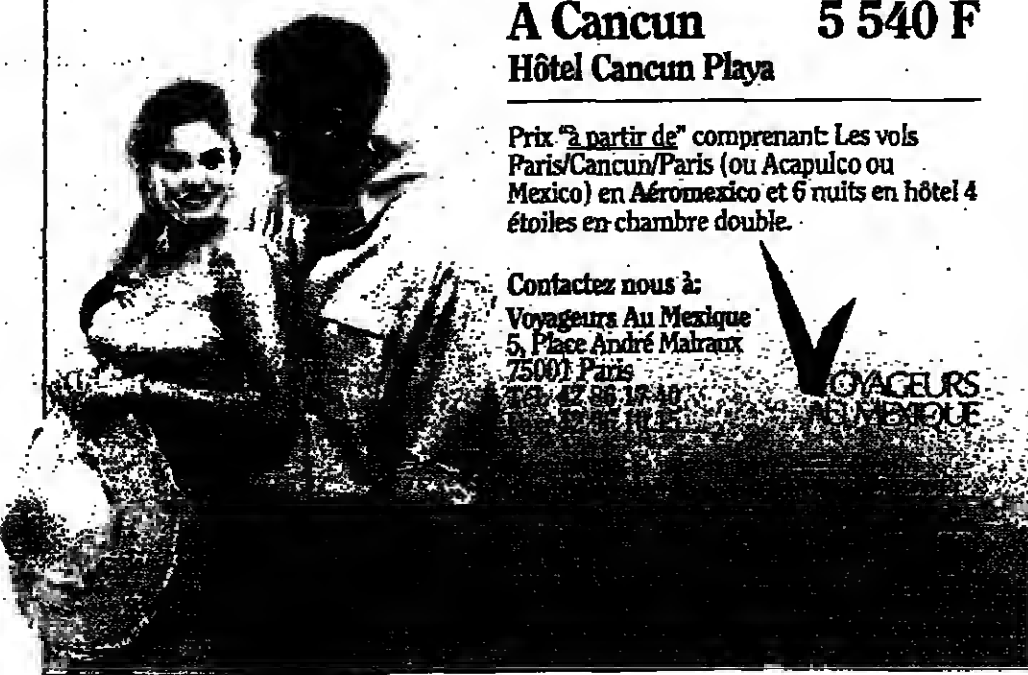
## Réalisez vos rêves avec Aéromexico.

Séjour de 8 jours au Mexique

A Mexico	5 120 F
Hôtel Casablanca	
A Acapulco	5 540 F
Hôtel Hyatt Regency	
A Cancun	5 540 F
Hôtel Cancun Playa	

Prix « à partir de » comprenant : Les vols Paris/Cancun/Paris (ou Acapulco ou Mexico) en Aéromexico et 6 nuits en hôtel 4 étoiles en chambre double.

Contactez nous à :  
Voyageurs Au Mexique  
5, Place André Malraux  
75001 Paris  
Tél. 42 00 15 40





Depuis vingt-quatre ans, Michel Déon, l'auteur des *Poneys sauvages*, s'est « exilé » sur la côte ouest de l'Irlande, dans le canton de Galway, entouré de vrais poneys et de livres rares. Mais depuis toujours, l'écrivain vivait avec l'Irlande : Joyce, Beckett, Shaw, Swift, O'Casey lui avaient montré le chemin. Rencontre.

DÉON se plaît à le répéter l'Irlande, c'est une mosaïque de contrées, de comtés. Lni, c'est dans ce comté de Galway qu'il toujours choisi d'habiter : il y fait moins froid que vers Dublin qu'il baigne une mer intérieure et non l'océan. Dans les romans aussi, se personnages, s'ils sont en Irlande ne quittent guère ce périmètre

Le soir tombe, dans les verres

celle démarque pouvait être cuellie, général kemp son appel au GPEA qui a été refusé. L'opération conduite par Tricat et Médiateur. » Dans le roman, ces deux médiateurs changés par l'Elysée des contacts avec le Willaya IV d'appartenant des sous leurs noms propres.

► La seule compagnie aérienne desservir Ghalway est Aer Lingus (47-42-12-50) avec une escale à Dublin par un départ de Ghalway. Pour l'arrivante (47-10-10-8) propose des séjours en Irlande voiture incluse - de sept nuit chez l'habitant à partir de 3 150 F par personne ou de 4 750 F par personne, voir aller et retour Paris-Paris.

L'Irlande lui colle à la peau. Elle se décale, certes, de celle de Beckett ou de Joyce, mais moi d'espérance, moi de noir, moi aussi libertaire et froideuse insoumise, que la leur. Gliss entre les pages du *Taxi mauve* tombe, plié en quatre, un poème inédit de Morand, daté de 1939 intitulé «Galway» et qui s'achève ainsi :

**De notre envoyé spécial**  
**Jean-Pierre Barou**

► La seule compagnie aérienne desservir Galway est Aer Lingus (47-42-12-50) avec une escale Dublin pour un départ depuis Paris. Avirlande (47-42-10-84) propose des séjours en Irlande voiture incluse - de sept nuits chez l'habitant à partir de 3 150 F par personne ou, en avion, à partir de 4 750 F par personne, vols aller et retour Paris-Paris.

# Israël, conscience de la Finlande

# Guide



SANS VISA  
VOYAGE

# Carélie, conscience de la Finlande

Suite de la page 27

Elle pourra se consacrer à la recherche du Sampo, cet instrument mythique susceptible d'apporter une prospérité sans fin aux hommes. « Face aux assauts germano-slaves, estime Matti Klinge, professeur à l'université d'Helsinki, la Carélie se posait en réservoir de notre héritage littéraire, tout comme l'Islande avait pu être le réservoir du norvégien. » Une Carélie péenne assurait en outre une protection naturelle aux deux autres, épargnant aux puissances les conséquences de leurs propres fureurs. Son peuple ferait fonction de glacis.

La carte des principales localités de la tradition kalévalienne en Carélie au dix-neuvième siècle en témoigne. Elle dessine une « terre du chant » parfois large de deux cents kilomètres qui sort du Ladoga pour se jeter aux confins de la mer Blanche. La frontière entre les États y zigzague à la recherche de sa justification comme en une vallée où les paysages et les voix demeuraient à l'unisson. Paisible statu quo que le vingtième siècle allait faire éclater, embrasant avec la Carélie la Finlande dans l'affrontement non plus de deux religions, mais de deux idéologies qui vont guerroyer jusqu'au cœur du pays.

En 1939, un mois après le pacte germano-soviétique, les troupes de Moscou balayaient une frontière incontestée depuis trois siècles (« guerre d'hiver ») et occupent la Carélie orientale. Une contre-attaque finlandaise (« guerre de continuation ») dessine un moment l'état en 1941, puis succombe sous le nombre. L'événement du communisme passait par l'appropriation de 12 % du territoire finlandais, de terres parmi les plus riches, et de cités parmi les plus industrialisées. Le tout vide d'occupants. Car la population (420 000 personnes - 12 % des Finlandais), dans sa quasi-totalité finnoise, s'était réfugiée dans ce qui restait de Carélie finlandaise, choisissant d'abandonner son propre pays pour demeurer elle-même.

« Les réfugiés de la Carélie perdue ont eu un rôle essentiel. En venant défricher cette terre pour y trouver place, ils nous ont appris à redevenir Caréliens, ce que nous commencions à ne plus être, estime le romancier Seppo Lappalainen qui vit depuis cinquante-sept ans dans son village de Carélie du Nord. Certes, nous n'aurions pas disparu, car il existe une protection au plus profond de chacun d'entre nous. D'autant qu'avec l'âge se réveille le sens de l'appartenance à la famille et à la tribu. »

« Aujourd'hui, je me définirais volontiers comme Finnois d'expression carélienne. Ma manière de vivre

et mon langage dénotent le Carélien. Il y a des expressions, des métaphores que j'utilise, qui n'appartiennent qu'à nous. Et un goût, une manière de raconter des histoires qui s'inscrivent sous l'influence des forces originelles. Je décris souvent les hommes seuls dans la forêt, sous la pluie, au milieu de la nature. Nous, Caréliens, qui avons toujours beaucoup circulé, sommes des migrants porteurs de liberté, parce qu'avant tout tolérants. Cela vient peut-être de cette longue coexistence avec les orthodoxes, dont la tradition est plus tolérante. Ainsi la religion n'a jamais été cause de guerre entre nous. »

Pour autant, le courant kalévalien n'a pas secrété que respect et liberté. Brandi aussi bien par des nationalistes fascisants que par des marxistes, seule avait paru l'étendard l'irruption des « porteurs de feu », venus après la première guerre mondiale « ouvrir les fenêtres de la Finlande à l'Europe », appelant à une culture nouvelle, cosmopolite. Nos contemporains continuaient cependant de puiser dans le vieux fonds carélien, profitant, à plus petits pas, leur abstraction ou leur dodécaphonie kalévalienne. Et son inspiration politique, pour peu qu'une crise s'affirmait, justifiait les tentations de repli d'Helsinki, ce dont témoignait aussi sa prudence devant les Dornes.

Quant au néo-carélianisme suscité par les réfugiés, il allait se définir en une génération de son habit moral pour adapter son apparence à l'insouciance des temps. Il saura se parer de couleurs moins nombreuses et plus vives, réputées séduire les jeunes, allié au didactisme bien quadrillé qui rassérène leurs parents. Des valeurs dont s'empareront aussi bien les animateurs de voyages et les conseillers de « maîtres » qu'un groupe de musique populaire fort enjoué, « Vartiina », dont les disques sont plus écoutés que ceux des vedettes « internationales ».

La folklore devient représentation à laquelle la religion elle-même doit payer son dû. Ainsi, à la fin de juillet, la fête orthodoxe des « praznitsa » sous les boulevards d'Helsinki, le boug le plus oriental de Finlande, dans cette Carélie des collines qui joue à saute-mouton avec la frontière, est-elle plus connue par les curieux qu'honorée par les fidèles. Une infidélité dont on s'inquiète autant sous les bulbes orthodoxes que sous les flèches luthériennes voisines, dont les bâtiments du même bois peint d'ocre ou de rouge paraissent offrir en leçon du jour l'image trop sage d'une cohabitation sans nuages.

« La conversion au christianisme est pourtant l'une des pires violences qu'un peuple puisse connaître. Une bénédiction fatale. Notre chance a été qu'elle vienne de deux directions



C'est à travers la peinture d'Aleksi Gallen-Kallela (1865-1931) que les Finlandais continuent de voir les personnages du Kalevala, comme ce Joukahainen, magicien émérite, le héros lapon de l'épopée des Finnois.

(romaine et byzantine), cela nous a permis de relativiser, expose le psychanalyste (luthérien) Martti Siirala, depuis de longues années à l'école de la nation. D'autant qu'à l'Ouest, le langage est instrumental, il est utilisé pour atteindre des objectifs, tandis qu'à l'Est, il est traité avec respect, comme quelque chose qui nous porte, qui nous crée. A l'Est, on habite dans la langue.

« Nous avons été les enfants de la Suède durant six cents ans, exploités par elle, les plus braves des soldats à la solde de son Impérialisme. Mais le cordon ombilical a été coupé de manière passive lorsque Napoléon le « Alexandre le » se sont partagés l'Europe à Tilsit. Et cela s'est répété avec le pacte Ribbentrop-Molotov. Le tsar nous a accordé l'autonomie et les Finnois se sont mis à parler leur langue, se sont identifiés en elle. Si nous avons pu rester unis même après la guerre civile en 1918, puis combattre contre les Russes en 1939, c'est parce que nous avions un accès direct au passé avec des œuvres comme le Kalevala notamment. Une continuité poétique. Peu de nations disposent de cela. Mais aujourd'hui, ce canal est obstrué et notre histoire est en danger. »

« Nous avons perdu la Carélie occidentale, mais à quatre millions, nous avons tenu tête à deux cent millions. Au lieu de considérer l'effacement carélien comme le trauma de la nation, de l'examiner au grand jour, on s'est efforcé de l'enfouir. Un de nos jeunes ministres avouait récemment ignorer qu'il y eût des réfugiés. Depuis Paasikivi (4), l'on veut nous imposer un principe de réalité qui n'a rien à voir avec la réalité. Ces territoires ont été habités par des Finnois durant plus de deux mille ans ! Une véritable pathologie conduit nos dirigeants à parler plus « russe » que les Russes, comme s'ils s'identifiaient avec l'agresseur. Alors que nous sommes victimes d'un déni de droit. A nouveau traités comme des enfants. Et cela n'a rien à voir avec le nationalisme mais ressort du droit à l'individualité d'une nation. »

L'indépendance acquise par les États baltes ou l'ouverture de discussions sur les Kouriles avec le Japon ont pu donner à penser que le statut de la « Carélie perdue », comme la nomment les plus mobilisés des Finlandais, allait être reconsidéré. Il n'en a rien été. La signature le 20 janvier 1992 d'un nouveau traité bilatéral finlando-russe comprenait une clause sur « l'inviolabilité des frontières ». Et l'ancien premier ministre, Johannes Virolainen, a pu reprocher à la direction du pays de n'avoir pas même soulevé la question carélienne. Plus récemment, la diffusion du numéro spécial de la revue de la défense finlandaise consacré au soixante-quinzième anniversaire des forces armées s'est vue freinée, simplement parce qu'il contenait un très sobre rappel historique de l'affaire.

A l'est, il est vrai, la politique de colonisation stalinienne s'est faite œuvre. La russification (ou slavisation) a conduit pratiquement tous les peuples finno-ougriens de l'ancienne URSS - sauf l'Estonie (plus de cinq millions de personnes) - à se retrouver largement minoritaires dans leurs Républiques « autonomes », où les nouveaux venus étaient dotés de la nouvelle nation.

un pays tragique, déshonoré sur tous les plans. Voyez Viborg, où la décadence urbaine et architecturale est incroyable lorsqu'on se souvient qu'elle a pu être la zone résidentielle de Saint-Petersbourg à l'époque du grand-duché. De la ville la plus cosmopolite, la plus européenne de Finlande, il ne reste que les coulisses. Et la catastrophe écologique est telle qu'on ne peut plus imaginer que les forêts aient pu abriter des fées. »

A son tour, en effet, le paysage de la « Carélie perdue » s'est assoupi durant un demi-siècle, mais abandonné aux cauchemars de ses tuteurs, sombrant dans la misère avec ses colons. Aussi, l'ouverture de la frontière il y a cinq ans s'est-elle révélée autant une épreuve qu'une joie pour les anciens réfugiés. En témoigne la maïo tremblante de la romancière Eeva Kilpi brandissant la photo du lac où elle se baignait enfant et où plongent maintenant des enfants russes. « Chaque été, les Caréliens retournent voir leur ancienne maison, dit-elle. Habitée par d'autres et presque toujours dans un état lamentable. Ils apportent de la nourriture, du café et du thé aux occupants et prélèvent des plantes dans les terrains pour les replanter ici. Il leur arrive de découvrir qu'on a changé le nom finnois de leur village, comme dans le district de Leningrad (5), et que la demeure de leurs parents a été transplantée ailleurs pour constituer un kolchoze autour duquel les terres restent en friche. »

« On veut nous faire oublier que la destinée de la Finlande culmine dans la Carélie. Tous les Finlandais y ont combattu. Au prix de dizaines de milliers de morts, ils ont pris collectivement la question carélienne dans leurs mains. Nous n'avons pas perdu cette guerre puisque nous y avons gagné notre indépendance. Alors pourquoi ce refus d'une discussion ouverte avec les Russes ? Pourquoi ne pas même vouloir aborder la question ? Même nos enfants s'en désintéressent. Nous avons été jusqu'à

songer racheter la Carélie. Des économistes ont fait le calcul ! »

La volonté de silence ou d'apaisement des politiques ne freine cependant en rien les initiatives individuelles et collectives. Les routes encore trop souvent impraticables l'hiver du côté russe s'ouvrent un peu plus chaque été. Des dizaines d'hectares de champs laissés à l'abandon sont proposés à des Finlandais contre une rémunération encore très aléatoire. Les archives de Petrozavodsk se font disponibles, et les universitaires et les étudiants des deux côtés se rencontrent dans la capitale de la Carélie russe, pour tenter d'y écrire en commun un peu plus de leur histoire. Passée et à venir.

Les Komis y participeront à un prochain colloque sur le fait national. Par-delà l'invitation d'une délégation de cette vaste et riche République finno-ougrienne du nord de l'Oural (où, malgré les déportations, 300 000 Komis vivent encore), c'est une famille écartée que l'on convie à se redécouvrir. Les contacts développés avec les Caréliens de Tver vont s'étendre aux autres Républiques autonomes d'ascendance finno-ougrienne comme les Maris (plus de 300 000 dans la République homonyme) et les Mordves (400 000 en République de Mordovie). Ils devraient permettre de mieux préciser les origines et de reconstituer les itinéraires divergents d'un peuple unique qui vivait vraisemblablement sur les rives de la Volga. Il y a quatre mille ans.

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Perrier

(4) Premier président de la République après la guerre, père de la politique de neutralité.

(5) Significativement, la ville de Leningrad a été dé baptisée, mais pas le district qui s'est partagé la dépouille de la Carélie occidentale avec la Carélie russe.

## Le Monde des DEBATS Le Monde

### LES INFIRMIÈRES MALADES DE LEUR MÉTIER

Les infirmières souffrent d'exercer un métier mal connu, mal reconnu. Trois d'entre elles nous apportent leur témoignage. Une responsable de l'Assistance publique et un cancérologue chef de service leur répondent.

### SUPPRIMER LE DÉPARTEMENT

Les points de vue de deux « adversaires » du département. Pierre Mazeaud et Georges Frêche : d'un de ses « défenseurs », Jacques Barrot.

### LE CHILI DANS L'OMBRE DE PINOCHET

Le général dictateur, après dix-sept ans de règne sans partage, est toujours présent. Des entretiens exclusifs avec le général Pinochet et avec Isabel Allende.

### L'AVENIR DU DROIT EUROPÉEN

Le droit français, un droit écrit, est-il menacé par la montée en Europe du droit anglo-saxon, un droit coutumier ? Un débat contradictoire entre trois juristes : Jean Foyer, Denis Simon et Jacques-Henri Robert.

NUMÉRO DE MAI 1993 - 30 F

## Guide

• Sous le titre « Carélie, pays du Kalevala », l'institut finlandais en France organise jusqu'à la fin juin une série de manifestations sur la Carélie : exposition, concert (notamment du groupe Vartiina), colloques, projections de films et quinzaine gastronomique. Programme détaillé à l'institut, 60, rue des Ecoles 75005, Paris, tél. : (1) 40-51-89-09.

Livres : La Kalevala, épopée des Finnois, par Elias Lönnrot, dans la traduction fort nouvelle de Gabriel Rebouret (Gallimard,

« L'Aube des peuples », deux tomes de 438 p. et 488 p., 140 F chacun). Une certaine histoire d'amour, de Seppo Lappalainen (Esprit ouvert, 118 p., 78 F.).

Voyage : Joensuu, le modeste capitale de la Carélie du Nord, est à six heures de route ou de chemin de fer d'Helsinki. Air France dessert la capitale finlandaise tous les jours sauf le samedi. Tarifs aller et retour en classe « le Club » : 8 030 F ; « visite » : 3 330 F ; « jeunes » : 2 410 F. Sa filiale Jumbo offre des sièges sur ces vols à 2 090 F. Renseignements : tél. : (1) 44-08-24-24. Réservations : (1) 44-08-22-22. Jumbo : (1) 40-26-38-48. Minitel : 3615 ou 3618 code AF. Vols quotidiens également de la compagnie Finnair. Au départ d'Helsinki ou de villes comme Lappeenranta en Carélie du Sud, il est possible de faire l'aller et retour pour Viborg dans la journée par le train, avec le « Sibellus ». Circuits quotidiens par hydroptère Helsinki-Viborg (ne pas oublier les visas russes). Renseignements complémentaires à l'Office de tourisme de Finlande, 13, rue Auber, 75009, Paris. Tél. : (1) 42-66-40-13. •

**Voyages**  
Séjours 1 semaine  
IRLANDE : 2530 F\*  
ECOSSE : 2980 F\*  
NORVEGE : 3800 F\*  
Réservations : 40 53 07 11  
181, Bd Pereire - 75017 PARIS  
M<sup>c</sup> Perrier ou Porte-Maillet  
(\* Prix à personnes deux)  
Les voyages  
considèrent l'originalité







SANS • VISA  
TABLE

# Oiseaux sans tête



Leur nom véritable est « paupiettes ». Et le Petit Robert, toujours précis, nous apprend qu'en 1735 on écrivait « popiettes ». Un demi-siècle plus tôt : « poupiette », de l'ancien français « poupe », signifiant partie charnue (du latin *pulpa*). Tous ces noms successifs indiquant une tranche de viande farcie puis roulée.

Si Beauvilliers, dans son *Art du cuisinier* (1814), écrit encore « popiettes », dans la *Nouvelle Cuisine* (mais oui, déjà!), parue en 1742, on donne une recette de paupiettes de veau au champagne, tandis qu'en 1740 le *Cuisinier gascon* parle de petites paupiettes baptisées « en crotte d'âne ».

Je ne sais d'où ni de quand nous vient l'expression « oiseaux sans tête » (en Flandre on use du terme similaire de *Vogels zonder Kop*), mais elle fait joliment image par le côté rond et dodu du mets (qui peut, de reste, être posé sur un croûton, comme sur un nid !). J'ai même cocoo une cuisinière qui m'annonçait des oiseaux sans tête avec tête, en piquant un côté de ses paupiettes d'un bâtonnet terminé par une olive.

Les recettes ? Il y en a beaucoup, d'autant que, partant de veau et du bœuf, les cuisiniers ont extrapolé. Les classiques paupiettes de veau (pardon : les oiseaux sans tête classiques), Ginette Mathiot en a codifié la recette menagère. Des escalopes bien rectangulaires et très aplaties, d'une centaine de grammes. Poser sur chacune une tranche mince de bacon, puis deux minuscules morceaux dits « de Paris » soigneusement lavés et coupés en deux.

Salier et poivrer, rouler en forme de tonnelet et lier d'une ficelle fine. Faire dorer au beurre, en cocotte, bien complètement, puis mouiller d'un décilitre de vin blanc sec et de bouillon. Encore un peu de sel et de poivre. Couvrir et cuire doucement une heure. Déficeler les paupiettes et les tenir au chaud. Ajouter à la cuisson un peu de crème fraîche, chauffer et napper de cette sauce.

Mais toutes les farces sont possibles. Au bacon on peut substituer du jambon (blanc, d'York, de campagne, etc.), de la chair à sa-

cisse. J'ai même apprécié, une fois, des oiseaux sans tête fourrés de banane écrasée et poivrée. Il est vrai que le jus de cuisson était réhaussé, pour compléter l'exotisme, d'une cuillerée à soupe de rhum.

De même, on peut faire des paupiettes avec des feuilles de chou en place de viande. Les Russes se régalaient de paupiettes à la kacha composées, d'une feuille de chou cuites sur laquelle on dispose, gros comme un œuf, un mélange de bœuf et de porc haché avec moitié de kacha (orge en grains) bien cuite. Rouler, mettre en cocotte avec un peu de saindoux, un peu de sel et d'eau et cuire à l'étouffée.

Georges Blinck, à Vonnas, propose des paupiettes de ris de veau braisées : les pommes de ris cuites aux aromates, et vin blanc sont coupées en quatre « de la taille d'un oiseau sans tête » (sic) et cha-

que quartier est roulé dans une feuille d'épinard blanchie. Des recettes, Escottier en énumère plus d'une vingtaine, dont le nom préfigure l'accompagnement : à la milanaise avec sauce tomate, à la piémontaise avec du riz, à la Fontange avec des croquettes de pomme de terre. Il indique même des paupiettes d'anchois : filets aplatis masqués d'une purée de poisson cuit, liée à la mayonnaise relevée de cayenne. Et Jacques Maximin m'avait fait goûter un jour des paupiettes de saie avec poireau et truffe !

Pour les amateurs de plats froids, je me permettrai de donner alors une recette dont je ne rougis point d'être l'auteur : « Oiseaux sans tête à la gelée ».

Voici donc. Des escalopes bien découpées et surtout très plates. Sur chacune, d'abord une légère couche de chair d'olives noires écrasées, puis une tranche de jambon d'York, moitié maigre moitié gras, puis un semis d'œufs durs et enfin une couche de fines herbes ciselées. Roulez et ficeler vos oiseaux. Piquez-les à la seringue d'un peu de whisky pure-malt. Les faire bécoter au beurre, en cocotte, puis mouiller de bouillon de poule en ajoutant sel, poivre, bouquet garni et un pied de veau. A cuisson, égouttez vos oiseaux. Déficeler-les et mettez-les en terrine. Réduire puis passer la cuisson dessus et laissez refroidir avant de porter au réfrigérateur jusqu'à ce que la gelée soit prise.

En accompagnement ? Une salade (de mâche peut-être ?) et un bon petit vin. Blanc ou rouge, comme par exemple ce coté d'Aix, le châteauneuf-castellane 1991.

PS : Gilbert Roubaud, l'adjoint d'Estival, le chef du *Métropole* de Beaulieu, m'a fait un jour tester sa trouvaille : un oiseau sans tête farci d'un œuf de caille enveloppé d'herbes d'Azur. Excellent !

## Semaine gourmande

### Le Gourmet

Serge Bisco que nous connaissons en salle, chez Maxim's et ailleurs, régalait sa clientèle par cette petite maison banlieusarde mais bien agréable et de bonne facture : foie gras ou saumon fumé-bûche, halibut au saumon fumé-bûche, on encore foie gras mais, cette fois-ci, escalopé et chaud au cassis, gratin de homard aux tagliatelles, rosettes de bœuf bordelaise, ris de veau aux langoustines. Un seul fromage : le roquefort accompagné de son verre de porto et nombreux desserts. A la carte, il vous faudra compter 250/350 F mais notez aux déjeuners un repas « Club des femmes » (amusettes, plat, dessert : 100 F vin compris) et un déjeuner Express (choix entre 5 entrées, 3 poissons ou viande, dessert - 140 F). A découvrir.

► Le Gourmet, 150, bd du Général-Girard, 94100 Saint-Maur ; tél. : 48-88-88-98. Fermé dimanche soir et lundi. C.B., Visa.

### Le Bristol

Avec le Ritz, le Bristol est l'un des deux grands palaces parisiens. Sa situation, son parking privé, sa merveilleuse salle à manger aux boiseries Régence, l'hiver, et l'été, sa salle à manger-patio donnant sur un jardin « à la française » son service éminemment distingué suffiraient à en faire une oasis de

luxue. Là tout n'est qu'ordre et beauté, pourrait redire son directeur Raymond Marcellin. Mais, en complément - et tout gourmet y sera sensible - la cuisine d'un MOF (meilleur ouvrier de France), Emile Tabourdin, s'y ajoute à merveille.

Il paraît qu'un membre du Club des cent l'a estimé un jour « bourratif et compliqué ». Ce devait être un membre du Club des sans-goûts ! La gaufre tiède à l'aneth escortant le saumon fumé d'Ecosse, les poivrons et tomates confites escortant la ravigote de homard, les sacrilèges au chablis servis avec le consommé madrilène, la gelée de crustacés au cerfeuil accompagnant la crème d'asperges glacée ; les écaillés de navets couvrant le blanc de barbe rôtie, la crème de langoustines « vert pré » oappant l'émincé de veau... Il y faudrait une page entière pour en décrire les saveurs et citer les autres plats de la carte ! Mais notez aussi les foies gras (au naturel, en pot-au-feu, en gelée) et les desserts.

Avec une carte des vins remarquable (découvrez le modeste et séduisant gigondas), comptez pour ce régal 700/800 F. C'est la fête !

► Le Bristol, 112, faubourg Saint-Monré, Paris-8<sup>e</sup> ; tél. : 42-88-91-45. Tous les jours. AE-DC-CB.

## Vous avez été vacciné contre l'hépatite A... Votre témoignage nous intéresse !

Hommes d'affaires, particuliers, voyageurs, professionnels des chaînes alimentaires, de la santé et de l'hygiène publique... Dans le cadre de votre activité professionnelle ou personnelle, vous ou quelqu'un dans votre entourage vous êtes fait vacciner contre l'hépatite A depuis octobre 1992. Notre Institut Market Audit vous invite à participer, contre indemnisation, à une grande enquête économique sur ce thème. Il suffit de répondre par téléphone à quelques questions. C'est simple, rapide, utile et anonyme. Merci.

CONTACTEZ Claude Laurent 05 45 05 45 NOUS SAURONS APPRECIER VOTRE PARTICIPATION

## Evasion

### Htes-ALPES

HTES-ALPES - STATION VILLAGE  
A 5 km de Saint-Véran  
HOTEL LE CHAMOIS\*\*  
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
Soleil, calme, toutes randonnées dans le parc régional du QUEYRAS  
Tél. : 92-45-83-71 - Fax : 92-45-80-58.

### ALSACE

HOSTELLERIE MUNSCH\*\*\*  
68690 SAINT-HIPPOLYTE  
« Au Duc de Lorraine » Rd. du silence.  
Pied du Mt-Koenigsbourg. Demi-pension  
Tél. : 89-73-00-09 - Fax : 89-73-05-46.

### CANNES

APPIA HOTEL\*\* Luxes  
Au calme à 100 m de LA CROISSETTE.  
Climatisé. Asc. Terrasse. Bain. WC. TV.  
7 JOURS A PARTIR DE :  
PENSION COMPLETE 1 673 F.  
DEMI-PENSION 1 253 F.  
7 Nuits Chambre 833 F.  
8. r. Chateaubriand (20 m r. d'Antibes).  
06400 CANNES. Tél. 93-59-46-51.

### CHER

Une chaîne hôtelière qui vous propose ses 48 moulins en France, Allemagne et Belgique.  
Guide sur demande à :  
MOULIN DE CHAMERON  
18210 BANNEGON  
contre 7 F en timbres pour frais d'envoi.

### PARIS

SORBONNE  
HOTEL DIANA\*\*  
73, rue Saint-Jacques.  
Chambres avec bains, w.-c.  
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F  
Tél. : 43-54-92-55 - Fax : 46-34-24-30.

### PÉRIGORD-DORDOGNE

AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS  
\*\*\*NM LOGIS DE FRANCE  
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE  
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.  
Tél. : 53-29-95-44 - Fax : 53-28-42-96.

### SAVOIE

LA MONTAGNE-AUTHENTIQUE...  
CET ÉTÉ À SAINT-JEAN-D'ARVES (1 600 m)  
Vivez sport, détente nature dans un village typique de la haute vallée de l'Arvan. Face aux superbes aiguilles d'Arves.  
Tennis, tir à l'arc, mini-golf, centre équestre, VTT, luge du village, location hélicoptère, randonnées fluviales et terrestres, journées enfants, animation permanente.  
Location de studios, appartements, chalets, collectifs, à tous prix, de toutes capacités, pour tous les goûts.  
HOTEL\*\* CHAMBRES D'HOTES  
Tous renseignements et documentation :  
office de tourisme, 73530 Saint-Jean-D'Arves. Tél. : et Fax 79-59-72-97.

### Hte-SAVOIE

Le Petit Tétraz\*\*  
Ne cherchez plus, vous venez de trouver l'Hôtel de vos vacances à la montagne.  
Le petit Tétraz\*\*  
Tél. : 50-34-42-51. Fax : 50-34-12-02.

### SUISSE

L'HOTEL WASHINGTON\*\*\*  
CH-6903 LUGANO  
Situation calme près gare et centre-ville - Grand parc et parking  
1/2 pension : FS. 86 à 93 par pers.  
Tél. : (1941) 9156-41-36.

CH-1938 Champex-Lac  
Valais Suisse  
Ch. douche/w.-c. TV-radio  
DP. FS 65.- à 90.-  
réd. enfants 30 % à 100 %  
Hôtel Splendide\*\*\*  
Tél. : 1941/26/831145.

### VENISE

OFFRE SPÉCIALE  
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1993  
RAMADA HOTEL  
VENISE  
Seulement 700 FF par personne pour 3 nuits y compris le petit déjeuner  
Pour réserver téléphonez :  
1939/41/5310500  
Fax : 1939/41/5312278  
Tél. : 411484 Ramven

### CALVADOS

NORMANDIE  
STAGES  
TENNIS  
FOOT-BALL  
bord de mer - pension complète encadrement 24/24 - 8 à 17 ans  
P. Laitrie - 4, allée du clos des 3 coins  
14200 HEROUVILLE-CLAIR  
Tél. : 31-95-75-21.

### MAINE-ET-LOIRE

TOURISME  
FLUVIAL  
Location de bateaux grand confort, sans permis de 2 à 12 personnes  
MAINE ANJOU RIVIÈRES  
49220 LE LION D'ANGERS  
Tél. : 41-95-10-83

### PROVENCE

3615 LUBERON  
INFOS TOURISME  
Parc naturel régional du Luberon

### PUY-DE-DÔME

SANCY  
ARTENSE  
Le Pays détente  
Découvrez les grands espaces !  
Renouez avec la tradition ! Vivez à pleins poumons : VTT, randonnée, équitation, baignade, pêche, tennis, mini-golf...  
Tous types d'hébergements  
O. TOURISME, rue Pavade  
63680 LA TOUR D'AUVERGNE  
Tél. : 73-22-81-81.

### BAS-RHIN

STAGE DE PEINTURE  
sur bois/peinture et dessin : initiation et perfectionnement avec découverte de la région. Alsace Vosges du Nord.  
Possibilité de chambres d'hôtes. Dem. doc. tél. : (16) 88-89-81-67.

### SAÔNE-ET-LOIRE

TOURISME FLUVIAL  
3615 CODE F2P  
Le bien-être au fil de l'eau. Dans toute la France. Bateaux habitables de 2 à 12 personnes. FRANCE PASSION PLAISANCE BP 89  
71600 PARAY-LE-MONIAL.  
Tél. : 85-81-73-51  
Fax : 85-81-32-40

### SUÈDE

Naturellement en SUÈDE !  
Pêche à la mouche dans une des plus belles rivières de Suède.  
8 jours tout compris - 8 400 F  
Départs en avion toutes les semaines de Paris  
POLAIRE Natur, Tour AB  
Tél. 19-46-480-20886 (appel gratuit)

FORFAIT SPECIAL JUILLET-AOÛT 4900 F/SEM.

**GOLF ET FARNIENTE QUATRE ÉTOILES EN PROVENCE-CÔTE D'AZUR**

Près de Bandol, ouverture de l'Hôtel de Frégate\*\*\*\* sur un golf d'exception. 2 parcours - 18 (homologué) et 9 trous, 3 tennis, 3 piscines, un club équestre ; mais aussi la plage, des sentiers de promenade, des VTT et le club enfants. Forfait de lancement juillet-août 1993 : 4900 F/pers/sem. Tenté ? Appelez le (16) 94 29 39 39 - Fax : (16) 94 29 39 40.

\* Forfait 7 jours/6 nuits en chambre double vue sur mer, 1/2 pension et 5 green fees/personne. Non-golfeur : 4000 F. Possibilité location villas avec services hôteliers.

**HOTEL DE FRÉGATE**  
Hôtel de Frégate - RD 109 - 83270 St-Cyr-sur-Mer - Managed by Dolce International

**Gastronomie**

**EXCELLENT CHAMPAGNE**  
de récoltant  
La bouteille 68 F TTC  
Étiquettes personnalisées à la demande  
Week-end sur rendez-vous  
Tél. : 26-58-32-10.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ GASTRONOMIE  
Renseignements :  
46-62-75-31

\* « L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, consommez avec modération. »

**N'hésitez pas à rejoindre nos homards à la nage...**

Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

**LA CHAMPAGNE**  
La grande brasserie de la mer.  
Vivier du homard et de langoustes.  
16, place du Châtelet Paris 5<sup>e</sup>  
Réservation : (1) 40 74 44 78 - Fax : (1) 42 80 83 70

**CHEZ NANSI**  
L'Atelier de Nansi dans un décor unique.  
3, place de la République Paris 11<sup>e</sup>  
Anglo-Brettonneaux Rue de la République  
Réservation : (1) 45 48 96 42 - Fax : (1) 45 41 55 40

**Le Monde EDITIONS**

**LES TOURNANTS DE LA GLOIRE**

Vingt-trois vraies fausses nouvelles sportives

Alain Giraudo

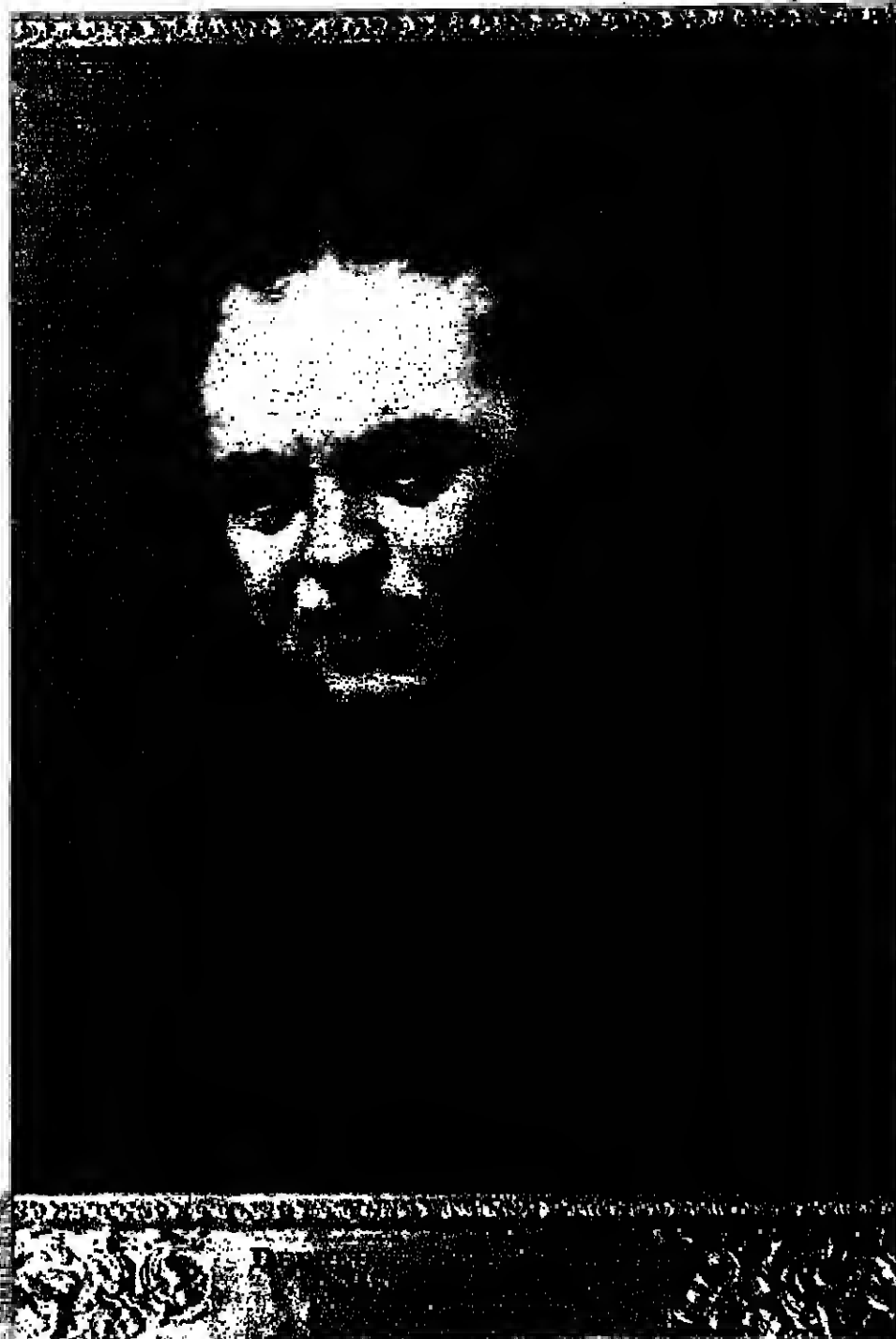
EN VENTE EN LIBRAIRIE



SANS • VISA  
PARCOURS

# « Brulard », le brûlot

La haute société grenobloise a mis plus d'un siècle à digérer tout le mal que Stendhal a dit d'elle. Aujourd'hui, les hostilités ont cessé. Mais la vigilance s'impose : la plaie peut se rouvrir à tout moment.



STENDHAL « tend ses filets trop hauts » ; il force l'intelligence. On le crut méchant quand il voulut être juste — et même injuste — maladroit quand il cherchait à « être vrai », sa concision passait pour de la sécheresse. Il eut constamment dans le monde, sous les masques qu'il se donna, le visage de l'incompris ; il promena, dans les tristes dimanches de son existence, sa grosse tête d'enfant. Il fut provocateur pour ne pas étouffer de rage, il survolla sa révolte pour la tenir hors du boudoir où la Restauration plongeait la France. Il avait en horreur l'hypocrisie et le « vague », ce qui n'était pas la meilleure façon de réussir ; il n'aimait que l'amour, le courage, la beauté, mauvais points auprès des maîtres de l'opinion à qui Stendhal tendait son miroir. Les plus indulgents le trouvaient « bizarre », les plus ultras « un triste sire » ou un « vilain monsieur ». C'était là l'effet d'un esprit mordant, rêveur aussi, d'une absence d'emphase, la rançon de l'égoïsme. Il bastonnait les « jeannettes », et après, comme il n'aurait pas tué même un cafard, les « jeannettes » qui voulaient son ombre et sa perte prenaient l'avantage sur lui. Pour ne rien arranger, il portait une ironie cachée dans le coin de la bouche qui finit par lui donner mauvaise réputation : « Même en reculant, qu'un cabriolet jaune vient de passer dans la rue, j'ai le malheur d'offenser moralement les hypocrites et même les « niais ». Sans son œuvre — mais il écrivait pour le happy few et pour être lu plus tard, en 1880, en 1935 même — Beyle était, de son vivant, comme une variété d'éphémère, sans ses livres, ce « cristal de la vie », il n'aurait pu sortir vainqueur du mauvais pas où l'avait fourré son génie.

Aujourd'hui, ses ennemis sont à leur tour masqués. L'Eglise, qui ne put venir à bout de l'anticléricalisme forcené, est passée sous la sainte table : elle se tait concernant Stendhal. Grenoble, laboratoire des amours et des haines, patrie de l'enfant terrible, s'est elle-même assagie et tend la joue au fils prodigue sans crainte d'être mordue. Elle est même fière de son petit monstre dont raffolent les Japonais (1). Ville d'ouverture, bien qu'enclavée, à vocation moderniste, elle n'ignore

pas que le consul ennuyé de Civitavecchia est le premier de ses ambassadeurs, le plus fin de ses produits d'exportation. Le *drawback* (inconvénient) d'avoir de l'esprit, tourne au profit : *business is business*, sans tomber dans l'anglo-manie. Mais Grenoble et l'écrivain, réconciliés en vitrine, se battent encore parfois dans l'arrière-boutique. A cause d'une vieille blessure, d'un fâcheux souvenir...

En 1842, à la mort d'Henri Beyle, dit Stendhal, pseudonyme à consonance germanique qui lui fut reproché comme le reste, les gazettes de l'Isère reproduisirent les notices obituaires de la capitale : « Homme d'esprit », « Auteur du *Rouge et le Noir* », rien d'inquiétant pour un rentier louis-philippard. Les chaus-vius grenoblois avaient déjà leurs glaires : Condillac, Champollion, un fabricant de gants, et pour ce « Frédéric de Stendhal » (sic), ils n'allaient pas voler leurs tambours. Mais, le happy few se démenant, les Dauphinois découvrirent bientôt l'épigramme qui, au cimetière Montmartre, surmonte la tombe de Stendhal : « Arrigho Beyle, milanese... » Milanais ! Froissés, ils passèrent alors de l'indifférence à l'irritation contre ce renégat, qu'ailleurs on commençait à lire avec fureur (Balzac estimait que la *Chartreuse de Parme* était le plus grand roman du siècle). L'écho venait de Paris où se formait un bataillon de fidèles. La gentry de Grenoble, qui volontiers eût oublié cet enfant insolent et fantasque, capable de fougues écarts, honni des prêtres qu'il honnissait, s'obligea à ouvrir ses livres, mais avec des pincettes. Elle ne fut pas déçue. Aussitôt, les familles pieuses les mirent à l'index, les abandonnant aux rats dans leurs greniers, avec interdiction aux enfants d'approcher. Quelques fins lecteurs courageux voulurent engager une défense mais, vers 1850, Grenoble n'était pas cosmopolite comme une Silicon Valley, c'était petit, étroit, humide et la « canaille » fut fauchée. Si déjà des femmes de la meilleure société trouvaient Julien Sorel bien joli, bien intéressant, leurs maris méfiants — la méfiance était un trait accusé du caractère grenoblois — ne s'en laissaient pas conter par ce Stendhal dont les admirateurs passaient pour libéraux

au, pis, républicains. A Paris, on parlait de lui élever une statue, à Grenoble, à la bibliothèque municipale, sous une poussière de charbon. Le dandy les avait snobés, à leur tour, « ils montraient les dents » (c'était alors une expression du pays).

On aurait pu en rester là. Stendhal, dont la renommée ne cessait de grandir, aurait conquis la ville sans coup férir autour de 1880, date qu'il s'était fixée, comme on sait, pour être lu du tout-venant. Mais le garnement imprévisible qui, à seize ans, avait fait le coup de feu contre l'arbre de l'égalité, le vieux consul, dont la devise était Louis XVI devant les faces de carême de sa famille « bouffie d'orgueil », aux prétentions nobiliaires, le vieux consul, dont la devise était SFCOT (Se foutre carrément de tout), avait laissé un pécédent à retardement, *post mortem*, la *Vie de Henry Brulard*, un pavé manuscrit qui couvrait sous la cendre, où le parti pris de la sincérité, on ne sait quelle sainte colère guidant sa plume, Stendhal assassinait bellement sa ville natale : « Grenoble est pour moi comme le souvenir d'une abominable indigestion... Tout ce

qui est bas et plat sans compensation, tout ce qui est ennemi du moindre mouvement généreux, tout ce qui se réjouit du malheur de qui aime la patrie ou est généreux, voilà Grenoble pour moi ». Il y passait aussi en revue ses compatriotes mesquins et finassiers. En 1889, ce beau travail d'édition, dû à Casimir Strijenski, qui publia dans la foulée le *Journal*, Lamiel et les *Souvenirs d'égoïsme*, relança les études stendhaliennes. Les boylistes affirmèrent que le *Brulard* était l'un des textes les plus remarquables de la langue française, mais le gratin grenoblois le lut comme une infamie : pour les soix, c'était de la mélasse, du souffre pour les curés, pour les coquins du voisin. La ville se cabra. Elle prit les intérêts de l'indignité, de l'argent pâl, de l'honnêteté médiocrité. Stendhal était au firmament qu'elle lui cherchait encore des poux dans les favoris. Elle ne voulait plus savoir qu'il aimait aussi les charmants ombrages, les noyers, les frères et les châtaigniers de l'Isère, qu'il éprouvait du bonheur à contempler ses paysages, qu'à Paris ses montagnes lui manquaient. Elle était humiliée et ne songeait pas plus à répondre à l'amour de Beyle que Méliade autrefois. Elle ne voulait pas se rappeler ce qu'écrivait Stendhal dans les *Mémoires d'un touriste* : « Si l'on cédait à la tentation de parler du beau dans ce pays, on ferait un volume... », « ... on avait raison d'accorder une finesse infinie aux paysans du Dauphiné ; je les placerais pour l'esprit à côté de ceux de Toscane... » et, à propos de la Grande Chartreuse : « Il n'y a peut-être pas une autre vallée au monde plus belle que celle-ci... » Elle prétendait défendre l'honneur des Monvial (les deux frères qui avaient un « respect effrayable pour les convenances » et que Beyle appelait les « Manvaces »), de M. Faure (pair de France, « plat ami à la bassesse infime dans les belles actions ») et même de ce tyran d'abbé Raillane ; elle s'indignait pour Chérubin Beyle, son père, que le jeune Henri trouvait « excessivement ridé et laid » et sur lequel, prétendait-elle, « il avait vomé les plus abominables injures » ; elle s'en prit à l'adolescent de quatorze ans qui s'était agenouillé pour remercier Dieu à la mort de sa tante Séraphie, l'« ennemie acharnée » qui, de son côté, le trouvait « atroce ».

L'establishment ne voulait pas admettre que *Brulard* était le livre des blessures, des morts inconsolées, des injustices irréparables, le souvenir nostalgique d'un homme de cinquante ans qui sentait encore les réelles souffrances du jeune Henri empêché de « jouer aux gobilles » avec les enfants de son âge, qui pleurait encore les larmes de cette petite âme sensible percée par des coups de poignards — « Je ne puis voir la phrygienne des choses, je n'ai qu'une mémoire d'enfant... » Les âpres, les secs, les Rail-lane ne pardonnaient pas à ce petit garçon chérissable, que le théâtre « charmant jusqu'à la délice » et qui ne voulait pas « qu'on jetât de la terre sur la bière de sa mère prétendant qu'on lui faisait mal ». En 1914, la *Croix de l'Isère*, quotidien catholique, écrivait encore : « Ses écrits, que l'on sort de l'oubli, révèlent une ingratitude noire pour la généreuse cité qu'il n'a pas craint, à tous propos, de persifler jusqu'à l'outrage... Les assertions de ce cerveau malade n'apportent, est-il besoin de le dire, aucun lustre pas plus que la moindre diminution à la réputation de Grenoble... Grenoblois qui avec la réputation de savoir faire une

conduite à qui ne vous plaît pas... décidez... »

Trop tard ! Les touristes qui, les *Mémoires* de Stendhal à la main, passaient par la ville, commençaient à s'indigner : on avait donné le nom de Beyle-Stendhal à l'ancien chemin du gazomètre et, quand on sonnait le matin à la porte de sa maison natale, rue des Vieux-Jésuites, c'était une tenancière de bordel qui ouvrait en pantoufles. Taine, Renan, plus tard Barres et Blum, tressaient des couronnes à Stendhal. La place forte du Dauphiné, attaquée du dehors, tenait dans ses murs de farvenus boylistes. Les détracteurs perdaient du terrain avec le souvenir de leurs ancêtres morfondus et les admirateurs, souverainement cyniques, ne se gênaient plus pour piétiner ces mémoires outragées. On les entendait dire ou penser : « Les Grenoblois ne peuvent en vouloir à Stendhal ; ils n'ont jamais lu tout le mal qu'il en dit, et si Stendhal a dit du mal des Grenoblois, reconnaissons tout de même, il en est temps, que c'est tant pis pour eux et non tant pis pour Stendhal. » Telle est, hélas ! la force espérée du talent.

Vers 1930, prise de fièvre obsessionnelle, Grenoble dut capituler. Elle ouvrit un petit musée au vainqueur. Mieux valait oublier l'injure pour éviter le ridicule. L'intelligence, la modernité du style, l'écrasante supériorité de l'écrivain, le rayonnement de sa gloire imposaient désormais aux Grenoblois bien-pensants, catholiques, avarés ou pas, d'applaudir avec le troupeau sans espoir de laver l'affront. Ce dut être dur au début. Ils s'appuyèrent un peu sur Candel qui, au nom de Dieu, le détestait, et aussi parce que, à Branges, Stendhal était plus connu que lui, un peu sur de plus petits maîtres, comme Léantand, qui faisait la fine bouche, mais ils durent se rendre à l'évidence : aimer Stendhal ou ronger son frein à la promenade à dix pas derrière les amoureux.

Aujourd'hui, Grenoble est devenue le haut lieu des conférences et des colloques stendhaliens. Le fonds Stendhal de la bibliothèque municipale s'est enrichi d'ouvrages annotés de la main de l'auteur, de manuscrits, d'éditions originales que viennent consulter savants et chercheurs. Depuis plus de cinquante ans le professeur V. Del Lito, éminent stendhalien, a planté ses faisceaux dans Grenoble et veille en vieux grenadier sur les destinées du grand homme. Originaire d'Italie où Stendhal parlait à « la chasse du bonheur », il a ramené Beyle dans sa véritable patrie. Il a su plaider pour l'homme rejeté qui avait toutes les qualités et tous les défauts de ses compatriotes, sans compter le génie, qui ne gâte rien. Le dernier carré s'est rendu. Mais, pas plus tard que l'an dernier, au cours du festival Stendhal, alors que, dans la collégiale, un acteur lisait le *Rouge et le Noir*, une dame, un soldat perdu, a vivement protesté : « Pas ici ! Pas dans une église ! »

La maison de Stendhal où Beyle, enfant, retrouvait son grand-père Gagnon, rachetée par la ville en 1966, est restée dix-sept ans inoccupée, compassée, ouverte aux quatre vents, aux squatters, aux chineurs de parquets et de cheminées. Un conseiller municipal voulait en faire une halte-garderie. On la visite à présent, surmonte la terrasse et la trille d'Henri Gagnon pendait à son petit-fils de Lino et de Pline en arrosant ses fleurs. Pour le professeur Del Lito, la lutte n'est plus aussi rude qu'autrefois. « Stendhal », écrit-il, devenu, dans sa patrie — et sans la moindre réserve — un promoteur, un phare de la culture ! Qui l'aurait cru ? Mais il sait bien qu'un stendhalien est constamment sur la brèche et ne peut tenir qu'en éveil. Que viser les hauteurs, aimer l'amour, détester la bêtise et la médiocrité, l'hyppocrisie, l'heureux petit nombre des hommes libres d'esprit au cœur fragile, qu'habiter cette « Stendhalie » si chère à Julien Gracq, c'est devoir attiser en permanence le feu d'une révolte, toujours menacé par le parti de l'éteignoir.

De notre envoyé spécial  
Christian Colombani

## La route historique

L'Office de tourisme de Grenoble vient d'ouvrir une route historique qui met en valeur les lieux de la jeunesse et de l'inspiration du grand écrivain. Un itinéraire fléché permet de retrouver les sites évoqués par Stendhal dans son œuvre. En Dauphiné : Branges, où se déroula le fait divers à l'origine du *Rouge et le Noir*. Thuellin, où Beyle allait rejoindre Pauline, après son mariage avec Périer Lagrange. Voreppe, où le grand-père Gagnon avait une propriété. Claix, au lieu-dit Furonniers, où, dans le jardin de son père, le petit Henri

découvrait Cervantes, et, non loin de là, le rocher de Comboire, surplombant le Drac, où il se livrait au plaisir de chasser la grive. A Grenoble : l'appartement natal de Stendhal, la maison Stendhal, sur la place Grenette, où le jeune Beyle rejoignait son grand-père, le Musée Stendhal et la bibliothèque municipale, qui, parmi toutes ses collections, possède un fonds stendhalien unique au monde.

► Office de tourisme de Grenoble, 14, rue de la République, 38000 Grenoble. Tél. : 76-54-34-36.

(1) Stendhal Club, la remarquable revue internationale d'études stendhaliennes, imprimée à Grenoble, a quarante abonnés au Japon et dix à Grenoble.

la nouvelle bataille de Naboul

L'ex-Yougoslavie un test pour...

A VOTÉ !

George Soros